



APPEL D'OFFRES

RETOURNER LES SOUMISSIONS À :
Réception des soumissions
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Centre de service de l'est
Service de réception des offres
2001, boulevard Robert-Bourassa, bureau 671-TEN
Montréal, QC
H3A 3N2

SOUMISSION PRÉSENTÉE À :

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Par la présente, nous offrons de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, la construction énumérée ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Commentaires :

Sujet	
Phase II de la modernisation des toilettes	
N° de l'invitation	Date
01B46-15-0034	2015-10-21
N° de référence du client	
1516-144110-P06	
N° de dossier	
01B46-15-0034	
L'invitation prend fin	
Jeudi , Novembre 12, 2015, à 14:00 PM, HNE.	
F.A.B	
<input type="radio"/> Installations <input checked="" type="radio"/> Destination <input type="radio"/> Autre	
Adresser toute demande de renseignements à :	
Gabriel Le Raina Plouffe	
Titre :	
Agent sénior, approvisionnement et installations	
Courriel :	
gabriel.leplouffe@agr.gc.ca	
Numéro de téléphone	Poste
514 315-6123	
Numéro de télécopieur	
514 283-3143	
Destination	
Centre de recherches sur les cultures abritées et industrielles 2585 Chemin County 20 Harrow, ON, NOR 1G0	

Instructions : Voir ci-inclus

Livraison exigée	Livraison proposée
22 février 2016	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Numéro de téléphone	Poste
Numéro de télécopieur	

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur
(caractère d'impression)

Signature

Date



Annexe « A »

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES



INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- IG01 Établissement des soumissions
- IG02 Identité ou capacité juridique du soumissionnaire
- IG03 Taxes applicables
- IG04 Frais d'immobilisation
- IG05 Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Exigences relatives à la garantie de soumission
- IG08 Présentation des soumissions
- IG09 Révision des soumissions
- IG10 Rejet des soumissions
- IG11 Coûts relatifs aux soumissions
- IG12 Respect des lois applicables
- IG13 Approbation des matériaux de remplacement
- IG14 Conflit d'intérêts / Avantage indu

IG01 ÉTABLISSEMENT DES SOUMISSIONS

- 1) La soumission doit :
 - a) être présentée sur le **FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION** fourni par AAC avec le dossier d'appel d'offres ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au **FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION** fourni par AAC;
 - b) être établie en fonction des documents du dossier d'appel d'offres énumérés dans les Instructions particulières à l'intention des soumissionnaires;
 - c) être remplie correctement à tous égards;
 - d) porter la signature originale d'un représentant dûment autorisé du soumissionnaire; et
 - e) être accompagnée
 - (i) de la garantie de soumission précisée à l'IG07; et
 - (ii) de tout autre document précisé ailleurs dans l'appel d'offres où il est stipulé que ce document doit accompagner la soumission.
- 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG10, toute modification aux sections pré dactylographiées ou pré-imprimées du formulaire de soumission ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le formulaire de soumission par le soumissionnaire doivent être paraphés par les signataires de la soumission. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls.
- 3) Les soumissions envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire dans les documents du dossier d'appel d'offres.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

IG02 IDENTITÉ OU CAPACITÉ JURIDIQUE DU SOUMISSIONNAIRE

- 1) Pour confirmer le pouvoir des signataires ou déterminer la capacité juridique en vertu de laquelle le soumissionnaire entend conclure un marché, il faut que le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel fournisse à la demande du Canada, avant l'attribution du contrat, une preuve satisfaisante :
 - a) de ce pouvoir de signature et
 - b) de la capacité juridique en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

La preuve satisfaisante du pouvoir de signer peut être une copie certifiée conforme d'une résolution nommant les personnes autorisées à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes. La preuve de la capacité juridique peut prendre la forme d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement du nom commercial d'un propriétaire unique ou d'une société de personnes.

IG03 TAXES APPLICABLES

- 1) Par « taxes applicables », on entend la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale, payable par le Canada, selon la loi, comme la taxe de vente du Québec (TVQ) en date du 1er avril 2013.

IG04 FRAIS D'IMMOBILISATION

- 1) Pour l'application de l'article 1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES des Conditions générales du contrat, seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à la délivrance de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondant à des droits municipaux spéciaux d'aménagement ou de réaménagement qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à la délivrance des permis de construire.

IG05 IMMATRICULATION ET ÉVALUATION PRÉALABLE DE L'OUTILLAGE FLOTTANT

- 1) Les dragues ou autres outillages flottants qui seront utilisés dans l'exécution des travaux doivent être immatriculés au Canada. Dans le cas des dragues ou des autres outillages flottants non fabriqués au Canada, le soumissionnaire doit se faire délivrer, par Industrie Canada, un certificat d'évaluation et joindre ce certificat à sa soumission. L'outillage ainsi évalué par Industrie Canada pourra être accepté dans le cadre de ce projet de dragage.

IG06 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET DES FOURNISSEURS

- 1) Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire peut être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre toute information demandée dans cet avis, y compris les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la soumission.

IG07 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

- 1) Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Cette garantie doit représenter au moins 10 % du montant de la soumission. Les taxes applicables ne doivent pas être incluses

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

dans le calcul de la garantie de soumission requise. Le montant maximum de la garantie de soumission exigée est fixé à 2 000 000 \$.

- 2) Le cautionnement de soumission doit être fourni sur un formulaire approuvé <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appS> dûment rempli et portant des signatures originales, et il doit provenir d'une entreprise dont les cautionnements sont acceptés par le Canada au moment de la clôture de l'appel d'offres ou d'une entreprise désignée à l'Appendice L de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor, intitulé [Compagnies de cautionnement reconnues](#).
- 3) Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu. Il peut s'agir :
 - a) d'une lettre de change, d'une traite bancaire ou d'un mandat de poste à l'ordre du receveur général du Canada, certifié ou fourni par une institution financière agréée; ou
 - b) d'obligations du gouvernement du Canada ou d'obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) Aux fins de l'alinéa 3a) de l'IG07 :
 - a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par le soumissionnaire à une institution financière agréée et obligeant cette institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
 - b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat est certifié par une institution ou une société autre qu'une banque à charte, il doit être accompagné d'une preuve, sous la forme d'une lettre ou d'une attestation estampillée sur la lettre de change, la traite bancaire ou le mandat, confirmant que cette institution ou société appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa 4c) de l'IG07; et
 - c) une institution financière agréée est :
 - (i) une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements, conformément à la définition établie par la [Loi canadienne sur les paiements](#);
 - (ii) une société qui accepte des dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou par l'Autorité des marchés financiers jusqu'au maximum permis par la loi;
 - (iii) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté du chef d'une province;
 - (iv) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise au paragraphe 137(6) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
 - (v) la Société canadienne des postes.
- 5) Les obligations visées à l'alinéa 3b) de l'IG07 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date de clôture de l'appel d'offres, et doivent être :
 - a) payables au porteur;
 - b) accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations au receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- c) enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.
- 6) Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable pour le Canada comme solution de rechange à un dépôt de garantie, et le montant doit être établi comme il est mentionné ci-dessus pour un dépôt de garantie.
- 7) La lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée au paragraphe 6) de l'IG07 doit :
- a) constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou en son propre nom,
 - (i) doit verser un paiement au receveur général du Canada ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
 - (ii) doit accepter et payer les lettres de change tirées par le receveur général du Canada;
 - (iii) autorise une autre institution financière à effectuer ce paiement ou à accepter et à payer ces lettres de change; ou
 - (iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
 - b) préciser la somme nominale que l'on peut tirer;
 - c) préciser la date d'expiration;
 - d) prévoir le paiement à vue au receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le représentant ministériel identifié dans la lettre de crédit par son bureau;
 - e) faire en sorte que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - f) prévoir son assujettissement aux *Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires* (RUUCD) de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication de la CCI n° 600 (selon les RUUCD de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a aucune indication à cet effet); et
 - g) être émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.
- 8) La garantie de soumission viendra à échéance ou sera retournée, dans les plus brefs délais possibles, suivant :
- a) la date de clôture de l'appel d'offres, pour un soumissionnaire dont la soumission est non conforme; et
 - b) la révision administrative des soumissions, pour les soumissionnaires dont la soumission est conforme et classée du quatrième au dernier rang dans l'échelle de classement; et
 - c) l'attribution du contrat, pour les soumissionnaires dont la soumission est retenue et classée aux deuxième et troisième rangs dans l'échelle de classement;

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- d) la réception de la garantie contractuelle, pour le soumissionnaire retenu; ou
 - e) l'annulation de la demande de soumissions pour tous les soumissionnaires.
- 9) Nonobstant les dispositions du paragraphe 8) de l'IG07 et à condition que trois (3) soumissions conformes ou plus aient été reçues, si une ou plusieurs des soumissions classées du troisième au premier rang sont retirées ou rejetées pour quelque raison que ce soit, le Canada se réserve le droit de retenir la garantie de la soumission conforme suivante afin de retenir la garantie de soumission d'au moins trois (3) soumissions valides et conformes.

IG08 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS

- 1) Il faut inclure le Formulaire de soumission et d'acceptation, dûment rempli, et la garantie de soumission dans une enveloppe scellée fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et remise au bureau désigné dans le formulaire d'APPEL D'OFFRES pour la réception des soumissions. La soumission doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture de l'appel d'offres.
- 2) Sauf indication contraire dans les Instructions particulières à l'intention des soumissionnaires :
- a) la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b) aucune protection contre la fluctuation du taux de change n'est offerte; et
 - c) aucune demande de protection contre les fluctuations du taux de change ne sera prise en considération.
- 3) Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que les renseignements suivants sont clairement dactylographiés ou écrits en caractères d'imprimerie sur l'enveloppe de soumission :
- a) numéro de l'appel d'offres;
 - b) nom du soumissionnaire;
 - c) adresse de retour; et
 - d) date et heure de clôture.
- 4) La responsabilité de faire parvenir la soumission à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au soumissionnaire.

IG09 RÉVISION DES SOUMISSIONS

- 1) Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision parvienne au bureau désigné pour la réception des soumissions au plus tard à la date et à l'heure de clôture de l'appel d'offres. Le document ou la télécopie doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant le soumissionnaire.
- 2) La soumission à prix unitaires qui est modifiée doit clairement mettre en évidence les changements apportés aux prix unitaires de même que les articles particuliers auxquels chaque changement s'applique.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- 3) Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une modification antérieure doit clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
- 4) Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, seules les modifications irrecevables devront être rejetées. L'évaluation portera sur la soumission initiale déposée de même que sur les autres modifications recevables.

IG10 REJET DES SOUMISSIONS

- 1) Le Canada n'est tenu d'accepter aucune soumission, même la plus basse.
- 2) Sans limiter la portée générale du paragraphe 1) de l'IG10, le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a) le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visés par la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), de l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), de l'article 380 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou de l'article 418 (Vente d'approvisionnement défectueux à Sa Majesté) du *Code criminel du Canada* ou de l'alinéa 80(1)d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), du paragraphe 80 (2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou de l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - b) les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de l'être;
 - c) les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé par la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou en voie de l'être, ce qui rendrait l'employé ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour la partie des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
 - d) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - e) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction du Canada à l'égard du soumissionnaire, d'un de ses employés ou d'un sous-traitant visé par sa soumission;
 - f) des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - g) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures du soumissionnaire avec le Canada :
 - (i) le Canada a exercé ou entend exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, au sous-traitant ou à l'employé visé par la soumission; ou
 - (ii) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats est suffisamment médiocre pour qu'on le juge incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
- 3) Lors de l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)d)(iv) de l'IG10, le Canada peut tenir compte, notamment, des points suivants :

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- a) la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
 - b) les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c) la gestion générale des travaux et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part du Ministère et de son représentant; et
 - d) l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
- 4) Sans limiter la portée générale des paragraphes 1), 2) et 3) de l'IG10, le Canada peut rejeter toute soumission en raison d'une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a) le caractère adéquat du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux et, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires ou un ensemble de forfaits et de prix unitaires, la mesure dans laquelle chaque prix proposé tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b) la capacité du soumissionnaire à fournir la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux de façon compétente dans le cadre du contrat; et
 - c) le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
- 5) Dans les cas où le Canada prévoit rejeter une soumission en application des paragraphes 1), 2), 3) ou 4) de l'IG10, excluant l'alinéa 2)g), l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera dix (10) jours pour faire valoir son point de vue avant que la décision définitive ne soit prise concernant le rejet.
- 6) Le Canada peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit s'il détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

IG11 COÛTS RELATIFS AUX SOUMISSIONS

- 1) Aucun paiement ne sera versé pour des frais engagés aux fins de la préparation et de la présentation d'une soumission en réponse à l'appel d'offres. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés à cette fin, ainsi que des frais qu'il aura engagés pour l'évaluation de sa soumission.

IG12 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

- 1) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession tous les permis, licences, inscriptions, attestations, déclarations, dépôts ou autres autorisations valides requis pour satisfaire à toutes les lois et à tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées au paragraphe 1) de l'IG12, le soumissionnaire doit, sur demande et dans les délais précisés, fournir une copie de chaque permis, licence, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiqués dans la demande.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- 3) Le non-respect des exigences exprimées au paragraphe 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de la soumission.

IG13 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT

- 1) Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, la soumission doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'appel d'offres, on pourra envisager des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des marchés reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de l'appel d'offres.

IG14 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU

- 1) Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :
 - a) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de l'appel d'offres ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;
 - b) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants ou un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires, et le Canada juge que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
- 2) L'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens ou services décrits dans l'appel d'offres (ou des biens ou services semblables) ne sera pas en soi considérée par le Canada comme un avantage indu ou comme constituant un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés ci-dessus.
- 3) Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la date de clôture de l'appel d'offres. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.



Annexe « B »

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES



INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Documents de soumission
IP02	Demandes de renseignements pendant la période de soumission
IP03	Visite facultative des lieux
IP04	Révision des soumissions
IP05	Résultats de l'appel d'offres
IP06	Insuffisance de fonds
IP07	Période de validité des soumissions
IP08	Documents de projet
IP09	Sites Web
IP10	Exigences relatives à la sécurité du personnel

IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

- 1) Les documents de soumission sont les suivants :
 - (a) INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES - Page 1 du formulaire AAFC / AAC5323-F;
 - (b) INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES – Formulaire AAFC / AAC5301-F;
 - (c) FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION – Formulaire AAFC / AAC5313-F;
 - (d) Clauses et conditions précisées dans les DOCUMENTS CONTRACTUELS;
 - (e) Dessins et devis;
 - (f) FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (AAFC / AAC5320-F) et les annexes s'y rattachant;
 - (g) toute modification publiée avant la date de clôture.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT LA PÉRIODE DE SOUMISSION

- 1) Toute demande de renseignements concernant l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'APPEL D'OFFRES – page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'appel d'offres. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG13 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES, toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'appel d'offres afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent de négociation des marchés examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications liées à cet appel d'offres envoyées pendant la période de soumission doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent de négociation des marchés dont le nom figure à la page 1 de l'APPEL D'OFFRES. À défaut de respecter cette condition, le soumissionnaire peut (pour cette seule raison) voir sa soumission rejetée.

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

IP03 VISITE FACULTATIVE DES LIEUX

- 1) Une visite des lieux aura lieu le jeudi , 29 octobre, 2015 à
10:00 AM PM heure normale locale.

Les soumissionnaires intéressés devront se présenter à

Centre de recherches sur les cultures abritées et industrielles
2585 Chemin County 20
Harrow, ON, N0R 1G0

IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS

- 1) Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG09 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le 514 283-3143 .

IP05 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

- 1) À la suite de la clôture de l'appel d'offres, les résultats pourront être obtenus auprès du bureau de réception des soumissions en envoyant un courriel à gabrielle.plouffe@agr.gc.ca .

IP06 INSUFFISANCE DE FONDS

- 1) Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués pour les travaux, le Canada, à sa discrétion exclusive, peut prendre l'une ou l'autre, ou une combinaison, des mesures suivantes :
- (a) annuler l'appel d'offres;
 - (b) obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant fait l'offre conforme la plus basse;
 - (c) négocier avec le soumissionnaire ayant fait l'offre conforme la plus basse une réduction du prix offert ou de la portée des travaux de 15 % au plus. S'il s'avère impossible de parvenir à une entente satisfaisante pour le Canada, ce dernier exercera l'option (a) ou l'option (b).

IP07 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

- 1) Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel qu'il est précisé à la disposition 4 du FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION. Dès la réception d'un avis écrit du gouvernement du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 2) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
- 3) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion, prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :
- (a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires;
 - (b) annuler l'appel d'offres.

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES (suite)

- 4) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou aux termes de l'IG10 des INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES.

IP08 DOCUMENTS DE PROJET

- 1) À l'attribution du contrat, l'entrepreneur retenu recevra en version papier un ensemble de documents signés (plans d'exécution, devis et modificatifs), sous pli scellé. Des copies supplémentaires, jusqu'à concurrence de trois (3), seront fournies sans frais à la demande de l'entrepreneur. Il incombera à l'entrepreneur d'obtenir d'autres copies et d'en acquitter les frais.

IP09 SITES WEB

L'accès à certains des sites Web figurant dans les documents d'appel d'offres est assuré au moyen d'hyperliens. Voici une liste des adresses des sites Web :

Appendice L de la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appl>

Sanctions économiques canadiennes

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

IP10 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ DU PERSONNEL

- 1) Les membres du personnel de l'entrepreneur retenu, de même que tous les sous traitants et leurs employés, qui réaliseront une partie des travaux dans le cadre du marché subséquent doivent se conformer aux exigences de sécurité suivantes :
- Des membres du personnel sans autorisation de sécurité pourront faire le travail. Ils devront toutefois être accompagnés par un employé d'AAC.



Annexe « C »

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION



FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION CONTRAT DE CONSTRUCTION - GRANDS TRAVAUX

SA01 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Description des travaux Fournir des services de construction afin de moderniser deux (2) salles de toilettes au deuxième étage. Les travaux sont décrits dans les plans et le cahier des charges et incluent, sans s'y limiter, la démolition, le remplacement des appareils sanitaires, de l'éclairage électrique, du revêtement du sol, du revêtement mural et des plafonds ainsi que les améliorations pour satisfaire aux normes d'accessibilité. Le projet est situé au Centre de recherche sur les cultures abritées et industrielles d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2585 County Road 20, Harrow (Ontario) NOR 1G0.					
Numéro de l'invitation à soumissionner 01B46-15-0034			Numéro de dossier / projet 1516-144110-P06		
SA02 DÉNOMINATION COMMERCIALE ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE					
Nom					
Adresse					
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro	Rue	Type de rue	Direction de la rue
BP ou numéro de route		Municipalité (ville, village, etc.)		Province	Code postal
No. de téléphone		No. de télécopieur		Courriel	
SA03 OFFRE					
1) Le soumissionnaire offre au Canada, représenté par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant de soumission total de :					
\$ _____ taxes applicables en sus (TPS/TVH/TVQ) (exprimé en chiffres seulement)					
SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS					
1) La soumission ne peut être retirée pendant une période de <u>60</u> jours suivant la date de clôture de l'invitation à soumissionner.					
SA05 ANNEXES					
1) Les annexes suivantes sont jointes au présent Formulaire de soumission et d'acceptation :					
<input checked="" type="checkbox"/> Annexe 2					
SA06 ACCEPTATION ET CONTRAT					
1) À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est conclu entre lui et le Canada. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à la disposition CS01 DOCUMENTS DU CONTRAT.					
SA07 DURÉE DES TRAVAUX					
1) L'entrepreneur doit mener à bien les travaux d'ici le <u>2016-02-22</u>					
SA08 GARANTIE DE SOUMISSION					
1) L'entrepreneur doit joindre à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION.					
2) Si un dépôt de garantie est donné comme garantie de soumission et que l'entrepreneur, suite à l'acceptation de sa soumission par le Canada, refuse de fournir la garantie contractuelle exigée à la disposition CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE, le dépôt de garantie sera confisqué; toutefois, le Canada peut renoncer à son droit de confisquer le dépôt de garantie, si cela est dans l'intérêt public.					

SA09 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (en caractères d'imprimerie)	Nom
	Titre

	Signature _____ Date _____
	Nom
	Titre

	Signature _____ Date _____

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION
CONTRAT DE CONSTRUCTION - GRANDS TRAVAUX
ANNEXE 2

LISTE DES SOUS-TRAITANTS

L'entrepreneur sous-traitera les parties des travaux énoncés ci-dessous au sous-traitant désigné. L'entrepreneur convient de n'apporter aucun changement à la liste des sous-traitants avant d'avoir obtenu l'autorisation écrite du représentant ministériel. L'entrepreneur reconnaît que, pour chaque partie des travaux, si plus d'un sous-traitant est désigné, si aucun sous-traitant n'est désigné ou si l'entrepreneur néglige d'indiquer que les travaux seront effectués par ses propres employés, selon le cas, la soumission sera jugée irrecevable.

LISTE DE L'ÉQUIPEMENT

LISTE DES MATÉRIAUX



Annexe « D »

TRAVAUX MAJEURS – CONDITIONS GÉNÉRALES



TRAVAUX MAJEURS - CONDITIONS GÉNÉRALES

Page 1 of 58

**CONDITIONS GÉNÉRALES POUR LES TRAVAUX MAJEURS:
FORMULAIRE AAC 5321 :**

Date de Révision

CG1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Original
CG2	ADMINISTRATION DU CONTRAT	Original
CG3	EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX	Original
CG4	MESURES DE PROTECTION	Original
CG5	MODALITÉS DE PAIEMENT	Original
CG6	RETARDS ET MODIFICATION DES TRAVAUX	Original
CG7	DÉFAUT, SUSPENSION OU RÉSILIATION DU CONTRAT	Original
CG8	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	Original
CG9	SÉCURITÉ DES CONTRATS	Original
CG10	ASSURANCE	Original

CG1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- CG1.1 INTERPRÉTATION
 - CG1.1.1 En-têtes et renvois
 - CG1.1.2 Terminologie
 - CG1.1.3 Application de certaines dispositions
 - CG1.1.4 Achèvement substantiel
 - CG1.1.5 Achèvement
- CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS
 - CG1.2.1 Généralités
 - CG1.2.2 Ordre de priorité
 - CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents
- CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR
- CG1.4 DROITS ET RECOURS
- CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS
- CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR
- CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA
- CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES
- CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS
- CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE
- CG1.11 TRAVAILLEURS INAPTES
- CG1.12 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES
- CG1.13 CONFLIT D'INTÉRÊTS
- CG1.14 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS
- CG1.15 SUCCESSION
- CG1.16 CESSION
- CG1.17 POTS-DE-VIN
- CG1.18 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS
- CG1.19 SANCTIONS INTERNATIONALES

CG1.1 INTERPRÉTATION**CG1.1.1 En-têtes et renvois**

- 1) Les en-têtes des documents contractuels, sauf ceux des dessins et des devis, ne font pas partie du contrat; ils sont reproduits seulement pour en faciliter la consultation.
- 2) Les renvois à des parties du contrat à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du contrat désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du contrat visées par ces renvois.
- 3) Un renvoi à un paragraphe ou un alinéa suivi d'un chiffre, d'une lettre ou d'une combinaison de chiffres et de lettres constitue, sauf indication contraire, un renvoi au paragraphe ou à l'alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

CG1.1.2 Terminologie

- 1) Dans le contrat
 - « Canada », « État » et « Sa Majesté » désignent Sa Majesté la Reine du chef du Canada;
 - « Certificat d'achèvement » signifie le certificat délivré par le Canada à la fin des travaux;

« Certificat d'achèvement substantiel » signifie le certificat délivré par le Canada lorsque les travaux sont substantiellement achevés;

« Certificat de mesure » désigne le certificat délivré par le Canada pour confirmer l'exactitude des quantités finales, des prix unitaires et des valeurs pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux fournis et utilisés par l'entrepreneur pour la construction de la partie des travaux à laquelle se rapporte une entente à prix unitaire;

« Conditions supplémentaires » désigne la partie du contrat modifiant ou complétant les Conditions générales;

« Contrat » désigne les documents mentionnés dans ce contrat et tous les autres documents précisés ou visés dans l'un quelconque des documents faisant partie du contrat, et inclut les modifications apportées à ces documents par convention des parties;

« Coût estimatif total », « coût estimatif révisé », « augmentation (diminution) » à la page 1 du contrat ou de la modification au contrat désigne un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le montant du contrat, ou le montant révisé du contrat, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le montant du contrat et les taxes applicables, conformément à l'évaluation de l'autorité contractante; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du Canada;

« Dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes » et les expressions comparables désignent l'ensemble du contrat, et non une section ou une partie du contrat en particulier;

« Entente à forfait » désigne la partie du contrat prescrivant le versement d'un forfait pour l'exécution des travaux correspondants;

« Entente à prix unitaire » désigne la partie du contrat prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;

« Entrepreneur » signifie la personne qui passe un contrat avec le Canada pour fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage permettant d'exécuter les travaux en vertu de ce contrat, y compris le surintendant de l'entrepreneur identifié par écrit au Canada;

« Fournisseur » signifie la personne ayant un contrat directement avec l'entrepreneur pour fournir l'outillage ou les matériaux non personnalisés pour les travaux;

« Garantie du contrat » signifie toute garantie donnée au Canada par l'entrepreneur conformément au contrat;

« Jour ouvrable » désigne une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé dans le secteur du bâtiment, dans la région où se déroulent les travaux;

« Matériaux » comprend les marchandises, articles, machineries, équipements, appareils et choses devant être fournis en vertu du contrat pour être incorporés aux travaux;

« Montant du contrat » signifie le montant indiqué dans le contrat et à verser à l'entrepreneur pour les travaux, sous réserve des modalités et des conditions du contrat, excluant les taxes applicables;

« Outillage » comprend les outils, instruments, machines, véhicules, constructions, équipements, articles et choses qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, autres que les matériaux et les outils habituellement fournis par une personne de métier dans l'exercice d'un métier;

« Personne » comprend également, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une corporation, une compagnie, une entreprise, une firme, une coentreprise, un consortium ou une société;

« Représentant du ministère » signifie la personne désignée dans le contrat ou dans un avis écrit signifié à l'entrepreneur comme représentant du ministère pour l'application de ce contrat, y compris toute personne autorisée et désignée par ce dernier par écrit;

« Sous-traitant » désigne une personne ayant un contrat directement avec l'entrepreneur, conformément à la CG3.6 SOUS-TRAITANCE, pour exécuter une ou des parties des travaux ou pour fournir des matériaux personnalisés pour les travaux;

« Surintendant » signifie l'employé ou du représentant de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour exercer les fonctions décrites dans la CG2.6 SURINTENDANT;

« Tableau des prix unitaires » signifie le tableau des prix figurant dans le contrat;

« Taxes applicables » signifie la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le Canada selon la loi, telle que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1^{er} avril 2013;

« Travaux » désigne, sous réserve de toute disposition contraire du contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux documents contractuels.

CG1.1.3 Application de certaines dispositions

- 1) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à prix unitaire ne s'appliquent pas à toute partie des travaux visée par une entente à forfait.
- 2) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à forfait ne s'appliquent pas à toute partie des travaux visée par une entente à prix unitaire.

CG1.1.4 Achèvement substantiel

- 1) Les travaux sont considérés comme étant substantiellement achevés :
 - a) lorsque, à la suite des inspections et essais réalisés, une partie substantielle ou la totalité des travaux prévus au contrat est, de l'avis du Canada, prête à être utilisée par le Canada ou est utilisée aux fins prévues;
 - b) lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du contrat peuvent, de l'avis du Canada, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas :
 - (i) 3 % des premiers 500 000 \$;
 - (ii) 2 % des prochains 500 000 \$; et

(iii) 1 % du reste

du montant du contrat au moment du calcul de ce coût.

- 2) Lorsque la totalité ou une partie substantielle des travaux est prête à être utilisée aux fins prévues et
 - a) que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevé dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée, conformément à la CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou
 - b) que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer les travaux dans les délais précisés,

le coût de la partie des travaux qui n'a pas été terminée en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou que le Canada et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés est déduit du montant du contrat mentionné au sous-alinéa l'alinéa 1)b) de la CG1.1.4, et ce coût ne fait pas partie du coût des travaux restants à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel.

CG1.1.5 Achèvement

- 1) Les travaux sont réputés avoir été achevés lorsque l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires ont été utilisés ou fournis et que l'entrepreneur a respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction du Canada.

CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

CG1.2.1 Généralités

- 1) Les documents contractuels sont complémentaires, et les exigences de l'un quelconque de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
- 2) Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
- 3) Nulle disposition des documents contractuels n'aura pour effet de créer une relation contractuelle entre le Canada et un sous-traitant ou un fournisseur, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs, ou leurs mandataires ou employés.

CG1.2.2 Ordre de priorité

- 1) En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après :
 - a) toute modification ou variante des documents contractuels apportée conformément aux Conditions générales;

- b) toute modification déposée avant la date de clôture de l'appel d'offres;
- c) les Conditions supplémentaires;
- d) les Conditions générales;
- e) le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme lorsqu'il est accepté;
- f) les dessins et devis;

les dates ultérieures déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories de documents ci-dessus.

- 2) En cas de divergence ou de contradiction dans l'information reproduite dans les dessins et devis, les règles suivantes s'appliquent :
 - a) les devis l'emportent sur les dessins;
 - b) les dimensions exprimées en chiffres sur un dessin, lorsque celles-ci diffèrent des dimensions à l'échelle sur le même dessin, l'emportent sur ces dernières;
 - c) les dessins à grande échelle l'emportent sur les dessins à petite échelle.

CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents

- 1) L'entrepreneur garde et protège les documents contractuels, les dessins, les renseignements, les maquettes et les copies fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur, contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
- 2) L'entrepreneur respecte le caractère confidentiel de tous les renseignements qui lui sont fournis par le Canada ou en son nom relativement aux travaux et de tous les renseignements qu'il élabore dans le cadre des travaux. Il ne devra pas divulguer ces renseignements à quiconque sans l'autorisation écrite du Canada, mais pourra toutefois divulguer à un sous-traitant autorisé conformément au contrat les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance. Cette section ne s'applique pas aux renseignements :
 - a) publiquement accessibles d'une source autre que l'entrepreneur; ou
 - b) dont l'entrepreneur a pris connaissance auprès d'une source distincte du Canada, sauf s'il s'agit d'une source qui, au su de l'entrepreneur, est tenue de ne pas les divulguer en vertu de son obligation envers le Canada.
- 3) Lorsque le contrat, les travaux ou tout renseignements visés au paragraphe 2) sont désignés par le Canada comme très secrets, secrets, confidentiels ou protégés, l'entrepreneur doit, en tout temps, prendre toute mesure raisonnable jugée nécessaire pour les protéger, y compris les mesures qui peuvent être précisées ailleurs dans le contrat ou fournies par écrit, périodiquement, par le Canada.
- 4) Sans limiter la portée générale des paragraphes 2) et 3) de la CG1.2.3, lorsque le contrat, les travaux ou tout renseignement visés au paragraphe 2) sont désignés par le Canada comme très secrets, secrets, confidentiels ou protégés, le Canada a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de quelque autre

personne que ce soit, à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité, en tout temps pendant la durée du contrat; l'entrepreneur doit respecter toutes les instructions écrites délivrées par le Canada et s'assurer que tous ces sous-traitants ou fournisseurs en font autant, en ce qui a trait aux documents ainsi désignés, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, doivent signer et fournir des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.

- 5) L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit le Canada et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur est engagé, en vertu du contrat, à titre d'entrepreneur indépendant.
- 2) L'entrepreneur, ses sous-traitants et fournisseurs et quelque autre personne que ce soit, à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, ne sont pas engagés à titre d'employés, de préposés ou de mandataires du Canada.
- 3) Pour les besoins du contrat, l'entrepreneur est seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi relativement à l'exécution des travaux, ainsi que des sommes à verser dans le cadre du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec, de l'assurance-emploi, du Régime de santé et sécurité au travail, de régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et de l'impôt sur le revenu.

CG1.4 DROITS ET RECOURS

- 1) Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les droits et obligations imposés en vertu du contrat et les droits et recours dont on peut se prévaloir à ce titre s'ajoutent aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et sans les restrictions.

CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS

- 1) Le temps est de l'essence même du contrat.

CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur acquitte toutes les redevances et tous les droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense du Canada contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre le Canada et alléguant que les travaux ou toute partie de ceux-ci réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour le Canada portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
- 2) L'entrepreneur tient le Canada indemne ou à couvert de toutes, réclamations, demandes d'indemnités, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures présentés ou intentés par quiconque et découlant, directement ou indirectement, des activités de

l'entrepreneur, de ses sous-traitants et fournisseurs, et de toute autre personne à tous les niveaux, dans l'exécution des travaux.

- 3) Pour l'application du paragraphe 2) de la CG1.6, le terme « activités » signifie toute activité exécutée de manière fautive, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

CG1.7 INDEMNISATION PAR LE CANADA

- 1) Le Canada, sous réserve des dispositions de la [Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif](#), de la [Loi sur les brevets](#) et de toutes les autres lois touchant ses droits, pouvoirs, privilèges ou obligations, tient indemne et à couvert l'entrepreneur de tous coûts, réclamations, demandes d'indemnités, pertes, dommages, actions en justice, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du contrat attribuables directement à :
 - a) une lacune ou un vice, réel ou allégué, dans les droits du Canada concernant le chantier s'il en est propriétaire;
 - b) une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins du contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par le Canada à l'entrepreneur aux fins des travaux.

CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES

- 1) L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de celles-ci, qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé, aux conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître d'ouvrage autre que le Canada. L'entrepreneur doit fournir au Canada la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où le Canada lui adresse une demande à cet effet.
- 2) Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
- 3) Avant le début des travaux sur le chantier, l'entrepreneur dépose auprès de l'administration municipale un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour un maître d'ouvrage autre que le Canada.
- 4) Dans les 10 jours qui suivent l'offre mentionnée au paragraphe 3) de la CG1.8, l'entrepreneur avise le Canada du montant qu'il a déposé auprès de l'administration municipale et précise si ce dépôt a été accepté ou non.
- 5) Si l'administration municipale n'a pas accepté le montant déposé, l'entrepreneur verse cette somme au Canada dans les 6 jours suivant l'expiration du délai fixé au paragraphe 4) de la CG1.8.

- 6) Pour l'application de la présente clause, l'expression « administration municipale » désigne une administration qui aurait compétence pour autoriser l'exécution des travaux si le propriétaire n'en était pas le Canada.
- 7) Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur verse toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux prévus au contrat.
- 8) Conformément à la déclaration statutaire visée au paragraphe 4) de la CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX, l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province ou le territoire où sont effectués les travaux prévus au contrat, fournit au Canada une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans cette province.
- 9) Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, et nonobstant la clause stipulant que si l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des droits sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges appartiennent au Canada après que ce dernier les ait acquis, conformément à la CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS PROPRIÉTÉ DU CANADA, l'entrepreneur assume la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, du paiement des taxes applicables ou du dépôt de garantie pour le paiement des taxes applicables, durant la période pendant laquelle il utilise ou consomme ces matériaux, cet outillage et ces droits conformément aux lois pertinentes.
- 10) Les ministères et les organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
- 11) Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions sur la présentation de demande de paiement. Il revient à l'entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
- 12) L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, notamment pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
- 13) Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le montant du contrat, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification visant à augmenter le montant du contrat, si un avis public assez détaillé de la modification, qui aurait pu permettre à l'entrepreneur d'en calculer les effets, a été donné avant la date de clôture de la soumission.
- 14) Retenue d'impôt de 15 % – Agence du revenu du Canada

En vertu de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), 1985, ch. 1 (5^e suppl.) et du [Règlement de l'impôt sur le revenu](#), le Canada doit retenir 15 % du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à

moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS

- 1) Avant le début des travaux, de même qu'à la date de l'achèvement substantiel des travaux et avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur dépose des pièces justificatives confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des travaux, et notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.
- 2) En tout temps pendant la durée du contrat, à la demande du Canada, l'entrepreneur dépose les pièces justificatives démontrant qu'il respecte ces lois et qu'il en est de même de ses sous-traitants et de toute autre personne à tous les niveaux et de toute autre personne participant à l'exécution des travaux qui est assujettie à ces lois.

CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE

- 1) Si le Canada est d'avis que les travaux sont de nature à mettre en cause la sécurité nationale, il peut ordonner à l'entrepreneur :
 - a) de lui fournir tout renseignement sur les personnes embauchées ou à embaucher par l'entrepreneur aux fins du contrat; et
 - b) de retirer du chantier toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Canada, comporter un risque pour la sécurité nationale;et l'entrepreneur doit s'y conformer.
- 2) Les contrats que l'entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombe en vertu du paragraphe 1) de la CG1.10.

CG1.11 TRAVAILLEURS INAPTES

- 1) Le Canada ordonnera à l'entrepreneur de retirer du chantier toute personne engagée par ce dernier aux fins de l'exécution du contrat qui, de l'avis du Canada, est incompétente ou s'est conduite de façon malveillante, et l'entrepreneur doit interdire l'accès au chantier à toute personne ainsi retirée.

CG1.12 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES

- 1) L'entrepreneur ne permet pas de cérémonies publiques relativement aux travaux sans le consentement préalable du Canada.
- 2) L'entrepreneur n'érige ou ne permet l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou le chantier sans le consentement préalable du Canada.

CG1.13 CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 1) Il est entendu qu'une personne assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique concernant les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après-mandat.

CG1.14 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS

- 1) Le contrat constitue l'intégralité des conventions conclues entre les parties en ce qui a trait à son objet et annule et remplace toutes négociations, communications et autres conventions antérieures s'y rapportant, qu'elles aient été écrites ou verbales, sauf si elles sont intégrées par renvoi. Aucune modalité, condition, déclaration, affirmation ou clause autres que celles énoncées au contrat ne lient les parties.
- 2) Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment, que l'autre partie se conforme à une clause du contrat n'aura pas pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger l'exécution de cette clause ultérieurement; de même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à invoquer le manquement de l'autre partie à une clause ou condition du contrat ne sera pas réputée constituer une renonciation à son droit d'opposer tout manquement ultérieur à cette même clause ou condition.
- 3) Le contrat pourra être modifié uniquement en conformité des modalités qui y sont prévues.

CG1.15 SUCCESSION

- 1) Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même qu'à celui de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et, sous réserve de la CG1.16 CESSION, au bénéfice de leurs ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG1.16 CESSION

- 1) L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit du Canada.

CG1.17 POTS-DE-VIN

- 1) L'entrepreneur déclare aux fins des présentes qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfique ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

CG1.18 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS

- 1) À la présente :
 - a) « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, ou à la négociation d'une partie ou de

- la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche reliée à ce contrat;
- b) « employé(e) » signifie toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation employeur-employé;
 - c) « personne » comprend une personne ou un groupe de personnes, une corporation, une société de personnes, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenue de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la [Loi sur le lobbying](#), L.R.C. 1985, ch. 44 (4^e suppl.) et de ses modifications.
- 2) L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé agissant dans l'exécution normale de ses fonctions.
 - 3) Tous les comptes et documents concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération reliés à la sollicitation, l'obtention ou la négociation du contrat sont assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
 - 4) Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, le Canada peut soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

CG1.19 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 1) Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liés par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou de personnes assujettis aux [sanctions économiques](#).
 - 2) Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
 - 3) L'entrepreneur est tenu par la loi de respecter tout changement apporté à la réglementation durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services assujettis aux sanctions empêche l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur peut demander que le contrat soit résilié conformément à la CG7.3
- RÉSILIATION DU CONTRAT.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 2 - ADMINISTRATION DU CONTRAT

- CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE
- CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT
- CG2.3 AVIS
- CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER
- CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX
- CG2.6 SURINTENDANT
- CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE
- CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

- 1) Le Canada doit désigner un représentant du ministère et doit aviser l'entrepreneur du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone du représentant du ministère.
- 2) Le représentant du ministère exerce les devoirs et fonctions du Canada en vertu du contrat.
- 3) Le représentant du ministère est autorisé à adresser des instructions et directives à l'entrepreneur et à accepter au nom du Canada tout avis, ordre ou autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 4) Le représentant du ministère doit, dans un délai raisonnable, examiner et donner suite aux documents déposés par l'entrepreneur conformément aux exigences du contrat.

CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

- 1) Dans l'éventualité où, avant l'émission du certificat d'achèvement, surgit toute question concernant le respect du contrat ou les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat, et en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant:
 - a) la signification de quoi que ce soit dans les dessins et devis;
 - b) l'interprétation des dessins et devis en cas d'erreur, omission, ambiguïté ou divergence dans leur texte ou intention;
 - c) le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - d) la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du contrat, afin d'assurer l'exécution des travaux suivant le contrat et pour l'exécution du contrat conformément à ses dispositions;
 - e) la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur; ou
 - f) l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux, tel que spécifié au contrat;

Cette question est tranchée par le Canada, sous réserve des dispositions de la CG8, « Règlement des différends ».

- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par le Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG2.2 et conformément à toute directive du Canada qui en découle.
- 3) Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par le Canada conformément au contrat, le Canada peut recourir aux méthodes qu'il juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur, sur demande, verse au Canada une somme égale à l'ensemble des coûts, frais et dommages encourus ou subis par le Canada en raison du défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par le Canada pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

CG2.3 AVIS

- 1) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG2.3, tout avis, ordre ou autre communication peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application de cet alinéa.
- 2) Tout avis, ordre ou autre communication donné conformément à l'alinéa 1) de la CG2.3 est réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties:
 - a) le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
 - b) le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste;
 - c) dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.
- 3) Un avis donné en vertu de la CG7.1, « Reprise des travaux confiés à l'entrepreneur », de la CG7.2, « Suspension des travaux », et de la CG7.3, « Résiliation du contrat » doit être écrit et, s'il est livré en mains propres, doit être remis à l'entrepreneur, s'il est constitué en société individuelle opérant sous une raison sociale, ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il est constitué en société de personnes ou en société par actions.

CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

- 1) De concert avec le Canada, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers, avec toutes les parties impliquées, qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada doit examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. Le Canada doit mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, utilisés ou fournis par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.

- 2) Le Canada doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soit fabriqués, installés ou complétés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser au Canada, sur demande, l'ensemble des frais et des dépenses raisonnables encourus par le Canada pour faire effectuer cet examen.
- 3) L'entrepreneur doit permettre au Canada d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par le Canada et aux représentants des administrations compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation dans des établissements situées ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, le Canada doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.
- 4) L'entrepreneur doit fournir au Canada les renseignements relatifs à l'exécution du contrat que le Canada peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre au Canada de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir tous ses autres devoirs et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.
- 5) Si, en vertu du contrat ou des directives du Canada ou en vertu des lois ou ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, des travaux sont désignés aux fins de l'exécution d'essais, inspections ou pour fin d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable aviser le Canada de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer au Canada un préavis raisonnable de l'heure et la date auxquels ils auront lieu.
- 6) Si des travaux désignés pour des essais, inspections ou approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais, inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande du Canada, découvrir ces travaux et veiller à ce que les inspections, essais ou approbations soient exécutés ou donnés intégralement et d'une manière satisfaisante et recouvrir ou faire recouvrir à nouveau les travaux à ses frais.

CG2.6 SURINTENDANT

- 1) Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet au Canada, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
- 2) Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, ordres ou autres communications données au surintendant ou à l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 3) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis du Canada, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction du Canada.
- 4) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit du Canada. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, le Canada peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait

été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au Canada l'ait remplacé.

CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE

- 1) Pour l'application de la présente clause, on entend par « personnes » l'entrepreneur, ses sous-traitants et les fournisseurs à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, mandataires, représentants autorisés ou invités et toutes les autres personnes intervenant dans l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les personnes morales comme les sociétés de personnes, les entreprises, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.
- 2) Sans restreindre les dispositions de l'alinéa 3) de la CG2.6, « Surintendant », l'entrepreneur ne doit refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison:
 - a) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de la personne;
 - b) de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation de famille, de l'état de personne graciée ou d'une déficience de toute personne ayant un lien avec elle;
 - c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas a) ou b).
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que dans les 2 jours ouvrables suivant le dépôt d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu à l'alinéa 2) de la CG2.7, il:
 - a) fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
 - b) transmet au Canada, par courrier recommandé ou par messenger, un exemplaire de la plainte;
 - c) lorsque les Conditions de travail s'appliquent selon les circonstances de la plainte, transmet un exemplaire de la plainte au Programme du travail de RHDCC, à l'attention du directeur compétent, selon les modalités exposées dans les Conditions de travail. (On entend par « Programme du travail de RHDCC » la division du travail du ministère fédéral des Ressources humaines et du Développement social.)
- 4) Dans les 24 heures suivant la réception d'une directive du Canada à cette fin, l'entrepreneur retire de l'emplacement et de l'exécution des travaux en vertu du contrat, toutes personnes qui, selon le Canada, contreviennent aux dispositions de l'alinéa 2) de la CG2.7.
- 5) Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée à l'alinéa 4) de la CG2.7, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.

- 6) Si une directive est émise conformément à l'alinéa 4) de la CG2.7, le Canada peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés à l'alinéa 8) de la CG2.7, ou exercer compensation conformément à la CG5.9, « Droit de compensation », à concurrence de ladite somme.
- 7) Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions de l'alinéa 5) de la CG2.7, le Canada doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calcule tous les frais supplémentaires engagés à ce titre par le Canada.
- 8) Le Canada peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant:
 - a) une sentence arbitrale rendue conformément à la [Loi sur l'arbitrage commercial](#) L.R. 1985, ch. 17 (2esupplément);
 - b) une décision écrite rendue en application de la [Loi canadienne sur les droits de la personne](#), L.R. 1985, ch. H-6;
 - c) une décision écrite rendue en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne; ou
 - d) un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 9) Si le Canada est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une quelconque des dispositions de cette clause, le Canada peut retirer les travaux confiés à l'entrepreneur, conformément à la CG7.1, « Travaux retirés à l'entrepreneur ».
- 10) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG3.6, « Sous-traitance », l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de cette clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

- 1) L'entrepreneur, en plus de répondre aux exigences stipulées à l'alinéa 6) de la CG3.4, « Exécution des travaux », tient des registres complets pour les coûts estimatifs et réels des travaux, ainsi que tous appels d'offres, offres de prix, contrats, correspondances, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition du Canada et du sous-receveur général du Canada ou des personnes appelées à intervenir en leur nom, sur demande pour fin de vérifications et inspections.
- 2) L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées à l'alinéa 1) de la CG2.8 de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et documents.
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que le Canada peut fixer.
- 4) L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les niveaux et toutes les autres personnes contrôlées directement ou indirectement par lui ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de cette clause au même titre que lui.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 3 - EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX

- CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT
- CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS
- CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER
- CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX
- CG3.5 MATÉRIAUX
- CG3.6 SOUS-TRAITANCE
- CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS
- CG3.8 MAIN-D'ŒUVRE
- CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION (ANNULÉE)
- CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA
- CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX
- CG3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER
- CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT

- 1) L'entrepreneur doit:
 - a) préparer et présenter au Canada, avant de déposer sa première réclamation progressive, un calendrier d'avancement conformément aux exigences du contrat;
 - b) surveiller le déroulement des travaux par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités stipulées dans les documents contractuels;
 - c) aviser le Canada de toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du contrat approuvée par le Canada; et

préparer et présenter au Canada, à la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement à la satisfaction du Canada, un échéancier détaillé des travaux inachevés et des travaux requis pour corriger toutes les déficiences énumérées.

CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS

- 1) L'entrepreneur doit signaler au Canada avec diligence toutes erreurs, divergences ou omissions qu'il peut constater en examinant les documents contractuels. En exécutant cet examen, l'entrepreneur n'assume aucune responsabilité envers le Canada, résultant de l'exactitude de l'examen. L'entrepreneur n'assume aucune responsabilité pour les dommages ou les coûts résultant des erreurs, divergences ou omissions qu'il n'a pas relevés dans les documents contractuels préparés par le Canada ou en son nom.

CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

- 1) Sous réserve de la CG3.7, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs », l'entrepreneur est seul responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution et tous les programmes de santé et sécurité relativement à l'exécution des travaux. Dans les cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit interrompre les travaux, apporter des modifications ou

ordonner l'exécution de travaux supplémentaires pour assurer la sécurité des personnes et la protection des travaux, ainsi que de la propriété avoisinante.

- 2) Avant le début des travaux, l'entrepreneur avise les autorités compétentes en matière de santé et sécurité à l'emplacement des travaux de la date prévue pour le début des travaux et leur fournit tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

CG3.4 EXECUTION DES TRAVAUX

- 1) L'entrepreneur doit exécuter, utiliser ou fournir et payer l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux, des outils, des machineries et équipements de construction, de l'eau, du chauffage, de l'éclairage, de l'énergie, du transport et des autres installations et services nécessaires à l'exécution des travaux conformément au contrat.
- 2) L'entrepreneur exécute en tout temps les travaux avec compétence, diligence et célérité, conformément aux normes de l'industrie de la construction et au calendrier d'avancement préparé conformément à la CG3.1, « Calendrier d'avancement » il fait en outre appel à des effectifs suffisants pour s'acquitter de ses obligations conformément à ce calendrier.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG3.4, l'entrepreneur assure la surveillance, la garde et le contrôle des travaux et dirige et supervise les travaux de manière à respecter le contrat. L'entrepreneur est responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédures de construction et de la coordination des différentes parties des travaux.
- 4) Lorsque requis par écrit par le Canada, l'entrepreneur apporte les modifications appropriées aux méthodes, à l'outillage ou à la main-d'œuvre, chaque fois que le Canada juge que les activités de l'entrepreneur sont dangereuses ou que celles-ci ont un effet détériorant aux travaux ou aux installations existantes ou à l'environnement ou portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.
- 5) L'entrepreneur est seul responsable de la conception, du montage, de l'opération, de l'entretien et de l'enlèvement des structures temporaires et des autres installations provisoires, ainsi que des méthodes de construction utilisées aux fins de les ériger, les opérer, les entretenir et les enlever. L'entrepreneur doit mobiliser et payer des ingénieurs professionnels compétents dans les disciplines visées pour assurer ces fonctions si la loi ou le contrat l'exige et dans tous les cas où, en raison de la nature de ces installations temporaires et de leurs méthodes de construction, il faut faire appel aux compétences d'ingénieurs professionnels afin de produire des résultats sécuritaires et satisfaisants.
- 6) L'entrepreneur doit conserver au moins un exemplaire des documents contractuels courants, des documents soumis, des rapports et comptes rendus de réunion de chantier, en bon état et rendre ceux-ci accessibles au Canada.
- 7) À l'exception des parties des travaux qui sont nécessairement exécutées hors de l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit confiner l'outillage, l'entreposage des matériaux et les opérations des employés aux limites prescrites par les lois, ordonnances, permis ou documents contractuels.

CG3.5 MATÉRIAUX

- 1) Sauf indication contraire dans le contrat, tous les matériaux intégrés dans les travaux doivent être neufs.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG3.5, si un matériau spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'entrepreneur adresse au Canada une demande d'autorisation de le remplacer par un matériau comparable à celui spécifié.
- 3) Si de l'avis du Canada la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, le Canada peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes:
 - a) la demande de substitution doit être adressée par écrit au Canada et être appuyée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et autres données qui peuvent être exigées par le Canada;
 - b) la demande de substitution de l'entrepreneur ne devra pas nuire au calendrier d'avancement du contrat et devra être présentée dans un délai suffisamment éloigné de la date à laquelle il faut commander les matériaux;
 - c) la substitution des matériaux n'est autorisée qu'avec l'approbation écrite préalable du Canada, et tous les matériaux substitués fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés du chantier aux frais de l'entrepreneur, et les matériaux spécifiés doivent être installés sans frais additionnels pour le Canada;
 - d) l'entrepreneur est responsable de tous les coûts additionnels encourus par le Canada, par lui-même et par ses sous-traitants et fournisseurs à tous les niveaux en résultat de l'utilisation de matériaux substitués.

CG3.6 SOUS-TRAITANCE

- 1) Sous réserve de la présente clause, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.
- 2) L'entrepreneur doit aviser le Canada par écrit de son intention de sous-traiter des travaux.
- 3) L'avis dont il est question à l'alinéa 2) de la CG3.6 doit préciser la partie des travaux que l'entrepreneur a l'intention de sous-traiter et l'identité du sous-traitant qu'il a l'intention de retenir.
- 4) Le Canada peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance proposée, en avisant par écrit l'entrepreneur dans un délai de six jours suivant la réception par le Canada de l'avis indiqué à l'alinéa 2) de la CG3.6.
- 5) Si le Canada s'oppose à une sous-traitance, l'entrepreneur ne procède pas à la sous-traitance envisagée.
- 6) L'entrepreneur ne peut, sans le consentement écrit du Canada, remplacer ni permettre que soit remplacé un sous-traitant qu'il aura retenu conformément à la présente clause.

- 7) L'entrepreneur s'assure que toutes les modalités d'application générale du contrat sont incorporées dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce contrat, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage ou de matériaux.
- 8) Nul contrat entre le l'entrepreneur et un sous-traitant ou nul consentement du Canada à tel contrat ne sera interprété comme relevant l'entrepreneur de quelque obligation en vertu du contrat ou comme imposant quelque responsabilité au Canada.

CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS

- 1) Le Canada se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux.
- 2) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, le Canada doit:
 - a) conclure des contrats distincts, dans toute la mesure du possible, avec les autres entrepreneurs, selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du contrat;
 - b) s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'entrepreneur en prenant compte leur incidence sur les travaux;
 - c) prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou les autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
- 3) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit:
 - a) collaborer avec eux pour l'accomplissement de leurs tâches et dans l'exercice de leurs obligations;
 - b) coordonner et programmer les travaux en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
 - c) participer, sur demande, avec les autres entrepreneurs et travailleurs, à l'examen de leur calendrier d'exécution;
 - d) dans les cas où une partie des travaux est affectée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs, ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution et, avant d'exécuter cette partie des travaux, aviser rapidement et par écrit le Canada, de l'existence de toutes déficiences apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'entrepreneur de s'acquiescer de cette obligation, aura pour effet d'invalidier toutes les réclamations présentées contre le Canada en raison des déficiences des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf les déficiences qui ne peuvent être raisonnablement décelées;
 - e) lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'entrepreneur est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à

l'emplacement du travail , il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.

- 4) Si, lors de la conclusion du contrat, l'entrepreneur ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux et à la condition que l'entrepreneur:
 - a) engage des frais supplémentaires pour respecter les exigences de l'alinéa 3) de la CG3.7;
 - b) donne au Canada, par écrit, un avis de réclamation pour ces frais supplémentaires dans les 30 jours de la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

le Canada doit verser à l'entrepreneur les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux supplémentaires, qui ont été rendus nécessaires et effectivement encourus, calculés conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».

CG3.8 MAIN-D'ŒUVRE

- 1) Compte tenu des impératifs d'économie et de la nécessité d'exécuter avec diligence les travaux, l'entrepreneur emploie un nombre raisonnable de personnes ayant été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en ont reçu une libération honorable dans la mesure où elles sont disponibles.
- 2) L'entrepreneur assure le bon ordre et la discipline parmi ses employés et les travailleurs affectés aux travaux et ne doit pas retenir les services de personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION

ANNULÉE.

CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DU CANADA

- 1) Sous réserve de l'alinéa 9) de la CG1.8, « Lois, permis et taxes#160;», tous les matériaux et l'outillage ainsi que tout droit de l'entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, utilisés ou consommés par l'entrepreneur pour les travaux, appartiennent au Canada aux fins des travaux, dès leur acquisition, utilisation ou affectation et continue d'appartenir au Canada:
 - a) dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le Canada déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
 - b) dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le Canada déclare que le droit dévolu au Canada en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 2) Les matériaux ou l'outillage appartenant au Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG3.10 ne doivent pas, sans le consentement écrit du Canada, être enlevés de

l'emplacement des travaux, ni être utilisés ou aliénés, sauf pour l'exécution des travaux..

- 3) Le Canada n'est pas responsable des pertes ou des dommages relatifs aux matériaux ou à l'outillage visés dans l'alinéa 1) de la CG3.10, quelle qu'en soit la cause; l'entrepreneur est responsable de toute perte ou tout dommage, que les matériaux ou outillage appartiennent au Canada.

CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX

- 1) L'entrepreneur enlève promptement de l'emplacement des travaux et remplace ou reprend l'exécution des travaux défectueux, que ces travaux aient été ou non intégrés dans les travaux et que les déficiences soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de matériaux défectueux ou à des dommages causés par un autre acte, une omission ou la négligence de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur répare promptement à ses frais les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou la réfection des travaux défectueux.
- 3) Lorsque, de l'avis du Canada, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités prévues dans les documents contractuels, le Canada peut déduire, de la somme à verser normalement à l'entrepreneur, une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et les travaux prévus dans les documents contractuels.
- 4) L'omission du Canada de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

CG3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER

- 1) L'entrepreneur veille à ce que les travaux et leur emplacement restent en parfait état de propreté et évite d'y accumuler des rebuts et des débris.
- 2) Avant la délivrance du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur enlève les rebuts et les débris, de même que tout l'outillage et les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux et, sauf indication contraire dans les documents contractuels, fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation du Canada.
- 3) Avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur doit retirer de l'emplacement de travaux, tout l'outillage et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.
- 4) Les obligations imposées à l'entrepreneur dans les alinéas 1) à 3) de la CG3.12 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux autres débris laissés par les employés du Canada ou par les autres entrepreneurs et travailleurs visés dans la CG3.7, « Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs ».

CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

- 1) Sans restreindre la portée des garanties implicites ou explicites prévues par la loi ou le contrat, l'entrepreneur, à ses frais:

- a) rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux acceptées aux termes du certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;
 - b) rectifie et répare toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada quant aux parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date du certificat d'achèvement;
 - c) transfère et cède au Canada, toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de 12mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de 12mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Canada;
 - d) remet au Canada, avant la délivrance du certificat d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.
- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de rectifier et réparer toute défectuosité ou tout vice prévu à l'alinéa 1) de la CG3.13 ou couvert par tout autre garantie implicite ou explicite; l'entrepreneur rectifie et répare toute défectuosité ou vice dans le délai précisé dans cet ordre.
 - 3) L'ordre mentionné à l'alinéa 2) de la CG3.13 doit être par écrit et doit signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, « Avis ».

Conditions générales (CG) 4 - Mesures de protection

- CG4.1 Protection des travaux et des biens
- CG4.2 Précautions contre les dommages, les contrefaçons, les incendies et les autres risques
- CG4.3 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par le Canada
- CG4.4 État de site contaminé

CG4.1 PROTECTION DES TRAVAUX ET DES BIENS

- 1) L'entrepreneur protège les travaux et le chantier contre toute perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit et protège de même les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers qui lui sont confiés et qui sont placés sous sa garde et son contrôle, qu'ils soient fournis ou non par le Canada à l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur fournit toutes les installations nécessaires au maintien de la sécurité et aide toute personne autorisée par le Canada à inspecter les travaux et leur emplacement ou à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.
- 3) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur de prendre telles mesures et d'exécuter tels travaux qui de l'avis du Canada sont raisonnables et nécessaires afin d'assurer l'observation des alinéas 1) ou 2) de la CG4.1 ou afin de rectifier un manquement à ces dispositions; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.2 PRÉCAUTIONS CONTRE LES DOMMAGES, LES CONTREFAÇONS, LES INCENDIES ET LES AUTRES RISQUES

- 1) L'entrepreneur prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer :
 - a) que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux;
 - b) que la circulation piétonnière et autre sur tout chemin ou cours d'eau publics ou privés ne soit indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par l'exécution ou l'existence des travaux, des matériaux ou de l'outillage;
 - c) que les risques d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux soient éliminés et que tout incendie soit rapidement maîtrisé;
 - d) que la santé et la sécurité de toutes les personnes affectées à l'exécution des travaux ne soient pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
 - e) que des services médicaux adéquats soient offerts en permanence, pendant l'exécution des travaux, à toutes les personnes affectées à ces travaux ou à leur emplacement ;
 - f) que des mesures sanitaires adéquates soient prises relativement aux travaux et à leur emplacement;
 - g) que l'ensemble des jalons, bouées et repères placés à l'emplacement des travaux par le Canada soient protégés et ne soient pas enlevés, abîmés, modifiés ou détruits.

- 2) Le Canada peut ordonner à l'entrepreneur d'exercer les activités et d'exécuter les travaux que le Canada juge raisonnables et nécessaires pour assurer de respecter l'alinéa 1) de la CG4.2 ou pour remédier à un manquement à cet alinéa; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.3 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS FOURNIS PAR LE CANADA

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG4.3, l'entrepreneur est responsable, envers le Canada de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que le Canada a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'entrepreneur aux fins du contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur n'est pas responsable, envers le Canada, de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers visés à l'alinéa 1) de la CG4.3, si cette perte ou dommage est imputable et directement attribuable à l'usure normale.
- 3) L'entrepreneur n'utilise les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers fournis par le Canada uniquement que pour l'exécution du contrat.
- 4) En cas de défaut de l'entrepreneur de rectifier, dans un délai raisonnable, les pertes ou les dommages dont il est responsable en vertu de l'alinéa 1), le Canada peut les faire rectifier aux frais de ce dernier, et l'entrepreneur assume la responsabilité de ces frais envers le Canada et paye à ce dernier, sur demande, une somme équivalente à ceux-ci.
- 5) L'entrepreneur tient des registres, que le Canada peut de temps à autre exiger, pour l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers fournis par le Canada et, lorsque le Canada l'exige, il établit à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG4.4 ÉTAT DE SITE CONTAMINE

- 1) Pour l'application de la CG4.4, il y a état de site contaminé lorsque des irritants ou contaminants solides, liquides, gazeux, thermiques ou radioactifs, ou d'autres substances ou matériaux dangereux ou toxiques, dont les moisissures et les autres formes de champignons, sont présents sur le chantier dans une quantité ou une concentration assez élevée pour constituer un danger, réel ou potentiel, pour l'environnement, les biens ou la santé et la sécurité de toute personne.
- 2) Si l'entrepreneur constate un état de site contaminé dont il n'avait pas connaissance ou qui ne lui a pas été divulgué ou s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'un état de site contaminé sur le chantier, il doit :
 - a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris arrêter les travaux, afin d'éviter que cet état de site contaminé n'entraîne quelque blessure, maladie ou décès, ou dégradation des biens ou de l'environnement;
 - b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les frais supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.

- d) Dès la réception de l'avis de l'entrepreneur, le Canada détermine rapidement s'il existe un état de site contaminé et indique par écrit, à l'entrepreneur, les mesures à prendre ou les travaux qu'il doit exécuter en raison de la décision du Canada.
- e) Si le Canada juge nécessaire de retenir les services de l'entrepreneur, ce dernier doit suivre les directives du Canada en ce qui a trait à l'excavation, au traitement, à l'enlèvement et à l'élimination de toute substance ou tous matériaux polluants.
- f) Le Canada peut en tout temps, à sa seule et entière discrétion, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour aider à établir l'existence et l'ampleur de la contamination et le traitement approprié des conditions du site contaminé; l'entrepreneur doit leur permettre l'accès aux lieux et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et obligations.
- g) Sauf disposition contraire du contrat, les modalités de la CG6.4, « Calcul du prix », doivent s'appliquer à tous les travaux supplémentaires à effectuer à cause d'un état de site contaminé.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

- CG5.1 Interprétation
- CG5.2 Montant à verser
- CG5.3 Augmentation ou diminution des coûts
- CG5.4 Paiement progressif
- CG5.5 Achèvement substantiel des travaux
- CG5.6 Achèvement définitif
- CG5.7 Paiement non exécutoire pour le Canada
- CG5.8 Réclamations et obligations
- CG5.9 Droit de compensation
- CG5.10 Dédommagement pour retard d'achèvement
- CG5.11 Retard de paiement
- CG5.12 Intérêts sur les réclamations réglées
- CG5.13 Remise du dépôt de garantie

CG5.1 INTERPRÉTATION

Dans les présentes modalités de paiement:

- 1) La « période de paiement » signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'entrepreneur et le Canada.
- 2) Un montant est « dû et payable » lorsqu'il doit être versé à l'entrepreneur par le Canada conformément à la CG5.4, « Paiement progressif », à la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux », ou à la CG5.6, « Achèvement définitif ».
- 3) Un montant est en « souffrance » lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
- 4) La « date de paiement » signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le receveur général du Canada.
- 5) Le « taux d'escompte » signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 6) Le « taux d'escompte moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16h, heure de l'Est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.

CG5.2 MONTANT À VERSER

- 1) Sous réserve à toutes autres dispositions du contrat, le Canada verse à l'entrepreneur, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par le Canada à l'entrepreneur conformément au contrat excède les montants dus par l'entrepreneur au Canada; et l'entrepreneur doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
- 2) Dans tout paiement fait à l'entrepreneur, l'omission de déduire un montant qui est dû au Canada par l'entrepreneur ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce

montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'entrepreneur.

- 3) Advenant qu'un paiement soit versé en excédent de ce qui est dû à l'entrepreneur pour les travaux exécutés, l'entrepreneur remboursera immédiatement le trop-perçu au Canada, que ce dernier l'exige ou non, et tout montant non réglé portera des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour du trop-perçu jusqu'au jour précédant le remboursement de l'entrepreneur.
- 4) Aucun paiement ne sera fait à l'entrepreneur autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires, pertes ou dommages engagés ou subis par l'entrepreneur.

CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS

- 1) Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 2) Nonobstant l'alinéa 1) de la CG5.3, si des changements, dont l'imposition d'une nouvelle taxe, de nouveaux droits de douane ou d'autres droits ou leur annulation, l'application de frais ou d'autres dispositions comparables imposées en vertu des lois sur la taxe de vente, les douanes et la taxe d'accise du gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent:
 - a) après que l'entrepreneur ait déposé sa soumission; ou
 - b) après la date de présentation de la dernière révision de la soumission de l'entrepreneur, si elle a été révisée;
 - c) le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues à l'alinéa 3) de la CG5.3.
- 3) En cas de changements visés à l'alinéa 2) de la CG5.3, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée par le Canada, suite à son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la CG2.8, « Comptes et vérification », comme étant l'augmentation ou la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur et qui est directement attribuable à ces changements.
- 4) Aux fins de l'alinéa 2) de la CG5.3, si une taxe est modifiée après la date de clôture de l'appel d'offres, mais alors que le ministre des Finances ou l'administration provinciale ou territoriale compétente a annoncé publiquement cette modification avant la date de clôture de l'appel d'offres, ladite modification est censée être intervenue avant cette date de clôture.
- 5) Nonobstant les alinéas 2) à 4) de la CG5.3, nul rajustement du montant du contrat en ce qui a trait à la totalité ou à toute partie des travaux ne sera apporté en cas de changement visé dans la présente clause et intervenant après la date prévue au contrat pour l'achèvement de la totalité ou d'une partie des travaux.

CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF

- 1) À l'expiration de la période de paiement, l'entrepreneur doit déposer, auprès du Canada :
 - a) une réclamation progressive écrite sous une forme acceptable au Canada, décrivant intégralement toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés à l'emplacement des travaux mais non incorporés aux travaux durant la période de paiement faisant l'objet de la réclamation progressive;
 - b) une déclaration statutaire complétée et signée en bonne et due forme attestant qu'à la date de la réclamation progressive, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations en vertu de la loi en ce qui a trait aux Conditions de travail et qu'à l'égard des travaux, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs, désignés collectivement, dans la déclaration comme étant les « sous-traitants et fournisseurs ».
- 2) Dans le délai de 10 jours de la réception de la réclamation progressive et de la déclaration statutaire complétée par l'entrepreneur, le Canada procède ou fait procéder à l'inspection de la partie des travaux et matériaux décrits dans la réclamation progressive et présente à l'entrepreneur un rapport progressif indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans cette réclamation et confirmant que selon l'avis du Canada:
 - a) sont conformes aux dispositions du contrat; et
 - b) ne sont visées par aucun autre rapport progressif se rapportant au contrat.
- 3) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à payer », et de l'alinéa 5) de la CG5.4, le Canada verse à l'entrepreneur une somme égale à:
 - a) 95p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux; ou
 - b) 90p. 100 de la valeur indiquée dans le rapport progressif du Canada, si l'entrepreneur n'a pas fourni de cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4) Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 3) de la CG5.4 au plus tard:
 - a) 30 jours après la réception par le Canada de la réclamation progressive et la déclaration statutaire visées à l'alinéa 1) de la CG5.4; ou
 - b) 15 jours après que le Canada ait reçu le calendrier d'avancement de l'entrepreneur ou son calendrier d'avancement à jour, conformément à la CG3.1, « Calendrier d'avancement »selon l'échéance la plus éloignée.
- 5) Dans le cas de la première réclamation progressive, l'entrepreneur doit déposer tous les documents à l'appui de cette réclamation exigés par le contrat pour la première réclamation progressive; cette exigence est une condition préalable à l'exécution par le Canada de son obligation en vertu de l'alinéa 3 de la CG5.4.

CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- 1) Si, à quelque moment avant la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada constate que les travaux sont substantiellement exécutés selon les modalités énoncées dans le sous-alinéa 1b) de la CG1.1.4, « Achèvement substantiel », le Canada délivre un certificat d'achèvement substantiel à l'intention de l'entrepreneur. Le certificat d'achèvement substantiel:
 - a) indique la date d'achèvement substantiel des travaux;
 - b) décrit les parties des travaux non achevés à la satisfaction du Canada;
 - c) décrit toutes les mesures à prendre par l'entrepreneur avant la délivrance d'un certificat d'achèvement et avant le début de la période de garantie de 12 mois visée dans la CG3.13, « Garantie et rectification des défauts des travaux », en ce qui a trait aux dites parties des travaux et mesures en question.
- 2) La délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu de la CG3.11, « Travaux défectueux ».
- 3) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à verser », et de l'alinéa 4) de la CG5.5, le Canada doit verser à l'entrepreneur le montant visé à l'alinéa 1) de la CG5.2, « Montant à verser », moins l'ensemble:
 - a) de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4, « Paiement progressif »
 - b) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour corriger les défauts décrites dans le certificat d'achèvement substantiel;
 - c) de la somme égale à l'estimation faite par le Canada des coûts encourus par le Canada pour achever les parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel, autres que les défauts qui y sont énumérées.
- 4) Le Canada paie le montant visé à l'alinéa 3) de la CG5.5 au plus tard:
 - a) 30 jours après la date de délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel; ou
 - b) 15 jours après la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada:
 - i. une déclaration statutaire attestant qu'à la date du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs en ce qui a trait aux travaux visés par le contrat et qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales conformément à la CG1.8, « Lois, permis et taxes »;
 - ii. une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la CG1.9, « Indemnisation des travailleurs »; et
 - iii. une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la CG3.1, « Calendrier d'avancement »;

selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF

- 1) Lorsque le Canada est d'avis que l'entrepreneur a respecté le contrat et toutes les instructions et les directives données dans le cadre de ce contrat et que les travaux sont achevés conformément aux modalités de la CG1.1.5, « Achèvement », le Canada délivre un certificat d'achèvement à l'entrepreneur et, si la totalité ou une partie des travaux fait l'objet d'une entente à prix unitaire, le Canada délivre un certificat définitif de mesurage qui, sous réserve de la CG8, « Règlements des différends », est exécutoire entre le Canada et l'entrepreneur en ce qui a trait aux quantités visées dans les présentes.
- 2) Sous réserve de la CG5.2, « Montant à verser », et de l'alinéa 3) de la CG5.6, le Canada verse à l'entrepreneur la somme visée dans la CG5.2, « Montant à verser », moins l'ensemble de la somme de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4, « Paiement progressif », et à la CG5.5, « Achèvement substantiel des travaux ».
- 3) Le Canada verse la somme visée à l'alinéa 2) de la CG5.6 dans au plus tard:
 - a) 60 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement; ou
 - b) 15 jours suivant la date à laquelle l'entrepreneur transmet au Canada:
 - i. une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat;
 - ii. une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs, conformément à la CG1.9, « Indemnisation des travailleurs »;

selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LE CANADA

- 1) Ni l'acceptation d'une réclamation progressive ou d'un rapport progressif, ni les paiements effectués par le Canada en vertu du contrat, ni l'occupation partielle ou totale des travaux par le Canada ne constituent une acceptation de la part du Canada de toute partie des travaux ou matériaux qui n'est pas conforme aux exigences du contrat.

CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS

- 1) L'entrepreneur doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le contrat oblige le Canada à payer l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur doit transmettre au Canada, à sa demande, une déclaration statutaire attestant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des travaux.
- 3) Afin de d'acquitter toutes obligations légales de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du contrat, le

Canada peut payer tout montant dû et exigible par l'entrepreneur en vertu du contrat, directement aux réclamants de l'entrepreneur ou du sous-traitant. Ce paiement comporte quittance de l'obligation du Canada envers l'entrepreneur jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.

- 4) Pour l'application de l'alinéa 3) de la CG5.8 et sous réserve de l'alinéa 6) de la CG5.8, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont reconnues comme tel par:
 - a) un tribunal compétent;
 - b) un arbitre dûment nommé pour adjuger de la réclamation; ou
 - c) le consentement écrit de l'entrepreneur en autorisant le règlement.
- 5) Si, n'eut été que l'entrepreneur a exécuté les travaux pour le Canada, une réclamation ou une obligation avait été assujettie aux dispositions des lois provinciales ou lois des territoires sur les privilèges ou, au Québec, aux dispositions du Code civil du Québec concernant les hypothèques légales:
 - a) le montant qui peut être versé par le Canada au réclamant en vertu des alinéas 3) et 4) de la CG5.8 ne peut excéder le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux travaux;
 - b) un réclamant n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis, d'enregistrement ou autres formalités à accomplir et qui aurait été nécessaire d'accomplir afin de conserver ou valider tout privilège ou hypothèque légale qu'il aurait pu faire valoir;
 - c) pour permettre d'établir les droits d'un réclamant, l'avis exigé en vertu de l'alinéa 8) de la CG5.8 est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inopposable pour le motif que le réclamant a omis de déposer une action en justice dans les délais prescrits par les lois mentionnées ci-haut.
- 6) à la demande de tout réclamant, l'entrepreneur doit soumettre à l'arbitrage obligatoire les questions ayant trait au droit du réclamant au paiement de la réclamation. Les parties à l'arbitrage sont, entre autres, les sous-traitants ou fournisseurs auxquels le réclamant a fourni des matériaux, ou qui ont exécuté des travaux ou loué de l'équipement, s'ils souhaitent participer à l'arbitrage; le Canada n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou des territoires régissant l'arbitrage à l'endroit où les travaux ont été exécutés.
- 7) L'alinéa 3) de la CG5.8 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations:
 - a) dont l'avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne, en vertu du contrat et qui est transmis au Canada avant que le paiement final soit versé à l'entrepreneur conformément à la CG5.6, « Achèvement définitif », et dans les 120 jours de la date à laquelle le réclamant:
 - i. aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur et à son sous-traitant ou fournisseur, si la réclamation porte

sur une somme qui fut légalement retenue à même les sommes dues au réclamant; ou

- ii. s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à son sous-traitant ou fournisseur, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis quelles soient retenues du réclamant;
- b) pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément à l'alinéa 5) de la CG5.8, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans le sous-alinéa 7)a) de la CG5.8 a été reçu par le Canada, sous réserve des dispositions de la loi provinciale ou des territoires applicable, le cas échéant.
- 8) Sur réception d'un avis de réclamation, le Canada peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'entrepreneur en vertu du contrat, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.
 - 9) Le Canada doit aviser par écrit l'entrepreneur avec diligence de toutes les réclamations reçues et l'aviser de son intention de retenir des fonds. L'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès du Canada, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, le Canada verse à l'entrepreneur tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été retenus conformément aux dispositions de cette clause suite à la réclamation d'un réclamant pour laquelle la sûreté a été déposée.

CG5.9 DROIT DE COMPENSATION

- 1) Sans restreindre tout droit de compensation ou de déduction prévu explicitement ou implicitement par la loi ou ailleurs dans le contrat, le Canada peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Pour les fins de l'alinéa 1) de la CG5.9, l'expression « contrat en cours » signifie un contrat conclu entre le Canada et l'entrepreneur :
 - a) en vertu duquel l'entrepreneur est légalement obligé d'exécuter des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou
 - b) à l'égard duquel le Canada a, depuis la date du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet de ce contrat.

CG5.10 DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT

- 1) Pour les fins de cette clause:
 - a) les travaux sont censés être achevés à la date du certificat d'achèvement;
 - b) « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des travaux, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de

prolongation accordée en vertu de la CG6.5, « Retards et prolongation du délai », et de tout autre jour où, de l'avis du Canada, l'achèvement des travaux a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

- 2) Si l'entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé pour leur achèvement, mais achève ces travaux par la suite, l'entrepreneur verse au Canada un montant égal à l'ensemble:
 - a) de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par le Canada aux personnes surveillant l'exécution des travaux pendant la période de retard;
 - b) des coûts encourus par le Canada en conséquence de l'impossibilité pour le Canada de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
 - c) de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par le Canada pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 3) S'il estime que l'intérêt public le commande, le Canada peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'entrepreneur conformément à l'alinéa 2) de la CG5.10.

CG5.11 RETARD DE PAIEMENT

- 1) Nonobstant la CG1.5, « Rigueur des délais », tout retard accusé par le Canada à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la CG5, « Modalités de paiement », ne constitue pas un défaut du Canada aux termes du contrat.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG5.11, le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an sur tout montant en souffrance en vertu de l'alinéa 3) de la CG5.1, « Interprétation » les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.
- 3) Les intérêts sont versés sans que l'entrepreneur ait à en faire la demande, sous réserve des conditions suivantes:
 - a) pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de 15 jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période, à moins que l'entrepreneur en fasse la demande après que lesdits montants soient dus; et
 - b) les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES

- 1) Pour les fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le Canada et l'entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par le Canada et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.

- 3) Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et exigible en vertu du contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 4) Le Canada doit verser à l'entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3p. 100 par an à compter du premier jour où cette réclamation est censée être en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE

- 1) Après la délivrance du certificat d'achèvement substantiel et à condition que l'entrepreneur n'ait pas manqué à ses engagements en vertu du contrat ou ne soit pas en défaut au terme du contrat, le Canada doit retourner à l'entrepreneur la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis du Canada, n'est pas requise aux fins du contrat.
- 2) Après la délivrance du certificat d'achèvement, le Canada doit retourner à l'entrepreneur le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du contrat.
- 3) Si le dépôt de garantie a été versé au Fonds du revenu consolidé du Canada, le Canada doit payer à l'entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt selon le taux établi en application de l'article 21(2) de la [Loi sur la gestion des finances publiques \(LGFP\)](#).

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 6 - RETARDS ET MODIFICATIONS DES TRAVAUX

- CG6.1 MODIFICATIONS DES TRAVAUX
- CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL
- CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE
- CG6.4 CALCUL DU PRIX
 - CG6.4.1 CALCUL DU PRIX AVANT D'APPORTER DES MODIFICATIONS
 - CG6.4.2 CALCUL DU PRIX APRÈS AVOIR APPORTÉ DES MODIFICATIONS
 - CG6.4.3 CALCUL DU PRIX DES PRIX UNITAIRES
- CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

CG6.1 MODIFICATIONS DES TRAVAUX

- 1) En tout temps avant la délivrance d'un certificat d'achèvement, le Canada peut ordonner pour des additions, suppressions ou autres modifications aux travaux ou des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des travaux à la condition que ces additions, suppressions, modifications ou autre révision soient, selon lui, conformes à l'intention générale du contrat.
- 2) Tout ordre mentionné à l'alinéa 1) de la CG6.1 est émis par écrit et est signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 3) Sur réception d'un ordre, l'entrepreneur exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.
- 4) Si ce que l'entrepreneur a fait ou omis de faire suite à un ordre augmente ou réduit le coût des travaux, ceux-ci sont payés conformément à la CG6.4, « Calcul du Prix ».

CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL

- 1) Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et, celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur, ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, l'entrepreneur doit en donner avis au Canada dès qu'il en a connaissance.
- 2) Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut encourir ou subir des frais supplémentaires, pertes ou dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les 10 jours de la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser par écrit au Canada de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 3) Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans l'alinéa 2) de la CG6.2, il doit dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre au Canada une réclamation écrite des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 4) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que le Canada puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le Canada peut exiger.

- 5) Si, de l'avis du Canada, la réclamation visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 6) Lorsque, de l'avis du Canada, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 7) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 2) de la CG6.2 et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 3) de la CG6.2 dans le délai prescrit, aucun supplément ne sera versé en l'occurrence.
- 8) Le Canada ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant pas partie des documents de soumission ni des documents contractuels.

CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE

- 1) Pour les fins de la présente clause :
 - a) restes humains » signifie la totalité ou une partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;
 - b) « vestiges archéologiques » signifie pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries;
 - c) « objets présentant un intérêt historique ou scientifique » signifie objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.
- 2) Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre quelque objet, pièce ou chose que décrit l'alinéa 1) de la CG6.3 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par l'alinéa 1) de la CG6.3, il doit :
 - a) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;
 - b) aviser immédiatement le Canada de la situation, par écrit;
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour réduire les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception d'un avis transmis conformément au sous-alinéa 2) b) de la CG6.3, le Canada détermine promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description

donnée à l'alinéa 1) de la CG6.3 ou s'il est visé par cet alinéa, et il indique par écrit à l'entrepreneur les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision du Canada

- 4) Le Canada peut en tout temps retenir les services d'experts pour l'aider à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert par l'entrepreneur, et l'entrepreneur permet, à la satisfaction du Canada, l'accès au chantier et collabore avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.
- 5) Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique demeurent la propriété du Canada.
- 6) Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de la CG6.4, « Calcul du prix », et de la CG6.5, « Retards et prolongation de délai », s'appliquent.

CG6.4 CALCUL DU PRIX

CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications

- 1) Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et le Canada ainsi qu'à une majoration négociée au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé.
- 2) Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et le Canada peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- 3) Un prix unitaire visé à l'alinéa 2) de la CG6.4.1 doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et le Canada, ainsi qu'à une majoration négociée.
- 4) Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- 5) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa 1) de la CG6.4.1, le prix est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 6) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des alinéas 2) et 3) de la CG6.4.1, le Canada établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.

CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- 1) S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou qu'aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - a) de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa 2) de la CG6.4.2 qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - b) d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 p. 100 de la somme des frais visés au sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2;
 - c) des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas 1)a) et 1)b) de la CG6.4.2 et calculés conformément à la CG5.12, « Intérêts sur les réclamations réglées ».
- 2) Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2 Sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - a) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - b) les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée aux travaux prévus au contrat;
 - c) les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception des taxes applicables;
 - d) les frais de location d'outillage ou un montant équivalent à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par le Canada;
 - e) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis du Canada, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - f) les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - g) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - h) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation du Canada qui sont nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires

- 1) Sauf dans les cas prévus dans les alinéas 2), 3), 4) et 5) de la CG6.4.3, il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- 2) Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15p. 100 la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115p.100 de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès du Canada :
 - a) les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée;
 - b) le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 p.100 de la quantité estimative.
- 3) Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa 2) de la CG6.4.3, le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 4) Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 p.100 de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - a) il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - b) la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- 5) Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 :
 - a) il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée;
 - b) le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85p.100 de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

- 1) À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement en conformité du présent alinéa, le Canada peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.

- 2) La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG6.5, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat n'est versé par le Canada à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires et pour les pertes ou les dommages engagés ou subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de ce dernier.
- 4) Si l'entrepreneur encourt ou subit des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part du Canada après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel le Canada est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser le Canada par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 5) Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé dans l'alinéa 4) de la CG6.5, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, présenter par écrit au Canada une réclamation des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 6) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 5) de la CG6.5 doit comprendre une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation pour permettre au Canada de déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur fournit tout autre renseignement complémentaire que le Canada peut exiger à cette fin.
- 7) i, de l'avis du Canada, la réclamation mentionnée à l'alinéa 5) de la CG6.5 est justifiée, le Canada verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 8) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 4) et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 5) de la CG6.5 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui est versé à cet égard.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 7 - DÉFAUT, SUSPENSION OU RÉSILIATION DU CONTRAT

- CG7.1 TRAVAUX RETIRÉS À L'ENTREPRENEUR
- CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX
- CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT
- CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE - CONFISCATION OU REMISE

CG7.1 TRAVAUX RETIRES A L'ENTREPRENEUR

- 1) Le Canada peut, sans autre autorisation, en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la CG2.3, Avis, retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :
 - a) fait défaut ou tarde à commencer ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du Canada, dans les 6 jours suivant l'envoi de l'avis par écrit du Canada à l'entrepreneur, conformément à la CG2.3, « Avis »
 - b) néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
 - c) devient insolvable ou a commis un acte de faillite et na pas fait de proposition à ses créanciers, ni déposé d'avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la [Loi sur la faillite et l'insolvabilité](#);
 - d) abandonne les travaux;
 - e) fait cession du contrat sans le consentement requis à la CG1.16, « Cession » ou
 - f) fait défaut de quelque autre façon d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du contrat.
- 2) Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, l'entrepreneur na droit, sauf dispositions de l'alinéa 3) de la CG7.1, à aucun autre paiement dû et exigible, et l'entrepreneur est tenu de payer au Canada, sur demande un montant égal à la totalité des pertes et dommages que le Canada aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
- 3) Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par le Canada, le Canada peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser le Canada des pertes ou dommages encourus ou subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
- 4) Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'as pas pour effet de libérer l'entrepreneur de quelque obligation stipulée au contrat ou imposée par la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 5) Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés

ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux en vertu du contrat continuent d'appartenir au Canada, sans indemnisation.

- 6) Lorsque le Canada certifie que tout outillage, matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur n'est plus nécessaire pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt du Canada de retenir lesdits outillage, matériaux ou intérêts, ils sont remis à l'entrepreneur.
- 7) Si l'entrepreneur devient insolvable ou fait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition, conformément à la [Loi sur la faillite et l'insolvabilité](#), il doit immédiatement faire parvenir au Canada une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX

- 1) Le Canada peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 2) Sur réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que le Canada juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 3) Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement du Canada.
- 4) Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à 60 jours, l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des frais supplémentaires qu'il a nécessairement encourus en raison de la suspension; ces frais sont calculés conformément à la CG6.4, « Calcul du prix ».
- 5) Si la durée de la suspension est supérieure à 60 jours, le Canada et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et conditions convenues entre le Canada et l'entrepreneur. Si le Canada et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la CG7.3, « Résiliation du contrat ».

CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT

- 1) Le Canada peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la CG2.3, « Avis ».
- 2) Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG7.3, si le contrat est résilié, le Canada verse à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la CG6.4, « Calcul du prix », moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'entrepreneur par le Canada et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers le Canada en vertu du contrat.

- 4) Le montant total à payer par le Canada à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la CG5, « Modalités de paiement », qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.
- 5) Le Canada effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE - CONFISCATION OU REMISE

- 1) Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier manqué à ses obligations ou est en défaut aux termes du contrat, le Canada peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
- 2) Si le Canada s'approprie le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par le Canada en vertu du contrat.
- 3) Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toutes pertes, dommages ou réclamations du Canada et des tiers, sera payé par le Canada à l'entrepreneur si, selon le Canada, ce solde n'est pas nécessaire pour les fins du contrat.

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) 8 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- CG8.1 INTERPRÉTATION
- CG8.2 CONSULTATION ET COLLABORATION
- CG8.3 AVIS DE DIFFÉREND
- CG8.4 NÉGOCIATION
- CG8.5 MÉDIATION
- CG8.6 CONFIDENTIALITÉ
- CG8.7 RÈGLEMENT
- CG8.8 RÈGLES POUR LA MÉDIATION DES DIFFÉRENDS
 - CG8.8.1 INTERPRÉTATION
 - CG8.8.2 APPLICATION
 - CG8.8.3 COMMUNICATION
 - CG8.8.4 NOMINATION D'UN MÉDIATEUR DE PROJET
 - CG8.8.5 CONFIDENTIALITÉ
 - CG8.8.6 DATE ET LIEU DE LA MÉDIATION
 - CG8.8.7 REPRÉSENTATION
 - CG8.8.8 PROCÉDURES
 - CG8.8.9 ACCORD DE RÈGLEMENT
 - CG8.8.10 FIN DE LA MÉDIATION
 - CG8.8.11 FRAIS
 - CG8.8.12 PROCÉDURES SUBSEQUENTES

CG8.1 INTÉRPRÉTATION

- 1) On entend par « différend » les conflits se rapportant à toute question définie par l'entrepreneur dans l'avis soumis au Canada conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend », y compris les réclamations de l'entrepreneur résultant de ce différend et toutes les contre-réclamations du Canada, mais cette expression ne comprend pas des demandes de l'une ou l'autre des parties pour dommages-intérêts punitifs ou exemplaires, blessures, décès ou toute réclamation fondée sur une allégation de diffamation ou sur une déclaration calomnieuse.
- 2) Les procédures de règlement extrajudiciaire des différends prévues à la CG8 ne s'appliquent pas à une réclamation du Canada contre l'entrepreneur, à l'exception d'une contre-réclamation résultant d'un différend répondant à la définition de l'alinéa 1) de la CG8.1, y compris, sans limitation, une réclamation fondée sur la compensation de toute somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu de la CG5.10, « Dédommagement pour retard d'achèvement ».

CG8.2 CONSULTATION ET COLLABORATION

- 1) Les parties conviennent d'assurer une communication ouverte et honnête pendant toute la durée de l'exécution du contrat.
- 2) Les parties conviennent de se consulter et collaborer dans l'exécution des travaux et la résolution des problèmes ou des différends qui peuvent survenir.

CG8.3 AVIS DE DIFFÉREND

- 1) Tout différend surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature qu'il soit découlant du contrat ou relativement à celui-ci, qui peut donner lieu à une réclamation de l'entrepreneur contre le Canada et qui n'est pas réglé par consultation et collaboration selon les modalités de la CG8.2, « Consultation et collaboration », est résolu en premier lieu par le Canada, dont la décision ou la directive écrite est finale et exécutoire, sous réserve des dispositions de la CG8. Une décision ou directive écrite comprend notamment toute décision ou directive émise par écrit par le Canada en vertu des dispositions des Conditions générales.
- 2) L'entrepreneur est réputé avoir accepté la décision ou directive du Canada visée à l'alinéa 1) de la CG8.3 et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation à l'égard de la question visée dans cette décision ou directive sauf s'il soumet au Canada, dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de cette décision ou directive, un avis écrit de différend demandant une négociation formelle en vertu de la CG8.4, « Négociation ». Cet avis doit référer spécifiquement à la CG8.4, « Négociation », et préciser les questions en litige de même que les dispositions pertinentes du contrat.
- 3) L'envoi d'un avis écrit conformément à l'alinéa 2) de la CG8.3 par l'entrepreneur n'aura pas pour effet de dégager pour autant de son obligation de respecter la décision ou la directive faisant l'objet du différend. Toutefois, le fait que l'entrepreneur se conforme à cette décision ou directive ne peut être interprété comme une admission par l'entrepreneur du bien-fondé de cette décision ou directive.
- 4) Si un différend n'est pas réglé rapidement, le Canada donne à l'entrepreneur les instructions qui, à son avis, sont nécessaires à la bonne exécution des travaux et pour prévenir les retards en attendant le règlement de la question. L'entrepreneur continue d'exécuter lesdits travaux conformément aux dispositions et aux exigences du contrat, ainsi qu'aux instructions du Canada, sauf si le Canada résilie le contrat, ordonne à l'entrepreneur de suspendre les travaux ou retire les travaux à l'entrepreneur. L'exécution desdits travaux n'a pas pour effet de porter préjudice aux réclamations de l'entrepreneur.
- 5) Nulle disposition de la CG8 n'a pour effet de dégager l'entrepreneur de son obligation de donner tout autre avis exigé par le contrat dans le délai qui y est précisé, notamment tous les avis prévus en vertu de la CG6.2, « Changements des conditions du sous-sol ».

CG8.4 NÉGOCIATION

- 1) Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, d'un avis visé à l'alinéa 2) de la CG8.3 ou dans tout autre délai pouvant être fixé d'un commun accord, les parties doivent entreprendre des négociations formelles afin de résoudre leur différend. Les négociations se déroulent initialement entre les représentants de l'entrepreneur et du Canada qui assument directement la surveillance de l'exécution, l'administration ou la gestion du contrat.
- 2) Si les représentants visés à l'alinéa 1) de la CG8.4 ne peuvent pas résoudre une partie ou la totalité des questions faisant l'objet des négociations dans les 10 jours ouvrables afin de régler les questions non résolues, les parties font appel à un deuxième niveau de négociation impliquant un ou des dirigeants de l'entrepreneur et un ou des cadres supérieurs représentant le Canada.
- 3) Si les négociations ne permettent pas de résoudre le différend dans les 30 jours ouvrables suivant la date de signification de l'avis mentionné à l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend », ou dans le délai prolongé d'un commun accord, l'entrepreneur peut, à l'expiration de cette période envoyer au Canada un avis écrit conformément à la CG2.3,

« Avis », dans les 10 jours ouvrables qui suivent cette date, et demander qu'un médiateur intervienne pour aider les parties à s'entendre sur les questions non résolues.

- 4) Si l'entrepreneur ne demande pas la médiation dans le délai prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4, il sera réputé avoir accepté la décision ou la directive du Canada en vertu de l'alinéa 1) de la CG8.3, « Avis de différend », et avoir exonéré expressément le Canada de toute réclamation concernant la question faisant l'objet de cette décision ou directive.

CG8.5 MÉDIATION

- 1) Si l'entrepreneur demande l'intervention d'un médiateur conformément à l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », cette médiation doit se dérouler conformément à la CG8.8, « Règles pour la médiation des différends ».
- 2) Si aucun médiateur de projet n'a été antérieurement nommé par les parties aux fins de l'application du contrat, les parties nomment un médiateur de projet conformément à la CG8.8, « Règles pour la médiation des différends », dès qu'un avis de demande de médiation a été donné aux termes de l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation ».
- 3) Si le différend n'est pas résolu:
 - a) dans les 10 jours ouvrables suivant la nomination d'un médiateur de projet aux termes de l'alinéa 2) de la CG8.5, dans le cas où aucun médiateur n'a été préalablement nommé;
 - b) dans les 10 jours ouvrables suivant la réception, par le Canada, de l'avis écrit prévu à l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », dans le cas où un médiateur de projet a été préalablement nommé; ou
 - c) dans tout autre délai prolongé d'un commun accord des parties; le médiateur de projet doit mettre fin à la médiation, en avisant les parties par écrit de la date d'effet de la cessation de la médiation.

CG8.6 CONFIDENTIALITÉ

- 1) Sauf exigence contraire de la loi, tous les renseignements échangés par les parties et leurs représentants, par quelque moyen que ce soit, le seront sans préjudice et d'une manière confidentielle. Toutefois, la recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée lors d'un interrogatoire judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre d'une procédure de règlement extrajudiciaire des différends.

CG8.7 RÈGLEMENT

- 1) Tout accord de règlement portant sur la totalité ou une partie d'un différend et conclu par quelque moyen que ce soit, est constaté par écrit et signé par les parties ou par leurs représentants agréés.

CG8.8 RÈGLES POUR LA MÉDIATION DES DIFFÉRENDS

CG8.8.1 Interprétation

Dans les présentes règles

- 1) « coordonnateur » signifie la personne désignée par le Canada comme coordonnateur de règlement des différends.

CG8.8.2 Application

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent modifier les règles ou en ajouter d'autres.

CG8.8.3 Communication

- 1) Les communications écrites prévues par les présentes règles sont données de la même façon que les avis écrits donnés conformément à la CG2.3, « Avis ».

CG8.8.4 Nomination d'un médiateur de projet

- 1) D'un commun accord, les parties peuvent, en tout temps après l'entrée en vigueur du contrat, désigner un médiateur (le « médiateur de projet ») pour diriger une médiation conformément aux présentes, de tout différend pouvant découler de l'interprétation, de l'application ou de l'administration du contrat. Dans un tel cas, elles concluent un contrat avec le médiateur de projet, lequel est rédigé par le coordonnateur de règlement des différends et est agréé par les parties.
- 2) À défaut de désigner un médiateur de projet conformément à l'alinéa 1) de la CG8.8.4, celui-ci est désigné par les parties dans les 17 jours ouvrables suivant la réception d'un avis écrit de l'entrepreneur, conformément aux dispositions de la CG2.3, « Avis », demandant la tenue d'une négociation par voie de médiation en la manière prévue aux présentes règles afin d'aider les parties à régler les questions demeurant en litige. Le contrat conclu avec le médiateur de projet doit rencontrer les exigences requises aux fins du contrat visé à l'alinéa 1) de la CG8.8.4.
- 3) Dans les cas où la médiation est demandée par l'entrepreneur en vertu des modalités de l'alinéa 3) de la CG8.4, « Négociation », si les parties ont déjà conclu un contrat avec un médiateur de projet, elles transmettent au médiateur de projet et au coordonnateur dans un délai de 2 jours:
 - a) une copie de l'avis écrit de différend demandant la négociation formelle en vertu de l'alinéa 2) de la CG8.3, « Avis de différend »
 - b) une copie de la position écrite du Canada en rapport avec l'avis, les questions encore en litige et les références pertinentes au contrat;
 - c) une copie de la demande écrite de médiation de l'entrepreneur exigée en vertu de l'alinéa 3 de la CG8.4, « Négociation ».
- 4) Si les parties n'ont pas convenu d'un médiateur de projet, elles remettent au coordonnateur les documents visés aux sous-alinéas 3a) b) et c) de la CG8.8.4 ainsi qu'une demande exigeant l'assistance d'un médiateur de projet, mutuellement acceptable aux deux parties, en conformité des présentes règles.
- 5) Dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de la demande et des documents visés à l'alinéa 4) de la CG8.8.4, le coordonnateur remet aux parties une liste de médiateurs qualifiés du secteur privé, liste obtenue d'une entité indépendante et impartiale, ainsi que

des instructions leur demandant de choisir et de classer, individuellement et confidentiellement, les médiateurs suggérés qu'ils jugent acceptables, selon un ordre de préférence. Chaque médiateur ainsi listé doit être impartial et indépendant des parties, et doit être un médiateur commercial d'expérience et compétent, connaissant de préférence l'objet du différend.

- 6) Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la liste visée à l'alinéa 5) de la CG8.8.4, chaque partie se conforme aux instructions accompagnant la liste et remet sa réponse au coordonnateur.
- 7) Dans les 2 jours ouvrables suivant la réception des réponses, le coordonnateur sélectionne le médiateur qui aura obtenu le rang le plus élevé du classement commun des deux parties, à titre de médiateur de projet aux fins du contrat.
- 8) En cas d'égalité, le coordonnateur consulte les deux parties afin qu'elles réévaluent leur choix pour l'aider à sélectionner le médiateur de projet qu'il leur est acceptable. Si les parties ne peuvent s'entendre, le coordonnateur leur remet une deuxième liste de médiateurs, et la procédure est reprise.
- 9) Si les parties n'ont pas antérieurement conclu un contrat avec un médiateur de projet mutuellement acceptable, le coordonnateur déploiera les efforts raisonnables pour négocier en leur nom un contrat avec un médiateur de projet acceptable aux deux parties, qui incorpore les articles des présentes règles ou s'y conforme. En cas d'échec des négociations ou si, pour une autre raison, la personne ne veut ou ne peut conclure un contrat afin d'agir comme médiateur de projet, le coordonnateur répète le même processus avec le deuxième médiateur.
- 10) En cas de réussite des négociations visées à l'alinéa 9) de la CG8.8.4, les parties conviennent de conclure un contrat avec le médiateur de projet choisi, lequel est rédigé par le coordonnateur et en accord avec les parties.
- 11) À la signature du contrat avec le médiateur de projet visé à l'alinéa 10) de la CG8.8.4, le coordonnateur remet à ce dernier des exemplaires des documents visés à l'alinéa 3) de la CG8.8.4.

CG8.8.5 Confidentialité

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG8.8.5 et sauf entente contraire écrite des parties, le médiateur de projet, les parties et leurs conseillers juridiques ou représentants protègent la confidentialité de toutes les questions et de tous les documents divulgués pendant la médiation sauf si leur divulgation est nécessaire à la mise en œuvre de toute entente conclue entre les parties ou est exigée par la loi.
- 2) La recevabilité ou divulgation d'un élément de preuve qui peut être autrement reçu en preuve ou dont la production peut être exigée dans le cadre d'une procédure arbitrale ou judiciaire, n'est pas affectée par l'utilisation de cet élément de preuve dans le cadre du processus de médiation.
- 3) Aucune des parties ne peut faire une transcription, dresser un procès-verbal ou documenter autrement une séance de médiation.
- 4) Les notes personnelles et les avis écrits du médiateur de projet consignés relativement à la médiation sont sa propriété et sous son contrôle exclusifs, sont confidentiels et ne peuvent être utilisés dans aucune procédure ultérieure entre les parties ou, s'ils sont contraires à l'intérêt de la partie intéressée, sans l'autorisation écrite expresse de celle-ci.

- 5) L'échange de tout renseignement pendant la procédure de médiation, par quelque moyen que ce soit, est sous toute réserve et lesdits renseignements sont considérés par les parties et leurs représentants comme étant confidentiels, sauf disposition contraire de la loi.

CG8.8.6 Date et lieu de la médiation

- 1) Le médiateur de projet, de concert avec les parties, fixe les dates, heures et lieux des séances de médiation le plus tôt possible, tenant compte que, sous réserve d'entente contraire des parties, il n'a que 10 jours ouvrables pour tenter de régler le différend.

CG8.8.7 Représentation

- 1) Lors d'une séance de médiation, les représentants des parties peuvent être accompagnés d'un conseiller juridique ou de toute autre personne.
- 2) Si le médiateur de projet est un avocat, il ne peut offrir de conseils juridiques à une partie durant la séance de médiation, mais il peut lui recommander d'obtenir l'avis d'un avocat indépendant avant de finaliser un arrangement à l'amiable.

CG8.8.8 Procédures

- 1) Les parties conviennent d'échanger tous les faits, renseignements et documents sur lesquels elles ont l'intention de fonder leur présentation orale ou écrite, pendant la médiation. Cet échange se fait au plus tard 2 jours ouvrables avant la date d'une séance de médiation.
- 2) Le médiateur de projet est libre de rencontrer les parties individuellement, pendant une séance de médiation, s'il estime que cela peut accroître les chances d'un règlement par voie de médiation, et l'une ou l'autre des parties peut demander à le rencontrer individuellement en tout temps.
- 3) Les parties peuvent s'entendre pour prolonger la période de 10 jours ouvrables disponibles pour régler le différend par voie de médiation, et le médiateur de projet consigne cette entente par écrit.

CG8.8.9 Accord de règlement

- 1) Les parties consignent par écrit tout accord de règlement qu'elles ont conclu, avec suffisamment de détails afin que les parties comprennent clairement:
 - a) les questions réglées,
 - b) les obligations assumées par chaque partie, incluant les critères visant à déterminer si et quand ces obligations ont été exécutées,
 - c) les conséquences de l'omission d'observer l'accord conclu par les parties.
- 2) Les parties conviennent d'exécuter l'accord de règlement dans les meilleurs délais et, à tout le moins, dans les délais prévus par l'accord de règlement.

CG8.8.10 Fin de la médiation

- 1) L'une des parties peut se retirer de la médiation en tout temps, sans raison, et le médiateur de projet remet alors à chacune d'elles un avis écrit mettant fin à la négociation par voie de médiation et indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 2) Lorsque, de l'avis du médiateur de projet, l'une des parties n'agit pas de bonne foi ou n'observe pas les conditions des présentes règles, ou s'il estime, durant la négociation par voie de médiation, que la poursuite des négociations ne permettra pas de résoudre les questions encore en litige, il peut mettre fin à la négociation en remettant aux parties un avis écrit de clôture, y indiquant ses motifs et la date d'effet de la clôture de la médiation.
- 3) Lorsqu'un différend n'est pas réglé dans les 10 jours ouvrables ou une période plus longue convenue par les parties, le médiateur de projet met fin à la médiation en remettant aux parties un avis écrit indiquant la date d'effet de la clôture de la médiation.

CG8.8.11 Frais

- 1) Les parties conviennent d'assumer chacune les frais de leurs propres représentants et conseillers, y compris leurs frais de déplacement et de séjour. Les honoraires et les dépenses du médiateur de projet ainsi que tous les frais généraux liés à la médiation, comme les frais de location de salles de réunion, sont assumés à parts égales entre les parties.

CG8.8.12 Procédures subséquentes

- 1) Les parties ne peuvent invoquer ou produire en preuve, dans une procédure arbitrale ou judiciaire, que cette procédure soit liée ou non à l'objet de la médiation,
 - a) un document de l'autre partie qui ne peut par ailleurs être produit dans le cadre de cette procédure,
 - b) des opinions exprimées ou des suggestions faites par une partie à l'égard du règlement possible des questions en litige,
 - c) un aveu fait par une partie, pendant la médiation, à moins que la partie ayant fait l'aveu y ait expressément consenti,
 - d) le fait qu'une partie a indiqué sa volonté de faire ou d'accepter une proposition ou une recommandation de règlement.
- 2) Le médiateur de projet ne peut représenter une des parties ni témoigner pour celle-ci, dans une enquête, action ou procédure ultérieure relative aux questions faisant l'objet de la médiation.
- 3) Le médiateur de projet ne peut être assigné pour témoigner relativement
 - a) à son rôle dans la médiation,
 - b) aux questions en litige dans la médiation, dans une enquête, action ou procédure ultérieure, et les parties conviennent de s'opposer vigoureusement à l'assignation du médiateur.

CG9 GARANTIE CONTRACTUELLE

CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE

CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE

CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE

- 1) L'entrepreneur doit, à ses frais et dans les quatorze (14) jours suivant la réception d'un avis confirmant que le Canada accepte son offre, obtenir et déposer auprès du Canada une garantie contractuelle sous l'une ou plusieurs des formes prescrites dans la clause CG9.2 (TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE).
- 2) Si la totalité ou une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un dépôt de garantie, cette garantie doit être conservée et traitée conformément à la clause CG5.13 (REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE) et à la clause CG7.4 (DÉPÔT DE GARANTIE – CONFISCATION OU REMISE).
- 3) Si une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'entrepreneur doit en afficher une copie à l'emplacement des travaux.
- 4) Le dépôt de la garantie contractuelle, selon les modalités précisées dans les présentes, constitue une des conditions préalables à l'autorisation du premier paiement progressif.

CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE

- 1) L'entrepreneur doit déposer auprès du Canada soit a) soit b) :
 - a) un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50 % du montant du contrat;
 - b) un dépôt de garantie ou une lettre de crédit irrévocable représentant au moins 20 % du montant du contrat.
- 2) Le cautionnement d'exécution et le cautionnement de paiement de la main-d'œuvre et des matériaux mentionnés au paragraphe 1) de la clause CG9.2 doivent être présentés sur un formulaire approuvé par le Canada et provenir d'une compagnie de cautionnement reconnue par le Canada.
 - a) Le formulaire approuvé pour le cautionnement d'exécution est affiché sur le site Web suivant :
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appS>
 - b) Le formulaire approuvé pour le cautionnement du paiement de la main-d'œuvre et des matériaux est affiché sur le site Web suivant : <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appS>;
 - c) La liste des compagnies de cautionnement reconnues est affichée sur le site Web suivant :
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appl>

- 3) Le dépôt de garantie mentionné à l'alinéa 1b) de la clause CG9.2 consiste en :
- a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste à l'ordre du Receveur général du Canada et certifié par une institution financière agréée ou fourni par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou;
 - b) des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 4) Aux fins de l'alinéa 3a) de la clause CG9.2 :
- a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier;
 - b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, il doit être accompagné d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa 4c) de la clause CG9.2;
 - c) une institution financière agréée est :
 - i. une société ou une institution membre de l'Association canadienne des paiements tel que défini dans la [Loi canadienne sur les paiements](#);
 - ii. une société qui accepte des dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou par l'Autorité des marchés financiers jusqu'au maximum permis par la loi;
 - iii. une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
 - iv. une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise au paragraphe 137(6) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#); ou
 - v. la Société canadienne des postes.
- 5) Les obligations mentionnées à l'alinéa 3b) de la clause CG9.2 doivent être fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du contrat et être :
- a) payables au porteur;
 - b) accompagnées d'un document de transfert dûment signé de transfert des obligations au receveur général du Canada sous la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou
 - c) enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.
- 6) La lettre de crédit irrévocable mentionnée à l'alinéa 1b) de la clause CG9.2 doit :

- a) constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou en son propre nom :
 - i. doit verser un paiement au Canada ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
 - ii. doit accepter et payer les lettres de change tirées par le Canada;
 - iii. autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer lesdites lettres de change; ou
 - iv. autorise une autre institution financière à négocier à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les termes et conditions de la lettre de crédit soient respectées;
- b) indiquer le montant nominal que l'on peut tirer;
- c) préciser sa date d'expiration;
- d) prévoir le paiement à vue à l'ordre du receveur général du Canada à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par le Canada;
- e) prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
- f) prévoir son assujettissement aux *Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la Chambre de commerce internationale (CCI), version de 2007, publication de la CCI n° 600. En vertu des *Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires* de la CCI, un crédit est irrévocable même s'il n'y a aucune indication à cet égard;
- g) être émise ou confirmée par une institution financière agréée sur son papier à en-tête, dans l'une ou l'autre des langues officielles, avec une mise en page à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

Conditions générales (CG) 10 – Assurances

CG10.1 POLICES D'ASSURANCE

CG10.2 INDEMNITÉ D'ASSURANCE

CG10.1 POLICES D'ASSURANCE

- 1) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve au Canada conformément aux exigences des « Conditions d'assurance ».
- 2) Les polices d'assurance mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.1 doivent être:
 - a) en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux « Conditions d'assurance » et
 - b) prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance ».

CG10.2 INDEMNITE D'ASSURANCE

- 1) Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1, « Polices d'assurance », les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement au Canada, et
 - a) les sommes ainsi versées seront retenues par le Canada aux fins du contrat;
ou
 - b) si le Canada en décide ainsi, seront conservées par le Canada, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 2) Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1, « Polices d'assurance », l'assureur remboursera directement au demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.
- 3) Si le Canada choisit conformément à l'alinéa 1) de la CG10.2 de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'entrepreneur et du Canada relativement à la partie des travaux perdue ou endommagée, afin d'établir la différence, s'il en est, entre:
 - a) le total du montant des pertes ou dommages subis par le Canada, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et leur emplacement et de toute autre somme payable par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat, moins toute somme retenue conformément au sous-alinéa 1)b) de la CG10.2,
 - b) l'ensemble des sommes payables par le Canada à l'entrepreneur en vertu du contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.
- 4) Toute différence établie conformément à l'alinéa 3) de la CG10.2 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.

- 5) Suite au paiement prévu à l'alinéa 4) de la CG10.2, le Canada et l'entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du contrat, mais seulement à l'égard de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée à l'alinéa 3) de la CG10.2.
- 6) S'il n'est pas exercé de choix en vertu du sous-alinéa 1)b) de la CG10.2, l'entrepreneur, sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2, déblaie et nettoie les travaux et leur emplacement et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.
- 7) Lorsque l'entrepreneur exécute les obligations prévues à l'alinéa 6) de la CG10.2, le Canada lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.2 et à même lesdites sommes, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.
- 8) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2, tout paiement par le Canada en exécution des obligations prévue à l'alinéa 7) de la CG10.2 est effectué conformément aux dispositions du contrat, mais chaque paiement doit représenter 100p. 100 du montant réclamé, nonobstant les sous-alinéas 3)a) et 3)b) de la CG5.4, « Paiement progressif ».



Annexe « E »

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES & PLANS

Harrow Research Facility
Washroom Upgrades Phase B
Agriculture Agri-Food Canada

SPECIFICATION TITLE
SHEET

Section 00 00 00
Page 1
2015-10-21

PROJECT TITLE

HARROW RESEARCH FACILITY
WASHROOM UPGRADES PHASE B

PROJECT NUMBER

A614

PROJECT DATE

2015-10-21
Tender

PREPARED BY



GLOS ASSOCIATES INC.
3535 NORTH SERVICE ROAD EAST
WINDSOR, ONTARIO
N8W 5R7

Client:
Agriculture and Agri-Food Canada
2001 Robert-Bourassa Blvd., Suite 671-L, Montreal Quebec, H3A 3N2

Location of Work:
Greenhouse and Processing Crops Research Centre
2585 County Road 20
Harrow, Ontario N0R 1G0

Consultant:
Glos Associates Inc.
3535 North Service Road East, Windsor Ontario, N8W 5R7
519-966-6750 phone, 519-966-6753 fax, glos@mnsi.net
Project Number 15070

These specification sections from Divisions 00 00 00 to 15 44 01 were prepared under the supervision of the following registered coordinating professionals:

ARCHITECTURAL	MECHANICAL
	

<u>Section</u>	<u>Title</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 00 -</u>	<u>Procurement and Contracting Requirements</u>	
00 00 00	SPECIFICATION TITLE SHEET	1
00 01 07	Seals	1
00 01 15	LIST OF DRAWINGS	1
<u>Division 01 -</u>	<u>General Requirements</u>	
01 00 10	General Requirements	15
01 11 00	SUMMARY OF WORK	7
01 33 00	SUBMITTAL PROCEDURES	4
01 35 29.6	HEALTH AND SAFETY REQUIREMENTS	6
01 45 00	QUALITY ASSURANCE	2
01 71 01	PROJECT RECORD DOCUMENTS	1
<u>Division 02 -</u>	<u>Existing Conditions</u>	
02 41 16	DEMOLITION	3
<u>Division 04</u>	<u>Masonry</u>	
04 05 10	MASONRY PROCEDURES	4
04 06 00	MORTAR & MASONRY GROUT	2
04 08 00	MASONRY REINFORCEMENT AND CONNECTORS	3
04 09 00	MASONRY ACCESSORIES	1
04 22 00	CONCRETE MASONRY UNITS	2
<u>Division 06 -</u>	<u>Wood, Plastics, and Composites</u>	
06 10 10	ROUGH CARPENTRY	4
06 20 00	FINISH CARPENTRY	4
<u>Division 07 -</u>	<u>Thermal and Moisture Protection</u>	
07 84 00	FIRE STOPPING	4
07 90 00	JOINT SEALERS	7
<u>Division 08</u>	<u>Openings</u>	
08 11 00	STEEL DOORS AND FRAMES	7
08 71 00	DOOR HARDWARE	4
<u>Division 09 -</u>	<u>Interior Finishes</u>	
09 11 00	NON-LOAD BEARING WALL FRAMING	4
09 25 00	GYPSUM BOARD	6
09 31 00	CERAMIC TILE	4
09 51 00	ACOUSTIC CEILINGS	3
09 91 00	INTERIOR PAINTING	17
<u>Division 10</u>	<u>Specialties</u>	
10 16 00	METAL TOILET PARTITIONS	7
10 20 00	LOUVRES AND VENTS	3
10 80 00	WASHROOM ACCESSORIES	4

<u>Division 15</u>	<u>Mechanical</u>	
15 01 00	MECHANICAL PROVISIONS	19
15 01 10	SUBMITTALS	7
15 05 00	BASIC MATERIALS AND METHODS	15
15 18 00	INSULATION	6
15 40 00	PLUMBING	6
15 44 01	PLUMBING FIXTURES AND TRIM	6

List of Drawings

A000	Title Sheet - Phase B
A101	Men's Washroom 'C' Women's Washroom 'D' & H/C Washroom 'E' - Plans
A201	Men's Washroom 'C' Women's Washroom 'D' & H/C Washroom 'E' - Elevations and Details
A202	Sections and Details
M101	Men's Washroom 'C' Women's Washroom 'D' & H/C Washroom 'E' - Plans

PART 1 - GENERAL

1 SUMMARY OF THE WORK

1.1 SECTION INCLUDES

.1 *Title and description of work:*

Client: **Agriculture Agri-Food Canada also referred to in this contract as "Owner"**

Project: **Harrow Research Facility
Washroom Upgrades - Phase B**

.2 *Contract Method:*
Stipulated Price Contract

.3 *Work by others:*
N/A

.4 *Future work:*
N/A

.5 *Work sequence:*
Construct Work in stages to accommodate the Owner's continued use of the existing adjacent premises during construction. Refer to drawings for phasing of the work of this contract.

.6 *Contractor use of premises:*
Contractor shall limit the use of the premises for Work, storage and for access to allow:
I. Owner occupancy
II. Work by other contractors
III. Public usage

.7 *Owner's occupancy:*
I. Owner will occupy various stipulated portions of the existing building and site during the entire construction period for execution of normal operations.
II. Cooperate with the Owner in scheduling operations to minimize conflict and to facilitate Owner usage.

.8 Permit and Inspection Fees:
Pay all fees for permits, certificates and inspections required by all Technical Authorities having jurisdiction related to the work of this contract.

.9 Owner furnished items:
N/A

.10 Work Restrictions:
I. Existing Services
Notify Owner and utility companies of intended interruption of services and obtain required permission. Where work involves breaking into or connecting to existing service, give the Owner 48 hours prior notice for necessary interruption of mechanical or electrical service throughout the course of the work. Keep the duration of interruptions to a minimum. Carry out interruptions after normal working hours of the occupants, preferably on weekends.

II. Other Projects
This Contractor shall be responsible to co-ordinate with other contractors on some sites where other projects are in progress or which will start during the time frame of this contract.

III. Special Requirements - Weekend Access into Building

Contractors requesting to work within a building during a weekend or after regular hours will be accommodated. Contractors will be required to make arrangements with the Owner and any other contractors on site. This Contractor shall be responsible for keeping the building secure for such after hours periods.

2 PROJECT COORDINATION .1 Coordinate progress of the Work, progress schedules, submittals, use of site, temporary utilities, construction facilities and controls.

3 CUTTING AND PATCHING

3.1 - APPROVALS .1 Submit written request in advance of cutting or alteration which affects:
1. Structural integrity of any element of Project.
2. Integrity of weather-exposed or moisture resistant elements.
3. Efficiency, maintenance, or safety of any operational element.
4. Visual qualities of slight-exposed elements.
5. Work of Owner or separate contractor.

3.2 - INSPECTION .1 Inspect existing conditions, including elements subject to damage or movement during cutting and patching.
.2 After uncovering, inspect conditions affecting performance of the work.
.3 Beginning of cutting or patching means acceptance of existing conditions.

3.3 - EXECUTION .1 Perform cutting, fitting and patching including excavation and fill, to complete the Work.
.2 Remove and replace defective and non-conforming work.
.3 Provide openings in non-structural elements of Work for penetrations of mechanical and electrical work.
.4 Perform work to avoid damage to other work.
.5 Prepare proper surfaces to receive patching and

finishing.

- .6 Employ original installer to perform cutting and patching for weather-exposed and moisture-resistant elements, and sight-exposed surfaces.
- .7 Cut rigid materials using power saw or core drill. Pneumatic or impact tools not allowed.
- .8 Restore work with new products in accordance with Contract Documents.
- .9 Fit work airtight to pipes, sleeves, ducts, conduit, and other penetrations through surfaces.
- .10 At penetration of fire-rated wall, ceiling or floor construction, completely seal voids with fire-rated fire-resistant material, specified in Section 07 84 00, Fire Stopping, full thickness of construction element.
- .11 Refinish surfaces to match adjacent finishes; for continuous surfaces refinish to nearest intersection; for an assembly, refinish entire unit.

4 PROJECT MEETINGS

4.1 ADMINISTRATIVE

- .1 Schedule and administer project progress meetings throughout progress of work at call of Consultant.
- .2 Distribute written notice of each meeting four days in advance of meeting date to Consultant.
- .3 Provide physical space and make arrangement for meetings.
- .4 Record minutes. Include significant proceedings and decisions. Identify 'action by' parties.
- .5 Reproduce and distribute copies of minutes

within three days after each meeting and transmit to meeting participants, affected parties not in attendance Consultant and Owner.

5 SUBMITTALS

- 5.1- ADMINISTRATIVE
- .1 Submit to the Consultant submittals listed for review. Submit with reasonable promptness and in an orderly sequence so as not cause delay in the Work.
 - .2 Work affected by submittals shall not proceed until review is complete.
 - .3 Review submittals prior to submission to Consultant. This review represents that necessary requirements have been determined and verified, or will be, and that each submittal has been checked and coordinated with requirements of the Work and Contract Documents.
 - .4 Verify field measurements and affected adjacent Work are coordinated.
- 5.2 - SHOP DRAWINGS AND PRODUCT DATA
- .1 "Shop drawings" means drawings, diagrams, illustrations, schedules, performance charts, brochures and other data which are to be provided by Contractor to illustrate details of a portion of the Work.
 - .2 Indicate materials, methods of construction and attachment or anchorage, erection diagrams, connection, explanatory notes and other information necessary for completion of Work.
 - .3 Adjustments made on shop drawings by Consultant are not intended to change Contract Price.
 - .4 Make changes in shop drawing as Consultant may require.
 - .5 Submit 6 prints of shop drawings for each requirement requested in specification Sections and as Consultant may reasonably request.

- .6 Submit 6 copies of product data sheets or brochures for requirements requested in specification Sections and as Consultant may reasonably request where shop drawings will not be prepared due to standardized manufacture of product.

5.3 - SAMPLES

- .1 Submit for review, samples in duplicate as requested in respective specification Sections.
- .2 Deliver samples prepaid to Consultant's business address.

5.4 - JOB MOCK-UPS

- .1 Two weeks prior to Substantial Performance of the Work, submit to Consultant, 3 copies of operating and maintenance manuals.
- .2 Manuals to contain operational information on equipment, cleaning and lubrication schedules, filters, overhaul and adjustment schedules and similar maintenance information.
- .3 Bind contents in a three-ring, hard covered, plastic -jacketed binder. Organize contents into applicable categories of work, parallel to specifications Sections.

5.5 - RECORD DRAWINGS

- .1 After award of Contract, Consultant will provide a set of drawings for the purpose of maintaining record drawings. Accurately and neatly record deviations from Contract Documents caused by site conditions and changes ordered by Consultant.
- .2 Record locations of concealed components of mechanical and electrical services.
- .3 Identify drawings as "Project Record Copy". Maintain in new condition and make available for inspection on site by Consultant.
- .4 On completion of Work and prior to final inspection, submit record documents to Consultant.

- 5.6 - HEALTH AND SAFETY POLICY
- .1 Submit Health and Safety Policies in effect for the General Contractor.
 - .2 Submit Health and Safety Policies for all trade firms utilized on project.
 - .3 All policies must be submitted prior to start of construction.

6 SCHEDULE

- 6.1 CONSTRUCTION PERIOD
- .1 All work shall be completed on or before January 22, 2016, unless otherwise agreed to in writing with the Owner's Representative.
 - .2 The Contractor shall base his tender upon the construction period proposed. The Contractor shall state his starting and finishing dates. Otherwise, the Contractor shall state his proposed starting date, the number of weeks required to complete the work after receipt of Purchase Order.
 - .3 During the progress of the construction stage, should the Contractor's Schedule fall behind in regards to production activity in the event of delay of materials, strikes, walkouts and matters beyond reasonable control, the Contractor shall at such time notify verbally and in writing to the Owner's Representative requesting extension to completion deadline date. At such time, the Owner's Representative will review the matter of the problem in question and the new proposed completion deadline date for consideration of acceptance.

- 6.2 - SCHEDULES REQUIRED
- .1 Construction Progress Schedule
 - .2 Submittal schedule for Shop Drawings, Product Data and Samples.

- 6.3- FORMAT
- .1 Prepare schedule in form of horizontal bar chart.
 - .2 Provide separate bar for each trade or

operation.

- .3 Provide horizontal time scale identifying first work day of each week.
- .4 Format for listings: Chronological order of start of each item of work.

6.4 - SUBMISSION

- .1 Submit initial schedules within 10 days after award of Contract.
- .2 Submit one opaque reproduction, plus 2 copies to be retained by Owner.
- .3 Owner will review schedule and return reviewed copy within 5 days after receipt.
- .4 Resubmit finalized schedule within 5 days after return of reviewed copy.

7 QUALITY CONTROL

7.1 - INSPECTION

- .1 Owner and Consultant shall have access to Work.
- .3 Give timely notice requesting inspection if Work is designated for special test, inspections or approvals by Consultant instructions, or law of Place of the Work.
- .4 If Contractor covers or permits to be covered Work that has been designated for special tests, inspections or approvals before such is made, uncover such Work, have inspections or tests satisfactorily completed and make good such Work.

8 CONSTRUCTION FACILITIES AND TEMPORARY CONTROLS

8.1 - INSTALLATION/REMOVAL

- .1 Provide construction facilities and temporary controls in order to execute work expeditiously.
- .2 Remove from site all such work after use.

8.2 - HOARDING

- .1 Erect hoarding where indicated on drawings and

as required to protect public, workers, public property and private property from injury or damage.

- .2 Provide hoarding with chain link fence 1.3m high, protecting public and private property from injury or damage. Provide lockable gates within hoarding for access to site by workers and vehicles.

8.3 - WEATHER
ENCLOSURES

- .1 Provide weather tight closures to unfinished door and window openings, tops of shafts and other openings in floors and roofs.
- .2 Close off floor areas where walls are not finished; seal off other openings; enclose building interior work area for temporary heat.

8.4 - CONTROL OF DUST
AND ORDOURS

- .1 Provide dust tight screens or partitions to localize dust generating activities, for protection of workers, finished areas of Work and public.
- .2 Maintain and relocate protection until such Work is complete.
- .3 Seal washroom door openings to the approval of the Board.
- .4 Provide negative air pressure in renovation spaces to prevent migration of dust and odours from work area to Owner's occupied spaces. If work space has no exterior window this contractor shall take special precautions to control migration of work place dust and odours.

8.5 -DEWATERING

- .1 Provide temporary drainage and pumping facilities to keep excavations and site free from standing water.

8.6 - SITE
STORAGE/LOADING

- .1 Confine the Work and operations of employees to limits indicated by Contract Documents; limited to the work site; and as set out in the pre-construction meeting. Do not unreasonably encumber premises and products.

.2 Do not load or permit to be loaded any part of the Work with a weight or force that will endanger the Work.

.3 Contractor.

8.7 - SANITARY FACILITIES

.1 Existing stipulated facilities may be used during construction period.

.2 Maintain in clean condition.

8.8 - WATER SUPPLY

.1 Owner will provide a continuous supply of potable water for construction use.

8.9 - TEMPORARY HEATING

.1 Permanent heating system of building, or portions thereof, may be used when available. Be responsible for damage thereto.

8.10 - TEMPORARY POWER

.1 Owner will pay for temporary power required during construction for temporary lighting and operating of power tools, to maximum supply of 110 volts 15 amps.

.2 Arrange for connection with appropriate utility company. Pay costs for installation, maintenance and removal.

8.11 - TEMPORARY PHONE

.1 There is no requirement for a temporary telephone on behalf of the Owner or the Consultant.

8.12 - EQUIPMENT/TOOL/MATERIALS STORAGEE

.1 Provide and maintain, in clean and orderly condition, lockable weatherproof sheds for storage of tools, equipment and materials.

.2 Locate materials not required to be stored in weatherproof sheds on site in manner to cause least interference with work and Owner's activities.

8.13 - PROJECT CLEANLINESS

.1 Maintain the Work in tidy condition, free from accumulation of waste products and debris.

.2 Remove waste material and debris from site and deposit in waste container at end of each

working day.

- .3 Clean interior areas prior to start of finish work, maintain areas free of dust and other contaminants during finishing operations.

8.14 - SIGNS

- .1 No advertisements shall be displayed without the consent of the Board's representative.

9 MATERIAL AND EQUIPMENT

9.1 - PRODUCT AND MATERIAL QUALITY

- .1 Products, materials, equipment and articles (referred to as Products throughout specifications) incorporated in Work shall be new, not damaged or defective, and of best quality (compatible with specifications) for purpose intended. If requested, furnish evidence as to type, source and quality of Products provided.
- .2 Defective products will be rejected, regardless of previous inspections. Inspection does not relieve responsibility, but is precaution against oversight or error. Remove and replace defective Products at own expense and be responsible for delays and expenses caused by rejection.
- .3 Should any dispute arise as to quality or fitness of Products, decision rests strictly with Consultant based upon requirements of Contract.

9.2 - STORAGE, HANDLING AND PROTECTION

- .1 Handle and store Products in manner to prevent damage, adulteration, deterioration and soiling and in accordance with manufacturer's instructions when applicable.
- .2 Store packaged or bundled Products in original undamaged condition with manufacturer's seals and labels intact.
- .3 Store products subject to damage from weather in weatherproof enclosures.

- 9.3 - MANUFACTURER'S INSTRUCTIONS
- .1 Unless otherwise indicated in specifications, install or erect Products in accordance with manufacturer's written instructions. Do not rely on labels or enclosures provided with Products. Obtain written instructions directly from manufacturers.
 - .2 Notify Owner in writing, of conflicts between specifications and manufacturer's instructions, so that Consultant may establish course of action.
 - .3 Improper installation of erection of Products, due to failure in complying with these requirements, authorizes Consultant to require removal and reinstallation at no increase in Contract Price.

- 9.4 - WORKMANSHIP
- .1 Workmanship shall be best quality, executed by workers experienced and skilled in respective duties for which they are employed. Immediately notify Consultant if required Work is such as to make it impractical to produce required results.
 - .2 Do not employ any unfit person or any unskilled in their required duties.
 - .3 Decisions as to qualify or fitness of workmanship in cases of dispute rest solely with Consultant, whose decision is final.

- 9.5 - CONCEALMENT
- .1 In finished areas, conceal pipes, ducts and wiring in floors, walls and ceilings, except where indicated otherwise.
 - .2 Before installation, inform Consultant if there is a contradictory situation. Install as directed by Consultant.

10 PROJECT CLOSEOUT

- 10.1 - FINAL CLEANING
- .1 When the Work is Substantially Performed, remove surplus products, tools construction machinery and equipment not required for

performance of remaining Work.

- .2 Remove waste materials and debris from site at regularly scheduled times or dispose of as directed by Consultant. Do not burn waste materials on site, unless approved by Consultant.
- .3 Leave work broom clean before inspection process commences.
- .4 Clean and polish glass, mirrors, hardware, wall tile, stainless steel, chrome, porcelain enamel, baked enamel, plastic laminate, mechanical and electrical fixtures. Replace broken, scratched or disfigured glass.
- .5 Remove stains, spots, marks and dirt from decorative work, electrical and mechanical fixtures, furniture fitments, walls, and ceilings.
- .6 Vacuum clean and dust building interiors, behind grilles, louvers and screens.
- .7 Wax, seal, shampoo or prepare floor finishes, as recommended by manufacturer.
- .8 Broom clean and wash exterior walks, steps and surfaces.
- .9 Remove dirt and other disfigurations from exterior surfaces.

10.2 - SYSTEMS
DEMONSTRATION

- .1 Prior to final inspection, demonstrate operation of each system to Owner and Consultant together.
- .2 Instruct personnel in operation, adjustment, and maintenance of equipment and systems, using provided operation and maintenance data as basis for instruction.

10.3 - DOCUMENTS

- .1 Collect reviewed submittals and assemble

documents executed by Subcontractors, suppliers and manufacturers.

- .2 Submit material prior to final Application for Payment.
- .3 Submit operation and maintenance data, record (as-built) drawings in both hard copy and electronic format.
- .4 Provide warranties and bonds fully executed and notarized.
- .6 Submit a final statement of accounting giving total adjusted Contract Price, previous payments, and monies remaining due.
- .7 Owner will issue final change order reflecting approved adjustments to Contract Price not previously made.
- .8 Provide a summary of all trade contract information as well as warranty dates for each trade and system.

10.4 - INSPECTION/TAKE OVER PROCEDURE

- .1 Prior to application for certificate of Substantial Performance, carefully inspect the work and ensure it is complete, that major and minor construction deficiencies are complete, defects are corrected and building is clean and in condition of occupancy. Provide a verification report from Mechanical Contractor to ensure that all fixtures, fans and systems are working as designed and in accordance with the manufacturer's written documentation and Notify Consultant in writing, of satisfactory completion of the work and request an inspection.
- .2 During Owner's inspection, a list of deficiencies will be tabulated. Correct same.
- .3 When Consultant considers deficiencies and defects have been corrected and it appears requirements of Contract have been performed, make application for certificate of Substantial Performance. Refer to General Conditions for

specifics to application.

- .4 Upon completion of the project, the Owner's Representative and the Contractor will inspect all new work preparing an itemized list known as deficiencies. At such time, the Owner's Representative will itemize each deficiency noted with a dollar amount which will be held back until all work has been completed to the satisfaction of the Owner's Representative. In such deficiencies are prolonged due to lack of interest by the Contractor, the Owner will then tender all the unfinished items to outside Contractors, whatever cost is encountered to the Owner, the amount will be subtracted from the stipulated contract sum or the Owner will take over in completing the unfinished items using the specified holdback dollar amount, the amount will then be subtracted from the stipulated contract amount.

10.5 - CONSTRUCTION LIEN ACT

- .1 Upon substantial completion of the project, the procedure for certification by the payment certifier (Owner) is only mandatory upon the application of the Contractor. If the General Contractor chooses not to make an application for Certificate of Substantial Performance then the lien period for the Contractor expires as stated in Section 31. (2 x b) of the Act.
- .2 The General Contractor will pay for any advertising required by the Construction Lien Act.

10.6 - EXTRA MATERIALS

- .1 Where required under this contract provide to the Owner additional materials in quantities stated. All such materials shall be in original packaging in new condition.

PART 2 - PRODUCTS NOT USED

PART 3 - EXECUTION NOT USED.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 DESCRIPTION

- .1 This specification covers the requirements for the furnishing of all labour, materials, tools, equipment, power, systems, transportation and supervision necessary to completely perform the work, as described in the drawings and the specifications.
- .2 The work includes, but is not necessarily confined to the following:
 - .1 Removal and disposal of all items in the designated washrooms noted for demolition on the drawings and specifications.
 - .2 Prepare floor slab for underground plumbing work.
 - .3 Supply and install new finishes to floors and walls as detailed and specified.
 - .4 Supply and install new ceiling finishes as detailed and specified.
 - .5 Installation of the new plumbing fixtures.
 - .6 Installation of new toilet partitions and all washroom accessories noted.
 - .7 Installation of electrical lighting fixtures and power items noted.
 - .8 Installation of all finish items within the washroom area as noted.

1.2 LOCATION OF THE WORK

- .1 The project is located at Agriculture and Agri-Foods Research Facility which is located in Harrow, Ontario.

1.3 ACCESS TO THE SITE

- .1 The Contractor will be given access to the Building through the designated service entrance. Prior to bringing equipment and material into the building, get approval of the Owner Representative who will arrange to avoid conflicts with the public or other users. At all times take care to void contact with other users.

1.3 ACCESS TO THE
SITE (cont'd)

- .2 Hours of operation of the Research Facility vary. Generally the Building is open at 7:00 a.m. and closing time is 5:00 p.m. Any times prior to or after shall be agreed upon by the Owner Representative.
- .3 Secure the work area in an approved manner. This includes hoarding/tarpping off the construction work area and staging area and prevent public access to any areas where construction activities occur. Hoarding installed must be free standing as not to disturb the existing building finishes.

1.4 FIRE SAFETY
REQUIREMENTS

- .1 Comply with the National Building Code of Canada (NBC - latest edition) for fire safety in safety in construction and the National Fire Code of Canada 2005 (NFC) for fire prevention, fire fighting and life safety in building use.
- .2 Comply with the following Human Resources and Social Development Canada (HRSDC), Fire Commissioner of Canada (FCC) standards DATE. These are available from HRSDC or may be downloaded from the internet at:
www.hrsdc.gc.ca.
 - .1 No. 301: Standard for Construction Operations.
 - .2 No. 302: Standard for Welding and Cutting.
 - .3 No. 374: Fire Protection Standard for General Storage (Indoor and Outdoor).
- .3 Welding and cutting:
 - .1 Assign a fire watcher as described in FC 302 when welding or cutting operations are carried out in areas where combustible materials are within 10 m may be ignited by conduction or radiation.

1.5 STANDARDS

- .1 Reference is made to CGSB, ASTM, CSA and other national standards. These standards when quoted form an integral part of the and

are to be read in conjunction with the specifications as if reproduced herein.

- 1.6 ABBREVIATIONS .1 Abbreviations used are:
- .1 CSA - Canadian Standards Association.
 - .2 NBC - National Building Code of Canada.
 - .3 CGSB - Canadian General Standards Board.
 - .4 CAN2, CAN3 - National Standards of Canada published by CGSB.
 - .5 PWGSC - Public Works and Government Services Canada.
- 1.7 PROTECTION OF THE WORK .1 Protect the work from damage by ice, water and/or other adverse climatic conditions.
- 1.8 CONTRACT DOCUMENTS .1 Drawings and specifications are complementary, items shown or mentioned in one and not in the other are deemed to be included in the contract work.
- 1.9 SCHEDULING OF THE WORK .1 The work must start as soon as practically possible after contract award and continue uninterrupted until completion. After the award of the contract a review meeting of the project schedule by the Contractor is provided for approval.
- .2 Provide within 10 working days after Contract award, schedule showing start date, dates for submission of shop drawings, material lists and samples, anticipated progress stages and date of final completion of work within time period required by Contract documents.
- .3 When schedule has been reviewed by the Owner Representative take necessary measures to complete work within scheduled time. Do not change schedule without notifying Departmental Representative. The activities which must be identified include the beginning and completion dates.
- 1.10 USE OF THE SITE FACILITIES .1 Execute work with least possible interference or disturbance to the normal use of the premises and visitor and staff

movement. Make arrangements with Departmental Representative to facilitate work as stated.

1.11 PROJECT MEETINGS .1

Administrative

- .1 Schedule and administer project meetings in orderly manner throughout the progress of the work.
 - .2 Prepare agenda for meetings.
 - .3 Notice of each meeting shall be given minimum 2 days in advance of meeting.
 - .4 Provide physical space and make arrangements for meetings.
 - .5 Preside at meetings.
 - .6 Record the minutes. Include significant proceedings and decisions. Indentify "action" by parties.
 - .7 Reproduce and distribute copies of minutes within 3 (three) days of each meeting and transmit to meeting participants and affected parties not in attendance.
 - .8 Representative of contractor, subcontractor and suppliers attending meetings shall be qualified and authorized to act on behalf of the party each represents.
- .2 Pre-Construction Meetings
- .1 Within 15 days after award of contract, arrange meeting of parties in contract to discuss and resolve administrative procedures and responsibilities.
 - .2 Senior representatives for the owner, consultant, sub-consultants, major sub-contractors, field inspectors and supervisors will be in attendance.
 - .3 Establish time and location of meeting and notify parties concerned minimum 5 days before meeting.
 - .4 Incorporate mutually agreed variations to contract documents into scope of work.
 - .5 Agenda to include the following;
- .3 Agenda to include the following;

- .1 Review, approval of minutes of previous meeting.
- .2 Review of work progress since previous meetings.
- .3 Field observations, problems, conflicts.
- .4 Problems which impede construction schedule.
- .5 Corrective measuring and procedures to regain project schedule.
- .7 Revision to construction schedule.
- .8 Progress, schedule, during succeeding work period.
- .9 Review submittal schedules; expedite as required.
- .10 Maintenance of quality standards.
- .11 Pending changes and substitutions.
- .12 Review of proposed changes for affect on construction schedule and on completion date.
- .13 Other business.

1.12 COST BREAKDOWN

- .1 To be determined by AAFC as noted on tender form.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 ACCEPTANCE OF MATERIALS

- .1 Where materials and equipment are specified to CSA, CGSB, or similar standards, submit a written request to the Departmental Representative for approval of the relevant items.
- .2 Include with each request relevant test data bearing a recent date of test, manufacturer's details, and any other document which will substantiate its quality and conformance.
- .3 Cost of additional work and modifications to the design due to use of alternatives will be borne by the contractor.
- .4 Do not use materials or products in the work until written approval has been received from the Owner Representative.

-
- 2.2 SAMPLES .1 Submit non-returnable samples to the Departmental Representative prior to purchase or fabrication. Be responsible for samples and sampling. The Departmental Representative will be responsible for testing.
- 2.3 RECTIFICATION OF EXISTING SURFACES AND MATERIALS .1 Repair, replace and refinish, to the Owner Representative's approval, existing surfaces and items damaged in connection with the work, at the contractor's expense.
- .2 The repaired, replaced and refinished items to be at least equal to those that existed immediately before damage occurred.
- 2.4 SECURING WORK AREA .1 Secure the work areas in an approved manner. This includes wood framed hoarding to prevent public access to any areas where construction activities occur and construction materials are stored. Wood hoarding shall be self-supported.
- .2 A staging area in the visitors can be established. Staging area must be secured as above. Location to be approved by Owner Representative.
- 2.5 TEMPORARY FACILITIES .1 Provide and maintain suitable storage facilities, of type and location approved by the Owner Representative.
- .2 Observe and enforce all construction safety measures required by authorities having jurisdiction.
- .3 Provide and maintain all necessary enclosures, guards, guardrails, hoardings, barricades, warning signs and similar items.
- .4 Enclose the work and storage area as directed by the Owner Representative.
- 2.6 LAYOUT OF THE .1 Contractor will be responsible for layout

WORK work, and checking plan dimensions against field measurements.

- .2 Lay out the work according to the dimensions shown on the plans and verify in the field.
- .3 Notify the Owner Representative immediately of any discrepancies between field measurements and dimensions shown on plans.
- .4 Be responsible for rectification of errors resulting from failure to verify dimensions, elevations and other pertinent data shown on the plans.

PART 3 - EXECUTION

3.1 Not Used .1 Not used.

PART 1 - GENERAL

- 1.1 Administrative
- .1 This section specifies the general requirements and procedures for contractor's submissions of design calculations, design drawings, shop drawings, product data and samples to the Owner Representative for review. Additional specific requirements for submissions are specified in individual sections.
 - .2 Do not proceed with work affected by the submittal until review is complete.
 - .3 Present shop drawings, product data, samples and mock-ups in SI Metric units.
 - .4 Where items or information is not produced in SI Metric units converted values are acceptable.
 - .5 Notify Owner Representative, in writing at time of submission, indentifying deviations from requirements of the Contract Documents stating reasons for deviations.
 - .6 Contractor's responsibility for deviations in submission from requirements of Contract Documents is not relieved by Owner Representative review, unless Owner Representative gives written acceptance of specific deviations.
 - .7 Make any changes in submissions which Owner Representative may require consistent with contract documents and resubmit as directed by Owner Representative.
 - .8 Notify, Owner Representative in writing, when resubmitting, of any revisions other than those requested by Owner Representative.
- 1.2 Shop Drawings and Product Data
- .1 The term "shop drawings" means drawings, diagrams, illustrations, schedules, performance charts, brochures and other data which are to be provided by the Contractor to illustrate details of a portion of the Work.
 - .2 Maximum sheet size: 850 x 1050 mm.
 - .3 Submit shop drawings as follows:

- .4 Cross-reference shop drawing information to applicable portions of contract documents. rk.
- .5 Prepare shop drawings as noted in individual specification sections.
- .6 Coordinate each submission with requirements of work and contract documents. Individual submissions will not be reviewed until all related information is available.
- .7 Allow 10 days for Owner Representative's review of each submission.
- .8 Accompany submissions with transmittal letter, in duplicate, containing:
 - .1 Date.
 - .2 Project title and number.
 - .3 Contractor's name and address.
 - .4 Identification and quantity of each shop drawing, product data and sample.
 - .5 Other pertinent data.
- .9 Submissions include:
 - .1 Date and revision dates
 - .2 Project title and number.
 - .3 Name and address of:
 - .1 Sub-contractor.
 - .2 Supplier.
 - .3 Manufacturer.
 - .4 Contractor's stamp, signed by Contractor's representative certifying approval of submissions, verification of field measurements and compliance with Contract Documents.
 - .5 Details of appropriate portions of Work as applicable:
 - .1 Fabrication.
 - .2 Layout, showing dimensions, including identified field dimensions, and clearances.
 - .3 Manufacturer
 - .4 Setting or erection details.
 - .5 Capacities.
 - .6 Performance characteristics.
 - .7 Standards.
 - .8 Relationship to adjacent work.
- 1.2 Shop Drawings and Product Data .10 In addition for items designed by the Contractor's engineer should be signed and sealed

(Cont'd)

by that engineer who should have extensive experience in this type of work. Submissions should include design calculations relating to codes used and design sketches.

- .1 Design must be in accordance with Canadian Standards for the material being used. Design standards used. Design standards used should be listed on calculation sheets.
- .11 After Owner Representative's review, distribute copies.
- .12 Product Data: Manufacturer's catalogue sheets, brochures, literature, performance charts and diagrams, used to illustrate standard manufactured products.
- .13 Submit 2 copies of product data.
- .14 Sheet size: 215 x 280 mm, maximum of 3 modules.
- .15 Delete information not applicable to project.
- .16 Supplement standard information to provide details applicable to project.
- .17 Cross-reference product data information to applicable portions of contract documents.
- .18 The review of shop drawings by Owner Representative Agriculture Agri Food Canada (AAFC) is for sole purpose of ascertaining conformance with general concept;
 - .1 This review shall not mean that AAFC approves detail design inherent in shop drawings, responsibility for which shall remain the Contractor submitting same, and such review shall not relieve the Contractor of responsibility for errors or omissions in shop drawings or of responsibility for meeting requirements of construction and Contract Documents.
 - .2 Without restricting generality of foregoing, Contractor is responsible for dimensions to be confirmed and correlated at job site, for information that pertains solely to fabrication processes or to techniques of construction and installation and for co-ordination of Work of sub-trades.

1.2 Shop Drawings
and Product Data
(cont'd)

1.3 Samples

- .1 Samples: examples of materials, equipment, quality, finishes, workmanship.
- .2 Where colour, pattern or texture is criterion, submit full range of samples.
- .3 Reviewed and accepted samples will become standard of workmanship and material against which installed Work will be verified.

PART 2 - PRODUCTS Not Used.

PART 3 - EXECUTION Not Used.

PART 1 - GENERAL

- 1.1 GENERAL REQUIREMENTS
- .1 Comply with Ontario Health and Safety Act and with Canada Labour Code, Canada Occupational Safety and Health Regulations.
 - .2 Develop written site-specific Health and Safety Plan based on hazard assessment prior to commencing any site work and continue to implement, maintain, and enforce the plan until final demobilization from site. Health and Safety Plan must address project specifications.
 - .3 Relief from or substitutions for any portion or provision of minimum Health and Safety Guidelines specified herein or reviewed site-specific Health and Safety Plan must be submitted to Departmental Representative in writing. Departmental Representative will respond in writing, either accepting or requesting improvements.
- 1.2 REFERENCES
- .1 Canadian Standards Association (CSA)
 - .1 CSA S350-M1980, Code of Practice for Safety in Demolition of Structures.
 - .2 National Building Code 2005 (NBC):
 - .1 NBC 2005, Division B, Part 8 Safety Measures at Construction and Demolition Sites.
 - .3 National Fire Code 2005 (NFC):
 - .1 NFC 2005, Division B, Part 2 Emergency Planning, subsection 2.8.2 Fire Safety Plan.
 - .4 Province of Ontario.
 - .1 Occupational Health and Safety Act, Revised Statutes of Ontario 1990, Chapter 0.1 as amended, and Regulations for Construction Projects, O. Reg. 213/91 as amended.
 - .2 Workplace Safety and Insurance Act, 1997.
 - .3 Municipal statutes and authorities.

1.2 REFERENCES
(cont'd)

- .5 Fire Commissioner of Canada (FCC):
 - .1 FC-301 Standard for Construction Operations, June 1982.
 - .2 FC-302 Standard for Welding and Cutting 1982.
 - .3 The above standards can be viewed at the following website;
www.hrsdc.gc.ca/eng/labour/fire%5Fprotection/policies%5Fstandards/commissioner/. Copies may be obtained from: Human Resources and Social Development Canada Labour Program Fire Protection Engineering Services Ottawa, Ontario K1A 0J2.

1.3 Submittals

- .1 Submit site-specific Health and Safety Plan within 7 days after date of Notice to Proceed and prior to commencement of Work. Health and Safety Plan must include:
 - .1 Results of site specific safety hazard assessment.
 - .2 Results of safety and health risk or hazard analysis for site tasks and operation found in work plan.
- .2 Submit Construction Safety Checklists after completion.
- .3 Submit copies of reports or directions issued by Federal, Provincial and Territorial health and safety inspectors.
- .4 Submit copies of incident and accident reports.
- .5 Submit WHMIS MSDS - Material Safety Data Sheets to Departmental Representative.
- .6 Submit record of contractors health and safety meetings when requested.
- .7 Personnel training requirements including as follows:
 - .1 Names of personnel and alternates responsible for site safety and health, hazards present on site, and use of personal protective equipment.

- 1.3 Submittals (cont'd) .8 Departmental Representative will review Contractor's site-specific Health and Safety Plan and provide comments within 7 days after receipt of plan. Revise plan as appropriate and resubmit plan to Departmental Representative within 7 days of receipt of comments from the Departmental Representative.
- .9 On-site Contingency and Emergency Response Plan: Address standard operating procedures to be implemented during emergency situations.
- 1.4 FILING OF NOTICE .1 File Notice of Project with Provincial authorities prior to beginning of work.
- 1.5 SAFETY ASSESSMENT .1 Perform site specific safety hazard assessment related to project.
- 1.6 MEETINGS .1 Schedule and administer Health and Safety meeting with Departmental Representative prior to commencement of work. Meeting to coincide with the pre-award meeting.
- 1.7 REGULATORY REQUIREMENTS .1 Comply with specified standards and regulations to ensure safe operations at site containing hazardous or toxic materials.
- 1.8 RESPONSIBILITY .1 Be responsible for safety of persons on site, safety of property on site and for protection of persons adjacent to site and environment to extent that they may be affected by conduct of Work.
- .2 Comply with and enforce compliance by employees with safety requirements of Contract Documents, applicable federal, provincial, and local statutes, regulations, and ordinances, and with site-specific Health and Safety Plan.
- .3 Where applicable the Contractor shall be designated "Constructor", as defined by Ontario Act.

- 1.9 Compliance Requirements
- .1 Comply with Ontario Health and Safety Act, with Canada Labour Code, Canada Occupational Safety and Health Regulations and Ontario regulations.
 - .2 Provide Departmental Representative with Material Safety Data Sheets (MSDS).
- 1.10 Unforeseen Hazards
- .1 When unforeseen or peculiar safety-related factor, hazard, or condition occur during the performance of Work, immediately stop work and immediately advise Departmental Representative verbally and in writing.
 - .2 Follow procedures in place for Employees Right to Refuse Work as specified in the Act for the Province of Ontario.
- 1.11 Posting of Documents
- .1 Ensure applicable items, articles, notices and orders are posted in conspicuous location on site in accordance with Acts and Regulations of Province having jurisdiction, and in consultation with Departmental Representative verbally and in writing.
 - .2 Provide documents as follows and post on site:
 - .1 Contractor's Safety Policy;
 - .2 Health and Safety Representative;
 - .3 General Requirements - Constructor's name;
 - .4 Workplace Safety and Insurance Board for Ontario - Poster 82C titled "In Case of Injury";
 - .5 Workplace Safety and Insurance Board for Ontario - Regulation 1101;
 - .6 Ministry of Labour Regulations for the Province of Ontario;
 - .7 Occupational Health and Safety Act for Province of Ontario;
 - .8 Material Safety Data Sheets;
 - .9 Safety Plan;
 - .10 Notice of Project;
 - .11 Joint Health and Safety Committee Members;
 - .3 Comply with Provincial general posting requirements.
- 1.12 CONSTRUCTION SAFETY CHECKLISTS
- .1 Review and implement out applicable health and safety checklists in collaboration with Departmental Representative.

- 1.13 CORRECTION OF NON-COMPLIANCE .1 Immediately address health and safety non-compliance issues Departmental Representative.
- .2 Provide Departmental Representative with written report of action taken to correct non-compliance of health and safety issues identified.
- .3 Departmental Representative may stop Work if non-compliance of health and safety regulations is not corrected.
- 1.14 BLASTING .1 Use of explosives is not permitted.
- 1.15 POWDER ACTUATED DEVICES .1 Use powder actuated devices only after receipt of written permission from Departmental Representative.
- 1.16 WORK STOPPAGE .1 Give precedence to safety and health of public and site personnel and protection of environment over cost and schedule considerations for Work.
- .2 Assign responsibility and obligation to Health and Safety Officer to stop or start Work when, at Health and Safety Officer's discretion, it is necessary or advisable for reasons of health or safety. Departmental Representative may also stop Work for health and safety considerations.
- 1.17 PROJECT/SITE CONDITIONS .1 The following are known or potential project related health, environmental and safety hazards at site which must be properly managed if encountered during course of work:
- .1 Existing Hazards on site:
 - .1 Public present on site
 - .2 Working on/over/under water
 - .3 Working on/under/ice
 - .4 Potential for Marsh grass fire
 - .5 Oil Spills
 - .6 Creosote timber removal.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 Not Used .1 Not Used.

PART 3 - EXECUTION

3.1 Not Used .1 Not Used.

PART 1 - GENERAL

- 1.1 Section Includes
- .1 Owner Representative will engage, as required, independent Inspection/testing Agencies for purpose of Quality Assurance only, that is, verify Contractor's Quality Control processes for timber, concrete, environmental protection, waste disposal, etc.
 - .2 Contractor is responsible for all Quality Control. Employment of inspection/testing agencies does not relax responsibility to perform work in accordance with Contract Documents.
- 1.2 ACCESS TO WORK
- .1 Allow Owner Representative access to work whenever and wherever it is in progress. Provide equipment required for access and executing inspection and testing by appointed agencies such as (but not limited to) ladders, lights.
 - .2 Co-operate to provide reasonable facilities for such access.
- 1.3 PROCEDURES
- .1 Notify Owner Representative in advance of requirement for tests.
 - .2 Submit samples and/or materials required for testing as listed in specifications. Submit with reasonable promptness and in orderly sequence to not cause delays in Work.
 - .3 Provide labour and facilities to obtain and handle samples and materials on site. Provide sufficient space to store and cure test samples.
- 1.4 TESTING BY OWNER REPRESENTATIVE
- .1 Owner Representative will perform inspection/testing on a random basis for auditing purposes. Correct defect and irregularities as advised by Owner Representative at no cost. Pay costs for retesting and reinspection.
 - .2 If Contractor covers or permits to be covered

Work that has been designated for inspections before these are made, uncover such Work, have inspections or tests satisfactorily completed and make good such Work.

- .3 Owner Representative will order part of Work to be examined if Work is suspected to be not in accordance with Contract Documents. If, upon examination such work is found not in accordance with Contract Documents, correct such Work and pay cost of examination and correction. If such Work is found in accordance with Contract Documents, Owner Representative will authorize payment of the cost of examination and replacement.

1.5 REJECTED WORK

- .1 Remove defective Work, whenever is found, either through Contractor Quality Control procedures or through Owner Representative's Quality Assurance. Replace or re-execute in accordance with Contract Documents.
- .2 If in opinion of the Owner Representative it is not expedient to correct defective Work or Work not performed in accordance with Contract Documents, Owner will deduct from Contract Price difference in value between Work performed and that called for by Contract Documents, amount of which shall be determined by Owner Representative.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 Not Used

- .1 Not Used.

PART 3 - EXECUTION

- .1 Not Used.

PART 1 - GENERAL

- 1.1 RECORD DRAWINGS
- .1 Owner Representative will provide two sets of white prints for record drawing purposes.
 - .2 Maintain project record drawings and record accurately deviations from Contract documents.
 - .3 Record change in red. Mark on set of prints and at completion of project and prior to final inspection, neatly transfer notations to second set and submit both sets to Owner Representative.
 - .4 Record following information:
 - .1 Depths of various elements of foundation in relations to Canadian Geodetic Datum.
 - .2 Maintain project record drawings and record accurately deviations from Contract Documents.
 - .3 Location of internal utilities and appurtenances concealed in construction, referenced to visible and accessible features of structure.
 - .4 Field changes of dimension and detail.
 - .5 Changes made by Change Order or Field Order.

PART 2 - PRODUCTS

- 2.1 Not Used .1 Not Used.

PART 3 - EXECUTION

- 3.1 Not Used .1 Not Used.

PART 1 - GENERAL

1.1 - REFERENCES

- .1 Canadian Standards Association (CSA)
 - .1 CSA S350-M1980, Code of Practice for Safety Demolition of Structures.
 - .2 Comply with National Building Code of Canada, Part 8, "Safety Measures at Construction and Demolition Sites". And Provincial Requirements.

1.2 - ASBESTOS AND DESIGNATED SUBSTANCES

- .1 Contractor to review designated substance report and take precautions to protect the environment.
- .2 Demolition of spray or trowel asbestos can be hazardous to health. Should material resembling spray or trowel-applied asbestos not identified in Asbestos Manual be encountered, stop work and notify Consultant immediately. Do not proceed until written instructions have been received from Consultant.
- .3 The Owner's contractor shall remove any found asbestos in accordance with currently legislated removal procedures.
- .4 Do not proceed with work in the vicinity of found asbestos until the Owner has issued a written clearance to proceed.
- .5 Coordinate the efforts of the Asbestos Removal Contractor. Assist with the asbestos removal contractor's access asbestos by minimizing damage necessitated by investigation openings in the finishes, repair and finish as scheduled any damage caused by investigative openings.

1.3 - PROTECTION

- .1 Prevent movement, settlement, or other damage to adjacent structures, utilities, and parts of building

- .2 Keep noise, dust, and inconvenience to occupants to minimum.
- .3 Protect building systems, services and equipment.
- .4 Provide temporary dust screens, covers, railings, supports and other protection as required.

1.4 - SHOP DRAWINGS

- .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 00 10 General Requirements, 1.6 Submittals.
- .2 Before proceeding with demolition of load bearing, walls or of other walls requiring shoring, provide to authority having jurisdiction shoring and underpinning drawings prepared by qualified professional engineer registered or licensed in the Province of Ontario in Canada showing proposed method.

1.5 - NOTICE

- .1 Notify Consultant before disrupting building access or services.

PART 2 - PRODUCTS

NOT USED

PART 3 - EXECUTION

3.1 - DEMOLITION
SALVAGE AND DISPOSAL

- .1 General Contractor shall ensure that testing is carried out prior to saw-cutting or core-drilling of concrete floors to ensure that there are no conduits, pipes or cables that may be damaged. All costs to repair damage to utilities below the concrete slab shall be the sole responsibility of the General Contractor.
- .2 Remove parts of existing building to permit new construction. Sort materials into appropriate piles for recycling and or reuse.
- .3 Refer to demolition drawings and specification for items to be salvaged for reuse.

- .4 Remove items to be reused, store as directed by Consultant, and reinstall under appropriate section of specification.
- .5 Trim edges of partially demolished building elements to suit future use.
- .6 Dispose of removed materials, to appropriated recycling facilities or reuse facilities except where specified otherwise, in accordance with authority having jurisdiction.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - RELATED SECTIONS.1 Section 04 06 00 - Mortar and Masonry Grout
- .2 Section 04 08 00 -Masonry Reinforcing and Connectors
- .3 Section 04 09 00 - Masonry Accessories
- .4 Section 04 22 00 - Concrete Masonry Units
- .5 Section 07 90 00 - Joint Sealers
- 1.2 - REFERENCES .1 Canadian Standards Association (CSA)
- .1 CSA A179-94, Mortar and Grout for Unit Masonry
- .2 CSA-A371-94, Masonry Construction for Buildings
- 1.3 - SAMPLES .1 Submit samples in accordance with Section 01001 General Requirements.
- .2 Submit samples:
- .1 Two of each type of masonry unit specified.
- .2 One of each type of masonry accessory specified.
- .3 One of each type of masonry reinforcement, tie and connector proposed for use.
- .4 As required for testing purposes.
- 1.4 - TEST REPORTS .1 Submit laboratory test reports in accordance Section 01 00 10 General Requirements, Part 7, Submittals.
- .2 Submit laboratory test reports certifying compliance of masonry units and mortar ingredients with specification requirements.
- 1.5 - DELIVERY, STORAGE AND HANDLING .1 Deliver, store, handle and protect materials in accordance with Section 01001 General Requirements.

- .2 Deliver materials to job site in dry condition.
- .3 Keep materials dry until use.
- .4 Store under waterproof cover on pallets or plank platforms held off ground by means of plank or timber skids.

1.6 - WASTE MANAGEMENT
AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials.
- .2 Collect and separate plastic, paper packaging and corrugated cardboard in accordance with Waste Management Plan.

1.7 - ENVIRONMENTAL
REQUIREMENTS

- .1 Hot weather requirements
 - .1 Protect freshly laid masonry from drying too rapidly, by means of waterproof, non-staining coverings.
 - .2 Keep masonry dry using waterproof, non-staining coverings that extend over walls and down sides sufficient to protect walls from wind driven rain, until masonry work is completed and protected by flashing or other permanent construction.
 - .3 Protect masonry and other work from marking and other damage. Protect completed work from mortar droppings. Use non-staining coverings.
 - .4 Provide temporary bracing of masonry work during and after erection until permanent lateral support is in place.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

- .1 Masonry materials are specified in related Sections indicated in 1.1.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - INSTALLATION

- .1 Do masonry work in accordance with CSA-A371 except where specified otherwise.
- .2 Build masonry plumb, level, and true to line, with vertical joints in alignment.

3.2 - CONSTRUCTION

.1 Exposed masonry

- .1 Remove chipped, cracked, and otherwise damaged units in exposed masonry and replace with undamaged units.

.2 Jointing

- .1 Allow joints to set just enough to remove excess water, then tool with round jointer to provide smooth, joints true to line, compressed, uniformly concave joints are indicated.

.3 Cutting

- .1 Cut out for electrical switches, outlet boxes, and other recessed or built-in objects.
- .2 Make cuts straight, clean, and free from uneven edges.

.4 Building-In

- .1 Build in items required to be built into masonry.
- .2 Prevent displacement of built-in items during construction. Check plumb, location and alignment frequently, as work progresses.
- .3 Brace door jambs to maintain plumb. Fill spaces between jambs and masonry with mortar.

.5 Support of loads

- .1 Use 25 MPa concrete where concrete fill is used in lieu of solid units.
- .2 Use grout to CSA A179 where grout is used in lieu of solid units.

.6 Provision for movement

- .1 Leave 3 mm space below shelf angles
- .2 Leave 6 mm space between top of non-load bearing walls and partitions and structural elements. Do not use wedges.
- .3 Built masonry to tie in with stabilizers, with provision for vertical movement.

.7 Loose steel lintels

.1 Install loose steel lintels. Centre over opening width.

.8 Control joints

.1 Construct continuous control joints as indicated.

.9 Expansion joints

.1 Build-in continuous expansion joints as indicated.

3.3 - SITE TOLERANCES .1 Tolerances in notes to Clause 5.3 of CSA-A371 apply.

3.4 - RE-INSTALLATION .1 Cut openings in existing work as indicated.
.2 Openings in walls to be approved by Consultant.
.3 Make good existing work. Use materials to match existing.

3.5 - FIELD QUALITY CONTROL .1 Inspection and testing will be carried out by Testing Laboratory designated by Consultant.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - RELATED SECTIONS.1 Section 04 05 00 - Masonry Procedures

1.2 - REFERENCES .1 Canadian Standards Association (CSA)
.1 CSA A179-94, Mortar and Grout for Unit Masonry

1.3 - SAMPLES .1 Submit samples in accordance with Section 01001 General Requirements.

.2 Submit two full size samples of mortar.

1.4 - WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL .1 Separate and recycle waste materials.

.2 Collect and separate plastic, paper packaging and corrugated cardboard in accordance with Waste Management Plan.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS .1 Use same brands of materials and source of aggregate for entire project.

.2 Mortar and grout: CSA A179.

.3 Use aggregate passing 1.18 mm sieve where 6 mm thick joints are indicated.

.4 Colour: ground coloured natural aggregates for metallic oxide pigments.

.5 Mortar for interior masonry:

.6 Grout: to CSA A179, Table 3.

.7 Parging mortar: Type N to CSA A179.

2.2 - MIXES .1 Colour and admixtures: Mix grout to semi-fluid consistency.

- .2 Pointing mortar: Pre-hydrate pointing mortar by mixing ingredients dry, then mix again adding just enough water to produce damp unworkable mix that will retain its form when pressed into ball. Allow to stand for not less than 1 hour nor more than 2 hours then re-mix with sufficient water to produce mortar of proper consistency for pointing.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - CONSTRUCTION

- .1 Do masonry work in accordance with CSA-A179 except where specified otherwise.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - RELATED SECTIONS.1 Section 04 06 00 - Mortar and Masonry Grout
- .2 Section 04 08 00- Masonry Reinforcing and Connectors
- .3 Section 04 09 00 - Masonry Accessories
- .4 Section 04 05 10 - Masonry Procedures
- .5 Section 04 22 00 - Concrete Masonry Units
- .6 Section 07 90 00 - Joint Sealers

1.2 - REFERENCES

- .1 Canadian Standards Association (CSA)
- .1 CSA A23.1-M94, Concrete Materials and Methods of Concrete Construction
- .2 CSA-A370-M94, Connectors for Masonry
- .3 CSA-A371-M94, Masonry Construction for Buildings
- .4 Withdrawn - Replaced by CSA G30.14-M1983 (R1998), Formed Steel Wire for Concrete Reinforcement
- .5 CSAG30.18-M92, Billet-Steel Bars for Concrete Reinforcement.
- .6 CSA-S304-.1M94, Masonry Design for Buildings
- .7 CSA W186-M1990, Welding of Reinforcing Bars in Reinforced Concrete Construction
- .8 CSA A179-94, Mortar and Grout for Unit Masonry

1.3 - SOURCE QUALITY CONTROL

- .1 Provide Consultant with certified copy of mill test report or reinforcement steel and connectors, showing physical and chemical analysis, minimum 5 weeks prior to commencing reinforcement work
- .2 Inform Consultant of proposed source of material to be supplied.

1.4 - SHOP DRAWINGS

- .1 Submit samples in accordance with Section 01 10 01 General Requirements, Part 7 Submittals.

- .2 Submit drawings consist of bar bending details, lists and placing drawings.
- .3 On placing drawings, indicate sizes, spacing, location and quantities of reinforcement and connectors.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

- .1 Bar reinforcement: to CSA-A371 and CSA G30.18, Grade 400.
- .2 Wire reinforcement: to CSA-A371 and CSA G30.14, truss type.
- .3 Connectors: to CSA-A370 and CSA-S304.
- .4 Corrosion protection: to CSA-S304, galvanized to CSA-S304 and CSA-A370.

2.2 - FABRICATION

- .1 Fabricate reinforcing in accordance with CSA.A23.1 and Reinforcing Steel Manual of Practice by the Reinforcing Steel Institute of Ontario.
- .2 Fabricate connectors in accordance with CSA-A370.
- .3 Obtain Consultant's approval for locations of reinforcement splices other than shown on placing drawings.
- .4 Upon approval of Consultant, weld reinforcement in accordance with CSA W186.
- .5 Ship reinforcement and connectors, clearly identified in accordance with drawings.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - GENERAL

- .1 Supply and install masonry connectors and reinforcement in accordance with CSA-A370, CSA-A371, CSA-A23.1 and CSA-S304.1 unless indicated otherwise.
- .2 Prior to placing mortar obtain Consultant's approval of placement of reinforcement and connectors.

.3 Supply and install additional reinforcement to masonry as indicated.

3.2 - BONDING AND TYING .1 Bond walls of two or more withes using metal connectors in accordance with CSA-S304, CSA-A371 and as indicated.

3.3 - GROUTING .1 Grout masonry in accordance with CSA-S304.1, CSA-A371 and CSA-A179 and as indicated.

3.4 - ANCHORS .1 Supply and install metal anchors as indicated.

3.5 - LATERAL SUPPORT AND ANCHORAGE .1 Supply and install lateral support and anchorage in accordance with CSA-S304.1 and as indicated.

3.6 - MOVEMENT JOINTS .1 Reinforcement will not be continuous across movement joints except where indicated or authorized by Consultant.

3.7 - FIELD TOUCH-UP .1 Touch up damaged and cut ends of epoxy coated or galvanized reinforcement steel and connectors with compatible finish to provide continuous coating.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - RELATED SECTIONS .1 Section 04 08 00- Masonry Reinforcing and Connectors
- .2 Section 04 05 10 - Masonry Procedures

- 1.2 - REFERENCES .1 American Society for Testing and Materials (ASTM)
- .1 ASTM D 2240-97e1, Standard Test Method for Rubber Property - Durometer Hardness
- .2 Canadian Standards Association (CSA)
- .1 CSA-A371-M94, Masonry Construction for Buildings

- 1.3 - WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL .1 Separate and recycle waste materials.
- .2 Collect and separate plastic, paper packaging and corrugated cardboard.

PART 2 - PRODUCTS

- 2.1 - MATERIALS .1 Control joint filler: purpose-made elastomer durometer hardness to ASTM D 2240 of size and shape indicated.
- .2 Lap adhesive: recommended by masonry flashing manufacturer.
- .3 Mechanical Connectors: Hot dipped galvanized, two-piece adjustable, 48mm, wire, as manufactured by Dur-O-Wal.

PART 3 - EXECUTION

- 3.1 - GENERAL .1 Install continuous control joint fillers in control joints at locations indicated.
- .2 Install masonry mechanical fasteners every 400 mm vertically.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - RELATED SECTIONS.1 Section 04 05 10 - Masonry Procedures
- .2 Section 04 06 00 - Mortar and Masonry Grout
- .3 Section 04 08 00- Masonry Reinforcing and Connectors
- .4 Section 04 09 00 - Masonry Accessories
- 1.2 - REFERENCES .1 Canadian Standards Association (CSA International)
- .1 CAN3 A165 SERIES-94 (R2000), CSA Standards on Concrete Masonry Units covers: A165.1, A165.2, A165.3
- 1.3 - WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL .1 Separate and recycle waste materials.
- .2 Remove from site and dispose of packaging materials at appropriate recycling facilities.
- .3 Collect and separate for disposal paper, plastic, polystyrene, corrugated cardboard packaging material for recycling.
- .4 Divert damaged or unused concrete materials from landfill to local facility approved by Consultant.

PART 2 - PRODUCTS

- 2.1 - MATERIALS .1 Standard concrete block units: to CAN3-A165 Series (CAN3-A165.1)
- .1 Classification: H/15/A/M
- .2 Size: modular
- .3 Special shapes: provide square units for exposed corners. Provide purpose-made shapes for lintels and bond beams. Provide additional special shapes as indicated.
- .2 Special fire resistant concrete block units: to CAN3-A165 Series (CAN3-A165.1) as modified below.
- .1 Classification: H/15/B/M except as modified by fire resistance requirements

specified below.

.2 Fire resistant characteristics: aggregate used in units and equivalent thickness of units to be Supplement to the National Building Code of Canada 1990, Chapter 2 for fire-resistance ratings indicated.

.3 Size: modular

.4 Special shapes: provide square bull-nosed units for exposed corners. Provide purpose-made shapes for lintels and provide additional special shapes as indicated.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - INSTALLATION

.1 Concrete block units

- .1 Bond: running.
- .2 Coursing height: to match existing.
- .3 Jointing: concave where exposed or where paint or other finish coating is specified.
- .4 Clean block faces using soft cloths before mortar hardens rake to 10 mm depth. After completion of block laying fill joints with pointing mortar than point to provide concave joints. Repeat cleaning of faces.

.2 Concrete block lintels

- .1 Install reinforced concrete block lintels over openings in masonry where steel or reinforced concrete lintels are not indicated.
- .2 End bearing: not less than 200 mm.

3.2 - CLEANING

- .1 Standard block: Allow mortar droppings on masonry to partially dry then remove by means of trowel, followed by rubbing lightly with a small piece of block and finally by brushing.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - RELATED SECTIONS .1 Section 10 16 00 - Metal Toilet Partitions

.2 Section 10 80 00 - Washroom Accessories

1.2 - REFERENCES

.1 Canadian Standards Association (CSA International)

.1 CSA B111-1974 (R1998), Wire Nails, Spikes and Staples

.2 CAN/CSA-G164-M92 (R1998), Hot Dip Galvanizing of Irregularly Shaped Articles.

.3 CSA O121-M1978 (R1998), Douglas Fir Plywood.

.4 CAN/CSA-O141-91 (R1999), Softwood Lumber

.5 CSA O151-M1978 (R1998), Canadian Softwood Plywood

.6 CAN/CSA-O325.0-92 (R1998), Construction Sheathing

.1 National Lumber Grades Authority (NLGA)

.1 Standard Grading Rules for Canadian Lumber 2000.

1.3 - QUALITY ASSURANCE

.1 Lumber identification: by grade stamp of an agency certified by Canadian Lumber Standards Accreditation Board.

.2 Plywood identification: by grade mark in accordance with applicable CSA standards.

.1 Plywood, OSB and wood based composite panel construction sheathing identification: by grade mark in accordance with CSA standards.

1.4 - WASTE MANAGEMENT

DISPOSAL

.1 Separate and recycle waste materials.

.2 Remove from site and dispose of packaging materials at appropriate recycling facilities.

.3 Collect and separate for disposal paper, plastic, polystyrene, corrugated cardboard packaging material in appropriate on-site bins for recycling.

.4 Divert unused wood materials from landfill to recycling reuse facility approved by

Consultant.

- .5 Do not dispose of preservative treated wood through incineration.
- .6 Do not dispose of preservative treated wood with materials destined for recycling or reuse.
- .7 Dispose of treated wood, end pieces, wood scrapes and sawdust at sanitary landfill approved by Consultant.
- .8 Dispose of unused wood preservative material at official hazardous material collections site approved by Consultant.
- .9 Do not dispose of unused preservative material into sewer system, into streams, lakes, onto ground or in other locations where they will pose health or environmental hazard.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - LUMBER MATERIAL

- .1 Lumber: unless specified otherwise, softwood, S4S, moisture content 19% or less in accordance with following standards:
 - .1 CAN/CSA-0141
 - .2 NLGA Standard Grading Rules for Canadian Lumber
- .2 Furring, blocking, nailing strips, grounds, rough bucks, curbs, fascia backing and sleepers:
 - .1 S2S is acceptable for concealed, non-structural elements
 - .2 Board sizes: "Standard" or better grade.
 - .3 Dimension sizes: "Standard" light framing or better grade
 - .4 Post and timbers sizes: "Standard" or better grade.

2.2 - PANEL MATERIALS

- .1 Douglas fir plywood (DFP): to CSA 0121, standard construction.
- .2 Canadian softwood plywood (CSP): to CSA 0151, standard construction.

- .3 Plywood, OSB and wood based composite panels: to CAN/CSA-0325.

2.3 - ACCESSORIES

- .1 Nails, spikes and staples: to CSA B111.
- .2 Bolts: 12.5 mm diameter unless indicated otherwise, complete with nuts and washers.
- .3 Proprietary fasteners: toggle bolts, expansion shields and lag bolts, screws and lead or inorganic fibre plugs, recommended for purpose by manufacturer.

2.4 - FINISHES

- .1 Galvanizing: to CAN/CSA-G164, use galvanized fasteners for exterior work interior high humid areas pressure- preservative treated lumber.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - INSTALLATION

- .1 Comply with requirements of NBC, supplemented by the following paragraphs.
- .2 Install furring and blocking as required to space-out the support casework, cabinets, wall and ceiling finishes, facings and other work as required.
- .3 Align and plumb faces of furring and blocking to a tolerance of 1:600.
- .4 Use caution when working with particle board. Use dust collectors and high quality respirator masks.

3.2 - ERECTION

- .1 Frame, anchor, fasten, tie and brace members to provide necessary strength and rigidity.
- .2 Countersink bolts where necessary to provide clearance for other work.

3.3 - SCHEDULES

- .1 Provide electrical equipment backboards for mounting electrical equipment as indicated. Use 19 mm thick plywood on 19 x 38 mm furring around spacing, perimeter and at maximum 300mm intermediate.

- .2 Provide blocking and backing for secure fastening of items to gypsum board walls or ceiling of all types. Items include, but not limited to, Toilet Partitions and Screens; Washroom Accessories; Surface-Mounted Electrical, etc.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - SECTION INCLUDES .1 Interior and exterior frames.

1.2 - RELATED SECTIONS .1 Section 01 00 10 - General Requirements

.2 Section 06 10 10 - Rough Carpentry

.3 Section 09 91 10 - Interior Painting: Painting and finishing

1.3 - REFERENCES

.1 Canadian Standards Association (CSA)
.1 CAN/CSA-A247-M86 (R1996), Insulating Fibreboard
.2 CSA B111-1974 (R1998), Wire Nails, Spikes and Staples
.3 CAN/CSA-G164-M92 (R1998), Hot Dip Galvanizing of Irregularly Shaped Articles.
.4 CSA O121-M1978 (R1998), Douglas Fir Plywood.
.5 CAN/CSA-O141-91 (R1999), Softwood Lumber
.6 CSA O151-M78 (R1998), Canadian Softwood Plywood
.7 CSA-O153-M80 (R1998), Poplar Plywood

.2 National Lumber Grades Authority (NLGA)
.1 Standard Grading Rules for Canadian Lumber -2000.

.3 Underwriters Laboratories of Canada (ULC)
.1 CAN4-S104-80 (R1985), Fire Tests of Door Assemblies.
.2 CAN4-S105-85 (R1992), Fire Door Frames, meeting the Performance Required by CAN4-S104.

1.4 - SHOP DRAWINGS

.1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.

.2 Indicate details of construction, profiles, jointing, fastening and other related details.

.3 Indicate materials, thicknesses, finishes and hardware.

- 1.5 - SAMPLES
- .1 Submit samples in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
 - .2 Submit duplicate samples: sample size 200 x 200 mm or 300 mm long unless specified otherwise of all materials.

- 1.6 - REGULATORY REQUIREMENTS
- .1 Wood fire rated frames and panels: listed and labeled by an organization accredited by Standards Council of Canada in conformance with CAN4-S104 and CAN4-S105 for ratings specified or indicated.

- 1.7 - DELIVERY, STORAGE AND HANDLING
- .1 Deliver, handle, store and protect materials in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
 - .2 Protect materials against dampness during delivery.
 - .3 Store materials in ventilated areas, protected from extreme changes of temperature or humidity.

PART 2 - PRODUCTS

- 2.1 - LUMBER MATERIAL
- .1 Lumber: unless specified otherwise, S4S, moisture content 19% or less in accordance with following standards:
 - .1 CAN/CSA-O141.
 - .2 NLGA Standard Grading Rules for Canadian Lumber.
 - .3 AWMAC premium grade, moisture content as specified.
 - .2 Machine stress-rated lumber is acceptable.
 - .3 Hardwood lumber: moisture content 7% or less in accordance with following standards:
 - .1 NLGA Standard Grading Rules for Canadian Lumber.
 - .2 AWMAC premium grade, moisture content as specified.

- 2.2 - PANEL MATERIALS
- .1 Douglas fir plywood (DFP): to CSA 0121, standard construction.
 - .2 Poplar plywood (PP): to CSA 153, standard construction.
- 2.3 - ACCESSORIES
- .1 Nails and staples: to CSA B111; galvanized to CAN/CSA-G164 for exterior work, interior humid areas and for treated lumber; plan finish elsewhere.
 - .2 Wood screws: electroplated, type and size to suite application.
 - .3 Splines: metal.
 - .4 Adhesive: recommended by manufacturer.
 - .5 Use least toxic sealants, adhesives, sealers, and finishes necessary to comply with requirement for this section.

PART 3 - EXECUTION

- 3.1 - INSTALLATION
- .1 Do finish carpentry to Quality Standards of the Architectural Woodwork Manufacturers Association of Canada (AWMAC), except where specified otherwise. Scribe and cut as required, fit to abutting walls, and surfaces, fit properly into recesses and to accommodate piping, columns, fixtures, outlets, or other projecting, intersecting or penetrating objects. Form joints to conceal shrinkage.

3.2 - CONSTRUCTION

- .1 Fastening
- .1 Position items of finished carpentry work accurately, level, plumb, true and fasten or anchor securely.
 - .2 Design and select fasteners to suite size and nature of components being jointed. Use proprietary devices as recommended by manufacturer.
 - .3 Set finishing nails to receive filler. Where screws are used to secure members countersink screw in round cleanly cut hole and plug with wood plug to match material being secured.

.4 Replace items of finish carpentry with damage to wood surfaces including hammer and other bruises.

.2 Interior and exterior frames

.1 Set frames with plumb sizes and level heads and secure.

.3 Hardware

.1 Install all hollow metal doors and wood doors.
.2 Install all finish hardware under Section 08710 Door Hardware as per manufacturer's written instructions.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - RELATED SECTIONS .1 Fire stopping and smoke seals within mechanical assemblies (i.e. inside ducts, dampers) and electrical assemblies (i.e. inside cable trays) are specified in Division 15 and 16.
- 1.2 - REFERENCES .1 Underwriters Laboratories of Canada (ULC)
.1 ULC-S115-1995, Fire Tests of Fire-stop Systems
- 1.3 - SAMPLES .1 Submit samples in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
.2 Submit duplicate 300 x 300 mm samples showing actual fire stop material proposed for project.
- 1.4 - SHOP DRAWINGS .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
.2 Submit shop drawings to show proposed material, reinforcement, anchorage, fastenings and method of installation. Construction details should accurately reflect actual job conditions.
- 1.5 - PRODUCT DATA .1 Submit product data in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
.2 Submit manufacturer's product data for materials and prefabricated devices, providing descriptions are sufficient for identification at job site. Include manufacturer's printed instructions for installation.
- 1.6 - WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL .1 Separate and recycle waste materials.
.2 Collect and separate plastic, paper packaging and corrugated cardboard in accordance with Waste Management Plan.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

- .1 Fire stopping and smoke seal systems: in accordance with ULC-S115.
 - .1 Asbestos-free materials and systems capable of maintaining an effective barrier against flame, smoke and gases in compliance with requirements of ULC-S115 and not to exceed opening sizes for which they are intended.
 - .2 Firestop system rating
 - 1 hours walls
 - 2 hours floors/ceilings
- .2 Service penetration assemblies: certified by ULC in accordance with ULC-S115 and listed in ULC Guide No.40 U19.
- .3 Service penetration firestop components: certified by ULC in accordance with ULC-S115 and listed in ULC Guide No. 40 U19.13 and ULC Guide No. 40 U19.15 under the Label Service of ULC.
- .4 Fire-resistance rating of installed fire stopping assembly in accordance with NBC.
- .5 Fire stopping and smoke seals at openings intended for ease of re-entry such as cables: elastomeric seal.
- .6 Fire stopping and smoke seals at openings around penetrations for pipes, ductwork and other mechanical items requiring sound and vibration control: elastomeric seal.
- .7 Primers: to manufacturer's recommendation for specific material, substrate, and end use.
- .8 Water (if applicable): potable, clean and free from injurious amounts of deleterious.
- .9 Damming and backup materials, supports and anchoring devices: to manufacturer's recommendations, and in accordance with tested assembly being installed as acceptable to authorities having jurisdiction.
- .10 Sealants for vertical joints: non-sagging.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - PREPARATION

- .1 Examine sizes and conditions of voids to be filled to establish correct thicknesses and installation of materials. Ensure that substrates and surfaces are clean, dry and frost free.
- .2 Prepare surfaces in contact with fire stopping materials and smoke seals to manufacturer's instructions.
- .3 Maintain insulation around pipes and ducts penetrating fire separation without interruption to vapour barrier.
- .4 Mask where necessary to avoid spillage and over coating onto adjoining surfaces; remove stains on adjacent surfaces.

3.2 - INSTALLATION

- .1 Install fire stopping and smoke seal material and components in accordance with ULC certification and manufacturer's instructions.
- .2 Seal holes or voids made by through penetrations, poke-through termination devices, and unpenetrated openings or joints to ensure continuity and integrity of fire separation are maintained.
- .3 Provide temporary forming as required and remove forming only after materials have gained sufficient strength and after initial curing.
- .4 Tool or trowel exposed surfaces to a neat finish.
- .5 Remove excess compound promptly as work progresses and upon completion.

3.3 - INSPECTION

- .1 Notify Consultant when ready for inspection and prior to concealing or enclosing fire stopping materials and service penetration assemblies.

3.4 - SCHEDULE

- .1 *Fire stop and smoke seal at:*

- .1 Penetrations through fire-resistance rated masonry, concrete, and gypsum board partitions and walls.
- .2 Top of fire-resistance rated masonry and gypsum board partitions.
- .3 Intersection of fire-resistance rated masonry and gypsum board partitions.
- .4 Control and sway joints in fire-resistance rated masonry and gypsum board partitions and walls.
- .5 Penetrations through fire-resistance rated floor slabs, ceilings and roofs.
- .6 Openings and sleeves installed for future use through fire separations.
- .7 Around mechanical and electrical assemblies penetrating fire separations.
- .8 Rigid ducts: greater than 129cm²: fire stopping to consist of bead of fire stopping material between retaining angle and fire separation and between retaining angle and duct, on each side of fire separation.

3.5 - CLEAN UP

- .1 Remove excess materials and debris and clean adjacent surfaces immediately after application.
- .2 Remove temporary dams after initial set of fire stopping and smoke seal materials.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - REFERENCES

- .1 CAN/CGSB-19.13-M87, Sealing Compound , One-component, Elastomeric, Chemical Curing
- .2 CAN/CGSB-19.17-M90, One-Component Acrylic Emulsion Base Sealing Compound.
- .3 CAN/CGSB-19.18-M87, Sealing Compound, One-Component Silicone Base, Solvent Curing
- .4 CAN/CGSB-19.21-M87, Sealing and Bedding Compound
- .5 CAN/CGSB-19.22-M89, Mildew Resistant, Sealing Compound for Tubs and Tiles.

1.2 - SAMPLES

- .1 Submit samples in accordance with Section 01 10 01 General Requirements.
- .2 Submit duplicate samples of each type of material and colour.

1.3 - MOCK-UP

- .1 Construct mock-up in accordance with Section 01 10 01 General Requirements.
- .2 Construct mock-up to show location, size, shape and depth of joints complete work of back-up material, primer, caulking and sealant. Mock-up may be part of finished work.
- .3 Allow 24 hours for inspection of mock-up by Consultant before proceeding with sealant work.

1.4 - DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Deliver, handle, store and protect materials in accordance with Section 01001 General Requirements.
- .2 Deliver and store materials in original wrappings and containers with manufacturer's seals and labels, intact. Protect from freezing, moisture, water and contact with ground or floor.

1.5 - ENVIRONMENTAL AND SAFETY REQUIREMENTS

- .1 Comply with requirements of Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) regarding use, handling, storage, and disposal of hazardous materials; and regarding labeling and provision of material safety data sheets acceptable to Labour Canada.
- .2 Conform to manufacturer's recommended temperatures, relative humidity, and substrate moisture content for application and curing of sealants including special conditions governing use.
- .3 Ventilate area of work by use of approved portable supply and exhaust fans.

1.6 - WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials.
- .2 Place materials defined as hazardous or toxic waste in designated containers.
- .3 Ensure emptied containers are sealed and stored safely for disposal away from children.
- .4 Dispose of surplus chemical and finishing materials in accordance with federal, provincial and municipal regulations.
- .5 Separate corrugated cardboard and place in designated areas for recycling.
- .6 Fold up metal banding, flatten, and place in designated area for recycling.
- .7 Use trigger operated nozzles for water hoses.
- .8 Return solvent and oil soaked rags for contaminated recovery and laundering or for proper disposal.
- .9 Use the least toxic sealants, adhesives, sealers, and finished necessary to comply with the requirements of this section.

- .10 Close and seal tightly all partly used sealant containers and store protected in well ventilated fire-safe area at moderate temperature.
- .11 Place used hazardous sealant tubes and other containers in areas designated for hazardous materials

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - SEALANT MATERIALS .1 *Sealants and caulking compounds must:*

- .1 Meet or exceed all applicable governmental and industrial safety and performance standards; and
- .2 be manufactured and transported in such a manner that all steps of the process, including the disposal of waste products arising therefrom, will meet the requirements of all applicable governmental acts, by laws and regulations including, for facilities located in Canada, the fisheries Act and the Canadian Environmental Act (CEPA)
- .3 Sealant and caulking compounds must not be formulated or manufactured with: aromatic solvents, fibrous talc or asbestos, formaldehyde, halogenated solvents, mercury, lead, cadmium, hexavalent chromium, barium or their compounds, except barium sulfate.
- .4 Sealant and caulking compounds must not contain a total of volatile organic compounds (VOC's) in excess of 5% by weight as calculated from records of the amounts of constituents used to make the product.
- .5 Sealant and caulking compounds must be accompanied by detailed instructions for proper application so as to minimize health concerns and maximize performance, and information describing proper disposal methods.
- .6 Caulking that emits strong odours, contains toxic chemicals or is not certified as mould resistant shall not be used in air handling units.

- .7 When low toxicity caulks are not possible, confine usage to areas which off-gas to the exterior, are contained behind air barriers, or applied several months before occupancy to maximize off-gas time.
- .8 In the selection of products and materials of this section preference will be given to those with the following characteristics: Water based, non-flammable, low Volatile Organic Compound (VOC's) content, manufactured without compounds which contribute to ozone depletion in the upper atmosphere, does not contain methylene chloride, does not contain chlorinated hydrocarbons.
- .9 The manufacturing process must adhere to Lifecycle Assessment Standards as per CSA Z760-94 LCA Standards.

2.2 - SEALANT MATERIAL
DESIGNATION

- .1 Urethane One Part
 - .1 Non-Sag to CAN/CGSB-19.13, Type 2, MCG-2-25, colour selected by Consultant from manufacturer's full range of colours.
 - .2 Acceptable material: Tremco HPL Sealant of SirFlex 15LM or Consultant approved equal.
- .2 Silicones One Part
 - .1 To CAN/CGSB-19.13
 - .1 Acceptable material: paintable silicone sealant as manufactured by Dow Corning or Consultant approved equal.
 - .2 To CAN/CGSB-19.22 (Mildew resistant)
 - .1 Acceptable material: Sanitary 1700 as manufactured by G.E.C.,
- .3 Acrylics One Part
 - .1 To CGSB 19-GP-5M.
 - .2 Acceptable material: or Consultant approved equal.
- .4 Acrylics Latex One Part
 - .1 To CAN/CGSB-19.17
 - .2 Acceptable material: LePage Bulldog Grip PL Gapseal Crack and Gap Filler or Consultant approved equal.

.5 Acoustic Sealant

- .1 To CAN/CGSB-19.21
- .2 Acceptable material: LePage Bulldog Grip PL Gapseal Crack and Gap Filler or Consultant approved equal.

.6 Preformed Compressible and Non-Compressible back-up materials

- .1 Polyethylene, Urethane, Neoprene or Vinyl Foam
 - .1 Extruded closed cell foam backer rod.
 - .2 Size: oversize 30 to 50%
- .2 Bond Breaker Tape
 - .1 Polyethylene bond breaker tape which will not bond to sealant.

2.3 - SEALANT SELECTION

- .1 Seal interior perimeters of exterior openings as detailed on drawings: Sealant type: Acrylic Latex.
- .2 Control and expansion joints on the interior of exterior surfaces of unit masonry walls: Sealant type: Silicone Paintable.
- .3 Perimeters of interior frames, as detailed and itemized: Sealant type: Acrylic Latex
- .4 Interior masonry vertical control joints (block-to-block, block-to-concrete, and intersecting masonry walls): Sealant Type: Acrylic One Part.
- .5 Perimeter of bath fixtures (e.g. sinks, tubs, urinals, stools, water closets, basins, vanities): Sealant type: Sanitary.
- .6 Exposed interior control joints in drywall: Sealant type: Acrylic Latex.

2.4 - JOINT CLEANER

- .1 Non-corrosive and non-staining type, compatible with joint forming materials and sealant recommended by sealant manufacturer.
- .2 Primer: as recommended by manufacturer.

PART 3 - EXECUTION

- 3.1 - PROTECTION .1 Protect installed work of other trades from staining or contamination.
- 3.2 - PREPARATION OF JOINT SURFACES .1 Examine joint sizes and conditions to establish correct depth to width relationship for installation of backup materials and sealants.
- .2 Clean bonding jointing surfaces of harmful matter substances including dust, rust, oil, grease, and other matter which may impair work.
- .3 Do not apply sealants to joint surfaces treated with sealer, curing compound, water repellent, or other coatings unless tests have been performed to ensure compatibility of materials. Remove coatings as required.
- .4 Ensure joint surfaces are dry and frost free.
- .5 Prepare surfaces in accordance with manufacturer's directions.
- 3.3 - PRIMING .1 Where necessary to prevent staining, mask adjacent surfaces prior to priming and caulking.
- .2 Prime sides of joints in accordance with sealant manufacturer's instructions immediately prior to caulking.
- 3.4 - BACKUP MATERIAL .1 Apply bond breaker tape where required to manufacturer's instructions.
- .2 Install joint filler to achieve correct joint depth and shape, with approximately 30% compression.
- 3.5 - MIXING .1 Mix materials in strict accordance with sealant manufacturer's instructions.
- 3.6 - APPLICATION .1 Sealant
.1 Apply sealant in accordance with manufacturer's written instructions.

- .2 Mask edges of joint where irregular surface or sensitive joint border exists to provide neat joint.
- .3 Apply sealant in continuous beads.
- .4 Apply sealant using gun with proper size nozzle.
- .5 Use sufficient pressure to fill voids and joints solid.
- .6 Form surface of sealant with full bead, smooth, free from ridges, wrinkles, sags, air pockets, embedded impurities.
- .7 Tool exposed surfaces before skinning begins to give slightly concave shape.
- .8 Remove excess compound promptly as work progresses and upon completion.

.2 Curing

- .1 Cure sealants in accordance with sealant manufacturer's instructions
- .2 Do not cover up sealants until proper curing has taken place.

.3 Cleanup

- .1 Clean adjacent surfaces immediately and leave work neat and clean.
- .2 Remove excess and droppings, using recommended cleaners as work progresses.
- .3 Remove masking tape after initial set of sealant.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - RELATED SECTIONS
- .1 Section 01 00 10 - General Requirements
 - .2 Section 07 90 00 - Joint Sealers
 - .3 Section 08 71 00 - Door Hardware
 - .4 Section 09 91 00 - Interior Painting

- 1.2 - REFERENCES
- .1 American Society for Testing and Materials (ASTM International)
 - .1 ASTM A653/A653M-01a, Specification for Steel Sheet, Zinc-Coated (Galvanized) or Zinc-Iron Alloy-Coated (Galvannealed) by Hot-Dip Process.
 - .2 Canadian General Standards Board (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-1.181-99, Ready-Mixed Organic Zinc-Rich Coating
 - .3 Canadian Standards Association (CSA International)
 - .1 G40.20/G40.21-98, General Requirements for Rolled or Welded Structural Quality Steel/Structural Quality Steel
 - .2 CSA W59-M1989 (R2001), Welded Steel Construction (Metal Arc Welding) (Metric Version)
 - .4 Canadian Steel Door Manufacturers' Association (CSDMA)
 - .1 CSDMA, Specifications for Commercial Steel Doors and Frames, 1990.
 - .2 CSDMA, Recommended Selection and Usage Guide for Commercial Steel Doors, 1990
 - .5 National Fire Protection Association (NFPA)
 - .1 NFPA 80-99, Standard for Fire Doors and Fire Windows
 - .2 NFPA 252-99, Standard Methods of Fire Tests of Door Assemblies

- .6 Underwriters' Laboratories of Canada (ULC)
 - .1 CAN4-S104-80(R1985), Fire Tests of Door Assemblies
 - .2 CAN4-S105-85 (R1992), Fire Door Frames Meeting the Performance Required by CAN4-S104

1.3 - SHOP DRAWINGS

- .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
- .2 Indicate each type of door, material, steel core thicknesses, mortises, reinforcements, location of exposed fasteners, openings, glazed, arrangement of hardware and fire rating and finishes.
- .3 Indicate each type frame material, core thickness, reinforcements, glazing stops, location of anchors and exposed fastenings and fire rating finishes.
- .4 Include schedule identifying each unit, with door marks and numbers relating to numbering on drawings and door schedule.

1.4 - REQUIREMENTS

- .1 Steel fire rated doors and frames: labeled and listed by an organization accredited by Standards Council of Canada in conformance with CAN4-S104M NFPA 252 for ratings specified or indicated.
- .2 Provide fire labeled frame products for those openings requiring fire protection ratings as scheduled. Test products in strict conformance with CAN4-S104, ASTM E152 or NFPA 252 and list by nationally recognized agency having factory inspection service and construct as detailed in Follow-Up Service Procedures/Factory Inspection Manuals issued by listing agency to individual manufacturers.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

- .1 Hot dipped galvanized steel sheet: to ASTM A653M, ZF75, minimum base steel thickness in accordance with CSDMA Table 1 - Thickness for Component Parts

- .2 Reinforcement channel: to CSA G40.20/G40.21, Type 44W, coating designation to ASTM A653M, ZF75.

2.2 - DOOR CORE MATERIALS

- .1 Honeycomb construction:
 - .1 Structural small cell, 24.5 mm maximum kraft paper 'honeycomb', weight: 36.3 kg per ream minimum, density: 16.5kg/m³ minimum sanded to required thickness
 - .2 Temperature rise rated (TRR): core composition to limit temperature rise on unexposed side of door 250C at 60 minutes. Core to be tested as part of a complete door assembly, in accordance with CAN4-S104, ASTM E152 or NFPA 252, covering Standard Method of Tests of Door Assemblies and listed by nationally recognized testing agency having factory inspection service.

2.3 - ADHESIVES

- .1 Honeycomb cores and steel components: heat resistant, spray grade, resin reinforced neoprene/rubber (polychloroprene) based, low viscosity, contact cement.
- .2 Polystyrene and polyurethane cores: heat resistant, epoxy resin based, low viscosity, contact cement.
- .3 Lock-seam doors: fire resistant, resin reinforced polychloroprene, highly viscosity sealant/adhesive.

2.4 - PRIMER

- .1 Touch-up prime CAN/CGSB-1.181.

2.5 - PAINT

- .1 Field paint steel doors and frames in accordance with Section 09 11 00 - Interior Painting, Protect weatherstrips from paint. Provide final finish shall be free from scratches or other blemishes.

2.6 - ACCESSORIES

- .1 Door silencers: single stud rubber/neoprene type.
- .2 Interior top and bottom caps: steel

- .3 Metallic paste filler: to manufacturer's standard.
- .4 Fire labels: metal riveted
- .5 Sealant: Paintable Acrylic Sealant

2.7 - FRAMES
FABRICATION GENERAL

- .1 Fabricate frames in accordance with CSDMA specification.
- .2 Fabricate frames to profiles and maximum face sizes as indicated.
- .3 Interior frames: 1.6mm welded type construction.
- .4 Blank, reinforce, drill and tap for mortised, template hardware, using templates provided by finish hardware supplier. Reinforce frames for surface mounted hardware.
- .5 Protect mortised cutouts with steel guard boxes.
- .6 Prepare frame for door silencers, 3 for single door.
- .7 Manufacturer's nameplates on frames and screens are not permitted.
- .8 Conceal fastenings except where exposed fastening are indicated.
- .9 Provide factory-applied touch up primer at areas where zinc coating has been removed during fabrication.

2.8 - FRAME ANCHORAGE

- .1 Provide appropriate anchorage to floor and wall construction.
- .2 Locate each wall anchor immediately above or below each hinge reinforcement on hinge jamb and directly opposite on strike jamb.
- .3 Provide 2 anchors for rebate opening heights up to 1520 mm and 1 additional anchor for each additional 760 mm of height or fraction thereof.

- .4 Locate anchors for frames in existing openings not more than 150mm from top and bottom of each jambs and intermediate at 660mm o.c. maximum.

2.9 - FRAMES: WELDED
TYPE

- .1 Welding in accordance with CSA W59.
- .2 Accurately mitre or mechanically joint frame product and securely weld on inside of profile.
- .3 Cope accurately and securely weld butt joints of mullions, transom bars, centre rails and sills.
- .4 Grind welded joints and corners to a flat plane, fill with metallic paste and sand to uniform smooth finish.
- .5 Securely attach floor anchors to inside of each jamb profile.
- .6 Weld in 2 temporary jamb spreaders per frame to maintain proper alignment during shipment.
- .7 Fabricate frame products for oversized openings in sections, sizes to suite splice joints for field assembly.

2.10 - DOOR FABRICATION
GENERAL

- .1 Doors: swing type, flush, with provision for glass as indicated.
- .2 Fabricate doors with longitudinal edges welded. Seams: grind welded joints to a flat plane, fill with metallic paste filler and sand to a uniform smooth finish.
- .3 Blank, reinforce, drill doors and tap for mortised, template hardware.
- .4 Factory prepare holes 12.7 mm diameter and larger except mounting and through-bolt holes, on site, at time of hardware installation.
- .5 Reinforce doors where required, for surface mounted hardware. Provide inverted, recessed, spot welded channels to top and bottom of interior doors.

- .6 Provide factory applied touch-up primer at areas where zinc coating has been removed during construction.
- .7 Provide fire labeled doors for those openings requiring fire protection ratings, as scheduled. Test such products in strict conformance with CANS-S104, ASTM E152, NFPA 252 and list by national recognized agency having factory inspection service and construct as detailed in Follow-Up Service Procedures/Factory Inspection Manuals issued by listing agency to individual manufacturers.
- .8 Manufacturer's nameplates are permitted on hinge edge of door.

2.11- DOORS: HONEYCOMB CORE CONSTRUCTION

- .1 Form each face sheet for interior doors from 1.6 sheet steel with honeycomb temperature rise rated core laminated under pressure to face sheets.

2.12 - HOLLOW STEEL CONSTRUCTION

- .1 Form each face sheet for interior doors from 1.6 sheet steel.
- .2 Fill voids between stiffeners of interior doors with temperature rise rated core.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - INSTALLATION GENERAL

- .1 Install labeled steel fire rated doors and frames to NFPA 80 except where specified otherwise.
- .2 Install doors and frames to CSDMA Installation Guide.

3.2 - FRAME INSTALLATION

- .1 Set frames plumb, square, level and at correct elevation.
- .2 Set anchorages and connections to adjacent construction.
- .3 Brace frames rigidly in position while building-in. Install temporary horizontal wood spreader at third points of door opening to maintain frame width. Provide vertical support at centre of head for openings over

1200mm wide. Remove temporary spreaders after frames are built-in.

- .4 Make allowances for deflection of structure to ensure structural loads are not transmitted to frames.
- .5 Caulk perimeter of frames between frame and adjacent material.

3.3 - DOOR INSTALLATION

- .1 Install doors and hardware in accordance with hardware templates and manufacturer's instructions in Section 08 71 00-Door Hardware.
- .2 Provide even margins between door and jambs and doors and finished floor and thresholds as follows:
 - .1 Hinge side: 1.0 mm.
 - .2 Latchside and head: 1.5 mm.
 - .3 Adjust operable parts for correct function

3.4 - FINISH REPAIRS

- .1 Touch up with primer finishes damaged during installation.
- .2 Fill exposed frame anchors and surfaces with imperfections with metallic paste filler and sand to a uniform smooth finish.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - RELATED SECTIONS .1 Section 06 20 00 - Finish Carpentry

.2 Section 08 11 00 - Steel Doors and Frames

1.2 - REFERENCES

.1 Standard hardware location dimensions in accordance with Canadian Metric Guide for steel Doors (Modular Construction) prepared by Canadian Steel Door and Frame Manufacturers' Association.

.2 Canadian General Standards Board (CGSB)

.1 CAN/CGSB-69.17-M86, Bored and Preassembled Locks and Latches.

.2 CAN/CGSB-69.18-M90 /ANSI/BHMA A156.1-1981, Butts and Hinges.

.3 CAN/CGSB-69.20-M90 /ANSI/BHMA A156.4-1986, Door Controls (Closers)

.4 CAN/CGSB-69.21-M90 /ANSI/BHMA A156.5-1984, Auxiliary Locks and Associates Products

.5 CAN/CGSB-69.29-M93 /ANSI/BHMA A156.13-1980, Mortise Locks and Latches

.6 CAN/CGSB-69.31-M89 /ANSI/BHMA A156.15-1981, Closer/Holder Release Device.

.7 CAN/CGSB-69.32-M90 /ANSI/BHMA A156.16-1981, Auxiliary Hardware.

.8 CAN/CGSB-69.34-93 /ANSI/BHMA A156.18-1984, Materials and Finishes.

1.3 - REQUIREMENTS
REGULATORY AGENCIES

.1 Hardware for doors in fire separations and exit doors certified by a Canadian Organization accredited by Standards Council of Canada.

1.4 - SAMPLES

.1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 10 00 General Requirements.

.2 Identify each sample by label indicating applicable specification paragraph number, brand name and number, finish and hardware package number.

.3 After approval samples will be returned for incorporation in the work.

- 1.5 - HARDWARE LIST
- .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 10 00 General Requirements.
 - .2 Indicate specified hardware, including make, model, material, function, size, finish and other pertinent information.

- 1.6 - CLOSEOUT SUBMITTALS
- .1 Provide operation and maintenance data for door closers, locksets, door holders and fire exit hardware for incorporation into manual specified in Section 01 10 00 General Requirements.
 - .2 Brief maintenance staff regarding proper care, cleaning, and general maintenance.

- 1.7 - DELIVERY AND STORAGE
- .1 Deliver, store, handle and protect materials in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
 - .2 Store finishing hardware in locked, clean and dry area.
 - .3 Package each item of hardware including fastenings, separately or in like groups of hardware, label each package as to item definition and location.

- 1.8 - WASTE DISPOSAL AND MANAGEMENT
- .1 Remove from site and dispose of all packaging materials at appropriate recycling facilities.
 - .2 Dispose of all corrugated polystyrene plastic packaging material in appropriate on-site bin for recycling.

PART 2 - PRODUCTS

- 2.1 - HARDWARE ITEMS
- .1 Only door locksets and latchsets listed on CGSB Qualified Products List are acceptable for use on this project.
 - .2 Use one manufacturer's products only for all similar items available in all materials and finishes, consult product catalogues for availability.

- 2.2 - DOOR HARDWARE
- .1 Butts and hinges: Hager or Consultant approved equal.
 - .2 Door Closers and Accessories: LCN.

- 2.3 - FASTENINGS
- .1 Supply screws, bolts, expansion shields and other fastening devices required for satisfactory installation and operation of hardware.
 - .2 Exposed fastening devices to match finish of hardware.
 - .3 Where pull is scheduled on one side of door and push plate on other side, supply fastening devices, and install so pull can be secured through door from reverse side. Install push plate to cover fasteners.
 - .4 Use fasteners compatible with material through which they pass.

PART 3 - EXECUTION

- 3.1 - INSTALLATION INSTRUCTIONS
- .1 Furnish wood door and metal frame manufacturers with complete instructions and templates for preparation of their work to receive hardware.
 - .2 Furnish manufacturers' instructions for proper installation of each hardware component.
 - .3 Install hardware to standard hardware location dimensions in accordance with Canadian Metric Guide for Steel Doors and Frames (Modular Construction) prepared by Canadian Steel door and Frame Manufacturers' Association.
 - .4 Where door stop contact door pulls, mount stop to strike bottom of pull.

- 3.2 - HARDWARE SCHEDULE
- .1 The following applies to an individual door.
03 EA Hinges - Hager BB1168 x NRP (size to match existing template frame opening) Finish: Steel.
01 EA Door Closer - LCN 1460 x EDA x CTB Note

no alternatives accepted. Finish: Powdercoat

01 EA Door Closer - LCN 4810. Finish: powder coat.

01 EA Push Plate - CBH 920 4" x 16" .125. Finish: Aluminum.

01 EA Door Pull - CBH 7430. Finish Aluminum.

01 Kick Plates - CBH900 100 10" x 34" x .050. Finish: aluminum, standard gauge 0.50.

01 EA Floor Stop - CBH 101. Finish: aluminum

2-8310-856 Wall mounted actuation with surface mounted box 8310 or 868S with surface kit 8310-3856 with receiver - noted all equipment to be supplied to ensure actuator is optional.

Notes: Kick Plates
34" is for a 36" wide door

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - RELATED SECTIONS .1 Section 06 20 00 - Finish Carpentry

.2 Section 09 25 00 - Gypsum Board

1.2 - REFERENCES

.1 ASTM C 645-99, Standard Specification for Nonstructural Steel Framing Members.

.2 ASTM C 754 98a, Standard Specification for Installation of Steel Framing Members to Receive Screw-Attached Gypsum Panel Products.

.3 CAN/CGSB-1.40-97, Primer, Structural Steel, Oil Alkyd Type.

.4 CAN/CGSB-19.21 M87, Sealing and Bedding Compound Acoustical.

1.3 - WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

.1 Divert steel scraps from landfill by disposal at nearest metal recycling facility.

.2 Divert reusable materials for reuse at nearest used building materials facility or similar type facility.

.3 Divert unused primer materials from landfill through disposal at a special waste depot.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

.1 Non-load bearing channel stud framing: to ASTM C 645, 92mm stud size, roll formed form 0.53 and 0.91 mm thickness to suit wall height hot dipped galvanized steel sheet, for screw attachments of gypsum board. Knock-out service holes at 460mm centres.

.2 Floor and ceiling tracks: to ASTM C 645, in widths to suite stud sizes, 32mm flange height.

.1 Floor track: snap-in type formed to hold studs securely in place at 50 mm intervals; fabricated from 0.5 mm thick steel sheet; size to suit studs.

.2 Ceiling track: channel shaped track for use with stud shoes and 1.2mm diameter double wire ties; size to suite studs.

- .3 After fabrication apply one shop coat of CAN/CGSB-1.40 primer to steel surfaces. Descale and clean surfaces before painting.
- .3 Metal channel stiffener: 25 x 50 mm size, 1.4 mm thick cold rolled steel, coated with rust inhibitive coating.
- .4 Acoustical sealant: to CAN/CGSB-19.21.
- .5 Insulating strip: rubberized, moisture resistant 3mm thick foam strip, 12 mm wide, with self sticking adhesive on one face, lengths as required.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - ERECTION

- .1 Align partition tracks at floor and ceiling and secure at 600 mm o.c. maximum.
- .2 Install damp proof course under stud shoe tracks of partitions on slabs on grade.
- .3 Place studs vertically at 400 mm o.c. and not more than 50 mm abutting walls, and at each side of openings and corners. Position studs in tracks at floor and ceiling. Cross brace steel studs as required to provide rigid installation to manufacturer's instructions.
- .4 Erect metal studding to tolerance of 1:1000.
- .5 Attach studs to bottom and ceiling track using crimp method.
- .6 Co-ordinate simultaneous erection of studs with installation of service lines. When erecting studs ensure web openings are aligned.
- .7 Co-ordinate erection of studs with installation of door/window frames and special supports or anchorage for work specified in other Sections.

- .8 Provide two studs extending from floor to ceiling at each side openings wider than stud centres specified. Secure studs together, 50 mm apart using column clips or other approved means of fastening placed alongside frame anchor clips.
- .9 Provide two heavy gauge double studs at each arm of plumbing fixture carriers. Secure studs together and to arm of the carrier.
- .10 Install heavy gauge double jamb studs at openings and exterior corners.
- .11 Erect track at head of door/window openings and sills of sidelight/window openings to accommodate intermediate studs. Secure track to studs at each end, in accordance with manufacturer's instructions. Install intermediate studs above and below openings in same manner and spacing as wall studs.
- .12 Frame openings and around built-in equipment, cabinets, access panels, on four sides. Extend framing into reveals. Check clearances with equipment suppliers.
- .13 Provide 40 mm stud or furring channel secured between studs for attachment of fixtures behind lavatory basins, toilet and bathroom accessories, and other fixtures including grab bars and towel rails, attached to steel stud partition.
- .14 Install steel studs or furring channel between studs for attaching electrical and other boxes.
- .15 Extend partitions to ceiling height except where noted otherwise on drawings.
- .16 Maintain clearance under beams and structural slabs to avoid transmission of structural loads to studs. Use double track slip joint as indicated

Harrow Research Facility	NON-LOAD BEARING	Section 09 11 00
Washroom Upgrades Phase B	WALL FRAMING	Page 4
Agriculture Agri-Food Canada		2015-10-21

.17 Install continuous insulating strips to isolate studs from uninsulated surfaces.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - REFERENCES

Aluminum Association

- .1 Designation for Aluminum Finishes -1997.

American Society for Testing and Materials (ASTM)

- .1 ASTM C 36-95, Specification for Gypsum Wallboard.
- .2 ASTM C442-92, Specification for Gypsum Backing Board and Coreboard.
- .3 ASTM C475-94, Specification for Joint Compound and Joint Tape for Finishing Gypsum Board.
- .4 ASTM C514-94, Specification for Nails for the Application of Gypsum Board.
- .5 ASTM C630-93, Specification for Water-Resistant Gypsum Backing Board.
- .6 ASTM C840-95, Specification for Application and Finishing of Gypsum Board.
- .7 ASTM C954-93, Specification for Steel Drill Screws for the Application of Gypsum Board or Metal Plaster Bases.
- .8 ASTM C1002-93, Specification for Steel Drill Screws for the Application of Gypsum Board.
- .9 ASTM C1047-94, Specification for Accessories for Gypsum Wallboard and Gypsum Veneer Base.
- .10 ASTM C1280-94, Specification for Application of Gypsum Sheathing Board.
- .11 ASTM C1178-93, Specification for Glass Mat Water-Resistant Gypsum Backing Board.
- .12 ASTM D 3273 Mold Resistant.
- .13 ASTM D 4060 Abrasion Resistance Test.
- .14 ASTM D 5420 Surface Indentation Tests.
- .15 ASTM 695 Soft Body Impact Test.

Canadian General Standards Board (CGSB)

- .1 CAN/CGSB-51.34-M86, Vapour Barrier, Polyethylene Sheet for Use in Building Construction.
- .2 CAN/CGSB-71.25-M88, Adhesive, for Bonding Drywall to Wood Framing and Metal Studs.

Underwriters Laboratories of Canada (ULC)

- .1 CAN/ULC-S102-1988, Building Materials and Assemblies, Standard Method of Test for Surface Burning Characteristics of.

1.2 - SITE
ENVIRONMENTAL
REQUIREMENTS

- .1 Maintain temperature minimum 10°C, maximum 21°C for 48 hours prior to and during application of gypsum boards and joint treatment, and for at least 48 hours after completion of joint treatment.
- .2 Apply board and joint treatment to dry, frost free surfaces.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

- .1 Gypsum board: to ASTM CMTT and ASTM C630, DensArmor Plus as manufactured by Georgia Pacific Corporation, ½" thick 48" wide x maximum practical length.
- .2 Tile Backer Board: To ASTM D 3273
 - .1 Acceptable Products: ½" Dens Armor Plus interior wallboard as manufactured by Georgia Pacific Corporation.
- .3 Metal furring runners, hangers, tie wires, inserts, anchors.
- .4 Drywall furring channels: 0.5 mm core thickness galvanized steel channels for screw attachment of gypsum board.
- .5 Resilient clips drywall furring: 0.5mm base steel thickness galvanized steel for resilient attachment of gypsum board.
- .6 Steel drill screws: to ASTM C 1002.
- .7 Stud adhesive: to CAN/CGSB-74.25 ASTM C 557.
- .8 Laminating compound: as recommended by manufacturer, asbestos-free.
- .9 Casing beads, corner bead, control joints and edge trim: to ASTM C 1047, meal zinc-coated by electrolytic process, 0.5mm base thickness, perforated flanges, one piece length per location.

- .10 Sealants: in accordance with Section 07 90 00 Joint Sealers.
- .11 Acoustic sealant: Tremco.
- .12 Insulating strip: rubberized, moisture resistant, 3mm thick closed cell neoprene strip, 12 mm wide, with self-sticking permanent adhesive on one face, lengths as required.
- .13 Joint compound: to ASTM C 175, asbestos free.
- .14 Tile Backer Panel Adhesive: Thin set grout as manufactured by TEC.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - ERECTION

- .1 Do application and finishing of gypsum board in accordance with ASTM C840 except where specified otherwise.
- .2 Do application of in accordance with ASTM C 1280.
- .3 Erect hangers and runner channels for suspended gypsum board ceilings in accordance with ASTM C 840 except where specified otherwise.
- .4 Support light fixtures by providing additional ceiling suspension hangers within 150 mm of each corner and at maximum 600 mm around perimeter of fixture.
- .5 Install work level to tolerance of 1:1200.
- .6 Frame with furring channels, perimeter of openings for access panels, light fixtures, diffusers, grilles, and other ceiling penetration.
- .7 Install 19 x 64 mm furring channels parallel to, and at exact locations of steel stud partition header track.
- .8 Furr for gypsum board faced vertical bulkheads within and at termination of ceilings.

- .9 Furr above suspended ceilings for gypsum board fire and sound stops and to form plenum areas as indicated.
- .10 Install wall furring for gypsum board wall finishes in accordance with ASTM C 840, except where specified otherwise.
- .11 Furr openings and around built-in equipment, cabinets, access panels, on four sides. Extend furring to reveals. Check clearances with equipment suppliers.
- .12 Furr duct shafts, beams, columns, pipes and exposed services where indicated.
- .13 Tile backer adhesive on to existing, prepared substrate using a notched trowel sited in accordance with manufacturer's written instructions. Apply material to provide fully adhered application. Mechanically fasten.

3.2 - APPLICATION

- .1 Do not apply gypsum board until bucks, anchors, blocking, electrical and mechanical work are approved.
- .2 Apply single layer gypsum board to metal furring or framing using screw fasteners stud adhesive for first layer, laminating adhesive screw fasteners for second layer. Maximum spacing of screws 300 mm oc.
- .3 Apply single layer gypsum board to concrete block surfaces, where indicated, using appropriate laminating adhesive.
- .4 Apply water-resistant gypsum board. Apply water-resistant sealant to edges, ends, cut-outs which expose gypsum core and to fasten heads.
- .5 Apply board using stud adhesive on furring and framing.

3.3 - INSTALLATION

- .1 Erect accessories straight, plumb or level, rigid and at proper plane. Use full length pieces where practical. Make joints tight, accurately aligned and rigidly secured. Mitre and fit corners accurately, free from rough edges. Secure at 150 mm oc using contact adhesive for full length.
- .2 Install casing beads around perimeter of suspended ceiling.
- .3 Install casing beads where gypsum board butts against surfaces having no trim concealing junction and where indicated. Seal joints with sealant.
- .4 Install insulating strips continuously at edges of gypsum board and casing beads abutting metal window and exterior door frames, to provide thermal break.
- .5 Construct control joints of two back-to-back casing beads set in gypsum board facing and supported independently on both side of joint.
- .6 Provide continuous polyethylene dust barrier behind and across control joints.
- .7 Locate control joints at changes in substrate construction and at approximate 15 m spacing on ceilings.
- .8 Install control joints straight and true.
- .9 Construct expansion joints as detailed, at building expansion and construction joints. Provide continuous dust barrier.
- .10 Install expansion joint straight and true.
- .11 Splice corners and intersections together and secure to each member with 3 screws.

- .12 Install access doors to electrical and mechanical fixtures specified in respective Sections
 - .1 Rigidly secure frames to furring or framing systems.
- .13 Finish face panel joints and internal angles with joint system consisting of joint compound, joint tape and taping compound installed according to manufacturer's directions and feathered out onto panel faces.
- .14 Finish corner beads, control joints and trim as required with two coats of joint compound and one coat of taping compound, feathered out onto panel faces.
- .15 Fill screw head depressions with joint and taping compounds to bring flush with adjacent surface of gypsum board so as to be invisible after surface finish is completed.
- .16 Sand lightly to remove burred edges and other imperfections. Avoid sanding adjacent surface of board.
- .17 Completed installation to be smooth, level or plumb, free from waves and other defects.
- .18 Mix joint compound slightly thinner than for joint taping.
- .19 Apply thin coat to entire surface using trowel or drywall broadknife to fill surface texture differences, variations or tool marks.
- .20 Allow skim coat to dry completely.
- .21 Remove ridges by light sanding or wiping with damp cloth.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - REFERENCE
STANDARDS

- .1 Do tile work in accordance with Installation Manual 200-1979, "Ceramic Tile", produced by Terrazzo Tile and Marble Association of Canada (TTMAC), except where specified otherwise.

1.2 - SAMPLES

- .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 10 00 General Requirements.
- .2 Submit duplicate 340 x 340 mm sample panels of each colour, texture, size and pattern of tile.
- .3 Adhere tile samples to 11mm thick plywood and grout joints to represent project installation.

1.3 - ENVIRONMENTAL
CONDITIONS

- .1 Maintain air temperature and structural base temperature at ceramic tile installation area above 12°C for 48 h before, during, and 48 h after, installation.

1.4 - EXTRA MATERIALS

- .1 Provide extra materials of floor and wall tile in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
- .2 Provide extra floor and wall tile amounting to 2% of the products on this project in each colour and type.
- .3 Extra material shall be from the same product run as installed materials.
- .4 Clearly identify each type, pattern and colour.
- .5 Deliver to the Owner's Representatives designated location upon completion of the work of this section.
- .6 Obtain a written receipt for the delivery of these extra materials.

1.5 - CLOSEOUT
SUBMITTALS

- .1 Provide operation and maintenance data for door closers, locksets, door holders and fire exit hardware for incorporation into manual specified in Section 01 00 10 General Requirements.

.2 Brief maintenance staff regarding proper care, cleaning, and general maintenance.

1.6 - DELIVERY AND STORAGE

.1 Deliver, store, handle and protect materials in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.

.2 Store finishing hardware in locked, clean and dry area.

.3 Package each item of hardware including fastenings, separately or in like groups of hardware, label each package as to item definition and location.

1.7 - WASTE DISPOSAL AND MANAGEMENT

.1 Remove from site and dispose of all packaging materials at appropriate recycling facilities.

.2 Dispose of all corrugated polystyrene plastic packaging material in appropriate on-site bin for recycling.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - FLOOR TILE

.1 Porcelain Tile: to match Phase A Tile
Colour: To match Phase A tiles.

2.2 - WALL TILE

.1 Wall Tile:
Type 'A' To match Phase A Tile
Type 'B' To match Phase A tile

2.3 - WALL BASE TILE

.1 Floor tile cut to suite required base height.

2.4 - MORTAR AND ADHESIVE MATERIALS

.1 Keralastic Additives as manufactured by Mapei.

.2 Thin set system grout: by TEC.

2.5 - GROUT

.1 Grout preparation to manufacturers instructions.

.2 Colour to be selected by Consultant.

2.6 - ACCESSORIES

.1 Threshold: Aluminum, beveled one side, satin lowest available slope finish to exposed

surfaces, size to suite door opening and frame width and adjacent changes in floor finishes. Acceptable material "Reno-Ramp" as manufactured by Schluter Systems.

- .2 Sealant in accordance with Section 07 90 00 - Sealants, colour selected by Consultant.
- .3 Floor sealer and protective coating to tile and grout manufacturers recommendations.
- .4 Wall Tile PVC trim where indicated to be "Rodec" as manufactured by Schluter Systems sizes to suite tile and adhesive combined thickness. Colour to be selected by Consultant from full range of colour. Provide outside matching corner pieces complete with manufactured junction pieces.
- .5 Grout Release to porcelain tile and grout manufacturer's written recommendations.

2.7 - MORTAR AND
ADHESIVE MIXES

- .1 Dry set mortar mix to manufacturer's written instructions.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - WORKMANSHIP

- .1 Remove existing floor finishes.
- .2 Apply tile or backing coats to clean and sound surfaces in accordance with tile adhesive manufacturers' written instructions.
- .3 Fit tile around corners, fitments, fixtures, drawings and other built-in objects. Maintain uniform joint appearance. Cut edges smooth and even.
- .4 Maximum surface tolerance 1:800.
- .5 Make joints between tile uniform and approximately 1.5 mm wide, plumb, straight, true, even and flush with adjacent tile. Ensure sheet layout not visible after installation.
- .6 Lay out tiles so perimeter tiles are minimum $\frac{1}{2}$ size.

- .7 Sound tiles after setting and replace - sounding units to obtain full bond.
- .8 Make internal angles square.
- .9 Install threshold strips and junction of tile flooring and dissimilar materials.
- .10 Clean installed tile surfaces after installation and grouting cured.

3.2 - FLOOR TILE

- .1 Install in accordance with TTMAC details.

3.3 - WALL BASE TILE

- .1 Install trim caps level and straight with butt joints flush. Inside and outside corners shall be mitred with a power mitre saw.
- .2 Install in accordance with TTMAC details.
- .3 Install cut tile edge down toward top edge of wall base. Shall be manufactured edge.

3.4 - WALL TILE

- .1 Install in accordance with TTMAC details.

3.5 - FLOOR SEALER AND PROTECTIVE COATING

- .1 Apply in accordance with manufacturer's instructions.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - RELATED SECTIONS .1 Section 01 00 10 General Requirements.

1.2 - REFERENCES

American Society for Testing and Materials (ASTM)
.1 ASTM E1264-98, Classification for Acoustical Ceiling Products.

Canadian General Standards Board (CGSB)
.1 CAN/CGSB-92.1-M89, Sound Absorptive Prefabricated Acoustical Units.

Canadian Standards Association (CSA)
.1 CSA B111-74 (R1998), Wire Nails, Spikes and Staples.

Underwriters Laboratories of Canada (ULC)
.1 CAN/ULC-S102-88 (R2000), Surface Burning Characteristics of Building Materials

1.3 - SAMPLES .1 Submit samples in accordance with Section 01001 General Requirements.

.2 Submit duplicate full size samples of each type acoustical units.

1.4 - REGULATORY REQUIREMENTS .1 Fire-resistance rated floor/ceiling and roof/ceiling assembly: certified by a Canadian Certification Organization accredited by Standards Council of Canada.

1.5 - MOCK-UP .1 Construct mock-ups in accordance with Section 01001 General Requirements.

.2 Construct mock-up 1m 2 minimum of each type acoustical panel tile ceiling including one outside corner.

.3 Construct mock-up where directed.

.4 Allow 24 hours for inspection of mock-up by Consultant before proceeding with ceiling work.

.5 When accepted, mock-up will demonstrate minimum standard for this work. Mock-up may remain as part of the finished work if accepted by Consultant.

1.6 - WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials.
- .2 Collect and separate plastic, paper packaging and corrugated cardboard.

1.7 - ENVIRONMENTAL REQUIREMENTS

- .1 Permit wet work to dry before commencement of installation.
- .2 Maintain uniform minimum temperature of 15°C and humidity of 20-40% before and during installation.
- .3 Store materials in work area 48 hours prior to installation.

1.8 - EXTRA MATERIALS

- .1 Provide extra materials of acoustic units in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
- .2 Provide acoustical units amounting to 2% of gross ceiling area for each pattern and type required for project.
- .3 Extra materials to be from same production run as installed materials.
- .4 Clearly identify each type of acoustic unit, including colour and texture.
- .5 Deliver to Consultant, upon completion of the work in this section.
- .6 Store where directed by Consultant.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

- .1 Acoustic units for suspended ceiling system: to CAN/CGSB-92.1
 - .1 Type 1.
 - .2 Cellulose fibre with minimum 30 recycled content.
 - .3 Radar "ClimaPlus" CGC 2410.
 - .4 Flame spreading of 25 or less in accordance with CAN/ULC-S102.
 - .5 Smoke developed 10 or less in accordance with CAN/ULC-S102.

- .6 Noise reduction coefficient (NRC) designation of .55.
- .7 Ceiling Attenuation Class (CAC) rating 35 in accordance with ASTM E1264.
- .8 Lighting reflectance range of .84.
- .9 Edge type square.
- .10 Colour: White.
- .11 Size 24" x 48" 5/8 thick.
- .12 Shape: Flat.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - EXAMINATION

- .1 Do not install acoustical panels and tile until work above ceiling has been inspected by Consultant.
- .2 This contractor shall inspect the existing support of the existing ceiling grid prior to inserting new tiles. This contractor shall be responsible for the support systems once the new acoustic panels have been installed. Report any support deficiencies to the Consultant prior to proceeding.

3.2 - INSTALLATION

- .1 Install acoustical panels and tiles in ceiling suspension system.

3.3 - APPLICATION

- .1 Install acoustical units parallel to building lines with edge unit not less than 50% of unit width with directional pattern running in same direction. Refer to reflected ceiling plan.
- .2 Scribe acoustic units to fit adjacent work. Butt joints tight, terminate edges with moulding.

3.4 - INTERFACE WITH OTHER WORK

- .1 Co-ordinate ceiling work to accommodate components of other sections, such as light fixtures, diffusers, to be built into acoustical ceiling components.

3.5 - SCHEDULE

- . Type '1': to be used in all locations.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - RELATED SECTIONS.1 Section 01 00 10 - General Requirements.
.2 Section 06 20 00 - Finish Carpentry.

- 1.2 - REFERENCES .1 Architectural Painting Specifications Manual, Master Painters Institute (MPI).
.2 Systems and Specifications Manual, SSPC Painting Manual, Volume Two, Society for Protective Coatings (SSPC).
.3 Test Method for Measuring Total Volatile Organic Compound Content of Consumer Products, Method 24 (for Surface Coatings) of the Environmental Protection Agency (EPA).
.4 National Fire Code of Canada.

- 1.3 - QUALITY ASSURANCE.1 Contractor shall have a minimum of five years proven satisfactory experience. When requested, provide a list of last three comparable jobs including, job name and location, specifying authority, and project manager.
.2 Qualified journeyman who have a "Tradesman Qualification Certificate of Proficiency" shall be engaged in painting work. Apprentices may be employed provided they work under the direct supervision of qualified journeyman in accordance with trade regulations.
.3 Conform to latest MPI requirements for interior painting work including preparation and priming.

- .4 Materials (primers, paints, coatings, varnishes, stains, lacquers, fillers, thinners, solvents, etc.) shall be in accordance with MPI Painting Specification Manual "Approved Product" listing and shall be from a single manufacturer for each system used.
- .5 Other paint materials such as linseed oil, shellac, turpentine, etc. shall be the highest quality product of an approved manufacturer listed in MPI Painting Specification Manual and shall be compatible with other coating materials as required.
- .6 Retain purchase orders, invoices and other documents to prove conformance with noted MPI requirements when requested by Consultant.
- .7 Standard of Acceptance:
 - 1. Walls: No defects visible from a distance of 1000 mm at 90 to surface.
 - 2. Ceilings: No defects visible from floor at 45 to surface when viewed using final lighting source.
 - 3. Final coat to exhibit uniformity of colour and uniformity of sheen across full surface area.

1.4 - ENVIRONMENTAL
PERFORMANCE
REQUIREMENTS

- .1 Provide paint products meeting MPI "Environmentally Friendly" E2 ratings based on VOC (EPA Method 24) content levels.

1.5 - SCHEDULING OF
WORK

- .1 Submit work schedule for various stages of painting to Consultant for approval. Submit schedule minimum of 48 hours in advance of proposed operations.
- .2 Obtain written authorization from Consultant for any changes in work schedule.
- .3 Schedule painting operations to prevent disruption of occupants in and about the building.

1.6 - SUBMITTALS

- .1 Submit product data and manufacturer's installation/application instructions for each paint and coating product to be used in accordance with Section 01 00 10 General Requirements
- .2 Submit WHMIS MSDS - Material Safety Data Sheets in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
- .3 Upon completion, submit records of products used. List products in relation to finish system and include the following:
 1. Product name, type and use.
 2. Manufacturer's product number.
 3. Colour numbers.
 4. MPI Environmentally Friendly classification system rating.
 5. Manufacturer's Material Safety Data Sheets (MSDS).

1.7 - SAMPLES

- .1 Submit full range colour sample chips in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
- .2 Submit duplicate 200 x 300 mm sample panels of each paint stain clear coating with specified paint or coating in colours, gloss/sheen and textures required to MPI Painting Specification Manual standards submitted on the following substrate materials:
 1. 3 mm plate steel for finishes over metal surfaces.
 2. 13 mm birch plywood for finishes over wood surfaces.
 3. 50 mm concrete block for finishes over concrete or concrete masonry surfaces.
 4. 13 mm gypsum board for finishes over gypsum board and other smooth surfaces.
- .3 When approved, sample panels shall become acceptable standard of quality for appropriate on-site surface with one of each sample retained on-site.

1.8 - QUALITY CONTROL

- .1 Provide mock-up in accordance with Section 01 10 00 General Requirements.

- .2 When requested by Consultant or Paint Inspection Agency, prepare and paint designated surface, area, room or item (in each colour scheme) to requirements specified herein, with specified paint or coating showing selected colours, gloss/sheen, textures and workmanship to MPI Painting Specification Manual standards for review and approval. When approved, surface, area, and/or items shall become acceptable standard of finished quality and workmanship for similar on-site work.

1.9 - EXTRA MATERIALS

- .1 Submit maintenance materials in accordance with Section 01 10 00 General Requirements.
- .2 Submit one - one 4 litre can of each type and colour of primer and finish coating. Identify colour and paint type in relation to established colour schedule and finish system as well as all locations where paint was applied by Room Name and Number.
- .3 Deliver to Consultant and store where indicated.

1.10 - DELIVERY,
HANDLING AND STORAGE

- .1 Deliver, store and handle materials in accordance with Section 01 10 00 General Requirements.
- .2 Labels shall clearly indicate:
1. Manufacturer's name and address.
2. Type of paint or coating.
3. Compliance with applicable standard.
4. Colour number in accordance with established colour schedule.
- .3 Remove damaged, opened and rejected materials from site.
- .4 Provide and maintain dry, temperature controlled, secure storage.
- .5 Observe manufacturer's recommendations for storage and handling.
- .6 Store materials and supplies away from heat generating devices.

- .7 Store materials and equipment in a well ventilated area with temperature range 7°C to 30°C.
- .8 Store temperature sensitive products above minimum temperature as recommended by manufacturer.
- .9 Keep areas used for storage, cleaning and preparation, clean and orderly to approval of Consultant. After completion of operations, return areas to clean condition to approval of Consultant.
- .10 Remove paint materials from storage only in quantities required for same day use.
- .11 Comply with requirements of Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) regarding use, handling storage, and disposal of hazard materials.
- .12 Fire Safety Requirements:
 - 1. Provide one 9kg dry chemical fire extinguisher adjacent to storage area.
 - 2. Store oily rags, waste products, empty containers and materials subject to spontaneous combustion in ULC approved, sealed containers and remove from site on a daily basis.
 - 3. Handle, store, use and dispose of flammable and combustible materials in accordance with the National Fire Code of Canada.

1.11 - SITE
REQUIREMENTS

- .1 Heating, Ventilation and Lighting:
 - 1. Ventilate enclosed spaces to prevent the build-up and distribution of paint odours within the building to the satisfaction of the Consultant.
 - 2. Perform no painting work unless adequate and continuous ventilation and sufficient heating facilities are in place to maintain ambient air and substrate temperatures above 10°C for 24 hours before, during and after paint application

until paint has cured sufficiently.

3. Where required, provide continuous ventilation for seven days after completion of application of paint.
4. Coordinate use of existing ventilation system with General Contractor and ensure its operation during and after application of paint as required.
5. Provide temporary ventilating and heating equipment where permanent facilities are not available or supplemental ventilating and heating equipment if ventilation and heating from existing system is inadequate to meet minimum requirements.
6. Perform no painting work unless a minimum lighting level of 323 Lux is provided on surfaces to be painted. Adequate lighting facilities shall be provided by General Contractor.

.2 Temperature, Humidity and Substrate Moisture Content Levels:

- A. Unless specifically pre-approved by the specifying body and the applied product manufacturer, perform no painting work when:
 1. Ambient air and substrate temperatures are below 10°C.
 2. Substrate temperature is over 32°C unless paint is specifically formulated for application at high temperatures.
 3. Substrate and ambient air temperatures are expected to fall outside MPI or paint manufacturer's prescribed limits.
 4. The relative humidity is above 85% or when the dew point is less than 3°C variance between the air/surface temperature.
 5. Rain or snow are forecast to occur before paint has thoroughly cured or when it is foggy, misty, raining or snowing at site.
- B. Perform no painting work when the maximum moisture content of the substrate exceeds:
 1. 12% for concrete masonry (clay and concrete brick/block)
 2. 15% for wood.

3. 12% for plaster gypsum board.

C. Conduct moisture tests using a properly calibrated electronic Moisture Meter, except test concrete floors for moisture using a simple "cover patch test".

D. Test concrete, masonry and plaster surfaces for alkalinity as required.

.3 Surface and Environmental Conditions:

1. Apply paint finish only in areas where dust is no longer being generated by related construction operations or when wind or ventilation conditions are such that airborne particles will not affect quality of finished surface.

2. Apply paint only to adequately prepared surfaces and to surfaces within moisture limits noted herein.

3. Apply paint only when previous coat of paint is dry or adequately cured.

.4 Additional Interior Application Requirements:

1. Apply paint finishes only when temperatures at location of installation can be satisfactorily maintained within manufacturer's recommendations.

2. Apply paint in occupied facilities during silent hours only. Schedule operations to approval of Consultant such that painted surfaces will have dried and cured sufficiently before occupants are affected.

1.12 - WASTE MANAGEMENT .1
AND DISPOSAL

Separate and recycle waste materials.

.2 Paint, stain and wood preservative finishes and related materials (thinners, solvents, etc.,) are regarded as hazardous products and are subject to regulations of disposal.

.3 Material which cannot be reused must be treated as hazardous waste and disposed of in an appropriate manner.

- .4 Place materials defined as hazardous or toxic waste, including used sealant and adhesive tubes and containers, in containers or areas designated for hazardous waste.
- .5 To reduce the amount of contaminants entering waterways, sanitary/storm drain systems or into ground the following procedures shall be strictly adhered to:
 1. Retain cleaning water for water-based materials to allow sediments to be filtered out.
 2. Retain cleaners, thinners, solvents and excess paint and place in designated containers and ensure proper disposal.
 3. Return solvent and oils soaked rags used during painting operations for contaminant recovery, proper disposal, or appropriated cleaning and laundering.
 4. Dispose of contaminants in an approved legal manner in accordance with hazardous waste regulations.
 5. Empty paint cans are to be dry prior to recycling.
- .6 Collect waste paint by type and provide for delivery to recycling facility.
- .7 Set aside and protect surplus and uncontaminated finish materials. Deliver to or arrange collection by employees, individuals, or organizations for verifiable re-use or re-manufacturing. (Habitat for Humanity)
- .8 Close and seal tightly partly used sealant and adhesive containers and store protected in well ventilated fire-safe area at moderate temperature.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

- .1 Paint materials listed in the MPI Approved Products List (APL) are acceptable for use on this project.

- .2 Paint materials for paint systems shall be products of a single manufacturer.
- .3 Only qualified products with E2 "Environmentally Friendly" rating are acceptable for use on this project.
- .4 Paints, coatings, adhesives, solvents, cleaners, lubricants, and other fluids shall:
 1. Be water-based water clean-up.
 2. Be non-flammable biodegradable.
 3. Be manufactured without compounds which contribute to ozone depletion in the upper atmosphere.
 4. Do not contain methylene chloride, chlorinated hydrocarbons, toxic metal pigments.
- .5 Water-borne surface coatings must be manufactured and transported in a manner that steps of process, including disposal of waste products arising therefrom, will meet requirements of applicable governmental acts, by-laws and regulations including, for facilities located in Canada, Fisheries Act and Canadian Environmental Protection Act.
- .6 Water-borne surface coatings must not be formulated or manufactured with aromatic solvents, formaldehyde, halogenated solvents, mercury, lead, cadmium, hexavalent chromium or their compounds.
- .7 Water-borne surface coatings and recycled water-borne surface coatings must have a flash point of 61.0°C or greater.
- .8 Both water-borne surface coatings and recycled water-borne surface coatings must be made by a process that does not release:
- .9 Water-borne paints and stains, recycled water-borne surface coatings and water borne varnishes must meet a minimum "Environmental Friendly" E2 rating.

2.2 - COLOURS

- .1 Consultant will provide Colour Schedule after Contract award.
- .2 Colour schedule will be based upon the selection of two base colour and two accent colours. No more than eight colours will be selected for the entire project and no more than three colours will be selected in each area.
- .3 Selection of colours will be from manufacturers full range or colours.
- .4 Where specified products are available in a restricted range of colours, selection will be based on the limited range.
- .5 Second coat in a three coat system to be tinted slightly lighter colour than top coat to show visible difference between coats.

2.3 - MIXING AND TINTING

- .1 Perform colour tinting operations prior to delivery of paint to site. On-site tinting of painting materials is not allowed.
- .2 Paste, powder or catalyzed paint mixes shall be mixed in strict accordance with manufacturer's written instructions.
- .3 Where thinner is used, addition shall not exceed paint manufacturer's recommendations. Do not use kerosene or any such organic solvents to thin water-based paints.
- .4 Thin paint for spraying according in strict accordance with paint manufacturer's instructions. If directions are not on container, obtain instructions in writing from manufacturer and provide copy of instructions to Consultant prior to start of this work.
- .5 Re-mix paint in containers prior to and during application to ensure break-up of lumps, complete dispersion of settle pigment, and colour and gloss uniformity.

2.4 - GLOSS/SHEEN
RATING

.1 Paint gloss shall be defined as the sheen rating of applied paint, in accordance with the following values:

Gloss Level Category	Units @ 60°	Units at 85°
G1-matte finish	0 to 5	Max. 10
G2-velvet finish	0 to 10	10 to 35
G3-eggshell finish	10 to 25	10 to 35
G4-satin finish		
G5-semi-gloss finish	35 to 70	
G6 - gloss finish	70 to 85	
G7-high gloss finish	>85	

.2 Gloss level ratings of painted surfaces shall be defined as specified herein and as noted on Finish Schedule.

2.5 - INTERIOR PAINTING

- .1 Concrete Masonry Units: smooth
1. INT 4.2D High performance architectural latex G4 finish premium grade
- .2 Structural Steel and Metal Fabrications: columns, beams, joists, etc.
1. INT 5.12B Waterborne light industrial G5 coating.
- .3 Galvanized Metal: doors, frames, railings, misc. steel, pipes, overhead decking, ducts, etc.
1. INT 5.3M High performance architectural latex G5 finish. (G1 Finish inside doors.)
- .4 Wood Doors and Casework: shelving, millwork, etc.
1. INT 6.3E Polyurethane Varnish G6 finish. (over stain). Premium Grade

- .5 Plaster and Gypsum Board: gypsum wallboard, drywall, "sheet rock type material", etc., and textured finishes.
 - 1. INT 9.2B High performance architectural latex insert gloss level G3 finish.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - GENERAL

- .1 Perform preparation and operations for interior painting in accordance with MPI Painting Specifications Manual except where specified otherwise.
- .2 Apply paint materials in accordance with paint manufacturer's written application instructions.

3.2 - EXISTING CONDITIONS

- .1 Investigate existing substrates for problems related to proper and completed preparation of surfaces to be painted. Report to Consultant damages, defects, unsatisfactory or unfavourable conditions before proceeding with work.
- .2 Conduct moisture testing of surfaces to be painted using a properly calibrated electronic moisture meter, except test concrete floors for moisture a simple "cover patch test" and report findings to Consultant. Do not proceed with work until conditions fall within acceptable range as recommended by manufacturer.
- .3 Maximum moisture content as follows:
 - 1. Stucco, Plaster and Gypsum Board: 12%.
 - 2. Concrete: 12%
 - 3. Clay and Concrete Block/Brick: 12%
 - 4. Wood: 15%

3.3 - PROTECTION

- .1 Protect existing building surfaces and adjacent structures from spatters, markings, and other damage by suitable non-suitable covers or masking. If damaged, clean and restore such surfaces as directed by Consultant.
- .2 Protect items that are permanently attached such as Fire Labels on doors and frames.

- .3 Protect factory finished products and equipment.
- .4 Protect passing pedestrians, building occupants and general public in and about the building.
- .5 Removal of electrical cover plates, light fixtures, surface hardware on doors, bath accessories and other surface mounted equipment, fittings and fastenings shall be done by General Contractor prior to undertaking any painting operations. Items shall be securely stored and re-installed by General Contractor after painting is completed.
- .6 Move and cover furniture and portable equipment as necessary to carry out painting operations. Replace as painting operations progress.
- .7 As painting operations progress, place "WET PAINT" signs in occupied areas to approval of Consultant.

3.4 - CLEANING AND OPERATION

- .1 Clean and prepare surfaces in accordance with MPI Painting Specification Manual requirements. Refer to MPI Manual in regard to specific requirements as follows:
 - 1. Remove dust, dirt and other surface debris by vacuuming, wiping with dry clean clothes or compressed air.
 - 2. Wash surfaces with a biodegradable detergent and clean warm water using a stiff bristle brush to remove dirt, oil and other surface contaminants.
 - 3. Rinse scrubbed surfaces with clean water until foreign matter is flushed from surface.
 - 4. Allow surfaces to drain completely and allow to dry thoroughly.
 - 5. Prepare surfaces for water-based painting, water-based cleaners should be used in place of organic solvents.
 - 6. Use trigger operated spray nozzles for water hoses.

7. Many water-based paints cannot be removed with water once dried. However, minimize the use of kerosene or any such organic solvents to clean up water-based paints.
- .2 Prevent contamination of cleaned surfaces by salts, acids, alkalis, other corrosive chemicals, grease, oil and solvents before prime coat is applied and between applications of remaining coats. Apply primer, paint, other pretreatment as soon as possible after cleaning and before deterioration occurs.
 - .3 Where possible, prime surfaces of new wood surfaces before installation. Use same primers as specified for exposed surfaces.
 1. Apply vinyl sealer to MPI#35 over knots, pitch, sap and resinous areas.
 2. Apply wood filler to nail holes and cracks.
 3. Tint filler to match stains for stained woodwork.
 - .4 Sand and dust between coats as required to provide adequate adhesion for next coat and to remove defects visible from a distance up to 1000mm.
 - .5 Clean metal surfaces to be painted by removing rust, loose mill scale, welding slag, dirt, oil, grease and other foreign substances in accordance with MPI requirements. Remove traces of blast products from surfaces, pockets and corners to be painted by brushing with clean brushes blowing with clean dry compressed air, or vacuum cleaning.
 - .6 Touch up of shop primers with primer as specified in applicable section. Major touch-up including cleaning and painting of field connections, welds, rivets, nuts, washers, bolts, and damaged or defective paint and rusted areas, shall be by supplier of fabricated material.
 - .7 Do not apply paint until prepared surfaces have been accepted by Inspecting Agency Consultant.

3.5 - APPLICATION

- .1 Method of application to be as approved by Consultant. Apply paint by brush and roller. Conform to manufacturer's application instructions unless specified otherwise.
- .2 Brush and Roller Application:
 1. Apply paint in a uniform layer using brush and/or roller of types suitable for application.
 2. Work paint into cracks, crevices and corners.
 3. Paint surfaces and corners not accessible to brush using spray, daubers and/or sheepskins. Paint surfaces and corners not accessible to roller using brush, daubers or sheepskins.
 4. Brush and/or roll out runs and sags, and over-lap marks. Rolled surfaces shall be free of roller tracking and heavy stipple unless approved by Consultant.
 5. Remove runs, sags and brush marks from finished work and repaint.
- .3 Use dipping, sheepskins or daubers only when no other method is practical in places of difficult access and only when specifically authorized by Consultant.
- .4 Apply coats of paint as a continuous film of uniform thickness. Repaint thin spots or bare areas before next coat of paint is applied.
- .5 Allow surfaces to dry and properly cure after cleaning and between subsequent coats for minimum time period as recommended by manufacturer.
- .6 Sand and dust between coats to remove visible defects.
- .7 Finish surfaces both above and below sight lines as specified for surrounding surfaces, including such surfaces as tops of interior cupboard and cabinets and projecting ledges.

- .8 Finish inside of cupboards and cabinets as specified for outside surfaces.
- .9 Finish closets and alcoves as specified for adjoining rooms.
- .10 Finish top, bottom, edges and cutouts of doors after fitting as specified for door surfaces.

3.6 -
MECHANICAL/ELECTRICAL
EQUIPMENT

- .1 Unless otherwise specified, paint finished area exposed conduits, piping, hangers, ductwork and other mechanical and electrical equipment with colour and finish to match adjacent surfaces, except as otherwise noted.
- .2 Boiler room, storage, janitor's closet, mechanical and electrical rooms: paint exposed conduits, piping, hangers, ductwork and other mechanical and electrical equipment.
- .3 Other unfinished areas: leave exposed conduits, piping, hangers, ductwork and other mechanical and electrical equipment in original finish and touch up scratches and marks.
- .4 Touch up scratches and marks on factory painted finishes and equipment with paint as supplied by manufacturer of equipment.
- .5 Do not paint over nameplates.
- .6 Paint inside of ductwork where visible behind grilles, registers and diffusers with primer and one coat of matt black paint.
- .7 Paint disconnect switches for fire alarm system and exit light systems in red enamel.
- .8 Paint both sides and edges of backboards for telephone and electrical equipment before installation. Leave equipment in original finish except for touch-up as required, and paint conduits, mounting accessories and other unfinished items.

3.7 -FIELD QUALITY
CONTROL

- .1 Field inspection of painting operations to be carried out by Consultant.
- .2 Advise Consultant when surfaces and applied coating is ready for inspection. Do not proceed with subsequent coats until previous coat has been approved.

3.8 -RESTORATION

- .1 Clean and re-install all hardware items removed before undertaken painting operations.
- .2 Remove protective coverings and warning signs as soon as practical after operations cease.
- .3 Remove paint splashing on exposed surfaces that were not painted. Remove smears and spatter immediately as operations progress, using compatible solvent.
- .4 Protect freshly completed surfaces from paint droppings and dust to approval of Consultant. Avoid scuffing newly applied paint.
- .5 Restore areas used for storage, cleaning, mixing and handling of paint to clean condition as approved by Consultant.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - RELATED SECTIONS.1 Section 01 00 10 - General Requirements

1.2 - REFERENCES .1 ASTM A653/A 653M - Standard Specifications for Steel Sheet, Zinc-Coated (Galvanized) or Zinc-Iron Alloy-Coated (Galvannealed) by Hot-Dip Process.

.2 ASTM A240/A 240M - Standard Specifications for Stainless Steel Plate, Sheet, and Strip for Pressure Vessels and for General Applications.

1.3 - SUBMITTALS

.1 Submit under provisions of Section 01 00 10.

.2 Product Data: Manufacturer's data sheets on each product to be used, including:

.1 Preparation instructions and recommendations.

.2 Storage and handling requirements and recommendations.

.3 Installation methods.

.3 Shop Drawings: show layout, door swings, clearance to fixtures, hardware, and methods of anchoring.

.4 Verification Samples: For each finish product specified, tow samples, minimum size 6 inches (150 mm) square, representing actual product, colour and patterns.

.5 Operations and Maintenance Data: At completion of the project, furnish to the Owner two (2) copies of an Owner's Operation and Maintenance Manual.

1.4 - MOCK-UP

.1 Construct mock-up in accordance with Section 01001 General Requirements.

.2 Construct mock-up to show location, size, shape complete with all hardware and fasteners, back-up material, primer, caulking and sealant. Mock-up may be part of finished work.

- .3 Allow 48 hours for inspection of mock-up by Consultant before proceeding with work.

1.5 - DELIVERY, STORAGE AND HANDLING

- .1 Mark packaging with numbering or nomenclature used on shop drawings.
- .2 Store products in manufacturer's unopened packaging until ready for installation.

1.6 - PROJECT CONDITIONS

- .1 Maintain environmental conditions (temperature, humidity, and ventilation) within limits recommended by manufacturer for optimum results. Do not install products under environmental conditions outside manufacturer's absolute limits. The Manual shall consist of a hard cover three ring binder with the project name on the front. Include in the manual the following information: Maintenance instructions, Catalogue pages for each product, Name/Address and phone number of the manufacturer and their Sales Agent, copy of the final shop drawings.

1.7 - WARRANTY

- .1 The toilet partition manufacturer shall guarantee all powder coated toilet partitions by written certification, for a period of 1 year against defects in material and workmanship. Warranty does not include installation errors, improper usage or vandalism. Warranty does include ease of graffiti removal.

1.8 - WASTE MANAGEMENT AND DISPOSAL

- .1 Separate and recycle waste materials.
- .2 Collect and separate plastic, paper packaging and corrugated cardboard for recycling.
- .3 Fold up metal banding, flatten and place in designated area for recycling.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

- .1 Metal toilet partitions. Acceptable material: Hadrian Powder Coated toilet partitions.

2.2-METAL COMPARTMENTS .1
AND SCREENS

- Toilet Compartments: Headrail braced.
- .1 Compartment Depth and Width: as indicated on drawings.
 - .2 Door width: 23 inches (610mm), minimum; at wheelchair accessible compartments, 36 inches (915 mm, minimum.
 - .3 Door and panel type: Style: Standard (58 inch / 1473 mm high doors and panels)
 - .4 Door and Panels: Top at 69.5 inches (1765 mm) above finished floor. Bottom at 12 inches (305mm) above finished floor.
 - .5 Standard Panel Type: Style: Standard (64 inch / 1626 mm high doors and panels. These panels only required at end of stall when located across from washroom entrance door. See floor plans.
 - .6 Standard Panels:
 1. Top at 69.5 inches (1765 mm) above finished floor.
 2. Bottom at 6 inches (152 mm) above finished floor.
 - .7 Pilaster Width: As required to fit space; minimum 3 inches (76mm).
 - .8 Pilaster Height: 81.5 inches (2070 mm).

- .2 Urinal Screens: Wall mounted
 1. Depth: 24 inches (610 mm).
 2. Height: Top at 54 inches (1372 mm) and bottom at 12 inches (305mm) above finished floor.
 3. Mounting: Stirrup brackets.

2.3- METAL MATERIALS

- .1 Powder Coated Steel Panels, Pilasters, and Doors: Hollow steel sheet construction with formed edges welded and ground smooth.
 1. Steel Face Sheet: Panel flatness zinc coated galvanneal steel, ASTM A65 3/A 653M Grade 33.
 2. Edges: interlocked under tension, welded, with roll-formed oval crown locking bar; corners mitered, welded and ground smooth.
 3. Core: Honeycomb with maximum cell size of 1 inch (25mm), laminated under pressure to face sheet.
 4. Doors: 1 inch (25mm) thick, with 22 gauge (0.8mm) thick face sheets.

5. Panels: 1 inch (25mm) thick with 22 gauge (0.8mm) thick face sheets.
 6. Headrail Braced Pilasters: shall be 1-1/4 inch (32mm) thick, with 20 gauge (0.9 mm) thick face sheets. Top of headrail braced pilasters to be reinforced with 20 gauge (0.9mm) channel for strength and rigidity.
 7. Finish: High performance graffiti resistant powder coating, electrostatically applied and oven cured to smooth uniform finish; preparation by cleaning and phosphatizing.
 8. Colour: Shall be #510 Black.
- .2 Pilaster Shoes: Type 304 stainless steel, 4 inches (102mm) high, one-piece welded design.
1. Finish: Polished.
- .3 Door Hinges:
1. Top: Concealed hinge bracket with a high strength threaded metal hinge pin with a self-lubricating nylon sleeve.
 2. Bottom: Concealed gravity hinge; adjustable to set the door to rest at any position when not latched.
 3. Material: Chrome plated zinc, polished finish.
- .4 Stops and Keepers:
1. Continuous stop and keeper: extruded aluminum, full length of door, with ¼ inch (6mm) wide continuous rubber bumper locked into place. Finish to match door and pilaster finish.
- .5 Door Latches:
- Concealed, mortised turn latch with face plate flush with edge face of door, exterior turn slot for emergency access.
1. On wheelchair access doors provide turn lever that does not require fingertip grip.
 2. Material: Chrome plated zinc, polished finish.

- .6 Door Pulls for out-swinging Door: Pulls mounted on outside.
 - 1. Material: Chrome plated zinc, polished finish.
- .7 Fasteners: Provide fasteners of type appropriated to members being fastened and substrate to which they are being fastened.
- .8 Door Stops shall be provided and mounted as indicated on the drawings as typical for every stall. Door stop to be type CBH120.
- .9 Provide stainless steel panel on urinal side of all toilet partitions and urinal screens.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - EXAMINATION

- .1 Do not begin installation until substrates have been properly prepared.
- .2 If substrate preparation is the responsibility of another installer, notify Consultant of unsatisfactory preparation before proceeding.
 - .1 Stud Walls: install steel back-plate to stud prior to plaster or drywall finish. Provide plate with threaded studs or plugs.
 - .2 Hollow Masonry Units; use toggle bolts drilled into cell/wall cavity.
 - .3 Solid Masonry or Concrete: use bolt with lead expansion sleeve set into drilled hole.

3.2 - INSTALLATION

- .1 Ensure supplementary anchorage, if required, is in place.
- .2 Do work in accordance with CAN/CSA-B651 and manufacturer's recommendations.

3.3 - ERECTION

- .1 Partition Erection
 - .1 Install partitions secure, plumb and square.
 - .2 Leave 12 mm space between wall and panel or end pilaster.
 - .3 Anchor mounting brackets to masonry/concrete surfaces using screws and shields: to hollow

walls using bolts and toggle type anchors, to steel supports with bolts in threaded holes.

- .4 Attach panel and pilaster to brackets with through type sleeve bolt and nut.
- .5 Provide for adjustment of floor variations with screw jack through steel saddles made integral with pilaster. Conceal floor fixing with stainless steel shoes.
- .6 Equip each door with hinges, latch set, and each stall with coat hook mounted on side wall, mounting heights as indicated. Adjust and align hardware for easy, proper function. Set door open position at 30° to front. Install door bumper wall mounting, type.
- .7 Equip out swinging doors with door pulls on inside and outside of door in accordance with CAN/CSA-B651.
- .8 Install hardware grab bars.
- .9 Secure headrail to pilaster face with not less than two fasteners per face.
- .10 Set tops of doors parallel with overhead brace when doors are in closed position.

.2 Floor supported partition erection

- .1 Secure pilasters to floor with pilaster supports anchored with minimum 50 mm penetration in structural floor.
- .2 Level, plumb and tighten installation with leveling device.
- .3 Secure pilaster shoes in position.
- .4 Set tops of doors level with tops of pilasters when doors are in closed position.

3.4 - PROTECTION

- .1 Protect installed products until completion of project.

Harrow Research Facility	METAL TOILET	Section 10 16 00
Washroom Upgrades Phase B	PARTITIONS	Page 7
Agriculture Agri-Food Canada		2015-10-21

.2 Touch-up, repair or replace damaged products as directed by the Consultant.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - RELATED SECTIONS.1 Section 07 90 00 - Joint Sealers
- .2 Section 08 11 00 - Steel Doors and Frames
- .3 Section 15 - Mechanical
- 1.2 - REFERENCES .1 American Society for Testing and Materials (ASTM)
- .1 ASTM A 366M-91 (R1993), Specifications for Steel, Sheet, Carbon, Cold-Rolled, Commercial Quality.
- .2 ASTM A 653/A653 M-90, Specifications for Steel Sheet, Zinc-Coated (Galvanized) or Zinc-Iron Alloy-Coated (Galvannealed) by the Hot-Dip Process.
- .3 ASTM D 822-89, Practice for Conducting Tests on Paint and Related Coatings and Materials using Filtered Open-Flame Carbon-Arc Light and Water Exposure Apparatus
- 1.3 - SHOP DRAWINGS .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 00 10 General Requirements
- .2 Indicate fabrication and erection details, including anchorage, accessories, and finishes.
- 1.4 - SAMPLES .1 Submit samples in accordance with Section 01 00 10 General Requirements.
- .2 Submit duplicate samples of each type of louver showing colour and finish.
- .3 Show frame detail and finish.
- 1.5 - CLOSEOUT SUBMITTALS .1 Provide operation and maintenance data for manual operated louvers for incorporation into manual specified in Section 01 00 10 General Requirements.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIALS

.1 Materials

- .1 Galvanized steel sheet: commercial quality to ASTM A 526M with Z275 zinc coating.
- .2 Sheet Steel: commercial quality to ASTM A 366 with Class I matte finish.
- .3 Screws and fasteners: same material as fabricated items.
- .4 Prefinished steel sheet.

.2 Acceptable Product

- .1 Acceptable Product Model: 61DGD-FR as manufactured by Nailer Industries Inc.

.3 Door Louvers

- .1 Construct door louvers from steel minimum 18 GA thick. Minimum free area 45%. Provide fasteners to suit louver material.
- .2 Use standard blades.
- .3 Provide separate adjustable trim member for clamping louver in opening.
- .4 Miter frame and trim members at corners and secure rigidly with corner brackets.
- .5 Secure interior frame with countersunk tamperproof screws.
- .6 Fire-rated doors to have louver 70° C ULC listed fusible link with stainless steel operating spring and dead lock bar.
- .7 Louver frame to suit door thickness.

Harrow Research Facility	LOUVERS AND	Section 10 20 00
Washroom Upgrades Phase B	VENTS	Page 3
Agriculture Agri-Food Canada		2015-10-21

PART 3 - EXECUTION

3.1 - INSTALLATION

- .1 Install louvers where indicated.
- .2 Install louvers in accordance with manufacturer's printed instructions.
- .3 Adjust louvers so moving parts operate smoothly.
- .4 Cooperate with the ceiling and acoustic

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - REFERENCES .1 Conform to Contract Requirements and Division 1- General Requirements as part of this Section.
- 1.2 - RELATED SECTIONS .1 Section 06 10 00 - Rough Carpentry
- .2 Section 09 11 00 - Non-Load Bearing Wall Framing
- .3 Section 10 16 00 - Toilet Partitions.
- 1.3 - SHOP DRAWINGS .1 Submit shop drawings in accordance with Section 01 00 10 General Requirements
- .2 Clearly indicate size and description of components, base material, surface finish inside and out, hardware and locks, attachment devices, description of rough-in frame, building-in details of anchors for grab bars.

PART 2 - PRODUCTS

- 2.1 - MATERIALS .1 Sheet Steel: commercial grade, stretcher leveled sheet steel to ASTM A526-90 with G90 zinc coating to ASTM A525-93.
- .2 Stainless Steel Sheet: to CSA G110.6-1968, Type 304 with #4 finish, minimum 0.80mm thick.
- .3 Stainless Steel Tubing: AISA Type 304, commercial grade, seamless welded, 18 ga. Wall thickness, unless otherwise noted.
- .4 Adhesive: epoxy type contact metal.
- .5 Fasteners: screws and bolts, stainless steel or hot-dip galvanized. Expansion shield plastic, lead or rubber as recommended by fixture manufacturer for component and its intended use.
- 2.2 - FINISHES .1 Chrome and Nickel Plating: to ASTM B456-95 satin finish.

- .2 Stainless Steel: to AISI No. 4, luster finish.
- .3 Baked Enamel: condition metal by applying one (1) coat of metal conditioner to CGSB.
- .4 1-GP-107Ma, apply one (1) coat Type 2 primer to CAN/CGSB-1.81-M90 and bake; apply to (2) coats Type 2 enamel to CAN/CGSB-1.88-92 and bake to hard, durable finish. Sand between final coats. Colour selected from standard range by Architect.
- .5 Manufacturer's or brand names on face of units not acceptable.

2.3-WASHROOM
ACCESSORIES

- .1 The listed products are equally acceptable. Do not inter mix products of different manufacturers unless the chosen manufacturer cannot provide the required product, or product item listed does not give the option for alternatives.
- .2 Sanitary Napkin Disposal: Supply and install one (1) sanitary napkin disposal at each water closet in women's washrooms where designated by Owner, of the following manufacturer's model: Frost Model No. 620.
- .3 Surface-mounted hand dryer: aluminum casting, finished with silver metallic baked enamel, air-outlet nozzle and concealed air-inlet vanes. 1850 Watts, tamperproof mounting.
Fan: Dynamically balanced, single inlet, air flow through heating element at 90 cfm.
Acceptable Material: Dyson AirBlade BP or Consultant approved equal.
- .4 Soap dispenser: refer to mechanical plans.
- .5 Two roll toilet tissue dispenser - Frost or equal.
- .6 Fixed Grab Bars: Supply and install behind and on one side of each handicap water closet where indicated on drawings and as, located in accordance with Ontario Building Code 3.8.3.8, grab bars of one of the following manufacturer's

models:

- .1 Bobrick - Model No. B-5806.99 x 24, B-81622.99 x 30 x 30 (L-shaped)
 - .2 Bradley - Model No. 8322-00124 and 8322-0053030 (L-shaped)
 - .3 Frost - Model No. 1001 SP 24 and 1003 SP 30 x 30 (L-shaped)
 - .4 Watrous - Model No. 3701-M24, and W-3704-P-M3030 (L-shaped)
- .7 Fixed Mirrors: Supply and install one (1) fixed mirror where indicated in all washrooms of one of the following manufacturer's models:
- | | |
|---------|-----------------------|
| Bobrick | Model No. B-1556-2436 |
| Bradley | Model No. 7481-24x36 |
| Watrous | Model No. W-8226-2436 |

2.4 - FABRICATION

- .1 Weld and grind joints of fabricated components flush and smooth. Use mechanical fasteners only where approved.
- .2 Wherever possible form exposed surfaces from one sheet of stock, free of joints.
- .3 Brake form sheet metal work with 1.5mm (1/16") radius bends.
- .4 Form surfaces flat without distortion. Maintain flat surfaces without scratches or dents.
- .5 Back paint components where contact is made with building finishes to prevent electrolysis.
- .6 Hot-dip galvanize ferrous metal anchors and fastening devices to CAN/CSA-G164-M92.
- .7 Shop assembly components and package complete with anchors/fittings.
- .8 Deliver inserts and rough-in frames to job site at appropriate time for building-in. Provide templates or rough-in measurements as required.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - INSTALLATION

- .1 Install and secure fixtures rigidly in place as follows:

- .1 Stud Walls: install steel back-plate to stud prior to plaster or drywall finish. Provide plate with threaded studs or plugs.
- .2 Hollow Masonry Units; use toggle bolts drilled into cell/wall cavity.
- .3 Solid Masonry or Concrete: use bolt with lead expansion sleeve set into drilled hole.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - GENERAL

- .1 The specifications of Section 15 01 00 apply to and govern all work of Division 15.
- .2 Comply with the Instructions to Bidders, the General Conditions of the Contract Documents and all amendments and supplements thereto, and with Division 1.
- .3 Include Taxes as outlined in General Conditions and Tendering Instructions.
- .4 Whenever the word "consultant" is indicated under Division 15 this would be defined as the "mechanical engineer" unless specifically indicated otherwise.

1.2 - SCOPE OF SPECIFICATIONS

- .1 The listing hereinafter of any article, material, operation or method requires that this Division is to provide each item listed of the quality and subject to the qualifications noted, and this Division is to perform each operation prescribed according to the condition stated, providing therefore, all necessary labour, equipment and incidentals.

1.3 - SCOPE OF WORK

- .1 Related work specified elsewhere:
 1. Electrical Division 16.
- .2 Work included: This Division is to include the supply of all labour, tools, equipment and materials for the installing, testing and putting into proper operation the complete system as herein specified, as shown on the drawings, or as is reasonably inferable from either or both.
- .3 Equipment items that are supplied as packaged units under this Division are to include all internal wiring, relays, contactors, switches, transformers, motor starters, controls, and ancillaries as required for the intended operation, and to be complete with all necessary terminals suitable for connection to power source and external devices at a single location.

1.4 - INTENT OF
SPECIFICATIONS AND
DRAWING

- .1 Any specific item or work omitted from one and which is mentioned or reasonably implied in the other is to be considered as properly and sufficiently specified and must be provided by this Division.
- .2 Should any discrepancy or conflict appear between these specifications and the drawings which leave this Division in doubt as to the true meaning and intent of the drawings and specifications, a ruling is to be obtained from the Consultant before submitting the tender. If clarification is not sought prior to the closing of tender, the Consultants decisions are final, conclusive binding on this Division.

1.5 - REGULATION AND
PERMITS

- .1 All work to be carried out in accordance with the latest editions of all the relevant authorities, codes or regulations including but not limited to the Ontario Building Code, including Part 7, Plumbing; Canadian Regulations for the Construction and Inspection of Pressure Vessels;, Ontario Fire code, Ministry of Labour Guidelines, Occupational Health and Safety Act, Ontario Electrical Safety Code, Gas Utilization Code, Canadian Heating, Ventilation and Air Conditioning code, NFPA, Canadian Standards Association, and A.S.H.R.A.E Standards.
- .2 All authorized code inspections required by above mentioned laws, rules and regulations, inclusive of any fees, obtaining permits, issuance of notices are to be arranged and paid for by the Division.
- .3 Furnish all necessary certificates as evidence that work installed complied with aforementioned laws and regulations of all governing authorities, prior to acceptance of the work and before the final certificate of payment is issued.
- .4 Any deviations from the plans and specifications requested by an official representing one or any of the authorities having jurisdiction over that portion of the

work must be brought to the attention of the Consultant prior to proceeding with the change. Any additional costs incurred for extra work performed without instruction from the consultant will not be considered.

1.6 - EXAMINATION OF THE SITE AND DOCUMENTS .1

This Division and related subtrades, before tendering, are to examine the site and all drawings and specifications of other trades and familiarize himself with the local conditions, building construction and finishes affecting the work under this section. No allowances are to be made for any extra expense incurred by him through his failure to do so.

1.7 - CONTRACT DRAWINGS .1

The Contract Drawings are not intended to be shop or working drawings and all measurements are to be taken from the Architectural dimensional drawings or in the field. This division shall make, without any extra expense or credit to the Owner, any necessary changes or additions to the work to accommodate the Architectural or Structural conditions.

.2 Where shop or working/installation drawings are required, this Division shall provide them and submit them to the Consultant for review.

.3 The Contract drawings show the minimum standard acceptable regardless of any lesser standards set by any codes or regulations having jurisdiction.

.4 The Architectural, Structural and Electrical contract drawings are to be examined to ensure that the work of this division may be satisfactorily completed.

.5 Notify the Consultant upon discovery of any conditions, which adversely affect the work of this Division. No allowances are to be made after awarding Contract for any expenses incurred through the failure to do so.

1.8 - STORAGE OF MATERIALS .1

Proper facilities for storage and protection of material and equipment are to be provided at the jobsite by this Division.

- .2 All pipe to be used on the job to be carefully stacked off the floor with ends capped or suitable plugged to prevent the entry of dirt etc., until such times as when the piping is being installed. Similarly all openings in pressure vessels, tanks, etc., to be kept closed until ready for use. Any piping not suitably protected to be removed from the site and replaced with new.
- .3 Equipment located on site, must also be suitably protected to prevent damage from abuse or misuse. Equipment and/or materials damaged after delivery to site is to be replaced or repaired to the satisfaction of the Consultant.
- .4 Make known, any hazardous or flammable materials to be used and method of application before using. This division shall be responsible for proper storage and all necessary safety requirements in the storage and use of all hazardous and flammable materials used in the execution of their work.

1.9 - CO-OPERATION OF TRADES

- .1 This Division is to co-operate with all other trades on the job, so that all equipment can be satisfactorily installed, and so that no delay is caused to any other trade. Any reworking of installed equipment, piping or ducting to accommodate the installation of other trades work shall be performed at no extra cost.

1.10 - WARRANTY

- .1 This division to warranty products and execution of work under the Division against defects of material and workmanship for one full year after date of Substantial Performance.
- .2 Repair defects that are discovered or develop during this period and make good any resulting damage to equipment or building. Repairs to be carried out at no cost to owner.
- .3 Provide extended warranties where indicated in other sections of this Division. Extended warranties to commence on termination of the standard one year warranty and to be an extension of these same provisions.

1.11 - CHANGES IN THE WORK .1

Submit prices for additional work to be deleted, requested by the Consultants with a complete breakdown as follows:

- Quantities of all items of equipment and material and unit costs.
- Total net cost of material.
- Total man hours.
- Total labour cost.
- Overhead and profit as specified in the Supplementary General Conditions.
- All Applicable taxes
- Changes to scheduled completion.

1.12 - LOCAL UTILITIES .1

The Contractor before tendering to contact all utilities to determine the local procedures and policies concerning servings, and portions of that service which would be supplied or available through the utilities and incur any cost. The Contractors to ensure no delays in construction or service connections.

1.13 - EXISTING SERVICES .1

Where work involves the breaking into or connecting existing services, carry out work at times directed by governing authorities, with minimum of disturbance to the premises and its operation.

.2 Before commencing work, establish location and extent of service liens in area of work and notify Consulting of finding.

.3 Where unknown services are encountered, immediately advise Consultant and confirm findings in writing.

.4 Remove abandoned service lines. Cap or otherwise seal lines and cut-off points, in manner approved by authorities having jurisdiction over service.

.5 Record locations of maintained, re-routed and abandoned service lines. The sub-contractors concerned shall provide the Division with all necessary dimensions required to accurately locate those services.

- .6 Where to location of any of these utilities has been shown on the plans, such information is not guaranteed. It is the responsibility of this Division to verify locations, elevations, etc., immediately after they move on the site. If for any reason the information obtained necessitates changes in procedures or design, they must advise the Consultant at once. If this verification of existing conditions is not done at the outset and any problems arise, the responsibility for same is entirely this Division's.
- .7 Where it is necessary to temporarily shut down equipment or services serving essential areas, this Division, shall include premium costs to ensure the work force is scheduled for "round the clock" operation in order to minimize disruption and equipment downtime.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - MATERIAL

- .1 Materials and equipment are specifically named and described in this specification to establish a standard that this Division is to adhere to.
- .2 The terms "approved alternate", "alternate manufacturer" are used to indicate a product or manufacturer which, in the Consultants opinion, meets the basic performance and quality of the specified product or manufacturer, subject to all requirements so specified being met. Dimensions, weights, electrical requirements, etc., are not always equal to the specified item. Except where a product or manufacturer is "base bid" when an approved alternate product(s) or manufacturer(s) is named, this Division may provide and install the alternate but must be prepared to bear any and all costs incurred by its use.
- .3 The term "base bid" indicates a product or manufacturer the tender amount must be based on. This Division may list on the tender form an "alternate product or manufacturer" with cost savings (if any) and the Owner shall have the option of accepting or rejecting the alternate.

- .4 Whenever an alternate product is not listed in the specifications and is proposed for approval prior to tender close, this Division to guarantee that such proposed alternates are not to adversely affect the space requirements allocated on the drawings for the material, item, plant or equipment specified. This division agrees to bear any additional expense incurred by the Owner, the General Contractor and other divisions due to the use of proposed alternates, particularly in connection with any required changes in the work and any additional material and installation costs by any other part of the project. When proposing an alternate product, this division to make the Consultants aware of any structural, architectural, mechanical or electrical design changes necessary to accommodate the alternative product.
- .5 Equipment manufacturer's and sub-contractors submitting alternates for this contract, upon written request for the Consultant, are to qualify themselves to have the experience in the successful manufacturer and/or installation of the type of work and quality of materials specified and shown.
- .6 Request for approval to be accompanied with complete specifications for the equipment, showing dimensions, ratings, etc. Approval or rejection of an alternate shall be issued in writing to the applicant.
- .7 Any equipment installed without the Consultant's written approval, is to be removed and the correct equipment installed at the Division's expense. No consideration is to be allowed for claims of delay of schedule in this case.
- .8 In the event the approved alternate equipment is not available for any reason, the specified equipment is to be installed, any and all costs incurred shall be the responsibility of this Division.

- .9 The Consultant reserves the right to accept or reject an alternative without explanation.

2.2 - ACCESS DOORS

- .1 The Contractor to supply access doors of the adequate size and with appropriate clearances, wherever any equipment, cleanouts, valves, dampers, fire dampers, etc., which require service, maintenance or removal and are built in or concealed behind walls, or ceiling. Doors to be installed by the General Contractor. Coloured thumb tacks are to be used in acoustic tile ceilings.
- .2 Access doors to be U.S.S. gauge steel with concealed hinges, anchor straps, screwdriver operated lock, rounded safety corners and dust tight doors that open 180°. Doors are to be adequately sized to suit equipment which is to be accessed, but in no case smaller than 8" x 8" (200mm x 200mm). Provide spanner head cam latch for all wall-mounted access doors.
- .3 In acoustic tile ceiling, where access cannot be achieved through tile, install access doors to suit tile. Markers are to be approved colour-coded markers to indicate type of valve or equipment concealed.
- .4 Where access doors are to be installed in a fire rated assembly, the access door must have a fire rating equal to or greater than the assembly fire rating. Fire rated access doors to be ULC rated and in accordance with NFPA-80.
- .5 Acceptable manufacturers: Acudor, Le Hage, Mi-Fab.

2.3 - SUPPORTS

- .1 This Division shall furnish and install all special structural work required for the installation of mechanical equipment and motors, etc. All details to meet the approval of the Consultant and Drawings are to be submitted for all major steel supports.
- .2 Where on the drawings or specifications special isolation bases are noted, these shall be the responsibility of this division.

- .3 All equipment shall be properly aligned on bases before being bolted down.
- .4 All floor mounted equipment to be set at least 4" (100mm) above the floor on concrete bases, and anchored securely with anchor bolts unless indicated otherwise. Installation of bases and all associated work to be by Division 3, identified accurately by this Division as to location and dimensions.

2.4 - SPECIAL TOOLS AND
SPARE PARTS

- .1 Furnish spare parts as follows:
 - a) One set of mechanical seals and volute gasket for each pump.
 - b) One spare coupler for each pump.
 - c) One set of V-belts for each piece of machinery(matched for multiple belt drives)
 - d) One set of filters for each filter bank, to be installed after substantial completion and prior to balancing.
- .2 Identify spare part container as to contents and replacement parts number.
- .3 Provide one set of special tools where required to service equipment as recommended by manufacturers.
- .4 Furnish one grease gun and adapters to suit different types of grease and fittings.
- .5 Provide a list of spare parts provided in operating and maintenance instructions.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - INSTALLATION

- .1 Each piece of equipment or material to be checked against the specification and reviewed shop drawing before installation, all clearances and installation instructions are to be strictly adhered to. Failure to comply with the instructions shall result in removal and proper reinstallation of the equipment at no cost to the Owner.
- .2 Where mechanical equipment is installed in a fire rated assembly provide fire dampers and drywall enclosure or other as required to maintain the assembly fire rating to the approval of this Division. Include all costs.

**3.2 - EXCAVATION AND
BACKFILLING**

- .1 All excavation to be carried out in accordance with Occupational Health and Safety requirements, by-laws and authorities having jurisdiction over installation of this work.
- .2 Bottoms of trenches to be excavated so that piping, conduits, ducts, etc, are supported on a solid bed of undisturbed earth with additional excavation under joist to permit joint to be properly made up. Provide concrete pad, brick or concrete piers properly reinforced under all piping, etc. below grade when a solid undisturbed earth is not obtainable. Approval for any alternate procedure is at the discretion of the Consultant.
- .3 Bed beneath pipe is to be laid of an approved sand supplied and consolidated to provide a continuous solid bearing the pipe. Do all necessary plumbing required to maintain any excavation free of water.
- .4 Inform the Consultant immediately if excavation reveals unexpected sub-surface conditions such as heavy seepage or springs.

- .5 Obtain the Consultant's approval prior to commencement of backfilling of the pipe trenches. Backfill the trenches carefully to prevent injury to the work and subsequent settlement.
- .6 Do not puddle of flood with water for consolidating the backfill. Add water during the compaction to the optimum moisture of the backfill material.
- .7 Ensure special precautions at all pipe penetrations in foundation wall.
- .8 Prior to backfilling of underfloor plumbing services trenches, the installation must be inspected and tested by an authorized representative. Provide a minimum 48 hours notice. If tested and inspected by local authority submit written certification.

3.3 SLEEVES, HOLES AND PATCHING

- .1 All cutting and patching to be as specified under the General Conditions and Supplementary Conditions bearing in mind that the integrity of the fire separations are to be maintained at all times.
- .2 All holes, pipe chases, etc., through walls and floors that are not fire separation are to be large enough to accommodate the thickness of the insulation specified.
- .3 All cutting and patching, sleeves, grouting, painting and drywall required by this Division is to be performed by fully craftsman of that respective trade. All cutting and patching required by this Division to be provided by the Division, unless indicated otherwise.
- .4 All holes, pipe chases, etc, through walls and floors that are fire separations are to be properly firestopped as specified.
- .5 Holes through masonry walls are to be sleeved with schedule 40 steel pipe, all other holes to be sleeved with light gauge metal sleeves, unless indicated otherwise.

- .6 Holes through exterior walls and roof are to be properly flashed and made weatherproof. Refer to Architectural drawings for details.
- .7 Holes through structural steel are to be reinforced with steel plates welded each side as detailed in the Structural Engineer's drawings and specifications or to meet their approval.
- .8 Sleeves for uninsulated pipes are to be sized to allow ½" (13mm) clearance between the pipe and the sleeve. The space between the pipe and the sleeve to be sealed with rockwool insulation to avoid smoke, sound and dust transmission and firestopped.
- .9 Pipes are not to be in direct contact with plaster, concrete or any other finishing material.
- .10 Sleeves for all piping penetrating mechanical room floor to extend 2" (50mm) above the finished floor and sealed at the floor.
- .11 Sleeves in potentially wet floor areas to extend at least 1" (25mm) above the finished floor.
- .12 Ensure no contact between copper tube or pipe and ferrous sleeve.
- .13 This Division to provide detailed dimensioned drawings prior to pouring floors, erecting masonry, or installing a roof deck. Drawings to indicate size and location of all openings to ensure correct bridging installed as indicated under Division 5.
- .14 This Division is responsible to install sleeves for piping and ducts and frames for openings for grilles, louvers etc., as the construction progresses. If these sleeves and frames are not installed by this Division during construction the cost of cutting openings, chases and installing the sleeves and frames is to be at This Divisions expense by the respective trade involved.

- .15 Provide sleeves for all ducting penetrating floors and masonry and concrete walls.
- .16 Ducts penetrating fire separations to have any voids between the duct sleeve and fire separation properly firestopped as specified. Ducts penetrating non fire separations to have any voids between the duct sleeve and separation filled with rockwool insulation to avoid smoke, sound and dust transmission.
- .17 Supply and set all necessary sleeves for this work prior to pouring of concrete.
- .18 Approval of the location, size and proposed method of cutting through structural components must be received before proceeding.

3.4 - WORKMANSHIP

- .1 Employ and experienced, responsible tradesperson to supervise the work and retain this supervisor on the job throughout the construction period until completion of work, and all mechanical systems are fully operational and have been commissioned and demonstrated to the Owners unless otherwise approved or directed by the Consultant.
- .2 Employ only skilled licensed pipe fitters, etc for execution of work. Workmanship to be first class not only as regards to durability, efficiency and safety, but also as regards to neatness of detail.
- .3 Set equipment accurately, plumb and level and align hanger rods and steel supporting structures.
- .4 Products and installations in the opinion of the Consultant found to be defective; not in accordance with specifications; damaged or defected; or of poor workmanship to be rejected.
- .5 Rejected work is to be repaired or replaced at no cost to the Owner.

3.5 - PIPING

- .1 All piping for this Division is to be run concealed where possible and grouped so that

valves, etc., are accessible through as few access panels or doors as possible, while still maintaining adequate working space.

- .2 Piping that does not present a neat workmanlike appearance, in the opinion of the Consultant, is to be reworked according to his instructions without extra cost to the Owner. Arrange piping within pipe chases that have been designed for access of personnel to ensure that all access is not impeded.
- .3 In specifically designated unfinished areas such as mechanical rooms or existing areas, run pipes neatly parallel or in banks and group valves. Piping may be run exposed in these designated areas. The crossing over of pipes must be kept to a minimum.
- .4 The piping shown in the drawings is located diagrammatically in the space in which it is intended to run. Co-operate and co-ordinate with work of other divisions, also installing pipes, conduits, ducts, etc., with the same area. No extras are to be paid for any relocation of piping to suit the work of other Divisions.
- .5 Separation by approved dielectric unions is to be applied to all ferrous and non-ferrous domestic water piping. Separation of ferrous and non-ferrous piping on closed loop systems to meet accomplished with the use of brass or brass or bronze fittings and/or valves. All connecting or touching metals that could give rise to electrolytic action to be separated with insulation.
- .6 All piping is to be installed with adequate change in direction, expansion joints and anchors, so that the piping and equipment will in no way be strained or distorted by expansion and contraction.
- .7 If on the job circumstances require additional change of direction and expansion loops, furnish and install same at no extra cost.

- .8 All take-offs from the mains to be made using swing joints whenever possible.
- .9 Hydronic branches serving down feed risers are to be taken lower from sides or bottom of mains and grade down slightly to risers. Branches which serve units above the mains are to be taken from the top or sides of mains.
- .10 Anchors are to be provided where necessary to protect equipment and to generally be made from $\frac{1}{2}$ " (13mm) M.S. plate with structural steel angle and channel sections.
- .11 Suitable anchors and guides are to be provided where shown or where necessary for all vibration devices.
- .12 Expansion loops are to be located midway between anchors except where shown otherwise. All expansion loops are to be cold sprung 50% in accordance with the latest edition of the ASHRAE Guide.
- .13 Install all water piping so that the lines can be drained. Provide drip tee with $\frac{3}{4}$ " (19mm) ball valve with cap and chain
- .14 All exposed plumbing piping in finished area to be chrome plated unless indicated otherwise.

3.6 - IDENTIFICATION OF PIPING

- .1 Identify all visible piping whether fully exposed or in accessible spaces such as above acoustic tile ceilings.
- .2 Identify all concealed piping mains in concealed areas such as drywall ceilings and pipe trenches etc prior to these areas being enclosed.
- .3 Identify the medium in the piping with Brimar System #1 wrap-around pipe markers (or equal) including direction-of-flow arrows.

<u>Medium in Pipe</u>	<u>Background Colour</u>	<u>Lettering Colour</u>
Domestic Cold Water	Green	White
Domestic Hot Water	Yellow	Black
Domestic Hot Water Return	Yellow	Black
Tempered Water	Yellow	Black
Sanitary drain	Green	White
Storm drain	Green	White
Plumbing Vent	Green	White
Heating Water Supply	Yellow	Black
Heating Water Return	Yellow	Black
Steam	Yellow	Black
Condensate	Yellow	Black

- .4 All piping identification to be done on clean surfaces.
- .5 Size all wrap-around labels for the pipe being labeled.
- .6 All piping exposed in mechanical rooms shall be covered with coloured PVC jacket, colour coded to identify the medium in the piping. Colour codes to Board standard.
- .7 Location:
- Locate markers and classifying colour on piping systems so they can be seen from the floor or platform.
 - Identify piping runs at least once in each room.
 - Do not exceed 50 ft. (15m) between identifications in open areas and above T bar ceilings.
 - Identify both sides where piping penetrates walls, partitions and floors.
 - Where piping is concealed in pipe chase or other confined space, identify at point of entry and leaving, and at each access opening.
 - Identify piping at started and ending points of runs and at each piece of equipment.
 - Identify piping at major manual and automatic valves immediately upstream of valves. Where it is not possible, place identification as close to valve as possible.
 - Identify branch, equipment or building served after such valve.

- Identify piping in concealed spaces prior to spaces being enclosed.

3.9 - VALVE TAGS

- .1 All valves installed under the Division to have securely affixed to them an approved valve tag bearing an engraved number which shall be used to identify the valve on an indexed valve list prepared and mounted in a glazed frame in the mechanical or boiler room.
- .2 Beside each number on the list of valves to be listed, identify the function normal position, and location of each valve so tagged.
- .3 Valve tags shall be either engraved lamincoid or plastic valve tags (Brimar B11101-39) with 1/4" tall lettering of a colour to contrast with the label colour.
- .4 Valve tags shall be colour coded as follows:

<u>System</u>	<u>Tag Colour</u>	<u>Letting Colour</u>
Domestic piping systems	Green	White
Heating water piping systems	Yellow	Black

3.10 - PAINTING

- .1 All field priming and finishing to be performed by Division 9.
- .2 Provide field surface preparation, priming and finishing of the work of this Division including exposed bare (or insulated) pipework, fittings, ductwork, miscellaneous metals, supports, and equipment, in accordance with Division 9.

3.11 - PLACING IN OPERATION

- .1 Prior to acceptance and on completion of work make a complete operational test of systems and work carried out under Division 15.
- .2 At all fixtures, adjustments for correction water flow to be made, this is to include hot and cold water systems and flush valves.
- .3 At all drains, covers and grating are to be removed and cleaned, traps cleaned out and drains thoroughly flushed.

- .4 All strainers are to be cleaned out after two weeks normal operation.
- .5 All filters in fan cabinets are to be removed, thoroughly cleaned and stored for future use, install new filters in units. Bird and insect screens on all louvers to be cleaned. All coils to be combed out where necessary and vacuumed out.

3.12 Clean-Up

- .1 Avoid accumulation of scrap and debris resulting from the operations of this Division and at all times help maintain the working site in neat and clean condition. On completion of the contact, remove all scrap and debris resulting from the work of this Division and clean all equipment installed by this Division.

3.13 - START UP SERVICE.1

- .1 Provide services of a qualified technician responsible for assisting the Owner's staff in becoming familiar with operating of systems, co-ordinating work of control manufacturer, acting on any complaints from the Owners, or Consulting regarding operation of any of the systems installed under this Division.
- .2 Provide start-up of major pieces of mechanical equipment or systems, by representative of equipment manufacturer or person qualified and recognized by the equipment manufacturer.
- .3 Submit start up reports on all mechanical equipment and systems verifying correct installation and operating parameters in all modes of operation. Include service reports in operating and maintenance manuals.
- .4 Notify Consultant prior to start-up on any piece of mechanical equipment or system. Demonstrate operation of ally or any mechanical system or equipment as directed by the Consultant in his presence.

3.14 - TESTING

- .1 Notification of Tests: Consultant must be given at least 48 hour notice of date and time of which any and all tests are to be carried out. Under no circumstances must a test be assume conclusive unless it has been witnessed by the Consultant or his designated representative.
- .2 Test all piping systems for leaks, providing gauges, materials and labour as required. Equipment furnished as part of the permanent installation shall not be used for testing purposes. Before testing, remove all equipment which is not designed to withstand the test pressures. All piping is to be tested before covering is applied.
- .3 Before final payment, test the operation of each system and all equipment installed, make all necessary adjustments and replacements and demonstrate to the satisfaction of the Consultant, that all equipment is operating as intended and without undue noise and vibration.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - REQUIREMENTS
INCLUDED

- .1 Shop drawings and product data.
- .2 Working/interference drawings.
- .3 As-built drawings.
- .4 Operating and maintenance included extended warranties.

1.2 - RELATED WORK
SPECIFIED ELSEWHERE

- .1 Basic Materials and Methods, Section 15 05 00.
- .2 Plumbing, Section 15 40 00.
- .3 Plumbing Fixtures and Trim, Section 15 44 00.

1.3 - ADMINISTRATIVE

- .1 Submit to Consultant submittals listed for review. Submit with reasonable promptness and in orderly sequence so as not cause delay in the construction schedule. Failure to submit in ample time is not considered sufficient reason for an extension of the Construction Schedule and no claim for extension by reason of such default is allowed.
- .2 Work affected by the submittal is not to proceed until the review is complete unless an approval is obtained from the Consultant.
- .3 Review submittals prior to submission to the Consultant. This review represents that necessary requirements have been determined and verified, and that each submittal has been checked and coordinated with the requirements of the Contract Documents.

1.4 - SHOP DRAWINGS

- .1 Submit shop drawings in accordance with the General Requirements of Division 1 and as required in various sections of these specifications and on the drawings, see also Commissioning Plan Schedule.
- .2 Shop drawings to be submitted with a cover sheet(s) on the Contractor's letter head listing the following information: Project, Owner/Client, Mechanical/Electrical Consultant/Mechanical

Contractor/Supplier/Specification
Section/Materials or Equipment Submitted.

Include space for review stamps Consultant,
General Contractor and Mechanical Contractor.

- .3 Prepare and submit for review, where specified, shown or considered necessary by the Consultant, shop drawings showing details or work as follows:
1. Fabrication and erection dimension.
 2. Sections, arrangements and details which include complete construction as well as interconnections with other work.
 3. Location and type of anchors and fastenings.
 4. Materials including gauges, thickness, sizes and finishes.
 5. Descriptive names of equipment and mechanical and electrical characteristics when applicable
 6. Data verifying that superimposed loads will not affect function, appearance, and safety of work shown on shop drawings as well as other work interconnected.
 7. Assumed design loadings, dimensions of elements and materials specifications for load bearing members.
 8. Complete composite wiring diagrams as required by Division 16 of each mechanical system. Indicate all electrical requirements both internal and external for review and coordination of other trades.
 9. Indicate all accessories and clearances for operation and servicing.
- .4 Submit shop drawings, unless otherwise specified in form of reproducible transparency (sepia) plus one set of prints.
- .5 Manufacturer's printed data sheets for standard items are acceptable providing pertinent characteristics are identified and relate to specified items. Submit eight (8) copies of data sheets except where specified otherwise.

- .6 Check shop drawings and data sheets, before submission as follows:
 - a) Against contract documents and other applicable shop drawings, to ensure that work adjacent to and affecting the other work is accurately detailed.
 - b) To ensure that work shown on shop drawings conforms to requirements of Contract Documents.
 - c) Enclose notice in writing of any variations from requirements of Contract Documents.
- .7 Indicate on shop drawings that they have been checked by applying stamp "checked and certified correct for construction". Including date and signature. Drawings and details submitted without such stamp or whenever it is evident that the drawings have not been checked (despite approval stamp) are not reviewed and not reviewed and are to be returned to this Division.
- .8 The Consultant's review of shop drawings and data sheets pertain to general design only. Errors in dimensions, quantities or interference are to be marked if noticed, but is not in any way to relieve the Contractor from the responsibility to complete the work as shown and specified.
- .9 All shop drawings are to be submitted in Imperial dimensions.
- .10 Shop drawings are to be returned with "Reviewed", "Reviewed as Noted" or "Revise and Resubmit".
 1. Reviewed - drawings conform with the general design concept.
 2. Reviewed as Noted - Drawings conform with the general design concept, subject to the corrections noted. Drawings to be corrected and resubmitted for final review and incorporation into maintenance manuals. Such submission is not to hold up manufacture.
 3. Revise and Resubmit - Drawings are rejected and manufacture of this equipment is not to proceed. Drawings are to be resubmitted with required

correction on equipment.

1.5 -
WORKING/INTERFERENCE
DRAWINGS

- .1 Before commencing any work, the Contractor is to prepare working/interference drawings to ensure that all components, including any components of other divisions, are to be properly accommodated with the spaces provided, ensure all clearances required by jurisdictional authorities and for proper maintenance are indicated and maintained.
- .2 Prepare drawings to indicate coordination and method of installation of a system with other systems where their relationship is critical. Ensure all details of equipment, apparatus and connections are coordinated.
- .3 As an alternate to preparing interference drawings, regularly scheduled meetings on site with all associated trades are to be conducted as necessary but not less than one week apart.
- .4 Failure to coordinate with all other trades could result in reworking of installed equipment, piping or ducting at the discretion of the Consultant. Any reworking to accommodate the installation of other trades is to be performed at no extra cost.

1.6 - AS-BUILT DRAWINGS

- .1 As-built drawings are to be maintained in accordance with the general requirements of Division 1.
- .2 The Consultant is to provide this Division with an extra set of white prints on which to show clearly in red in, as the job progresses, all changes and deviations from the plans, including all changes as part of change orders, site instructions or site condition.
- .3 Record location of concealed mechanical services and components. Dimension and reference all concealed and buried mechanical services from visible and accessible permanent features of structure.

- .4 In accordance with the Commissioning Schedule Plan, submit a complete set of record drawings, marked "as-built" and dated.
- .5 In accordance with the Commissioning Schedule Plan, submit a complete set of record drawings, marked "as-built" and dated.

1.7 - MAINTENANCE DATA
AND OPERATING
INSTRUCTIONS

- .1 As-built drawings are to be maintained in accordance with the general requirements of Division 1.
- .2 Front cover of each binder to be suitably lettered as follows:
- .3 Provide plastic tab indices for all sections of the manual, provide separate sections for each major piece of equipment and for groups of smaller products.
- .4 Provide master index at the beginning of each binder indicating all items included in each section.
- .5 Provide list of names, addresses and telephone numbers of equipment suppliers, Installing Contractors, General Contractors, Architect and Consulting Engineer.
- .6 Provide final review shop drawings for each manufactured item in addition to the operating and maintenance instructions.
- .7 Operating instructions to include:
 - 1. General Description of each mechanical unit and system.
 - 2. Step by step procedure to follow commissioning of each piece of equipment, including start-up, break-in, and routine normal operating instructions and sequences. Including regulation control stopping, shutdown, and emergency instructions. Include summer, winter and any special operating instructions.
 - 3. Schematic control diagrams for each separate system. Each diagram to indicate locations of start-stop switches, insertion thermostats,

- thermometers, freezestats, firestats, pressure gauges, automatic valves and accessories. Correct operating settings for each control device to be indicated on diagram.
4. Drawings of each control panel identifying all components on the panels and their function and sequence of operation.
 5. All mechanical equipment wiring and control diagrams as installed.
 6. Provide original manufacturers illustrations, shop drawings and assembly drawings.
- .8 Maintenance instructions are to include:
1. Manufacturer's printed maintenance instructions for each item of mechanical equipment installed under this Division. Instructions are to include installation instructions, description of the unit or system and component parts numbers and lists, name of supplier and maintenance and lubrication instructions. Include complete nomenclature and commercial number or replacement parts.
 2. Summary list of each item of mechanical equipment requiring servicing and lubrication, indicating the name of the equipment item, location of the all points of lubrication recommended, and frequency of lubrication.
 3. Include routing procedures and guide troubleshooting, disassembly, repair and reassembly instructions, alignment, adjustment, balancing and checking instructions.
 4. Provide list of manufactures spare parts, current prices and recommended quantities to be maintained in storage.
 5. Balancing and test reports.
- .9 Provide written warranty on this Division's letterhead addressed to the Owner, copied to the General Contractor.
- .10 Furnish complete Operating and Maintenance Manuals to the Owner's/Owner's Representative for review in accordance with the Commissioning Plan Schedule. Allow a minimum fourteen (14) days for review.

.11 Furnish Final reviewed Operating and Maintenance Manuals to the Owner's/Owner's Representative fourteen (14) days prior to scheduled Functional Tests.

1.8 - EXTENDED WARRANTY .1 This Division is to submit extended warranties for specific materials and/or work specified in their respective sections.

.2 Extend warranties are to be issued on the Manufacturers or respective Contractor's letterhead, under seal, and issued in the name of the Owner.

PART 2 - PRODUCTS NOT USED

PART 3 - EXECUTION NOT USED

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - GENERAL .1 Conform to the General Provisions of Section 15 01 00.

1.2 - RELATED WORK
SPECIFIED ELSEWHERE

.1 Painting - Section 09 91 10

.2 Insulation - Section 15 18 00

.3 Plumbing - Section 15 40 00

.4 Plumbing Fixtures & Trim - Section 15 44 00

.5 Electrical - Division 16

1.3 - QUALITY OF
ASSURANCE

.1 Requirements of Regulatory Agencies:

1. Conform to local and district by-laws, regulations and published engineering standards.

2. Conform to Ontario Building Code 1997 containing the Building Code Act, and Ontario Regulation 403/97 including all amendments.

3. Conform to ACNBC Canadian Plumbing Code, current edition.

4. Conform to Regulations for Construction Project, Ontario Regulation 659, under the Occupational Health and Safety Act, current edition.

1.4 - SUBMITTALS

.1 Submit shop drawings in accordance with Section 15 01 10, Paragraph 1.4 for all the following items:

- Valves and Suction Guides
- Strainers and Air Eliminators
- Pressure and Temperature Gauges
- Backflow Preventers and Flow Switches
- Expansions Joints, Expansion Compensators and Flexible Connections
- Roof Flashing

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - PIPE AND PIPE FITTINGS

- .1 Heating Water Piping
- .1 Steel pipe 3" (50mm) and smaller- Schedule 40, electric weld or seamless A.S.T.M. specification A-53.
 - .2 Steel pipe 2 ½" (65mm) and larger - schedule 40, electric weld or seamless A.S.T.M. specification A-53 with butt welding ends.
 - .3 Copper pipe ¾" (19mm) and smaller - Type "L" hard drawn copper with wrought copper solder type fittings to ASTM B888-83.
 - .4 Dielectric unions to be used between cooper and steel pipe.
 - .5 Steel pipe fittings up to and including 2" (50mm) are to be threaded joints malleable iron type.
 - .6 Steel pipe fittings 2 ½" (65mm) and larger are to be forged steel butt welded type with all joints welded.
 - .7 All elbows are to long radius type.
 - .8 Cooper pipe fittings to be wrought copper or cast bronze solder type.
 - .9 Grooved piping will not be suitable.
- .2 Sanitary Dain, Storm
and Vents
- .1 Soil and waste pipe 3" (75mm) and over to be medium weight cast iron type MJ, unless indicated otherwise; 2 ½" (65mm) and under copper DWV pipe and fittings when above floor and Type L copper when buried.
 - .2 Vent pipe 3" (75mm) and up is to be medium weight cat iron type MJ; 2 ½" (65mm) and under galvanized steel pipe with cast iron drainage fittings or copper type DWV.

- .3 Below grade piping only:
- ABS piping in accordance with CSA-B181-1 for 4" (100mm) pipe sizes and larger.
 - P.V.C. gravity sewer piping SDR28 for 6" (150mm) pipe sizes smaller to CSA-B182.1
 - P.V.C. gravity sewer piping SDR35 for 8" (200mm) pipe sizes and smaller to CSA-B182.1

.3 Domestic Water Piping and Cold Condensate Piping.1 Domestic water lines, (cold, hot and re-circulating) above grade shall be type L. Copper to ASTM B88-83.

- .2 Exposed piping in finished areas shall be chrome plated unless noted otherwise.
- .3 Air conditioning condensate lines above grade to be Type M copper to ASTM B88.

2.2 - HANGER AND SUPPORTS

- 1 Hangers shall be carbon steel with copper or plastic coating for direct support of copper tubing, and shall be carbon steel with black corrosion resistant finish for all other piping.
- .2 Use Grinnell Fig. 65, 70, 97, CT-99, 101, 260 or 269 hangers for individual support of all horizontal piping.
- .3 Provide Grinnell Fig. 168 pipe covering protection saddles at each hanger where pipes are insulated.
- .4 Provide Grinnell Fig. 171 single pipe rollers complete with Fig. 160 protection saddles on all heat mains where indicated.
- .5 Use 100 mm x 40mm minimum steel channel for joint support of horizontal piping.
- .6 Use welded beam attachments or beam clamps for support of horizontal pipe from steelwork.
- .7 Perforated pipe hangers are not acceptable.
- .8 Determine spacing between pipe rack supports using smallest pipe size.

- .9 Provide Grinnell fig. 262 pipe saddles on each pipe where trapeze hangers are used.
- .10 Hangers and supports shall be manufactured by Grinnell, Myatt or Economec.

2.3 - VALVES AND ACCESSORIES

- .1 Domestic Water.1 This Division shall furnish and install all special structural work required for the installation of mechanical equipment and motors, etc. All details to meet the approval of the Consultant and Drawings are to be submitted for all major steel supports.

a) Gate Valves:

Up to 2" (50mm) Crane 438, 1324, 1701
Screwed and/or Soldered Newman Hattersly 33X
Milwaukee 105 & 1105
Jenkins 3110J & 313J
Nibco T-113 and S-113
Kitz 40 and 41

2" (50mm) and larger, Crane 465-1/2
flanged Newman Hattersley 504
Jenkins 454J
Milwaukee F-2885M
Nibco F-617-0

b) Globe Valves:

Up to 2" (50mm) Crane 5, 7 & 1310
Screwed and/or Soldered Newman Hattersly 13 & 14
Millwaukee 590T & 1590T
Jenkins 106BJ & 1068BPJ
Nibco T-235-Y & S-235-Y
Kitz 03, 09 and 10

2" (50mm) and larger, Crane 351
flanged Newman Hattersley 731
Jenkins 2342J
Milwaukee F-2981M
Nibco F-718-B

c) Ball Valves:

Up to 2" (50mm) Crane F9202, F9222

Screwed and/or Soldered Newman Hattersly 13 & 14
Milwaukee BA-100-600
WOG, Chrome Ball
Jenkins 201F and 202F
Nibco T-FP600 & S-FP600
Kitz 58 and 59

*Note: Provide stem extensions where valves are
located in insulated pipes.

d) Swing Check Valves:

Up to 3" (75mm) Crane 37 and 1342
Screwed and/or Soldered Newman Hattersly 47
Milwaukee 509 and 1590
Jenkins 4092J & 4093J
Nibco T-413
Kitz 24

3" (75mm) and larger,
flanged Crane 373
Newman Hattersley 651
Jenkins 587J
Milwaukee F-2974M
Nibco F918

e) Shock Absorbers:

Ancon - Shok-gard
Enpoco - HT Series
Zurn - Shok Trol

f) Drain Cocks:

Emco 10240
Cambridge Brass 32W 200
Jenkins 201CJ
Nibco T-585-70-66-HC

.2 Heating.1 NOT USED

.3 Strainers.1 Furnish and install strainers where shown on
the drawings. Strainer baskets shall be of
stainless steel or monel selected for the
service for which they are installed.
Strainers 2" (50mm) I.P.S. and smaller shall
be screwed; 2 1/2" (65mm) I.P.S. and larger shall
be flanged or grooved ends flanged strainers
shall be provided with a blow-off ball valve,
full size of blow-off tapping, with a short
nipple on discharge side. Smaller strainer
shall have nipple and cap affixed. Strainer to
be Colton, Sarco, Armstrong or Watts.

.2 Strainer bodies for mechanical systems shall
be cast iron or brass.

.3 Strainer bodies for plumbing systems shall be brass.

.4 Air Eliminators

.1 Air eliminators on Hydronic chilled water and heating remains to be Sarco AWN-150, Hoffman 792, Colton AUDT - #150.

.2 Air eliminators are to be connected to air collecting chambers with ½" (13mm) I.P.S. nipple and isolating gate valve. Air collecting chambers shall consist of a full size tee.

.5 Air Separators

.1 Furnish and install as shown on drawing an air separator with tangential nozzles. The air separator shall be fitted with an NPT vent connection to facilitate installation of piping to connect expansion tank or air vent to the air separator. An NPT tapping shall be provided on the bottom of the air separator to facilitate blowdown.

.2 The air separator shall be equipped with a steel system strainer with free area of not less than four times the cross-sectional area of the connecting pipe. Strainer can be removed for routine cleaning.

.3 Air separators sizes 2" (50mm), 2 ½" (65mm) and 3" (75mm) will have cast iron body with NPT connections and will be designed and constructed for 160 psig (1100 kPa) at 350 F (177 C). Air separators 4" (100mm) to 12" (305 mm) will be fabricated steel with flanged connections, size are to be designed and constructed for 165 psig (1140kPa) at 375F (190C).

.4 All sizes are to be designed and constructed in accordance with Section VIII, Division 1 of the ASME Boiler and Pressure Vessel Code.

.5 Acceptable manufacturers: Armstrong, Taco, Amtrol.

.6 Pressure Gauges

.1 To be 4 ½" (115mm) black cast aluminum case, black figures on white dial face, phosphor bronze tube, brass rotary movement, ranges to

suite pressure of medium being measured, c/w needle valve. Provide pressure snubbers on pump suction and discharge.

- .2 Trerice series 600C with type FFG - No 740 needle valves and No 872 snubbers, Winter Weiss or Baker.

.7 Temperature Gauges

- .1 To be 3 ½" diameter, aluminum case, Bi-Ometal thermometer, with scale calibrated in both degrees F and C to suit range of medium being measured, black markings on white background. All thermometers to include separable well.
- .2 Acceptable Products: Winters HVAC BI-METAL THERMOMETERS 160/161/165 or equals Trerice, Baker or Weiss.

.8 Expansion Joints

- .1 For steel pipe to be self-equalizing type with two-ply stainless steel bellows, carbon steel shrouds and internal positive anti-torque device.
 - Flexonics Model H or H3, or Hydro-Flex.
- .2 For copper pipe to be self-equalizing with two-ply bronze bellows, all bronze construction and internal positive anti-torque device.
 - Flexonics Model HB Or HB3 or Hydro-Flex.

.9 Flexible Connections

.1 Provide flexible connections with inner core or annularly corrugated stainless steel with an outer casing of two layers of braided high tensile steel. Hose to be complete with couplings and fittings of steel with threaded or flanged connections, depending on pipe size. Flexonics or Hydr-Flex.

.10 Escutcheons

- .1 Supply and install chromium plated escutcheon plates on all piping passing through finished walls, floors and ceilings. Where sleeves project above the floor in potentially wet areas, provide chromium plated Grinnell fig. 400 escutcheon.
- .2 Escutcheons plates shall be installed over the insulation and shall have set screws or clamping

devices to keep the escutcheon plate in place.

- .11 Flow Switches.1 To be single pole, double throw paddle type, stainless steel bearings, monel bellows, paddle, corrosion resistant with screws adjustment.
- .2 Acceptable product: McDonnell Miller FS4-3.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - PIPING INSTALLATION

- .1 Make all piping connections to boiler, pumps, radiation, coils, fan coil units, humidifiers, etc. Unions and valves to be located so that removal of units and equipment is possible without disconnecting more than a minimum of pipe work, and without shutting down any other pieces of equipment.
- .2 Where branch pipes are welded into mains with the use of a "T" connections, torch cut openings must be cut true, beveled and filed smooth. Branch pipes must not be allowed to project inside of main pipe. Openings must not be cut large enough to permit entry of welding material and slag within the pipe.
- .3 Grade horizontal water distribution piping 1" per 30 ft (2.78 mm per meter) rising in direction of flow, wherever possible. Provide ball valves with cap and chain for draining at all low points and vent valves at high points.
- .4 Provide adequate space around piping to facilitate application of insulation.
- .5 All reductions in pipe size to be made with eccentric fittings. Minimum size of run shall be $\frac{3}{4}$ " (19mm).

.2 Sanitary, Storm and
Vent Piping

- .1 Install sanitary drawings and connect fixtures where show. Connect up all drains to drain, open hub or other approved locations. Connect to drainage system all drains from equipment supplied under other Sections.
- .2 Horizontal sanitary drawings shall have the following minimum slopes.
- .3 Connect storm drains to all roof hoppers, specialty gutter outlets, etc. Carry main drain to point as shown on drawings.
- .4 All fixtures are to be vented in accordance with Local and Provincial Regulations. Vents are to be run as directly as possible and to be properly graded so as to drain back to fixture connection. Vents are to be concealed in walls, and ceilings; vent stacks are to be built into pipe chases, concealed areas, and walls, with particular attention paid to building frame construction.
- .5 Vent stacks are to be connected to the vent extensions provided by Division 7 and installed by the General Contractor. The only exposed vent pipe of vent stack allowed will be in the areas provided in pipe spaces, mechanical room, etc. Maintain a minimum of 10 ft. (3m) from fresh air intakes to location of vent stack.

.6 Domestic Water
Piping and Cold
Condensate Piping

- .1 Connect cold water to all fixtures, hose bibs, as required and as shown. This is to include all connections to equipment and units supplied under other Sections.
- .2 All equipment is to have unions or flanged connection for equipment removal, and where possible piping is to run concealed in all walls and ceiling, but may run exposed in mechanical rooms and warehouse.
- .3 Install shock absorbers ahead of all solenoid valves or other quick closing valves and where shown. Vacuum breakers are to be installed on all fixtures where required by the Ontario

Plumbing Code, or Local Plumbing Inspector.

- .4 Connect condensate piping to all drain pans and run to nearest drain.

- .7 Equipment Connection.1 Install unions and/or flanges to connect piping to all pieces of equipment. All equipment is to have isolating valves for equipment removal.

- .8 Flashing.1 All vent stacks and soil stacks are to connect to isolated stackvents. Stackvents are supplied and installed through the roof by Division 7. All holes through the roof are to be properly flashed and made weatherproof by roofer as required under Division 7.

- .9 Thermal Expansion and Contraction of Piping.1 The contractor to be responsible for expansion and contraction of all pipework. Erect all pipe in such a manner that the strain and weight does not come upon pipe connections of apparatus. Provide bends, or swing joints except where corrugated bellows type expansion joints are shown or required.

- .10 Air Elimination and Drainage.1 All low points to be installed with a ball valve with a screwed connection suitable for connecting a hose. Install air vents at all points in system/

3.2 - PIPING JOINTS

- .1 Threaded Joints
 - .1 Pipe is to be cut at right angles and reamed to full bore.
 - .2 Threads are to be carefully cut with sharp dies and proper cutting oil.
 - .3 All chips and other foreign matter are to be removed from the pipe before installation into system.
 - .4 Proper joint compound is to be used on male threads only. A good grade of hemp fibre is to be used on threads.
 - .5 Connections to be made with proper wrench to suite pipe size, additional leverage not to be allowed.

.6 Of threaded joints leak after assembly by normal methods, they are to be disconnected and corrected if possible, or replaced. Over tightening or caulking is not considered a proper correction.

.2 Solder Joints

- .1 Pipe is to be cut at right angles, reamed, deburred and sized.
- .2 End of pipe and inside of fittings to be cleaned with steel wool to a bright metallic finish.
- .3 Flux to be applied to outside of pipe and inside of fittings; fitting to be revolved on pipe to ensure proper distribution of flux.
- .4 Using solder wire, heat assembly with torch until solder has flowed completely around fittings. Wipe off excess solder. Solder used on potable water systems to consist of 0.2% maximum lead composition or alternately use 90/5/5 tin/silver/antimony. Large size pipe joints are to be completely tinned before assembly.

.3 Cast Iron Joints

.1 Mechanical joint cast iron piping and fittings will be assembled in accordance with manufacturer's recommendations.

.4 P.V.C. Polypropylene and A.B.S. Piping Joints

.1 Install P.V.C. Polypropylene and A.B.S. joints as per manufacturer's recommendations, using approved joining methods, compounds and materials.

3.3 HANGERS AND SUPPORTS

.1 Horizontal piping is to be supported as close as practical to the connected equipment and intermediated hangers are to be spaced as follows:

<u>Pipe size</u>	<u>Single Rod Dia.</u>	<u>Double Rod Dia.</u>	<u>Maximum Spacing</u>	
			<u>Copper</u>	<u>Steel</u>
Up to 3/4"	3/8"	3/8"	5 ft.	6 ft.
(Up to 19mm	10mm	10mm	1.5m	1.8m)
1" - 1 1/4"	3/8"	3/8"	5 ft.	8 ft.
(25mm to 32	10mm	10mm	1.5m	2.4m)

1	1 1/2" -2" 3/8"	3/8"	10 ft.	10 ft.
	(38mm & 50mm 10mm)	10mm	3m	3m)
2	1/2" & 3" 1/2"	3/8"	10 ft.	12 ft.
	(65mm & 75mm 13 mm)	13 mm	3m	3.7m)
4"	5/8"	5/8"	-	15 ft.
(100mm	16mm	16mm	-	4.6m)
6"	3/4"	5/8"	-	17 ft.
(150mm	19mm	16mm	-	5.2m)

- .2 Cast Iron Piping is to be supported at intervals not exceeding 5 ft. (1.5m) with clevis hanger securely anchored to building.
- .3 Cast iron fittings are to be supported at intervals not exceeding 3 ft (900mm).
- .4 Cast iron pipes are to be supported at every floor.
- .5 No support or hanger securing devices is to penetrate waterproofing roof membrane above steel deck.
- .6 Provide roller supports, floor stands, wall brackets, etc., for all lines running near the floor or near the walls, which can be properly supported by the floors or walls.
- .7 All pipe support arrangements are to be adjustable for proper support and grading.
- .8 Suspend piping using malleable iron or wrought steel hangers suspended from hanger rods threaded each end not more than 1 1/2" (38mm). Continuous threaded hanger rod is to be used in concealed locations only.
- .9 Hanger rods are to be attached to concrete inserts, beam clamps, welded brackets or similar device. Co-ordinate location and method of pipe support in building with Structural Engineer.
- .10 Roof supports for gas piping to be provided by Division 7.

- .11 Provide hangers for chilled water and cold water piping with the hanger around the insulation.

3.4 - VALVES AND ACCESSORIES

- .1 Use valve of line size unless noted otherwise or being used for balancing purposes.
- .2 Provide isolating valves in each branch from the main line and where shown.
- .3 Provide isolating valves for all fixtures, appliances etc., including the following:
 - 1. On each branch serving more than three fixtures
 - 2. At the base of each main riser.

Note: valves are not necessarily shown on the drawings.
- .4 Unless indicated otherwise provide radiation regulating valves at each terminal unit and in locations where valve is to be used for regulating purposes. Ball valves are not acceptable for balancing purposes.
- .5 Provide ½" (13mm) ball valve with cap and chain at any low point of the system not drainable through the main supply piping.
- .6 All valves are to be tagged and a chart showing location and equipment controlled to be turned over to the Owners upon completion of the job.
- .7 Escutcheon plates are to be installed at walls and floors where pipes are exposed to view.
- .8 Install auto air vents at all high points in system.
- .9 Install drain cup at each backflow preventer vent and drain opening and pipe to nearest floor drain.

3.5 - TEMPERATURE GAUGES

- .1 Install temperature gauges in all locations noted.

- .2 Check range of temperature expected at each location and supply thermometer with range to suit.
- .3 All temperature gauges to be installed in separable wells.

3.6 - PRESSURE GAUGES

- .1 Install pressure gauges in all locations noted and before and after each circulating pump.
- .2 Check range or pressures expected at each location and supply pressure gauge with range to suit.

3.7 - INSPECTION AND TESTING

- .1 Make tests that are required, by any authority having jurisdiction, in the presence of the authority's authorized inspector. Tests are to be certified by him.
- .2 Test all piping at the completion of roughing-in before connecting to new systems, and prior to concealment, insulation or covering of piping.
- .3 Notify the Consultant in writing at least forty-eight (48) hours prior to start of test. Failure to do so may require test to be re-done.
- .4 Ball test drains to O.W.R.C. Regulation 815/84, Ontario Plumbing Code.
- .5 all new drainage and vent piping is to be tested using water test method before connection of fixtures and maintain the required water level for 24 hours. Pressure test science room and prep room piping in accordance with manufacturer's instructions. Do not pressure test with compressed air or gas.
- .6 Final air test drains, waste and vent piping to O.W.R.C. Regulation 815/84, Ontario Plumbing Code.
- .7 All water distribution piping to be tested at a pressure of not less than 150 psig (1034kPa) maintained for 6 hours without necessity of additional pumping.

- .8 Heating water piping may be tested by filling the system with water and applying a hydrostatic pressure of 125 psig (860 kPa) which is to be maintained for at least 24 hours. If a freezing hazard exists the Consultant may permit a compressed air test to be substituted.
 - .9 Perform tests before application of pipe covering. Test buried and concealed piping before backfilling or concealing in structure. Protect equipment and parts not capable of withstanding test pressure during test.
 - .10 Any leaks found are to be properly repaired and test reapplied until results satisfactory to the Consultant are obtained.
- 3.8 - PLACING IN OPERATION**
- .1 Upon completion of the work and before turning over the job, the Contractor is to make a complete test of the various systems.
 - .2 Flush and sterilize domestic water mains in accordance with the procedures established by AWWA Specification C601.
 - .3 Flush all other domestic water piping in accordance with Local and Provincial Codes.

END

PART 1 - GENERAL

1.1 - GENERAL

- .1 Conform to the General Conditions, Supplementary General Conditions and Sections of Division 1, as applicable.
- .2 Conform to the General Provisions of Section 15 01 00.
- .3 Provide work under this Section as shown or specified and in accordance with the requirements of the Contract documents.

1.2 - RELATED WORK
SPECIFIED ELSEWHERE

- .1 Basic Materials and Methods, Section 15 05 00.
- .2 Plumbing Fixtures and Trim, Section 15 44 00.

1.3 - CLARIFICATION

- .1 Insulation may extend through fire rated separations when used in conjunctions with fire stopping material specifically tested for this purpose.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - GENERAL

- .1 Insulating material by Fibreglas Canada Limited, Manson Insulation, Knauf Fibreglass & Owens Corning are considered equal.
- .2 For adhesives and mastics for applications noted equal products of the following manufacturers will be accepted: Flinkote, Benjamin Foster; Minnesota Mining and Manufacturing; Pronto.
- .3 All insulation and covering material are to be non combustible, and asbestos free. Vapour barrier jacket, and adhesive to be fire retardant to approved standards of fire hazard classification for building materials. Flame spread rating not to exceed 25 and smoke rating not to exceed 50.

- .4 "Koolphen K" phenolic foam insulation with a thermal conductivity of 0.13 BTU.in/HR.FtSq. F and factory applied ASJ jacket is acceptable, except where piping is exposed then PVC jacketing is required. Thickness of insulation shall provide equivalent or better thermal resistance (R-factor) than specified.

2.2 - MATERIALS

.1 Domestic Cold Water

- .1 Piping - Fibreglass heavy density fiberglass insulation with factory applied all services vapour barrier jacket lapped and adhered with Flinkote 203 adhesive or equal. Insulation conductivity shall be in the range of 0.22 - 0.28 BTU in (h/ft.F) with mean temperature of 100°F. Seal all joints with 4" (100mm) wide strip of all service jacket material. Finished with a smooth layer of asbestos free finishing cement and covered with canvas.
- .2 Fittings and valves - Moulded or fabricated mitred segments of a thickness equal to that of the pipe insulation and finished with a layer of asbestos free finishing cement, trowelled smooth and covered with canvas.
- .3 Alternate method for insulating fittings: Pre-moulded high impact PVC fitting covers with fiberglass inserts, end joints sealed with PVC tape.
- .4 Exposed insulation - Finish with "Losmoke" PVC vapour barrier jacket and adhere with E.Z. Weld #1600 cement adhesive. Seal all joints with 4" (100mm) wide strip of PVC tape.
- .5 Insulation to be the thickness as follows:

<u>Pipe Size</u>	<u>Insulation Thickness</u>
½" (13mm) - 1 ¼" (32mm) Ø pipe	1" (25mm)
1 ½" (38mm) - 8" (203mm) Ø pipe	1 1/2" (38mm)

.2 Domestic Hot Water, Domestic Hot Water Recirculating Piping

- .1 Piping - Fibregalls heavy density fiberglass insulation with factory applied all service jacket lapped and adhered with Flintkote 203 adhesive or equal. Seal all joints with 4" (100mm) wide strip of all service jacket material. Insulation conductivity shall be in the range of 0.22 - 0.28 BTU in/(h.ft.F) with mean temperature of 100°F.
- .2 Fittings and valves - Moulded or fabricated mitred segments of a thickness equal to that of the pipe insulation and finished with a layer of asbestos free finishing cement, trowelled smooth and covered with canvas.
- .3 Alternate method for insulating fittings: Pre-moulded high impact PVC fitting covers with fiberglass inserts, end joints sealed with PVC tape.
- .4 Exposed insulation - Finish with "Losmoke" PVC vapour barrier jacket and adhere with E.Z. Weld #1600 cement adhesive. Seal all joints with 4" (100mm) wide strip of PVC tape.
- .5 Insulation to be the thickness as follows:

<u>Pipe Size</u>	<u>Insulation Thickness</u>
½" (13mm) - 1 ¼" (32mm) Ø pipe	1" (25mm)
1 ½" (38mm) - 8" (203mm) Ø pipe	1 1/2" (38mm)

.3 Heating Supply and Return Piping

- .1 Piping - Fibregalls heavy density fiberglass insulation with factory applied all service jacket lapped and adhered with Flintkote 203 adhesive or equal. Seal all joints with 4" (100mm) wide strip of all service jacket material. Insulation conductivity shall be in the range of 0.22 - 0.29 BTU in/(h.ft.F) with mean temperature of 125°F.

- .2 Fittings and valves - Moulded or fabricated mitred segments of a thickness equal to that of the pipe insulation and finished with a layer of asbestos free finishing cement, trowelled smooth and covered with canvas.
- .3 Alternate method for insulating fittings: Pre-moulded high impact PVC fitting covers with fiberglass inserts, end joints sealed with PVC tape.
- .4 Exposed insulation - Finish with "Losmoke" PVC vapour barrier jacket and adhere with E.Z. Weld #1600 cement adhesive. Seal all joints with 4" (100mm) wide strip of PVC tape.
- .5 Insulation to be the thickness as follows:

<u>Pipe Size</u>	<u>Insulation Thickness</u>
¾" (19mm) - 3 (75mm) Ø pipe	1" (25mm)
4 (100mm) - 8" (203mm) Ø pipe	1 1/2" (38mm)

.4 Hot Water and Drain Piping at Handicapped Fixtures

- .1 Armstrong Armaflex 2000 self seal pipe insulation, closed cell elastomeric and flexible, ½" (13mm) thickness. Secure joints with 3M #471 tape. Finish with "Losmoke" PVC vapour barrier jacket and adhere with E.Z. Weld #1600 cement adhesive. Seal all joints with 4" (100mm) wide strip of PVC tape.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - GENERAL

- .1 Do not apply insulating materials until equipment to be insulated has been properly cleaned, dried and tested to the satisfaction of the Consultant.
- .2 Apply all insulation, wrapping, vapour barrier, adhesives, coatings and cement in strict accordance with manufacturer's recommendations.
- .3 Do not apply any insulation or finishing when the ambient temperature in the space is less than 50°F. (10°C).

3.2 - INSTALLATION
APPLICATION

- .1 Apply all covering in a neat workmanlike manner to present a clean appearance upon completion of the job.
- .2 Apply all insulation in a manner to facilitate replacing and/or servicing of equipment.
- .3 Make good and refinish cracks, undulations or any other deficiencies occurring in the insulation or vapour barrier.
- .4 On all piping, equipment and ductwork, terminate the insulation neatly around all openings and items requiring periodic access. Insulate separately with removable 16 gauge galvanized sheet steel panels lined with rigid slab insulating materials providing equivalent insulation to that on the adjoining surface.
- .5 Provide metal corners concealed with canvas finish on all exposed rigid duct insulations.
- .6 Do not use staples on vapour barriers.
- .7 Provide the following insulation work:
 1. All new domestic hot water, domestic hot water recirculating and cold water piping, including water meter, accessories, etc.
 2. All new heating supply and return piping.

3. All new exposed domestic hot water drain at each handicapped fixture 1/2" (13mm) pipe insulation.
- .8 On all piping having vapour barrier jacket, the adjoining section of insulation is to be butted firmly together and the longitudinal seams of the vapour jacket to be sealed with vapour barrier adhesive. End joints are to be sealed with 4" (100mm) factory furnished vapour barrier strips.
- .9 Apply insulation over clean dry surfaces butting and adjoining sections firmly together and sealing or taping smoothly over joints.
- .10 Where the pipe hanger is around the insulation, provide a 6" (152 mm) length at equal thickness of moulded thermo - 12 insulation, protected with a saddle, within the pipe support. Coordinate with Contractor installing hangers referenced in Section 15 05 00.
- .11 Extend pipe and duct insulation and covering through sleeves, walls, floors, ceilings, and structural beams, unless indicated otherwise on drawings, or other sections of this specification.
- .12 Cover angles and standing seams which extend beyond face of applied insulation with 1/2" (13mm) thick blanket of glass fibre insulation fitted with factory applied facing of fire resistant kraft paper. Provide 3" (75mm) overlap on each side of angle or seam. Apply strips of 1" (25mm) thick glass fibre insulation board over blanket type insulation, allowing extended portion of angle or seam to project through work.
- .13 Seal holes, corners, and joints with 3" (75mm) wide scrim foil tape immediately following application of insulating materials.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - GENERAL .1 Conform to the General Provisions of Section 15 01 00.
- .2 Provide work under this Section as shown or specified and in accordance with the requirements of the Contract documents.
- 1.2 - RELATED WORK SPECIFIED ELSEWHERE .1 Basic Materials and Methods, Section 15 05 00.
- .2 Insulation, Section 15 18 00.
- .3 Plumbing Fixtures and Trim, Section 15 44 00.
- 1.3 - QUALITY ASSURANCE .1 Requirements of Regulatory Agencies:
1. Comply with local bylaws and standards.
 2. Comply with regulations under the Ontario Hydro Electrical Safety Code (latest edition)
 3. Conform to Ontario Building Code (latest edition) containing the Building Code Act, and Ontario Reg. 403/97 including all amendments.
 4. Conform to ACNBC Canadian Plumbing Code current edition.
- 1.4 - SUBMITTALS .1 Submit shop drawings in accordance with Paragraph 1.4 Section 15 01 10 for the following items:
- Plumbing specialties
 - Floor Drains
 - Cleanouts
 - Fixture Carriers
- .2 Submit inspection certificates obtained from local inspection authorities.
- .3 Submit certificates indicating that all required testing has been completed.
- 1.5 - APPROVAL .1 Additional manufacturers wishing to bid products other than the product specified herein, are to submit to the Consultant prior

to Tender close a list of three past installations of products similar to those listed. Complete catalogue data along with deviations from the product specified are to be noted in the submittal to the Consultant. The manufacturer guarantees the proposed substitute product to comply with the product specified and as detailed on the Drawings, unless the deviations are so noted in the submittal for approval.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - FLOOR AND HUB DRAINS

- .1 Flor drains to Ancon FD-200-L, Enpoco, smith SQ4-1753-D-SQ5 or Zurn in 3" (75mm) outlet size. Drain to be complete with trap and ½" (13mm) thick, polished nickel bronze adjustable strainer (match existing size if floor drain is being replaced with new). Where shown as funnel floor drain, provide Ancon FD-100-G, Smith 2005-3591NB, fitted with 9" (225mm) x 4" (100mm) oval funnels. Drains in shower and similar wet areas to have "C" membrane clamp.
- .2 Floor drains in utility, service, storage, etc, areas shall be Ancon FD-100, Enpoco, Smith 2005A or Zurn, 3" (75mm) outlet size, ½" (13 mm) thick nickel bronze strainer.
- .3 Hub drains for planting areas shall be Ancon FD-860, Enpoco, Smith 2675 or Zurn in 3" (75mm) outlet, with satin bronze tub.

2.2 - CLEANOUTS

- .1 All cleanouts to be made with standard TY branch and Y branch and bend using Ancon Model CO-300-S, Enpoco, Smith 4930 or Zurn floor type cleanouts with nickel bronze tops (match existing size if clean out is being replaced with new).
- .2 Cleanouts in finished walls to be concealed with Ancon, Enpoco, Smith 4930 or Zurn floor type cleanouts with nickel bronze tops (match existing size if clean out is being replaced with new).

- .3 In floor with terrazzo finish, use Ancon CO-200-US, Encopo, Smith 4200 or Zurn inlay type cleanout with square recessed nickel bronze access cover and frame.
- .4 In floors with waterproof membrane, use Ancon CO-100-C-S-1, Enpoco, Smith 4020Y or Zurn floor level cleanout with anchoring flange and membrane clamp, satin nickel bronze square top.
- .5 In carpet floors, use Ancon CO-100-CF, Enpoco, Smith or Zurn with carpet clamping flanges.
- .6 Cleanouts to be placed where shown, but wheter shown or not, there is to be a cleanout at the base of every soil stack Ancon model CO-4619(H), Enpoco, Smith 4530 or Zurn. Install cleanout on main building drain just before it leaves the building.
- .7 In walls for urinals, use Ancon Model CO-590-B-RD, Enpoco, smith or Zurn wall cleanout with round polished steel access cover.

2.3 - VENT STACKS

- .1 All new ventstacks to be provided with insulated ventstacks supplied and installed by Division 7. This Division to connect new vents to stacks.

2.4 - SHOCK ABSORBERS

- .1 Shock absorbers shall ben Ancon series Shock Guard all stainless steel construction with nesting bellows precharged with air.
- .2 Enpoco, Smith or Zurn are acceptable manufacuturers.

2.5 - FIXTURE CARRIERS

- .1 Provide Ancon Model CA-411 Lavatory Carrier with epoxy coated cast iron foot support heavy duty rectangular steel uprights, epoxy coated cast iron support, heavy duty rectangular steel uprights, epoxy coated cast iron support arms with integral locking device and leveling screws for all lavatories mounted on stud partition walls or block walls.
- .2 Provide Ancon Model CA-321 Urinal Carrier with epoxy coated cast iron foot support heavy duty rectangular steel structural uprights with

universal steel hanger support plate and bottom bearing plate and plated hardware for all urinals mounted on stud partition walls or block walls.

- .3 Provide Ancon Model CA-101 for single water closet or back water closets epoxy coated cast iron horizontal adjustable fittings face plate and foot supports invertible for siphon jet or blow jet water closets, complete with ABS extension with integral test cap plated hardware and neoprene gaskets, for all wall hung water closets mounted on stud or block walls.
- .4 Provide Ancon Model CA-421 for drinking fountain, epoxy coated cast iron foot support heavy duty rectangular steel structural uprights with universal steel hanger support plate for all drinking fountains mounted on stud partition walls or block walls.
- .5 Enpoco, Smith or Zurn are acceptable manufacturers.

2.6 - DIELECTRIC UNIONS

- .1 Provide wherever pipes of dissimilar metals are joined.
- .2 Provide insulating unions for pipe sizes 2" (50mm) and under and flanges for pipe sizes 2 ½" (65mm) and over.
- .3 Cast brass adapters may be used where approved by the Consultant.
- .4 Provide an isolating separations wherever piping may touch dissimilar metal studs, joists, concrete, etc.

2.7 - BACKFLOW PREVENTERS

- .1 Install backflow preventers as required by the OBC and local regulations. Install and test in accordance with CAN/CSA B64 standards.

PART 3 - EXECUTION

3.1 - PLUMBING
SPECIALTIES

.1 Cleanouts

- .1 Cleanouts to be the same size as a pipe up to 4" (100mm) and not less than 4" (100mm) for larger pipes.
- .2 Provide cleanouts at the end of mains and branches, at changes in directions, in long straight runs, at the base of all soil stacks and rainwater leader and where required by code.
- .3 Use extended cleanouts for piping installed below grade and furred ceiling spaces.
- .4 Co-ordinate final cleanout elevations and configurations with floor finishes.

.2 Floor & Hub Drains

- .1 Reference shall be made the Architectural Drawings for slopes of floors and locations of floor drains with regard to furniture, benches, etc, and on specific placing.
- .2 Provide drains, complete with traps, where shown on drawings.
- .3 Provide trap seal primers and supply lines to each drain. All trap seal primers shall be accessible, provide suitable access doors where necessary.
- .4 Co-ordinate final drain elevation and configuration with floor drains.

.3 Water Hammer Arrestors

- .1 Provide 24" (610mm) air chambers fabricated from Type L, copper tubing with capped end, or water hammer arrestors, at each plumbing fixture or fixture group, and where else necessary to prevent water hammer.

.4 Fixture Carriers

- .1 Fasten carriers securely to the building structure with $\frac{1}{2}$ " (13mm) bolts and necessary anchors.

END

PART 1 - GENERAL

- 1.1 - GENERAL .1 Conform to the General Provisions of Section 15 01 00.
- .2 Provide work under this Section as shown or specified and in accordance with the requirements of the Contract documents.
- 1.2 - QUALITY ASSURANCE .1 Requirements of Regulatory Agencies.
1. Comply with local bylaws and standards.
 2. Comply with regulations under the Ontario Hydro Electrical Safety Code (latest edition).
 3. Conform to Ontario Building Code 1997 containing the Building Code Act, and Ontario Reg. 403/97 including all amendments.
 4. Conform to ACNBC Canadian Plumbing Code current edition.
- 1.3 - SUBMITTALS .1 Submit shop drawings and maintenance manuals for all plumbing fixtures in accordance with Section 15 01 10.
- .2 Submit inspection certificates obtained from local inspection authorities.
- .3 Submit certificates indicating that all required testing has been completed.
- 1.4 - ALTERNATE PRODUCTS .1 Additional manufacturers wishing to bid products, other than the products **specified herein**, are to submit the Consultant prior to Tender close a list of three past installations of products similar to those listed. Complete catalogue data along with deviations from the product specified are to be noted in the submittals to the Consultant. The manufacturer guarantees the proposed substitute product to comply with the product specified and as detailed on the drawings, unless the deviations are so noted in the submittals for approval.

PART 2 - PRODUCTS

2.1 - PLUMBING FIXTURES .1 All plumbing fixtures to be CSA approved, Class A fixtures.

- .2 Fixture Reference "**WC-1**": Water closet to be vitreous china, wall-mount, siphon jet, quiet action, low-consumption (4.8 Lpf) closet bowl elongated rim, self draining jet, bolt caps, 1 ½" (38mm) top spud and heavy duty front open front seat less cover with check hinge. All toilets and seats to be white. Provide necessary floor mount carrier to suit wall construction. Provide electronic flush valve with hardwire (24 VAC) sensor on valve c/w manual push-button override. Provide optional 24-hour automatic flush factory set to 'OFF'. Division 15 to provide all necessary 110 to 24VAC transformers to suit all required electronic fixtures. Note: Flush valve to be adjustable to match water closet reduced to flow of 4.8 Lpf.

Manufacturer: American Standard "AFWALL Flow-Wise" Model 3351.001

Flush Valve: Delta Model 81T201HWA

Seat: Olsonite #8C
Centoco or Beneke equivalent

- .3 Fixture Reference "**U-1**": Wall-hung, wall outlet, water-less Urinal.

Manufacturer: Sloan WES-1000

Wall Carrier: Ancon Model CA-321
Enpoco, Smith or Zurn equivalent

- .4 Fixture Reference "**SD**": Hands-free soap dispenser.

Manufacturer: Delta model DESD-550 w/ 060919A wiring (hardwired)

- .5 Fixture Reference "**LAV-2**": Vanity basin to be solid surface countertop with integral two bowls (see Plumbing Note #24 on Drawing M101).

Provide hardwired sensor faucet with mechanical mixing valve housed in 10"x10" control box with stainless steel cover. Provide vandal proof aerator and offset grid strainer assembly. Provide **offset** chrome plated P-trap with cleanout for all basins. Maximum flow rate of 1.84 GPM (8.35 LPM). Provide 120AC/6VDC power converter.

Manufacturer: DuPont "Corian" Lav Deck
Model 100

Faucet: Delta Model 591T0266

Drain: Powers Crane P-3902
Cambridge Brass, McGuire

Supplies: Powers Crane P4252
Cambridge Brass or McGuire
equivalent

Trap: Powers Crane P4001
Cambridge Brass or McGuire
equivalent

Wall Carrier*: Ancon CA-411
Enpoco, Smith or Zurn
equivalent

*** Note: Mechanical Contractor shall install "heavy duty" lavatory carriers as per the Architectural Details Sheet A202. Provide one carrier support at both ends of the lavatory plus one carrier in-between each bowl.**

- .6 Fixture Reference "**HLAV**": Handicapped lavatory to be vitreous china wall-hung lavatory with integral back, concealed front overflow, rectangular basin, splash lip, soap depressions, mounting brackets. Provide supplies with lockshield stops complete with hard wired sensor faucet with mechanical mixing valve, vandal proof aerator and offset grid strainer assembly. Provide hardwired sensor faucet with mechanical mixing valve

housed in 10"x10" control box with stainless steel cover. Provide vandal proof aerator and offset grid strainer assembly. Provide **offset** chrome plated P-trap with cleanout for all basins. Maximum flow rate of 1.84 GPM (8.35 LPM). Provide 120AC/6VDC power converter. Provide offset chrome plated P-trap with cleanout for all lavatories. Provide vitreous china/knee contact guard. Maximum flow rate of 1.84 GPM (8.35 LPM). Provide 120AC/6VDC power converter.

Manufacturer:

American Standard "Murro" Model 0954.00 w/0059.020 contact guard

Crane "Serena" Model 129V w/ 132 contact guard

Gerber Model 12-464 w/ contact guard

Kohler Model K-2028-4/K-2057 w/ contact guard

Briggs Model 6640/6645 w/ contact guard

Faucet: Delta 591T0266

Drain: Delta 33T290

Supplies: (provide as required)

Trap: Delta 33T311

Wall Carrier:

Ancon CA-411, Enpoco, Smith or Zurn equivalent

PART 3 - EXECUTION

3.1 - WORKMANSHIP

- .1 Remove existing floor finishes.
- .2 Apply tile or backing coats to clean and sound surfaces in accordance with tile adhesive manufacturers' written instructions.
- .3 Fit tile around corners, fitments, fixtures, drawings and other built-in objects. Maintain uniform joint appearance. Cut edges smooth and even.
- .4 Maximum surface tolerance 1:800.
- .5 Make joints between tile uniform and approximately 1.5 mm wide, plumb, straight, true, even and flush with adjacent tile. Ensure sheet layout not visible after installation.
- .6 Lay out tiles so perimeter tiles are minimum $\frac{1}{2}$ size.
- .7 Sound tiles after setting and replace - sounding units to obtain full bond.
- .8 Make internal angles square.
- .9 Install threshold strips and junction of tile flooring and dissimilar materials.
- .10 Clean installed tile surfaces after installation and grouting cured.

3.2 - FLOOR TILE

- .1 Install in accordance with TTMAC details.

3.3 - WALL BASE TILE

- .1 Install trim caps level and straight with butt joints flush. Inside and outside corners shall be mitred with a power mitre saw.
- .2 Install in accordance with TTMAC details.
- .3 Install cut tile edge down toward top edge of wall base. Shall be manufactured edge.

3.4 - WALL TILE .1 Install in accordance with TTMAC details.

3.5 - FLOOR SEALER AND PROTECTIVE COATING .1 Apply in accordance with manufacturers instructions.

END

GREENHOUSE AND PROCESSING CROPS RESEARCH FACILITY - WASHROOM UPGRADES

2585 COUNTY ROAD 20, HARROW, ONTARIO

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA



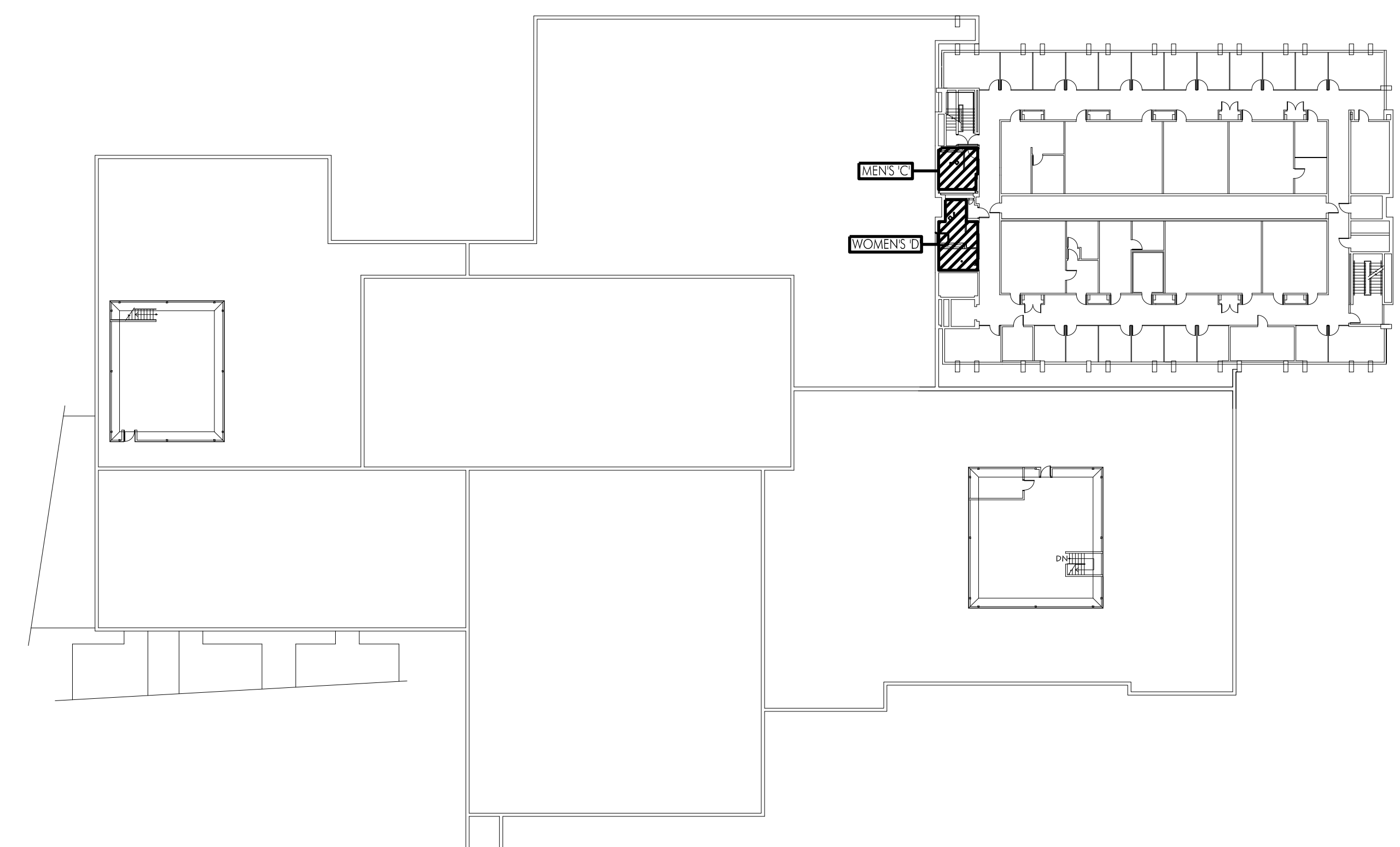
SHEET LEGEND:

- A101 - MEN'S WASHROOM 'C', WOMEN'S WASHROOM 'D' & H/C WASHROOM 'E' - PLANS
- A201 - MEN'S WASHROOM 'C', WOMEN'S WASHROOM 'D' & H/C WASHROOM 'E' - ELEVATIONS AND DETAILS
- A202 - SECTIONS AND DETAILS
- M101 - MEN'S WASHROOM 'C', WOMEN'S WASHROOM 'D' & H/C WASHROOM 'E'

GENERAL NOTES:

1. ALL CONSTRUCTION SHALL CONFORM TO THE LATEST EDITION OF THE ONTARIO BUILDING CODE.
2. ALL WRITTEN DIMENSIONS ARE TO BE FOLLOWED. DO NOT SCALE DRAWINGS. ALL DIMENSIONS TO BE VERIFIED BY CONTRACTOR BEFORE COMMENCING ANY WORK.
3. BEFORE BEGINNING WORK AT THE SITE, WHERE POSSIBLE, AND THROUGHOUT THE COURSE OF THE WORK, INSPECT AND VERIFY THE LOCATION AND CONDITION OF EVERY ITEM AFFECTED BY THE WORK UNDER THIS CONTRACT AND REPORT DISCREPANCIES TO THE CONSULTANT BEFORE DOING WORK RELATED TO THAT BEING INSPECTED.
4. BEFORE BEGINNING WORK AT THE SITE, INSPECT THE EXISTING BUILDING AND DETERMINE THE EXTENT OF THE EXISTING FINISHES, SPECIALTIES, CASEWORK, EQUIPMENT, AND OTHER ITEMS WHICH MUST BE REMOVED IN ORDER TO PERFORM THE WORK UNDER THIS CONTRACT.

5. THE ARCHITECTURAL DRAWINGS SHOW PRINCIPAL AREAS WHERE WORK MUST BE ACCOMPLISHED UNDER THIS CONTRACT. INCIDENTAL WORK MAY ALSO BE NECESSARY IN AREAS NOT SHOWN ON THE ARCHITECTURAL DRAWINGS DUE TO CHANGES AFFECTING THE MECHANICAL, ELECTRICAL OR OTHER SYSTEMS. SUCH WORK IS ALSO PART OF THIS CONTRACT. INSPECT THOSE AREAS AND ASCERTAIN THE EXTENT OF WORK NEEDED AND DO THAT WORK IN ACCORDANCE WITH THE CONTRACT REQUIREMENTS AT NO ADDITIONAL COST.
6. DO NOT DRILL OR CUT EXISTING JOISTS, BEAMS, COLUMNS, OR OTHER STRUCTURAL ELEMENTS UNLESS SPECIFICALLY INDICATED. DRILL SLABS WHERE APPROVED. MAKE OPENINGS OF PROPER SIZE FOR CONDUITS, DUCTS, PIPES AND OTHER ITEMS PASSING THROUGH OPENINGS.
7. REPAIR, PATCH, AND FINISH OR REFINISH AS APPLICABLE, TO MATCH ADJACENT EXISTING FINISHES, THOSE EXISTING SURFACES DAMAGED OR NEWLY EXPOSED AS A RESULT OF PERFORMING THE WORK UNDER THIS CONTRACT.
8. WHERE CUTTING OF EXISTING SURFACES OR REMOVAL OF EXISTING FINISHES IS REQUIRED TO PERFORM THE WORK UNDER THIS CONTRACT, AND NEW FINISH IS NOT INDICATED, FILL RESULTING OPENINGS AND PATCH THE SURFACE AFTER DOING THE WORK, AND FINISH TO MATCH ADJACENT EXISTING SURFACES.

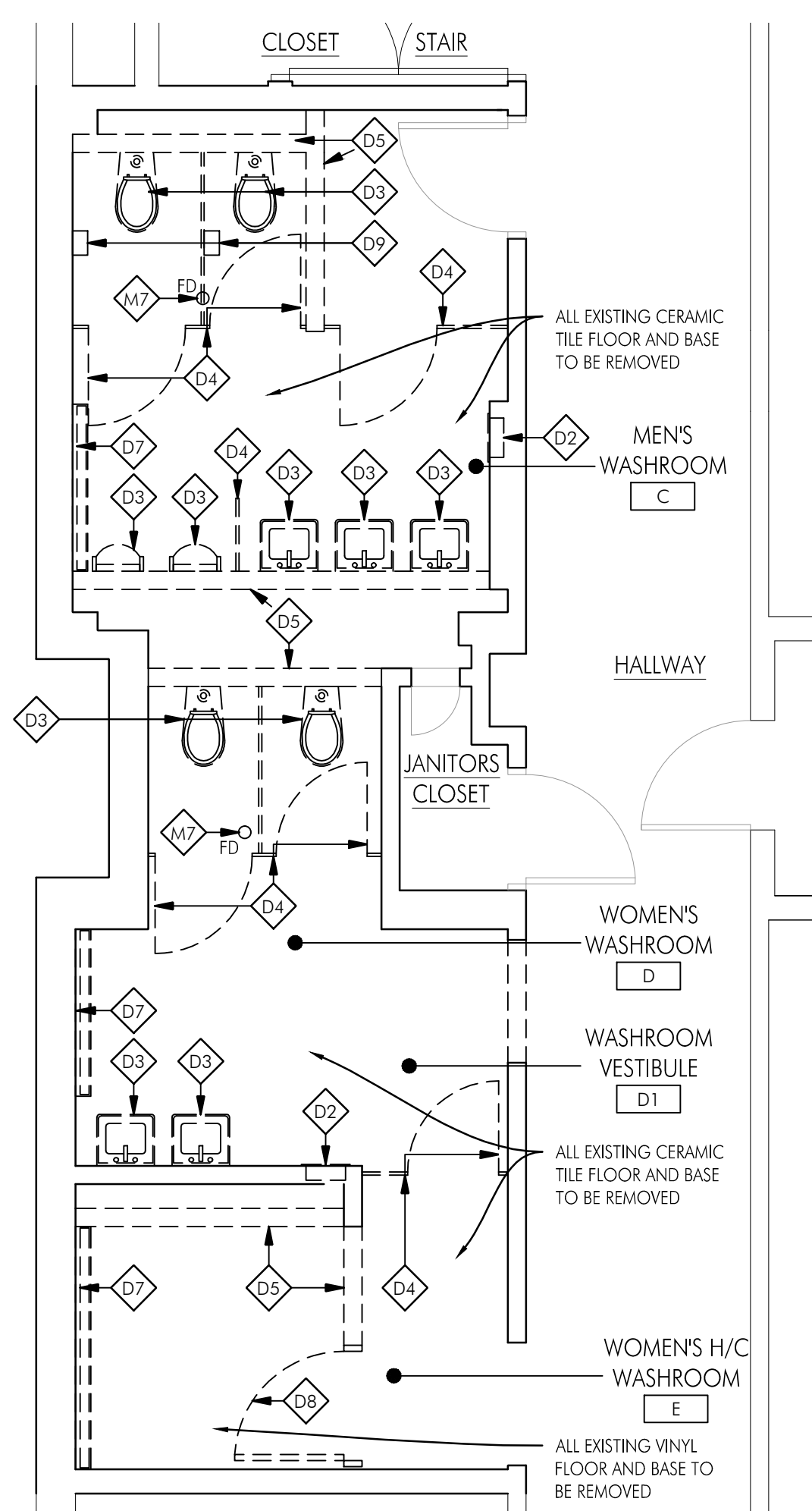


SECOND FLOOR KEY PLAN
SCALE: 1/32" = 1'-0"

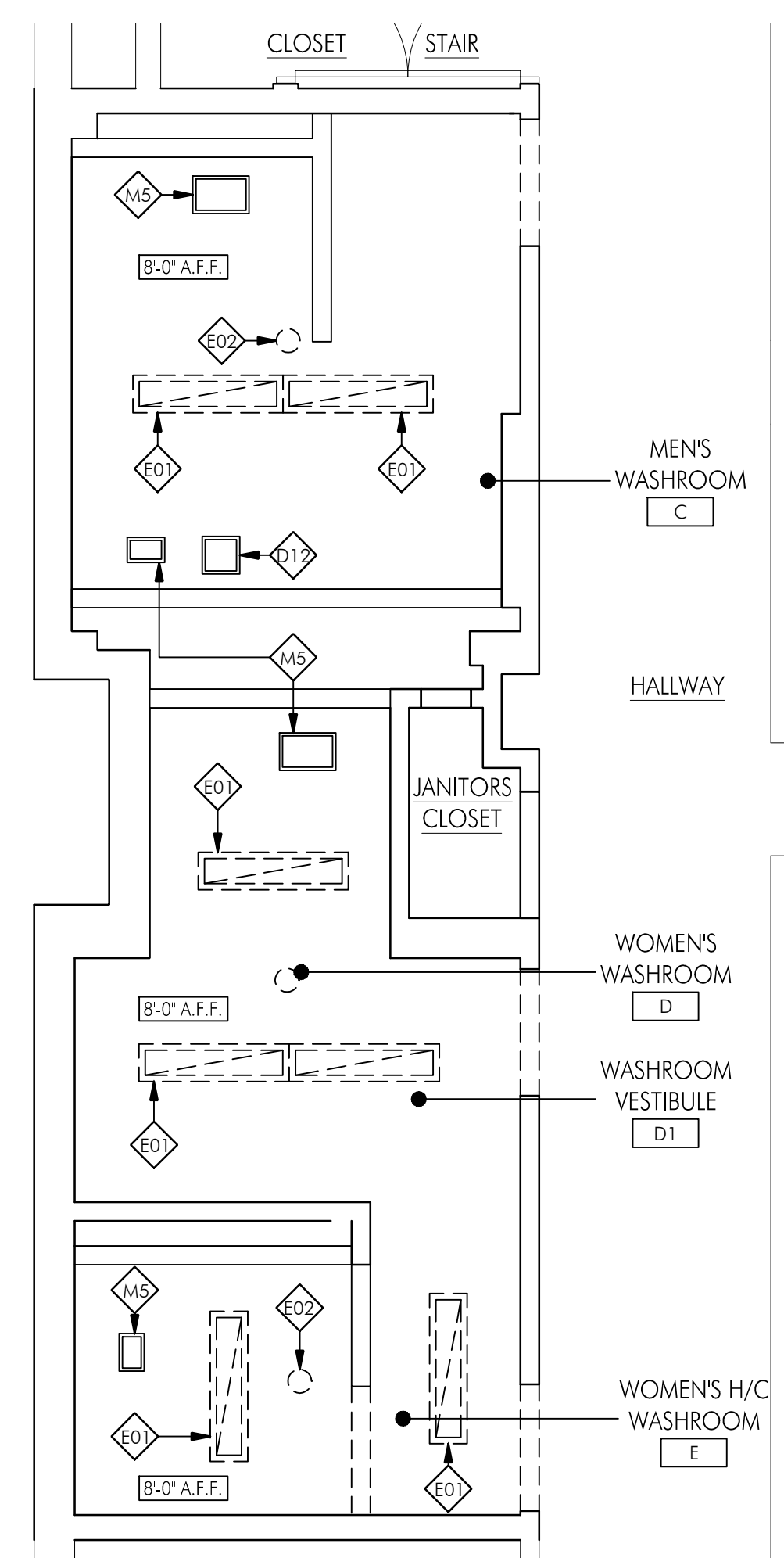
3535 North Service Road East
Windsor, Ontario
N8W5R7
Phone: (519) 966-6750
Fax: (519) 966-6753

 **Glos Associates Inc.**
ARCHITECTURAL + ENGINEERING CONSULTANTS

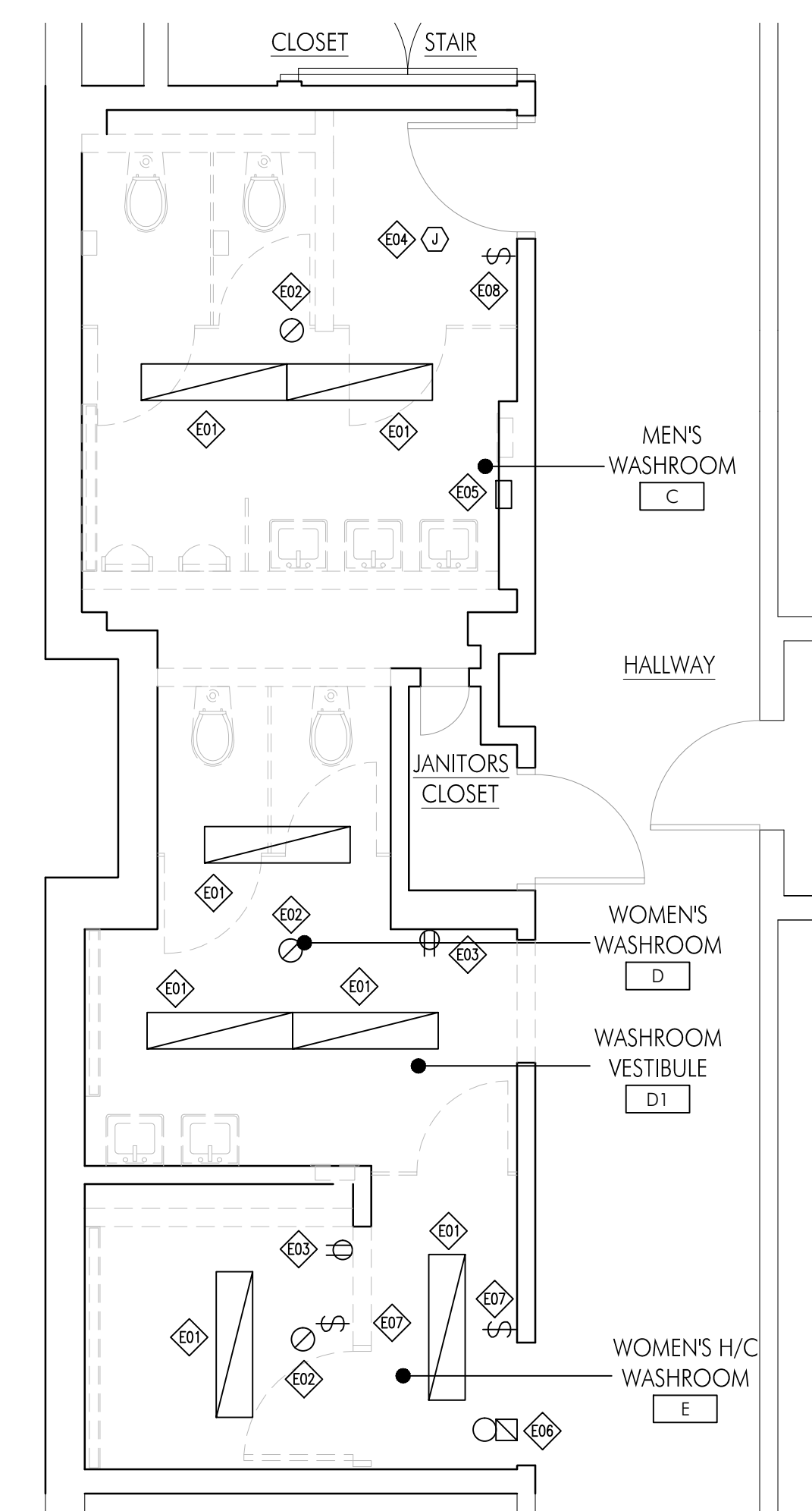
PROJECT NUMBER: A614



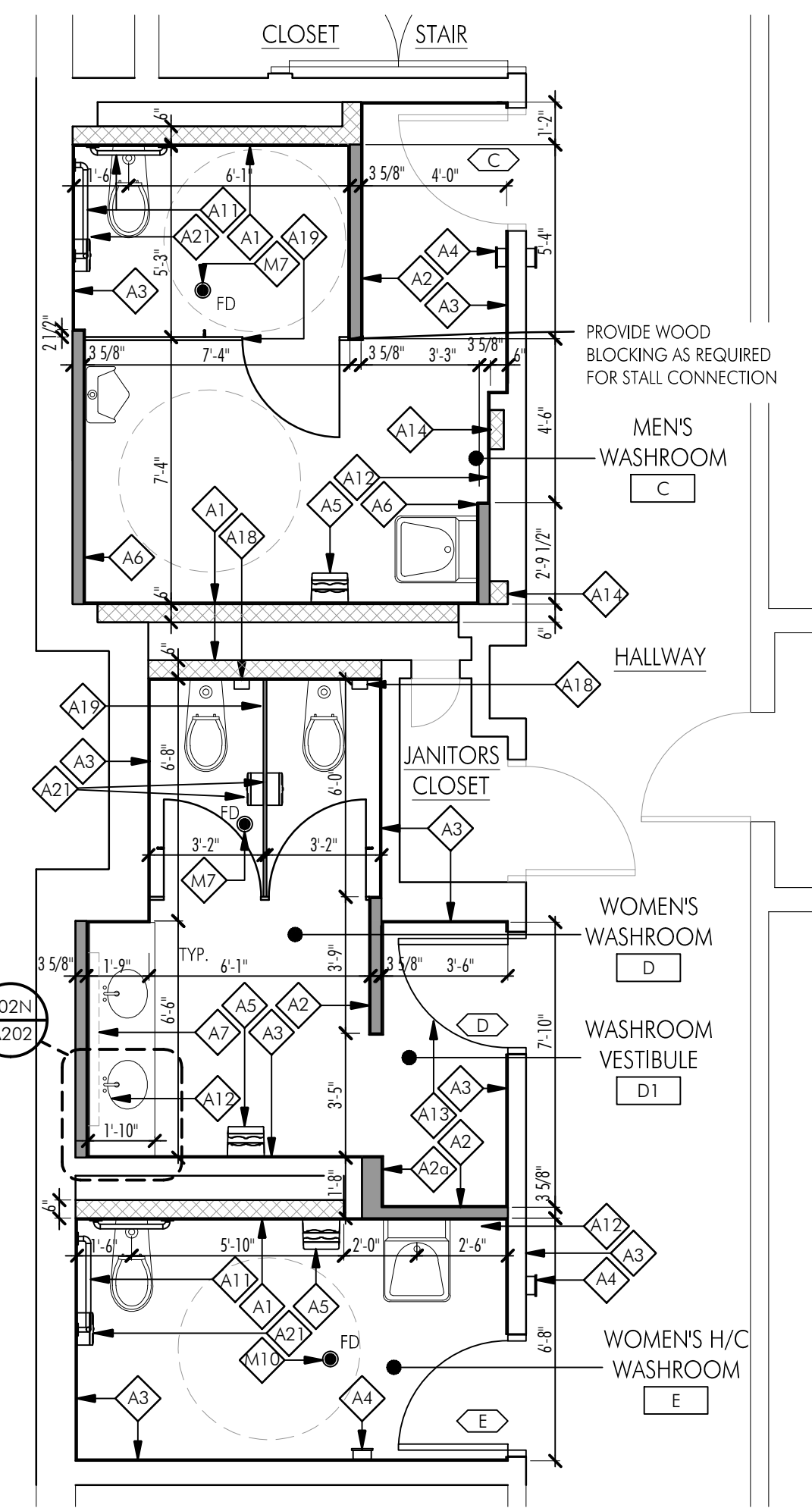
DEMOLITION PLAN
SCALE: 1/4"=1'-0"



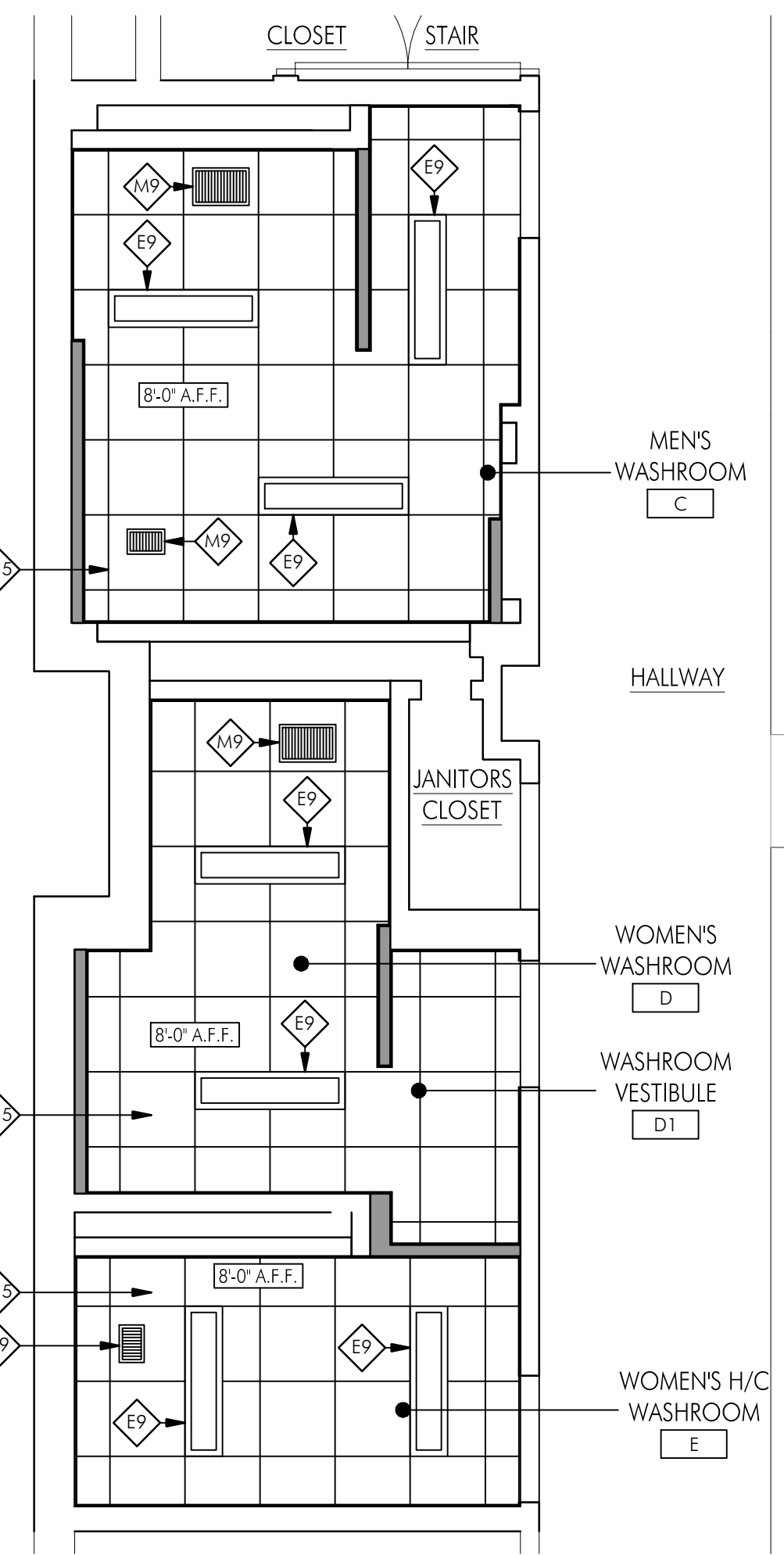
REFLECTED CEILING DEMOLITION PLAN
SCALE: 1/4"=1'-0"



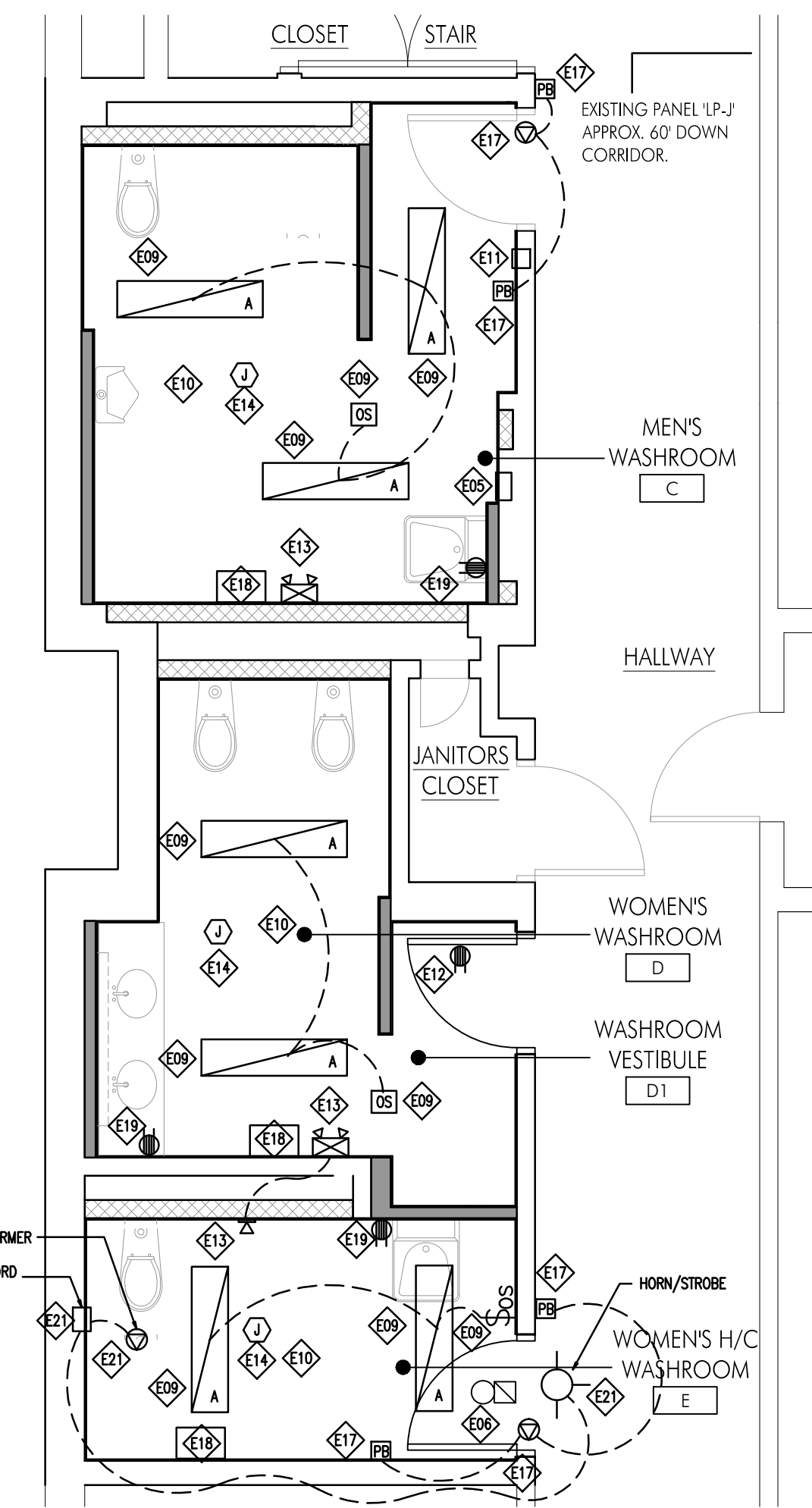
DEMOLITION ELECTRICAL PLAN
SCALE: 1/4"=1'-0"



FLOOR PLAN
SCALE: 1/4"=1'-0"



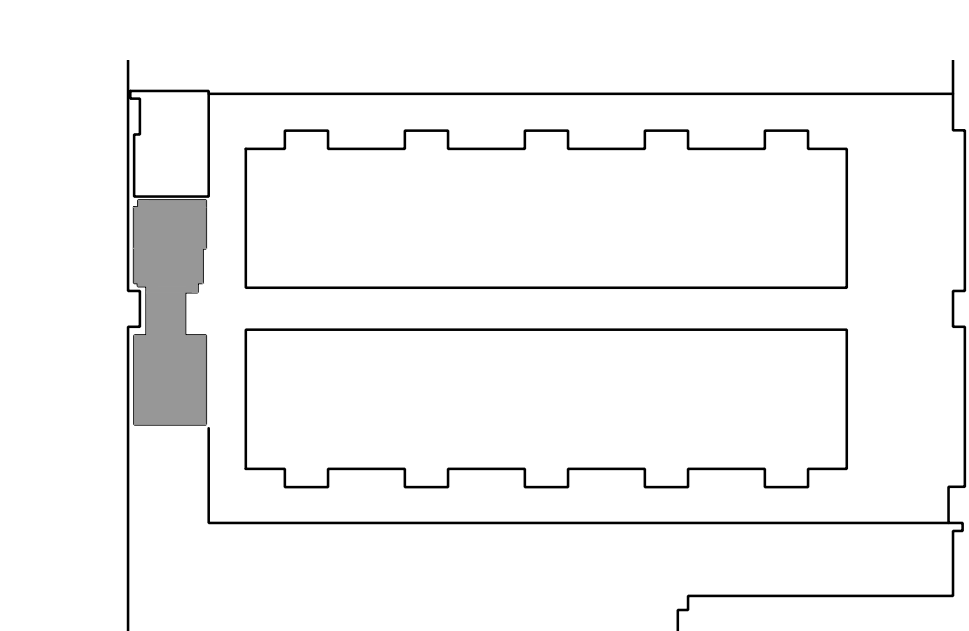
REFLECTED CEILING PLAN
SCALE: 1/4"=1'-0"



ELECTRICAL PLAN
SCALE: 1/4"=1'-0"

DEMOLITION NOTES:

- THIS CONTRACTOR SHALL CARRY OUT INVESTIGATIONS TO ASCERTAIN THE EXISTENCE OF ANY UTILITIES BELOW THE EXISTING CONCRETE FLOOR. DEMOLISH PORTION OF CONCRETE FLOOR WITH CARE SO AS NOT TO DAMAGE ANY EXISTING SERVICES BELOW.
- REMOVE COMPLETE ALL MIRRORS AND ALL ACCESSORIES FOR SOAP, TOILET PAPER, SANITARY PRODUCTS, TOILET SEAT COVERS, PAPER TOWELS, COAT HOOKS AND DOOR STOPS.
- PREPARE ALL EXISTING SURFACES TO REMAIN FOR NEW SUBSTRATE AND/OR FINISHES.
- REMOVE ALL EXISTING ACCESS PANELS COMPLETE.
- ALL EXISTING FLOOR FINISHES TO BE REMOVED AND SURFACE TO BE PREPARED FOR NEW FINISHES.
- ALL EXISTING CEILING FINISHES TO BE REMOVED.
- REMOVE EXISTING PAPER TOWEL DISPENSER AND STAINLESS STEEL COVER PLATE FROM WALL COMPLETE.
- REMOVE EXISTING RECESSED PAPER TOWEL DISPENSER / REFUSE BIN UNIT.
- REMOVE PLUMBING FIXTURE COMPLETE AND LINES CAPPED.
- REMOVE TOILET PARTITION COMPLETE.
- AREA OF EXISTING BLOCK WALL TO BE REMOVED COMPLETE.
- REMOVE EXISTING MILLWORK COMPLETE.
- REMOVE EXISTING RADIATOR COMPLETE.
- REMOVE EXISTING DOOR AND DOOR FRAME COMPLETE.
- REMOVE EXISTING DOUBLE TOILET PAPER DISPENSER.
- REMOVE EXISTING CERAMIC TILE BASE COMPLETE.
- REMOVE EXISTING VINYL BASE COMPLETE.
- EXISTING ACCESS PANEL TO BE REMOVED.
- REMOVE PORTION OF BLOCK WALL FOR INSTALLATION OF NEW DOOR AND FRAME. GENERAL CONTRACTOR TO INVESTIGATE WALL PRIOR TO DEMOLITION TO SEE IF WALL IS LOAD BEARING. REPORT BACK TO ARCHITECT IF WALL IS LOAD BEARING.



SECOND FLOOR KEY PLAN
SCALE: N.T.S.

LEGEND

SYMBOL	DESCRIPTION
\$ \$ \$ \$	120V, SINGLE POLE, THREE WAY, FOUR WAY SWITCH
WALL MOUNT	WALL MOUNT OCCUPANCY SENSOR AS SPECIFIED
120V	120V, 15A DUPLEX RECEPTACLE
120V	120V, 15A GROUND FAULT INTERRUPTING RECEPTACLE
⊖	THERMOSTAT
▽	COMMUNICATION OUTLET - 3/4" CONDUIT
⊕	ELECTRICAL CONNECTION
⊕	SINGLE PHASE, THREE PHASE MOTOR CONNECTION
⊕	INCANDESCENT, H.I.D., OR COMPACT FLOURESCENT FIXTURE
⊕	WALL MOUNTED FIXTURE
⊕	FLOURESCENT FIXTURE
⊕	FLOURESCENT STRIP FIXTURE
⊕	BATTERY BACKUP EMERGENCY LIGHT
⊕	SINGLE/DOUBLE REMOTE EMERGENCY LIGHT
AFF	ABOVE FINISHED FLOOR
EF	EXHAUST FAN
O/C	OVER COUNTER
NL	NIGHT LIGHT
⊕	HEAT DETECTOR (RATE OF RISE)
⊕	SMOKE DETECTOR
⊕	FIRE ALARM HORN
HD	HAND DRYER
OS	OCCUPANCY SENSOR
⊕	JUNCTION BOX

FIXTURE SCHEDULE

A	1x4 RECESSED FLOURESCENT FIXTURE c/w PRISMATIC LENS, HINGED DOOR, 120V ELECTRONIC BALLAST AND TWO T8 LAMPS. PHILIPS: AA-248-UNV-HVIA
⊕	EMERGENCY BATTERY UNIT c/w WHITE FINISH, 6V, MAINTENANCE FREE BATTERY, TWO 9W LAMPS, REMOTE CAPABILITY AND 120/347V INPUT. LUMACELL: RGCC44-2M19
⊕	REMOTE EMERGENCY LIGHTING UNIT c/w WHITE FINISH AND 6V, 9W PAR 18 LAMPS. LUMACELL: MT1-6V9W, MT2-6V9W

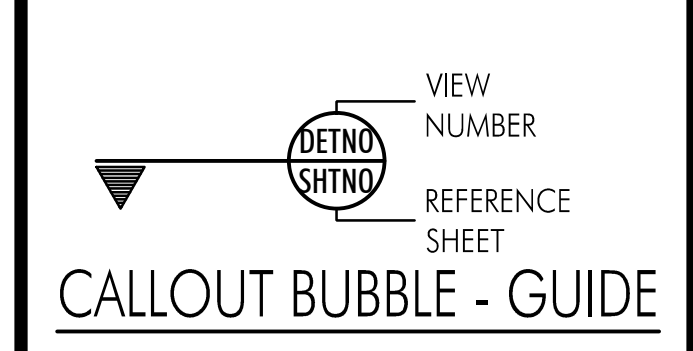
EQUIPMENT SCHEDULE

\$ \$ \$ \$	WALL MOUNTED DUAL TECHNOLOGY (PASSIVE INFRARED AND ULTRASONIC) OCCUPANCY SENSOR c/w WHITE FINISH WATTS/TOPIPER: DW-100-W
⊕	CEILING MOUNTED DUAL TECHNOLOGY (PASSIVE INFRARED AND ULTRASONIC) OCCUPANCY SENSOR c/w WHITE FINISH WATTS/TOPIPER: DT-300 c/w R2-50 POWER PACK

ARCHITECTURAL NOTES:

- ALL DIMENSIONS AND REGULATIONS TO COMPLY WITH THE NATIONAL BUILDING CODE.
- PATCH CONCRETE FLOOR TO MATCH SURROUNDING CONSTRUCTION AS NEEDED WHERE FLOOR FINISH HAS BEEN REMOVED.
- PATCH ALL ADJACENT SURFACES TO MATCH SURROUNDING CONSTRUCTION AS NEEDED WHERE WALLS AND/OR DOORS HAVE BEEN REMOVED.
- PATCH EXISTING CEILING TO MATCH SURROUNDING CONSTRUCTION AS NEEDED WHERE GRILLES / PANELS ARE REMOVED & NEW PLUMBING / ELECTRICAL FIXTURES ARE INSTALLED.
- NEW WALL FINISHES TO EXTEND 1'-0" PAST ACOUSTIC CEILING TILES.
- DIMENSIONS FOR LAV DECKS WILL TAKE PRIORITY OVER PARTITION SIZING, FIELD VERIFY.
- ALL WASHROOM ACCESSORIES TO BE SUPPLIED AND INSTALLED BY CONTRACTOR.
- A1 NEW WALL: 6" MASONRY BLOCK WALL WITH 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM BOARD ON CERAMIC WALL TILE (REFER TO ELEVATION ON SHEET A201).
- A2 NEW WALL: 3-5/8" @ 12" O.C. METAL STUD PARTITION ON 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM ON CERAMIC WALL TILE (BOTH SIDES).
- A2a CERAMIC WALL TILE ON 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM ON 6" METAL STUD ON EXISTING BLOCK WALL CONSTRUCTION (REFER TO ELEVATION ON A201). SHIM EXISTING WALLS AS NEEDED WHERE DIFFERENT WALL FINISHES ARE NOT FLUSH.
- A3 CERAMIC WALL TILE ON 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM - FACED BACHER BOARD ON EXISTING BLOCK WALL CONSTRUCTION (REFER TO ELEVATION ON A201). SHIM EXISTING WALLS AS NEEDED WHERE DIFFERENT WALL FINISHES ARE NOT FLUSH.
- A4 NEW BARRIER FREE DOOR OPERATOR BUTTON.
- A5 NEW HANDS FREE AUTOMATED HAND DRYER.
- A6 NEW CHASE NO. 1 (REFER TO DETAIL ON SHEET A202).
- A7 NEW CHASE NO. 2 (REFER TO DETAIL ON SHEET A202).
- A8 NEW 36" HOLLOW METAL DOOR WITH HOLLOW METAL FRAME IN NEW 3-5/8" METAL STUD PARTITION.
- A9 NEW 20" x 30" FLUSH MOUNTED MIRROR (PROVIDE BLOCKING AS REQUIRED).
- A10 NEW 20" x 30" TILTED BARRIER FREE MIRROR (PROVIDE BLOCKING AS REQUIRED).
- A11 NEW GRAB BARS (REFER TO ELEVATIONS ON SHEET A201). PROVIDE WOOD BLOCKING AS REQUIRED FOR MOUNTING PURPOSES.
- NL NIGHT LIGHT
- A12 NEW HANDS FREE AUTOMATED SOAP DISPENSER, TYPICAL AT EACH SINK. SUPPLIED AND INSTALLED BY MECHANICAL TRADE, REFER TO MECHANICAL DRAWINGS.
- A13 NEW 36" HOLLOW METAL DOOR WITH HOLLOW METAL FRAME IN BLOCK WALL. TOOTH IN BLOCK SURROUNDING DOOR OPENING AS REQUIRED. INSTALL A W6x10 STEEL LINTEL ABOVE DOOR AS REQUIRED.
- A14 PATCH WALL WITH CONCRETE BLOCK AS NEEDED, TOOTH NEW BLOCK INTO EXISTING BLOCK.
- A15 INSTALL NEW 2'-0" x 2'-0" ACOUSTIC CEILING TILE AND GRID AT 8'-0" ABOVE FINISHED FLOOR.
- A16 NEW ELECTRICAL FIXTURES (REFER TO ELECTRICAL PLANS FOR COORDINATION).
- A17 NEW MECHANICAL FIXTURES (REFER TO MECHANICAL PLANS FOR COORDINATION).
- A18 NEW SANITARY NAPKIN DISPOSAL BIN.
- A19 NEW WASHROOM PARTITIONS (REFER TO SHEET A202 FOR DIMENSIONS AND DETAILS).
- A20 NEW 6" METAL STUD @ 16" O.C. PARTITION / PLUMBING WALL WITH 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM BOARD ON ONE SIDE.
- A21 NEW JUMBO TOILET PAPER DISPENSER.
- A22 EXISTING BARRIER FREE OPERATOR. GYPSUM BOARD AND TILE TO WRAP AROUND OPERATOR AND CAULK AROUND TO FINISH.
- A23 NEW MULTI SINGLE ROLL TOILET PAPER DISPENSER.
- EXISTING DOOR TO BE REMOVED AND TO BE PAINTED WITH FRAME AND DOOR TO BE REINSTALL PRIOR TO COMPLETION OF CONSTRUCTION. ADJUST UNDERCUT OF DOOR TO SUIT NEW FLOOR FINISH IF REQUIRED.

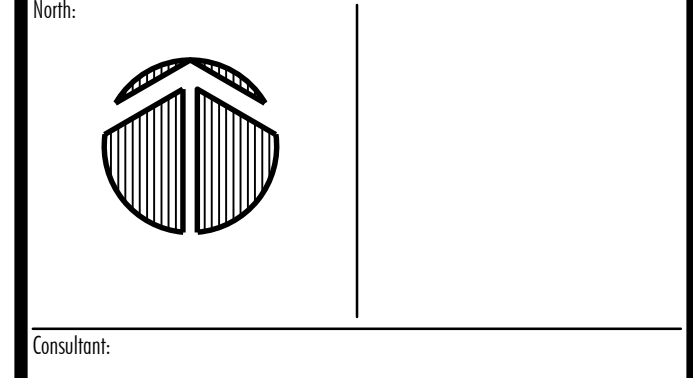
This drawing, or an instrument of service, is provided by and is the property of Glos Associates Inc.
The contractor must verify and accept responsibility for all dimensions and conditions on site and must notify Glos Associates Inc. of any variation from the supplied information.
This drawing is NOT to be scaled.
This discipline is not responsible for the accuracy of survey, and the other disciplines information shown on this drawing. Refer to the appropriate consultant's drawings before proceeding with the work.
Construction must conform to all applicable codes and requirements of authorities having jurisdiction.
The contractor working from drawings not specifically marked 'For Construction' must assume full responsibility and bear costs for any corrections or damages resulting from his work.



PRELIMINARY - NOT FOR CONSTRUCTION

No.	Issued for	Date	By
1	TENDER	2015 10 21	MB

Glos Associates Inc.
ARCHITECTURAL - ENGINEERING CONSULTANTS
3535 North Service Road East
Windsor, Ontario N8W 5R7
Telephone: (519) 966-6750
Fax: (519) 966-6753
www.glosassociates.com



G.P.C.R.F. WASHROOM UPGRADES
HARROW, ONTARIO

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA
HARROW, ONTARIO

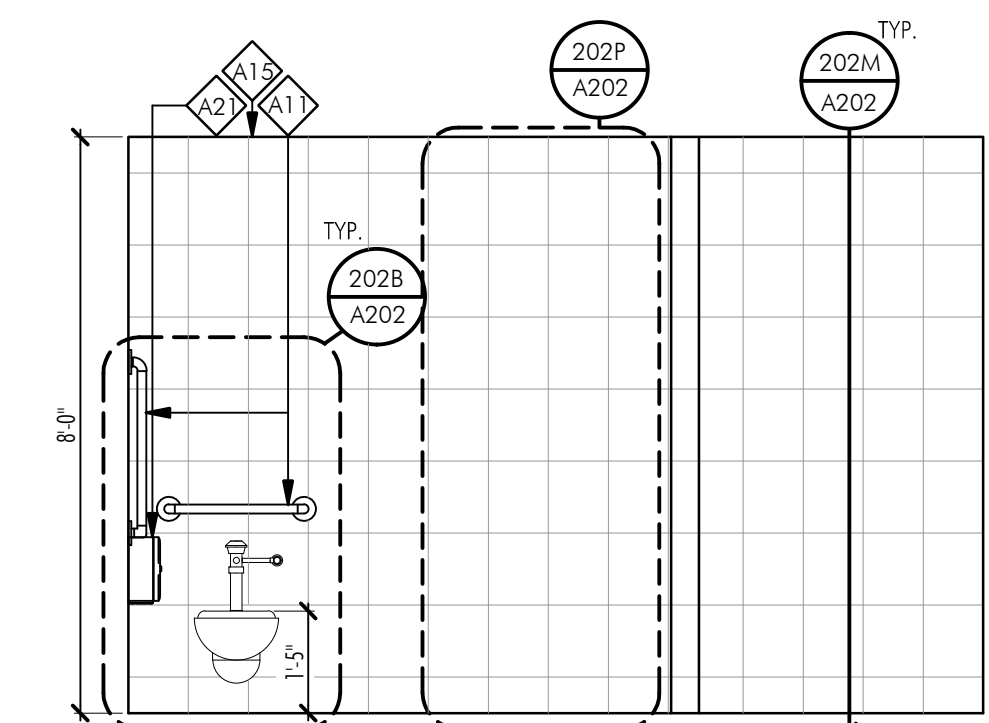
Project Name:
MEN'S WASHROOM 'C', WOMEN'S WASHROOM 'D' & H/C WASHROOM 'E' - PLANS -

Design By: RS
Drawn By: AK/RZ
Checked By: RS
Project No:
Sheet No:
A614 A101

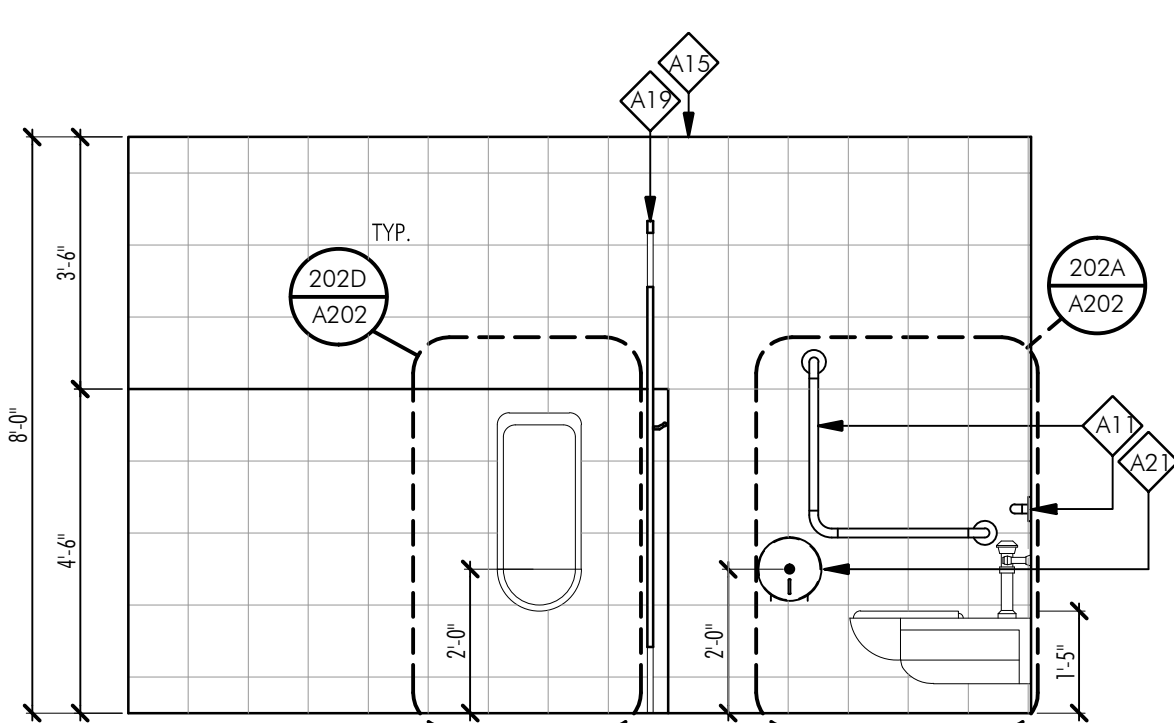
- ELECTRICAL NOTES:**
- E01 DISCONNECT AND REMOVE EXISTING LIGHT FIXTURE. DISPOSE OF AS DIRECTED BY OWNER.
 - E02 DISCONNECT EXISTING FIRE DETECTOR. NEW DEVICE TO BE INSTALLED IN NEW CEILING AS INDICATED.
 - E03 REMOVE EXISTING RECEPTACLE DURING CONSTRUCTION. NEW RECEPTACLE TO BE INSTALLED IN ITS PLACE.
 - E04 SECURE EXISTING FLUSH JUNCTION BOX ABOVE NEW T-BAR CEILING.
 - E05 EXISTING FLUSH DEVICE BOX. REMOVE ALL WIRING IF POSSIBLE. BOX TO BE COVERED WITH DRYWALL BY GENERAL.
 - E06 EXISTING HORN TO REMAIN.
 - E07 REMOVE EXISTING WALL SWITCH. REPLACE WITH NEW WALL MOUNTED OCCUPANCY SENSOR (SEE EQUIPMENT SCHEDULE).
 - E08 REMOVE EXISTING WALL SWITCH. MAKE JOINTS IN DEVICE BOX FOR INSTALLATION OF NEW CEILING MOUNTED OCCUPANCY SENSOR.
 - E09 SUPPLY AND INSTALL NEW LIGHT FIXTURE CONTROLLED BY OCCUPANCY SENSOR AS SHOWN. CONNECT TO EXISTING LIGHTING CIRCUIT.
 - E10 SUPPLY AND INSTALL NEW FIRE DETECTOR IN NEW CEILING. CONNECT TO EXISTING LOCAL FIRE ALARM CIRCUIT. UPON COMPLETION, HAVE FIRE ALARM SYSTEM VERIFIED BY CERTIFIED TECHNICIAN.
 - E11 SUPPLY AND INSTALL BLANK COVER PLATE OVER DEVICE BOX (FORMERLY LIGHT SWITCH - SEE NOTE: E08).
 - E12 SUPPLY AND INSTALL NEW RECEPTACLE IN PLACE OF PREVIOUS RECEPTACLE (PROVIDE GFI WHERE INDICATED).
 - E13 SUPPLY AND INSTALL EMERG. LIGHTS AS SHOWN. CONNECT TO LOCAL LIGHT CIRCUIT. FEED REMOTE EMERG LIGHTING FROM BATTERY UNIT AS INDICATED.
 - E14 PROVIDE 120V CIRCUIT IN JUNCTION BOX IN ACCESSIBLE CEILING SPACE FOR LOW VOLTAGE WIRING TO PLUMBING FIXTURES BY MECHANICAL. CONNECT TO NEAREST CIRCUIT WITH CAPACITY.
 - E15 DEVICES (RECEPTACLES, SWITCHES, ETC.) TO BE WHITE DECORA STYLE.

- E16 RELIEVE EXISTING CIRCUITS WHERE POSSIBLE. WHERE NEW CIRCUITS ARE REQUIRED, PROVIDE FROM EXISTING BREAKER PANEL. PROVIDE NEW BREAKER AS REQUIRED.
- E17 PROVIDE 120V CONNECTION TO NEW DOOR OPERATORS C/W ROUGH-IN FOR PUSH BUTTONS. PROVIDE NEW CIRCUIT FROM PANEL LP-1 TO FEED OPERATORS. ALL WIRING TO BE CONCEALED IN WALLS AND CEILING SPACES. COORDINATE INSTALLATION WITH GENERAL.
- E18 SUPPLY AND INSTALL HAND DRYER (VERIFY LOCATION WITH ARCHITECT). PROVIDE NEW DEDICATED CIRCUIT. HAND DRYER TO BE 120V, 1500W, TOUCHLESS EXTREMEAR: GXT9-M
- E19 REC. UNDER COUNTER FOR SOAP DISP. CONNECT TO NEAREST CIRCUIT.
- E20 DISCONNECT AND REMOVE EXISTING RECEPTACLE IN WALL BEING REMOVED. RE-ROUTE EXISTING WIRING AS REQUIRED TO FEED DOWNSTREAM DEVICES.
- E21 SUPPLY AND INSTALL CALL FOR ASSISTANCE KIT IN ACCESSIBLE WASHROOM AS SHOWN. KIT TO BE COMPLETE WITH WALL MOUNT PULL CORD SWITCH, HORN/STROBE AND 120/24V TRANSFORMER. INSTALL TRANSFORMER IN JUNCTION BOX IN CEILING SPACE. WIRE THROUGH PULL CORD TO HORN/STROBE (WALL MOUNTED ABOVE DOOR OUTSIDE OF ROOM). KIT TO BE EQUAL TO EDWARDS #633R-GS. COORDINATE EXACT LOCATION OF DEVICES WITH GENERAL. CONNECT TO NEAREST CIRCUIT.

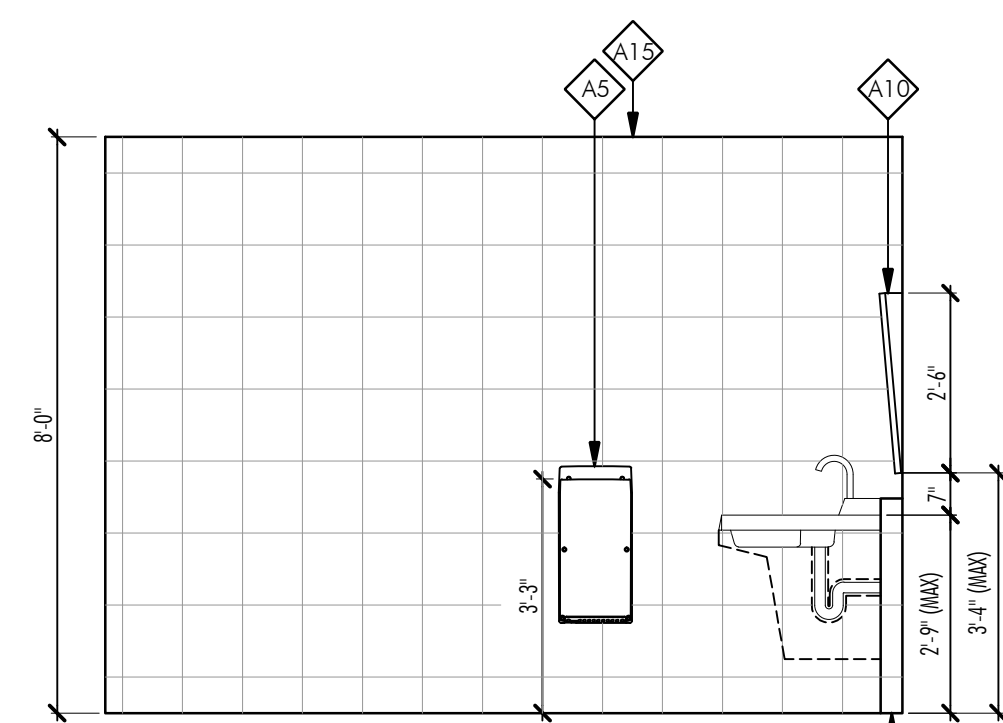
- MECHANICAL NOTES:**
- WHEN EXISTING PIPING IS BEING ABANDONED, CAP DRAIN PIPES BEHIND WALL LINE. REMOVE ALL ACCESSIBLE C.W. AND/OR H.W. SUPPLY PIPING TO NEAREST ACTIVE BRANCH OR MAIN.
 - CONTRACTOR SHALL FIELD VERIFY SIZES SHOWN ON THE DRAWINGS FOR EXHAUST GRILLES AND RADIATORS BEFORE ORDERING NEW EQUIPMENT.
 - BEFORE COMMENCING ANY WORK, THE PLUMBING TRADES SHALL ESTABLISH LOCATIONS OF WATER SUPPLY & SANITARY DRAIN LINES FOR EACH WASHROOM BEING RENOVATED AND NOTIFY CONSULTANT OF HIS FINDINGS. GENERALLY, THE CONTRACTOR SHALL CONNECT TO EXISTING COLD AND HOT WATER LINES THAT CURRENTLY FEED THE EXISTING FIXTURES IN EACH WASHROOM. THE CONTRACTORS ARE TO FIELD VERIFY EXISTING MAIN SIZES AND DETERMINE IF THE SIZES ARE BIG ENOUGH TO SERVICE THE NEW WASHROOM FIXTURES.
 - M1 INSTALL NEW WATER CLOSET. REWORK EXISTING DRAIN PIPES AS REQUIRED TO SUIT NEW WATER CLOSET. SEE MECHANICAL DRAWINGS FOR PLANS FOR REWORK OF SANITARY AND COLD WATER SUPPLY PIPING.
 - M2 INSTALL NEW URINAL. RE-WORK EXISTING DRAIN PIPES AS REQUIRED TO SUITE NEW WATER-LESS URINAL. SEE MECHANICAL DRAWINGS FOR PLANS FOR REWORK OF SANITARY DRAINAGE PIPING.
 - M3 NEW SOUNDSURFACE (TERREON) LAV DECK c/w INTEGRAL BOWL. LAV DECK SUPPLIED BY MECH TRADE & INSTALLED BY GENERAL TRADES. REWORK EXISTING DRAIN PIPES AS REQUIRED TO SUIT NEW SINKS. SEE MECHANICAL DRAWINGS FOR LAV DECK SPECIFICATIONS AND FOR REWORK OF SANITARY, C.W. AND H.W. SUPPLY PIPING.
 - M4 INSTALL NEW WALL HUNG SINK c/w INSULATED PIPE. SANITARY TO BE CONNECTED TO NEAREST SANITARY STACK. COLD AND HOT WATER PIPING TO BE FEED FROM NEAREST SUPPLY PIPING.
 - M5 GRILLE REPLACEMENT: REMOVE EXISTING GRILLE AND INSTALL NEW. ACOUSTIC CEILING TILES WILL BE INSTALLED IN PLACE OF THE GYPSUM BOARD CEILING. THEREFORE, THE SHEET METAL CONTRACTOR WILL NEED TO REWORK THE EXISTING GRILLE BRANCH, AS NEEDED TO SUITE THE NEW ACOUSTIC CEILING SYSTEM. PAINT COLOR TO BE SELECTED BY CONSULTANT. FIELD VERIFY SIZES SHOWN ON THE DRAWINGS.
 - M6 REMOVE EXISTING F.D./C.O.
 - M7 F.D./C.O. REPLACEMENT: INSTALL NEW F.D./C.O. IN EXISTING LOCATION.
 - M8 RADIATOR RENOVATION: REMOVE EXISTING RADIATOR COVER, FINNED ELEMENT AND PIPING COMPLETE.
 - M9 INSTALL NEW MECHANICAL GRILLES. SIZE TO MATCH EXISTING.
 - M10 INSTALL NEW FLOOR DRAIN (GENERAL TRADES TO CORE DRILL REQUIRED NEW FLOOR OPENING).



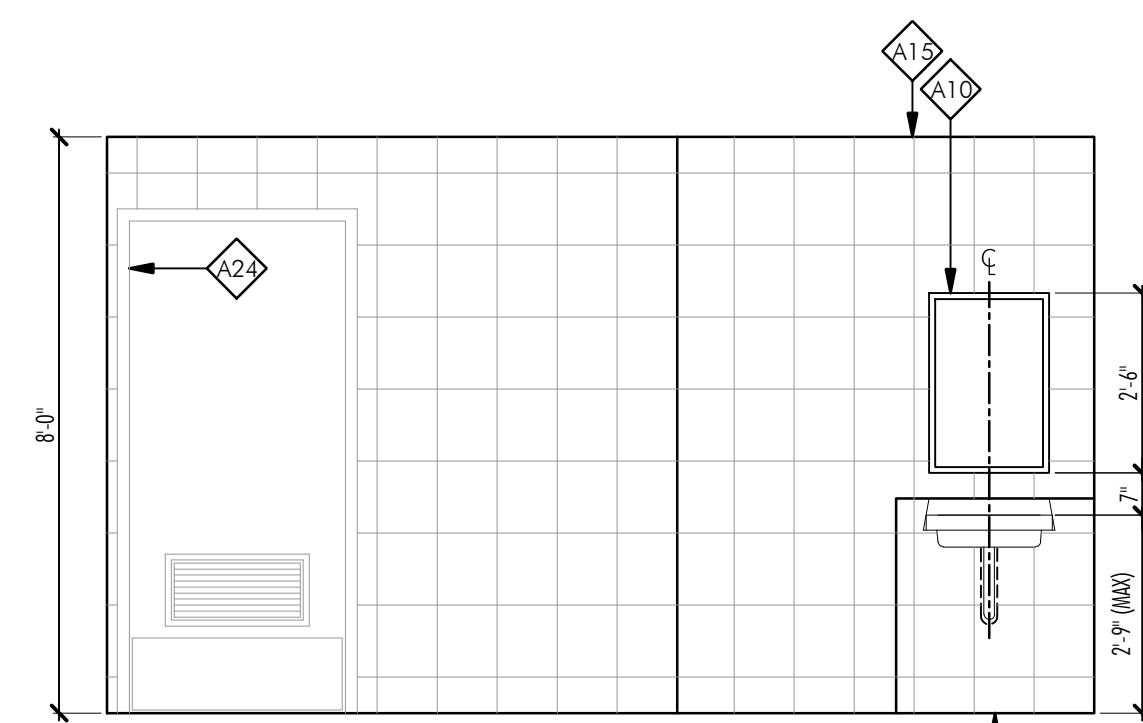
MENS 'C' - NORTH
SCALE: 3/8"=1'-0"



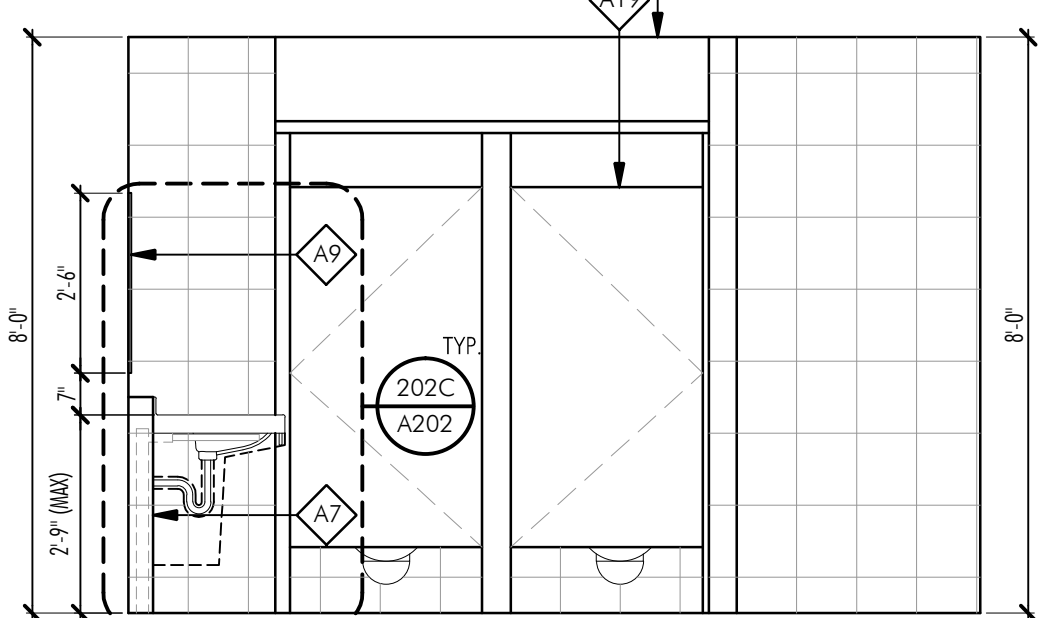
MENS 'C' - WEST
SCALE: 3/8"=1'-0"



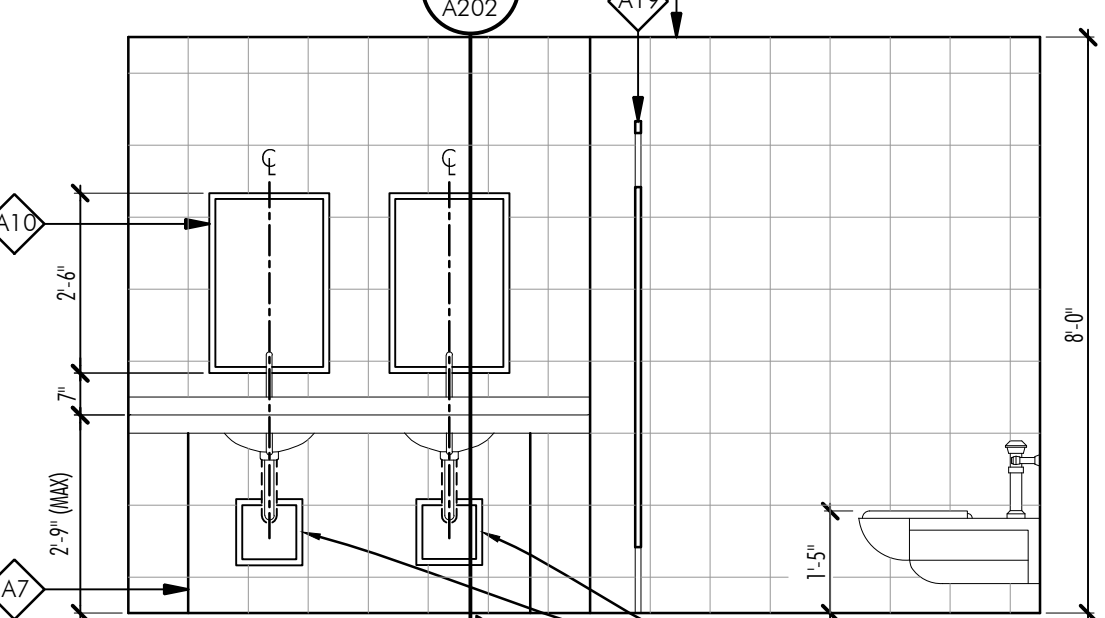
MENS 'C' - SOUTH
SCALE: 3/8"=1'-0"



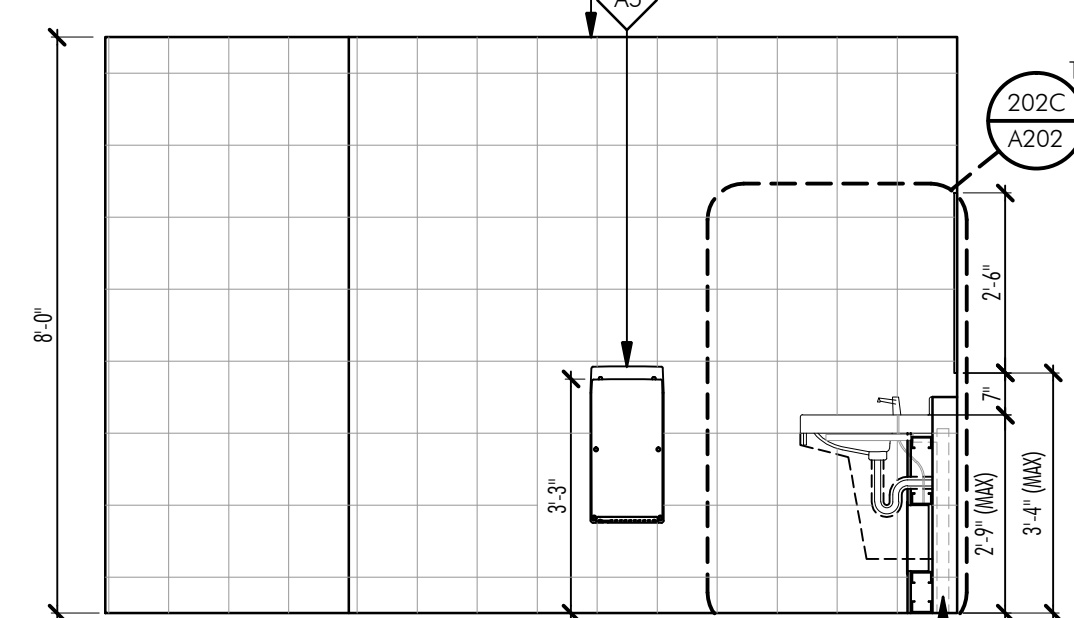
MENS 'C' - EAST
SCALE: 3/8"=1'-0"



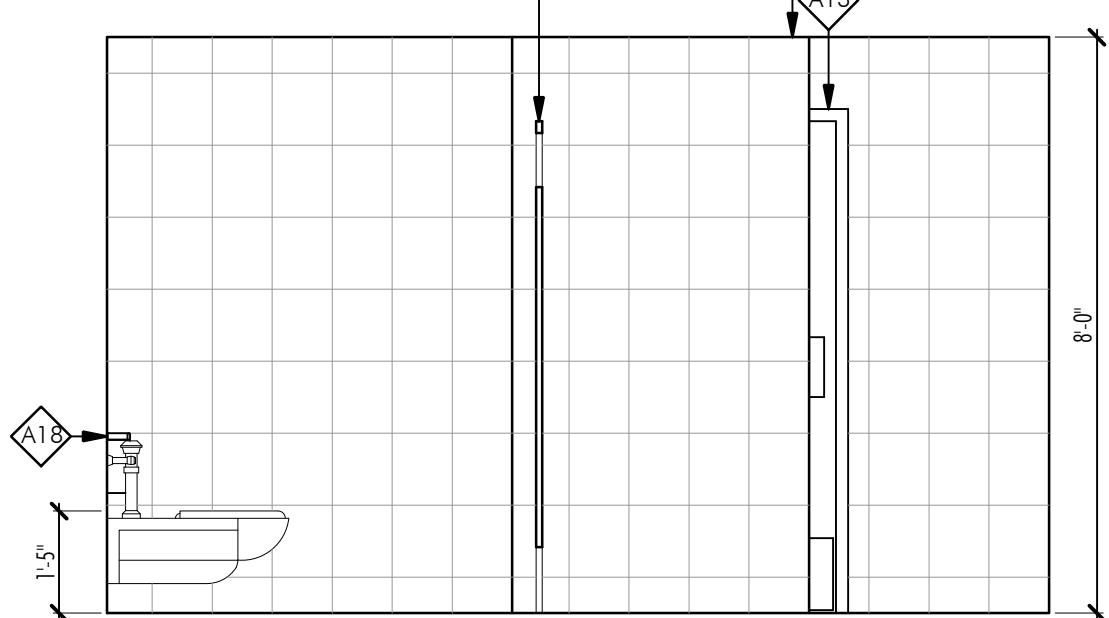
WOMENS 'D' - NORTH
SCALE: 3/8"=1'-0"



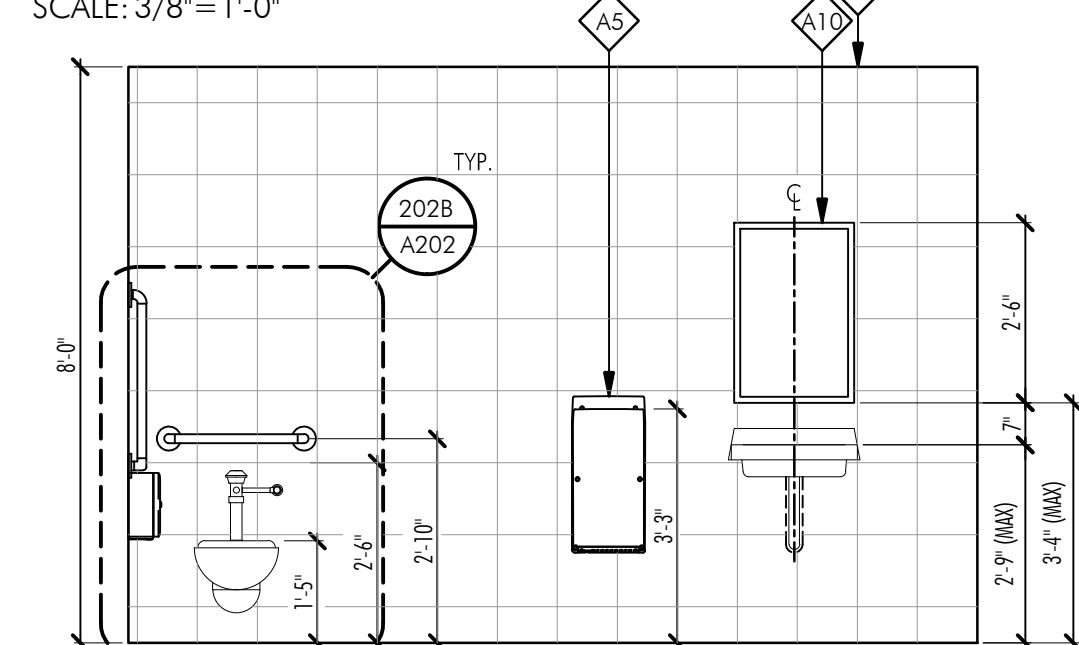
WOMENS 'D' - WEST
SCALE: 3/8"=1'-0"



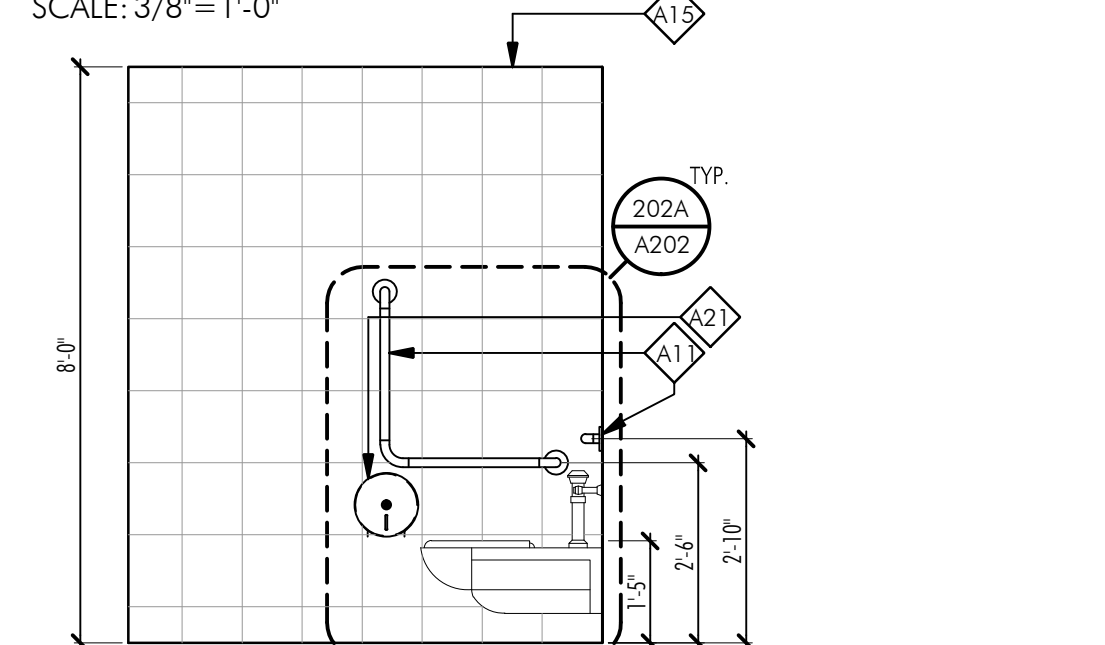
WOMENS 'D' - SOUTH
SCALE: 3/8"=1'-0"



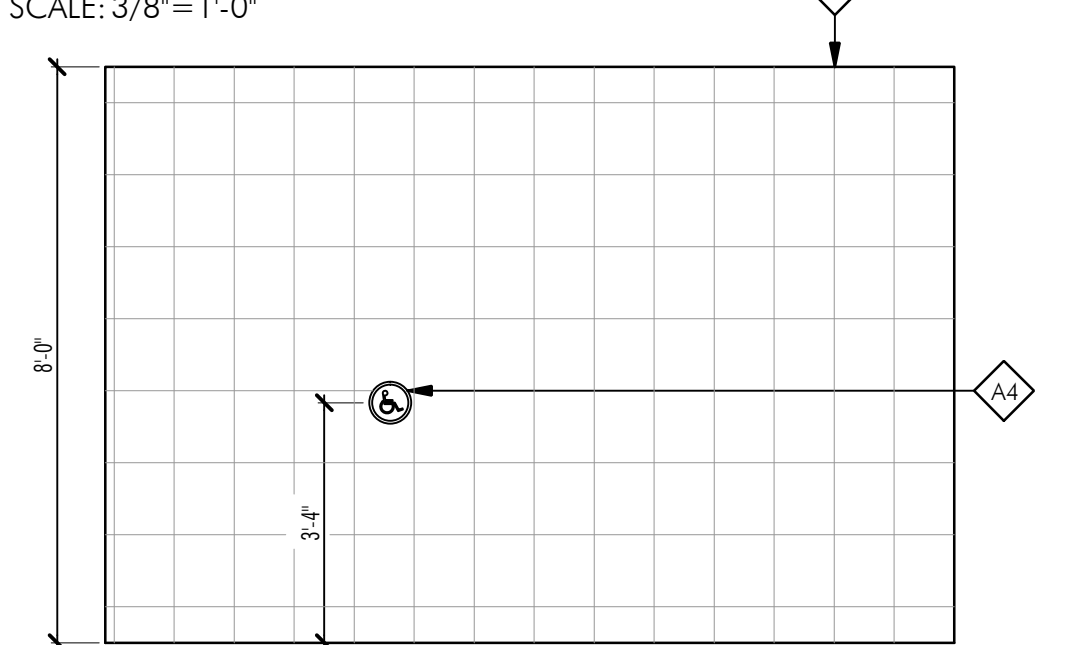
WOMENS 'D' - EAST
SCALE: 3/8"=1'-0"



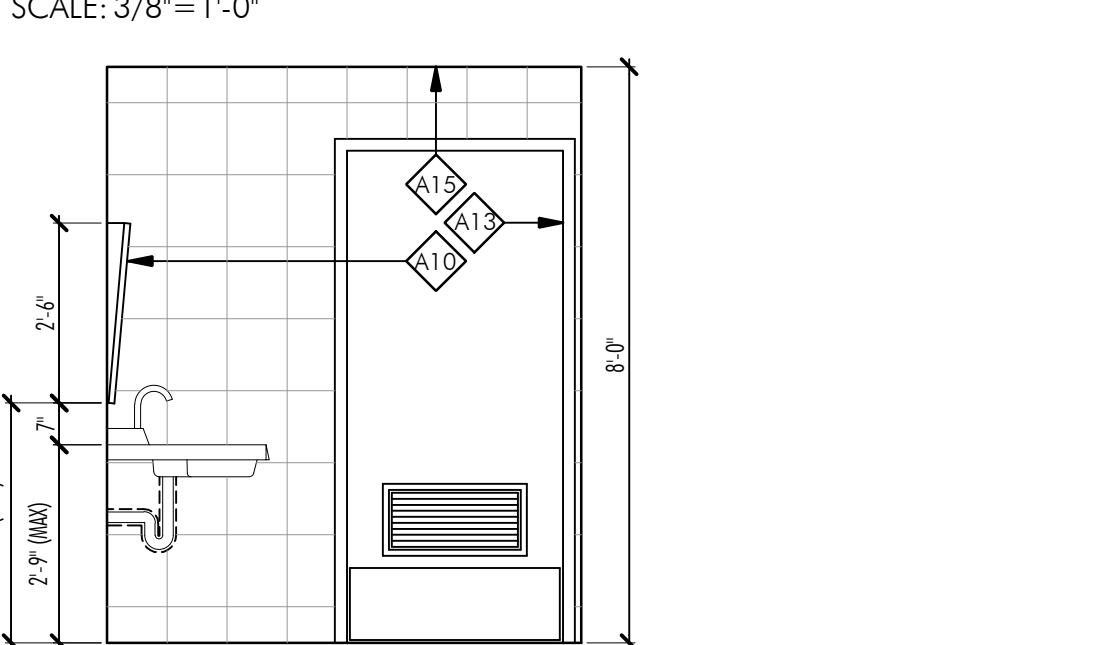
WOMENS 'H/C' - NORTH
SCALE: 3/8"=1'-0"



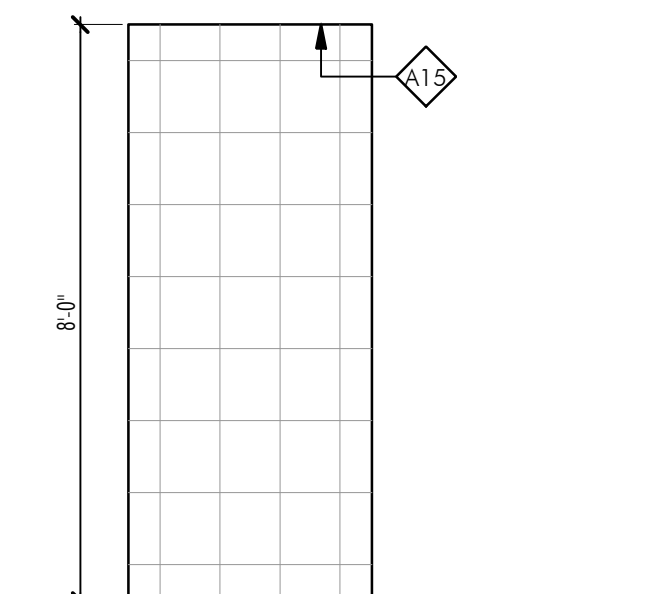
WOMENS 'H/C' - WEST
SCALE: 3/8"=1'-0"



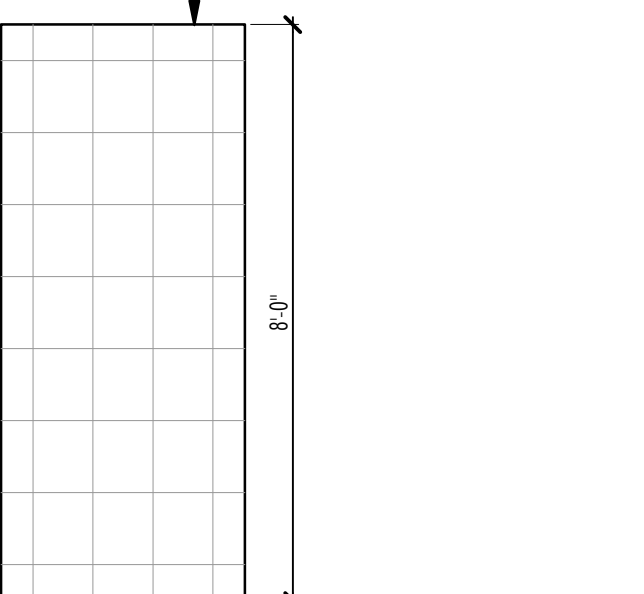
WOMENS 'H/C' - SOUTH
SCALE: 3/8"=1'-0"



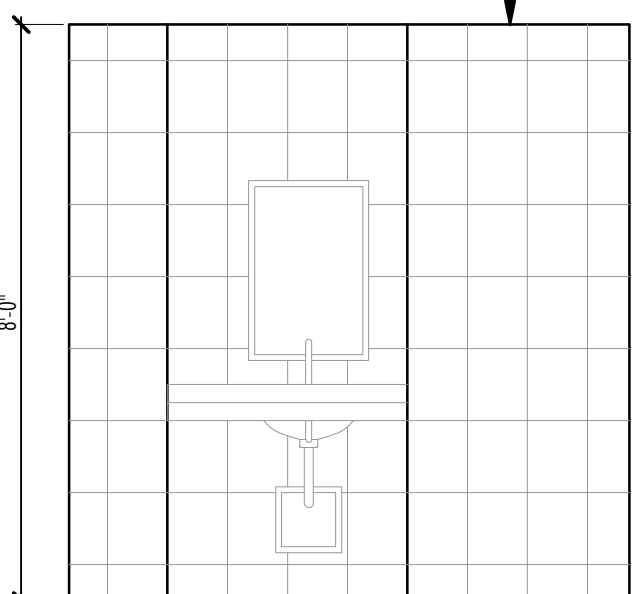
WOMENS 'H/C' - EAST
SCALE: 3/8"=1'-0"



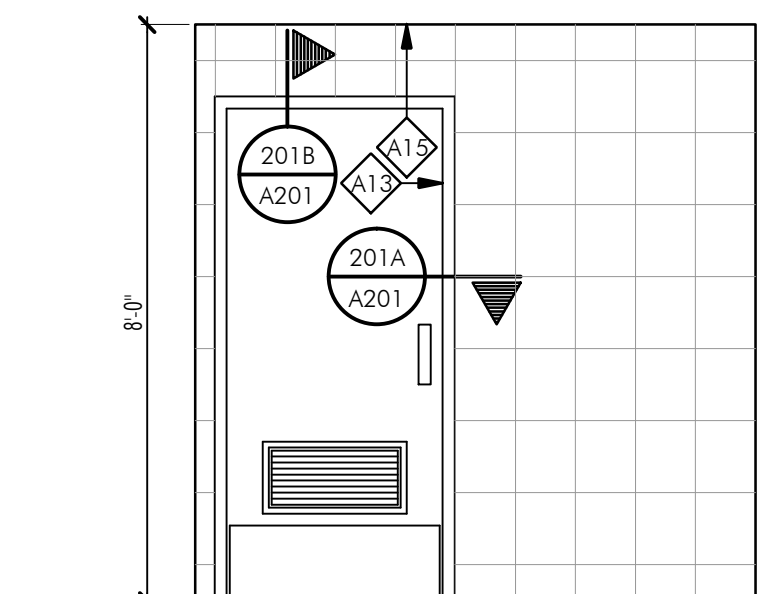
WOMENS 'D1' VEST. - NORTH
SCALE: 3/8"=1'-0"



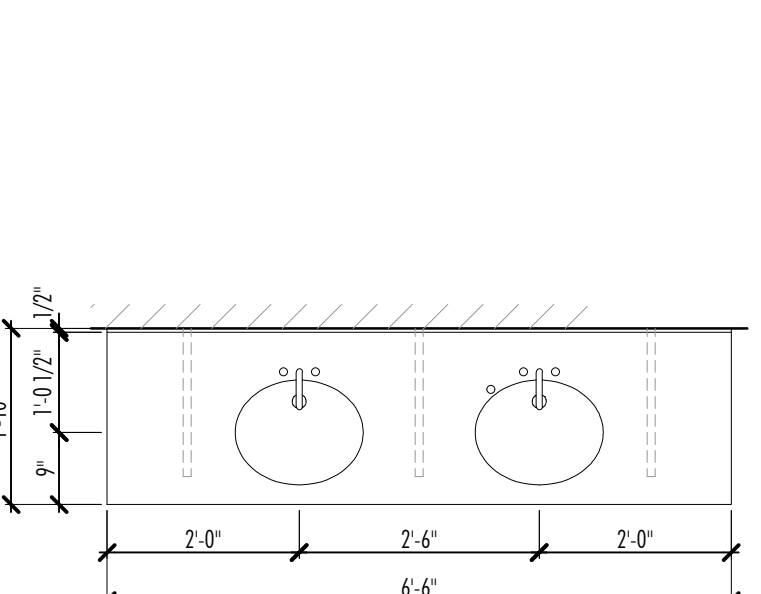
WOMENS 'D1' VEST. - SOUTH
SCALE: 3/8"=1'-0"



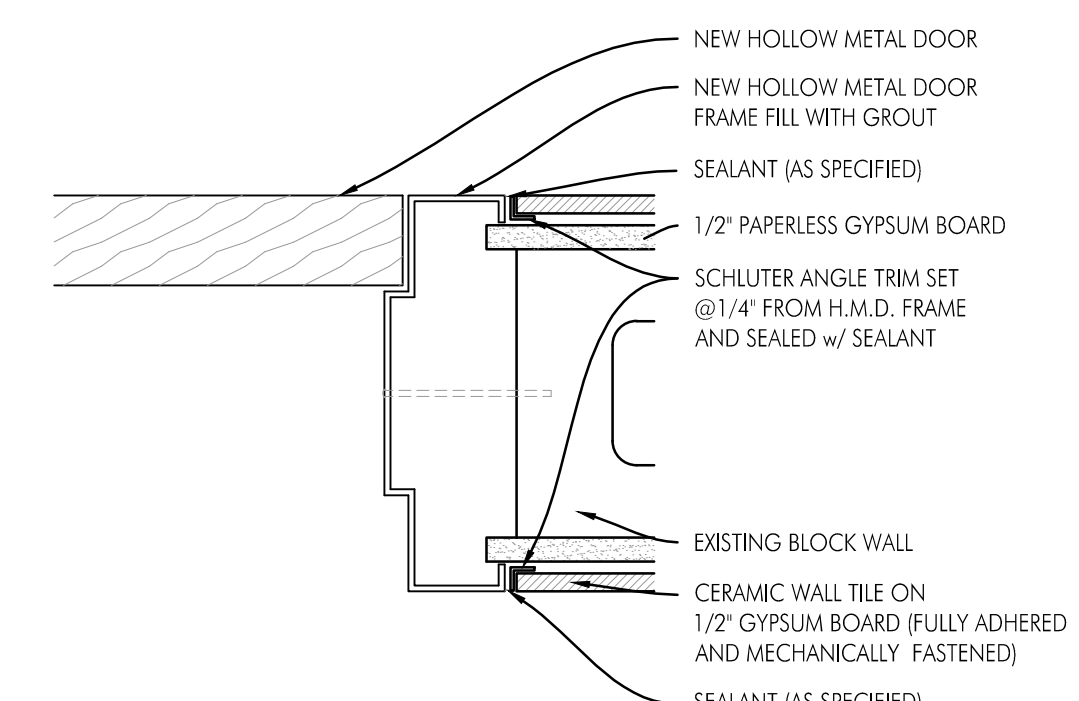
WOMENS 'D1' VEST. - WEST
SCALE: 3/8"=1'-0"



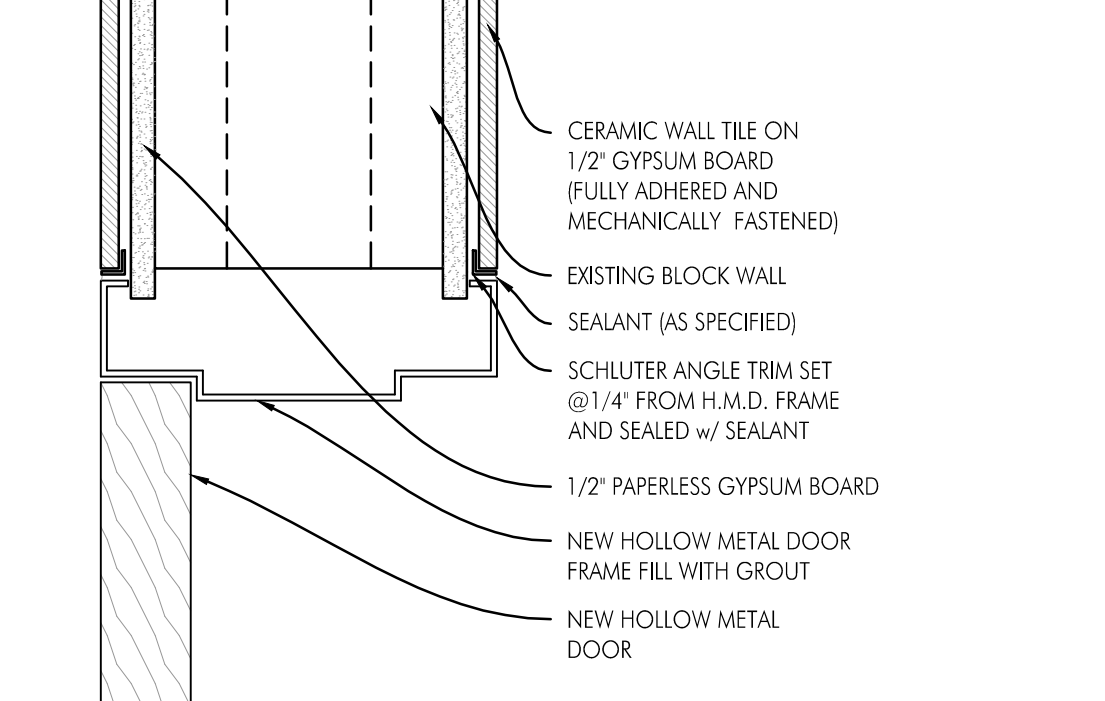
WOMENS 'D1' VEST. - WEST
SCALE: 3/8"=1'-0"



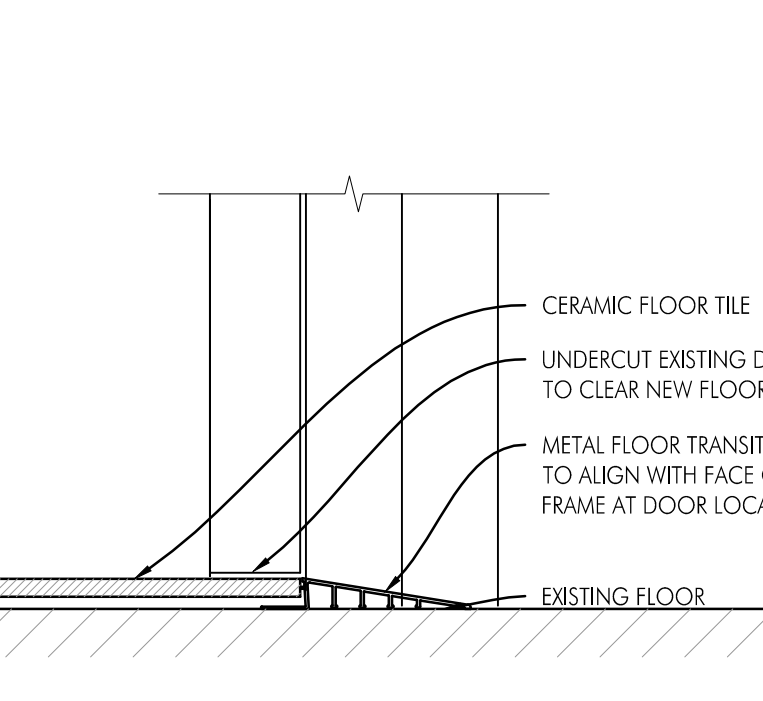
TYP. DOUBLE LAVATORY UNIT
SCALE: 1/2"=1'-0"



201A TYP. DOOR JAMB DETAIL
SCALE: 3"=1'-0"



201B TYP. DOOR HEAD DETAIL
SCALE: 3"=1'-0"



DOOR THRESHOLD DETAIL
SCALE: 3"=1'-0"

- ARCHITECTURAL NOTES:**
- ALL DIMENSIONS AND REGULATIONS TO COMPLY WITH THE NATIONAL BUILDING CODE.
- PATCH CONCRETE FLOOR TO MATCH SURROUNDING CONSTRUCTION AS NEEDED WHERE FLOOR FINISH HAS BEEN REMOVED.
- PATCH ALL ADJACENT SURFACES TO MATCH SURROUNDING CONSTRUCTION AS NEEDED WHERE WALLS AND/OR DOORS HAVE BEEN REMOVED.
- PATCH EXISTING CEILING TO MATCH SURROUNDING CONSTRUCTION AS NEEDED WHERE GRILLES / PANELS ARE REMOVED & NEW PLUMBING / ELECTRICAL FIXTURES ARE INSTALLED.
- NEW WALL FINISHES TO EXTEND 1'-0" PAST ACOUSTIC CEILING TILES.
- DIMENSIONS FOR LAV DECKS WILL TAKE PRIORITY OVER PARTITION SIZING, FIELD VERIFY.
- ALL WASHROOM ACCESSORIES TO BE SUPPLIED AND INSTALLED BY CONTRACTOR.
- A1 NEW WALL: 6" MASONRY BLOCK WALL WITH 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM BOARD ON CERAMIC WALL TILE (REFER TO ELEVATION A201).
 - A2 NEW WALL: 3-5/8" @ 12" O.C. METAL STUD PARTITION ON 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM ON CERAMIC WALL TILE (BOTH SIDES).
 - A3 CERAMIC WALL TILE ON 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM ON 6" METAL STUD ON EXISTING BLOCK WALL CONSTRUCTION. SHIM EXISTING WALLS AS NEEDED WHERE DIFFERENT WALL FINISHES ARE NOT FLUSH.
 - A4 NEW BARRIER FREE DOOR OPERATOR BUTTON.
 - A5 NEW HANDS FREE AUTOMATED HAND DRYER.
 - A6 NEW CHASE NO. 1 (REFER TO DETAIL ON SHEET A202).
 - A7 NEW CHASE NO. 2 (REFER TO DETAIL ON SHEET A202).
 - A8 NEW 36" HOLLOW METAL DOOR WITH HOLLOW METAL FRAME IN NEW 3-5/8" METAL STUD PARTITION.
 - A9 NEW 20" x 30" FLUSH MOUNTED MIRROR (PROVIDE BLOCKING AS REQUIRED).
 - A10 NEW 20" x 30" TILTED BARRIER FREE MIRROR (PROVIDE BLOCKING AS REQUIRED).
 - A11 NEW GRAB BARS REFER TO ELEVATIONS ON SHEET A201. PROVIDE WOOD BLOCKING AS REQUIRED FOR MOUNTING PURPOSES.
 - A12 NEW HANDS FREE AUTOMATED SOAP DISPENSER, TYPICAL AT EACH SINK. SUPPLIED AND INSTALLED BY MECHANICAL TRADE, REFER TO MECHANICAL DRAWINGS.
 - A13 NEW 36" HOLLOW METAL DOOR WITH HOLLOW METAL FRAME IN BLOCK WALL. TOOTH IN BLOCK SURROUNDING DOOR OPENING AS REQUIRED. INSTALL A W8-10 STEEL LINTEL ABOVE DOOR AS REQUIRED.
 - A14 PATCH WALL WITH CONCRETE BLOCK AS NEEDED, TOOTH NEW BLOCK INTO EXISTING BLOCK.
 - A15 INSTALL NEW 2'-0" x 2'-0" ACOUSTIC CEILING TILE AND GRID AT 8'-0" ABOVE FINISHED FLOOR.
 - A16 NEW ELECTRICAL FIXTURES (REFER TO ELECTRICAL PLANS FOR COORDINATION).
 - A17 NEW MECHANICAL FIXTURES (REFER TO MECHANICAL PLANS FOR COORDINATION).
 - A18 NEW SANITARY NAPKIN DISPOSAL BIN.
 - A19 NEW WASHROOM PARTITIONS (REFER TO SHEET A202 FOR DIMENSIONS AND DETAILS).
 - A20 NEW 6" METAL STUD @ 16" O.C. PARTITION / PLUMBING WALL WITH 1/2" PAPERLESS WATER RESISTANT GYPSUM BOARD ON ONE SIDE.
 - A21 NEW JUMBO TOILET PAPER DISPENSER.
 - A22 EXISTING BARRIER FREE OPERATOR, GYPSUM BOARD AND TILE TO WRAP AROUND OPERATOR AND CAULK AROUND TO FINISH.
 - A23 NEW MULTI SINGLE ROLL TOILET PAPER DISPENSER.
 - A24 EXISTING DOOR TO BE REMOVED AND TO BE PAINTED WITH FRAME AND DOOR TO BE REINSTALLED PRIOR TO COMPLETION OF CONSTRUCTION. ADJUST UNDERCUT OF DOOR TO SUIT NEW FLOOR FINISH IF REQUIRED.

This drawing, as an instrument of service, is provided by and is the property of Glos Associates Inc.

The contractor must verify and accept responsibility for all dimensions and conditions on site and must notify Glos Associates Inc. of any variation from the supplied information.

This drawing is NOT to be scaled.

This discipline is not responsible for the accuracy of survey, and the other disciplines information shown on this drawing. Refer to the appropriate consultant's drawings before proceeding with the work.

Construction must conform to all applicable codes and requirements of authorities having jurisdiction.

The contractor working from drawings not specifically marked 'For Construction' must assume full responsibility and bear costs for any corrections or damages resulting from his work.

VIEW NUMBER REFERENCE SHEET

CALLOUT BUBBLE - GUIDE

PRELIMINARY - NOT FOR CONSTRUCTION

1	TENDER	2015 10 21	MB
No.	Issued for:	Date:	By:

Glos Associates Inc.
ARCHITECTURAL - ENGINEERING CONSULTANTS

3535 North Service Road East
Windsor, Ontario N8W 5R7
Telephone: (519) 966-6750
Fax: (519) 966-6753
www.glosassociates.com

North:

Consultant:

Project Name:

G.P.C.R.F. WASHROOM UPGRADES

HARROW, ONTARIO

Client:

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA

HARROW, ONTARIO

Sheet Title:

MEN'S WASHROOM 'C', WOMEN'S WASHROOM 'D' & H/C WASHROOM 'E' - ELEVATIONS AND DETAILS -

Design By: RG
Drawn By: AK/RZ
Checked By: RG
Project No: _____
Sheet No: _____

A614 A201

ROOM NUMBER	ROOM NAME	EXISTING FLOOR		NEW FLOOR		EXISTING WALLS								NEW WALLS		EXISTING CEILING			NEW CEILING			DOOR NO.	EXISTING ENTRANCE				NEW ENTRANCE				REMARKS	
		MATERIAL	FINISH	BASE	FINISH	BASE	NORTH		EAST		SOUTH		WEST		MATERIAL	FINISH	MATERIAL	FINISH	HEIGHT	MATERIAL	FINISH		HEIGHT	DOOR		FRAME		DOOR		FRAME		
							MATERIAL	FINISH	MATERIAL	FINISH	MATERIAL	FINISH	MATERIAL	FINISH										MATERIAL	FINISH	MATERIAL	FINISH	MATERIAL	FINISH	MATERIAL		FINISH
'C'	MENS WASHROOM	CONCRETE	CERAMIC	CERAMIC	CERAMIC	---	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CERAMIC TILE / GYPSUM	PRE-FINISHED / PAINT	GYPSUM BOARD	PAINT	8'-0"	ACOUSTIC CEILING TILE	PRE-FINISHED	8'-0"	C	SOLID WOOD	PLASTIC LAMINATE	HOLLOW METAL	PAINT	SOLID WOOD	---	---	---	REFER TO NOTE #1, 3, 4, 7
'D'	WOMENS WASHROOM	CONCRETE	CERAMIC	CERAMIC	CERAMIC	---	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CERAMIC TILE / GYPSUM	PRE-FINISHED / PAINT	GYPSUM BOARD	PAINT	8'-0"	ACOUSTIC CEILING TILE	PRE-FINISHED	8'-0"	---	SOLID WOOD	PLASTIC LAMINATE	HOLLOW METAL	PAINT	---	---	---	---	
'D1'	WASHROOM VESTIBULE	CONCRETE	CERAMIC	CERAMIC	CERAMIC	---	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CERAMIC TILE	PRE-FINISHED	GYPSUM BOARD	PAINT	8'-0"	ACOUSTIC CEILING TILE	PRE-FINISHED	8'-0"	D	SOLID WOOD	PLASTIC LAMINATE	HOLLOW METAL	PAINT	HOLLOW METAL	---	---	---	REFER TO NOTE #1, 2, 3, 6
'E'	WOMENS H/C WASHROOM	CONCRETE	VCT	RUBBER	CERAMIC	---	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CONCRETE BLOCK	PAINT	CERAMIC TILE / GYPSUM	PRE-FINISHED / PAINT	GYPSUM BOARD	PAINT	8'-0"	ACOUSTIC CEILING TILE	PRE-FINISHED	8'-0"	E	SOLID WOOD	PLASTIC LAMINATE	HOLLOW METAL	PAINT	HOLLOW METAL	PAINT	HOLLOW METAL	PAINT	REFER TO NOTE #1, 2, 3, 5

- NOTES:**
- CERAMIC TILE TO CARRY UP 4'-0" ABOVE FINISH FLOOR LEVEL (REFER TO DETAIL 202P ON SHEET A202)
 - REFER TO NEW DOOR ELEVATION DETAIL 202O ON SHEET A202 FOR SIZE AND LOUVER LOCATION.
 - FLOORING TRANSITION STRIPS REQUIRED AT DOOR (REFER TO DETAIL ON SHEET A201)
 - EXISTING DOOR AND FRAME TO BE PAINTED. BARRIER FREE DOOR OPERATOR, NEW KICK PLATES REQUIRED ON ALL EXISTING DOOR.
 - HARDWARE INCLUDES: BARRIER FREE DOOR OPERATOR, DOOR STOP, PUSH/PULL HARDWARE, HINGES, DOOR LOUVER, LOCKSET WITH DEADBOLT AND KICK PLATES.
 - HARDWARE INCLUDES: DOOR STOP, LOCKSET WITH DEADBOLT, HINGES, DOOR LOUVER AND KICK PLATES.
 - SIGNAGE TO BE RE-INSTALLED AFTER PAINTING EXISTING DOORS.

2015/10/16 8:42 AM

This drawing, as an instrument of service, is provided by and is the property of Glos Associates Inc.

The contractor must verify and accept responsibility for all dimensions and conditions on site and must notify Glos Associates Inc. of any variation from the supplied information.

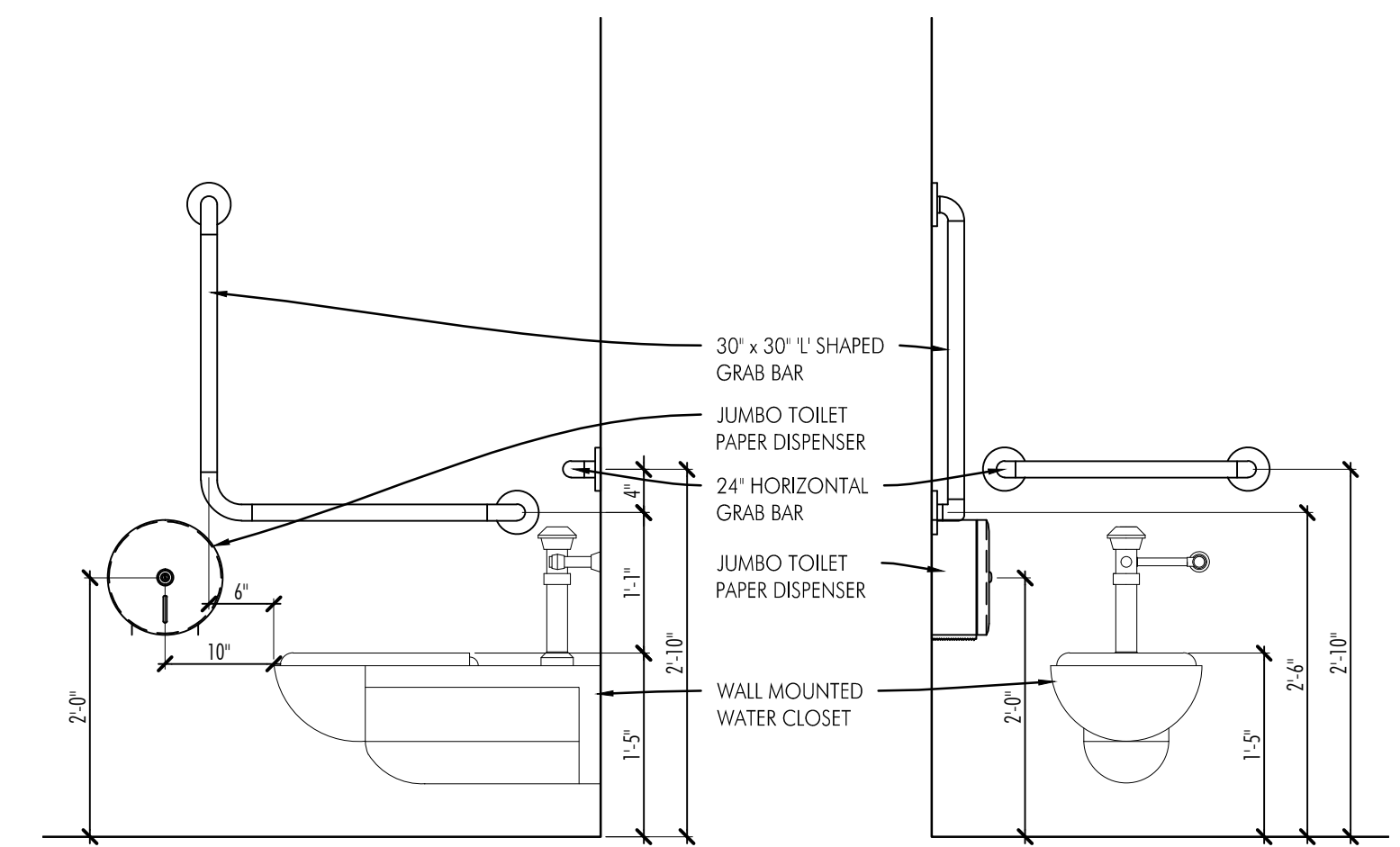
This drawing is NOT to be scaled.
This discipline is not responsible for the accuracy of survey, and the other disciplines information shown on this drawing. Refer to the appropriate consultant's drawings before proceeding with the work.

Construction must conform to all applicable codes and requirements of authorities having jurisdiction.

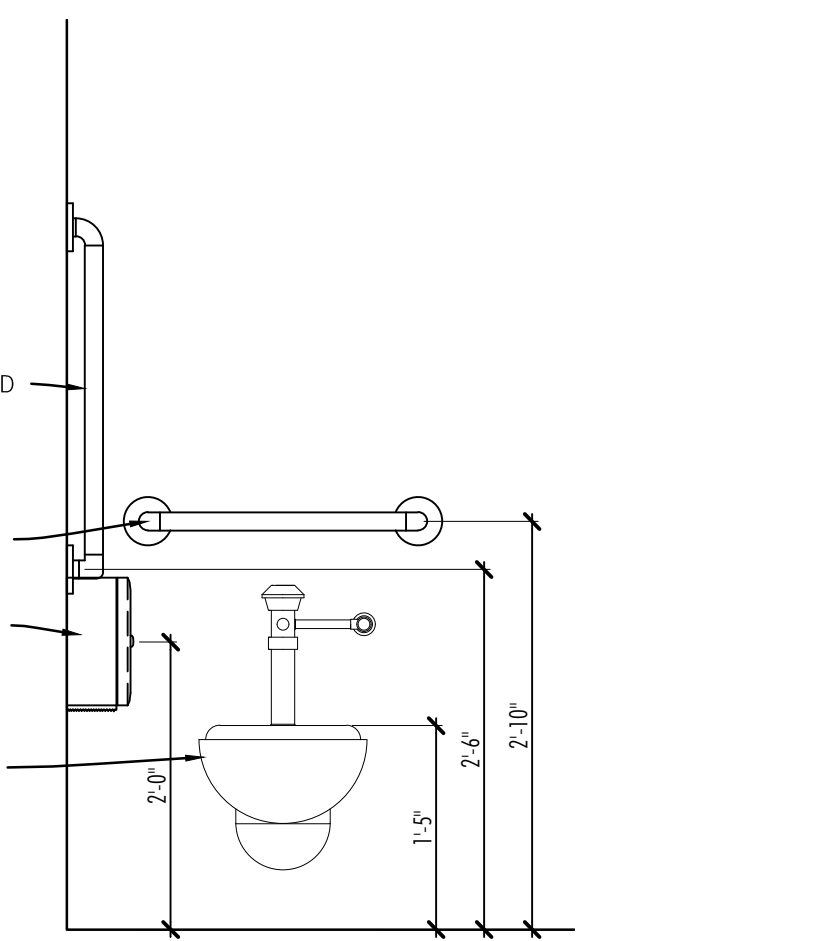
The contractor working from drawings not specifically marked 'For Construction' must assume full responsibility and bear costs for any corrections or damages resulting from his work.

VIEW NUMBER
REFERENCE SHEET
CALLOUT BUBBLE - GUIDE

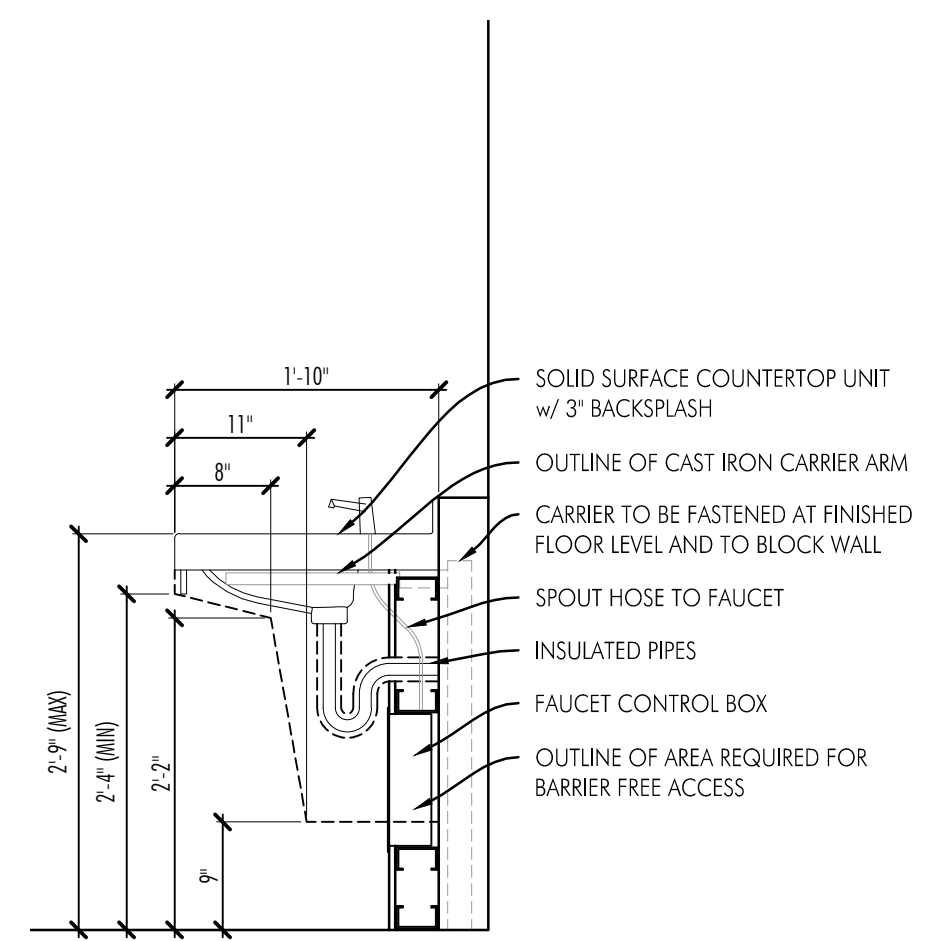
PRELIMINARY - NOT FOR CONSTRUCTION



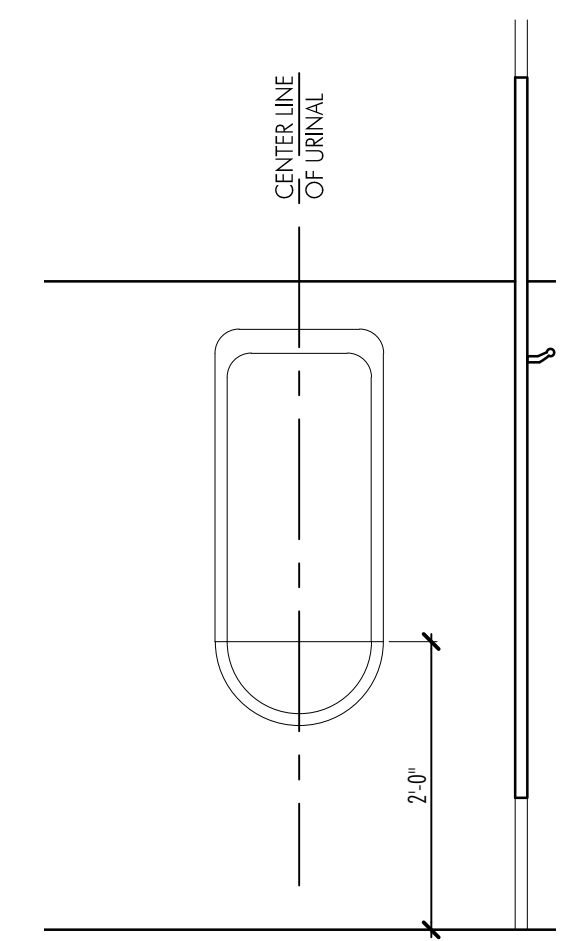
2024
A201 **BARRIER FREE WATER CLOSET**
SCALE: 3/4"=1'-0"



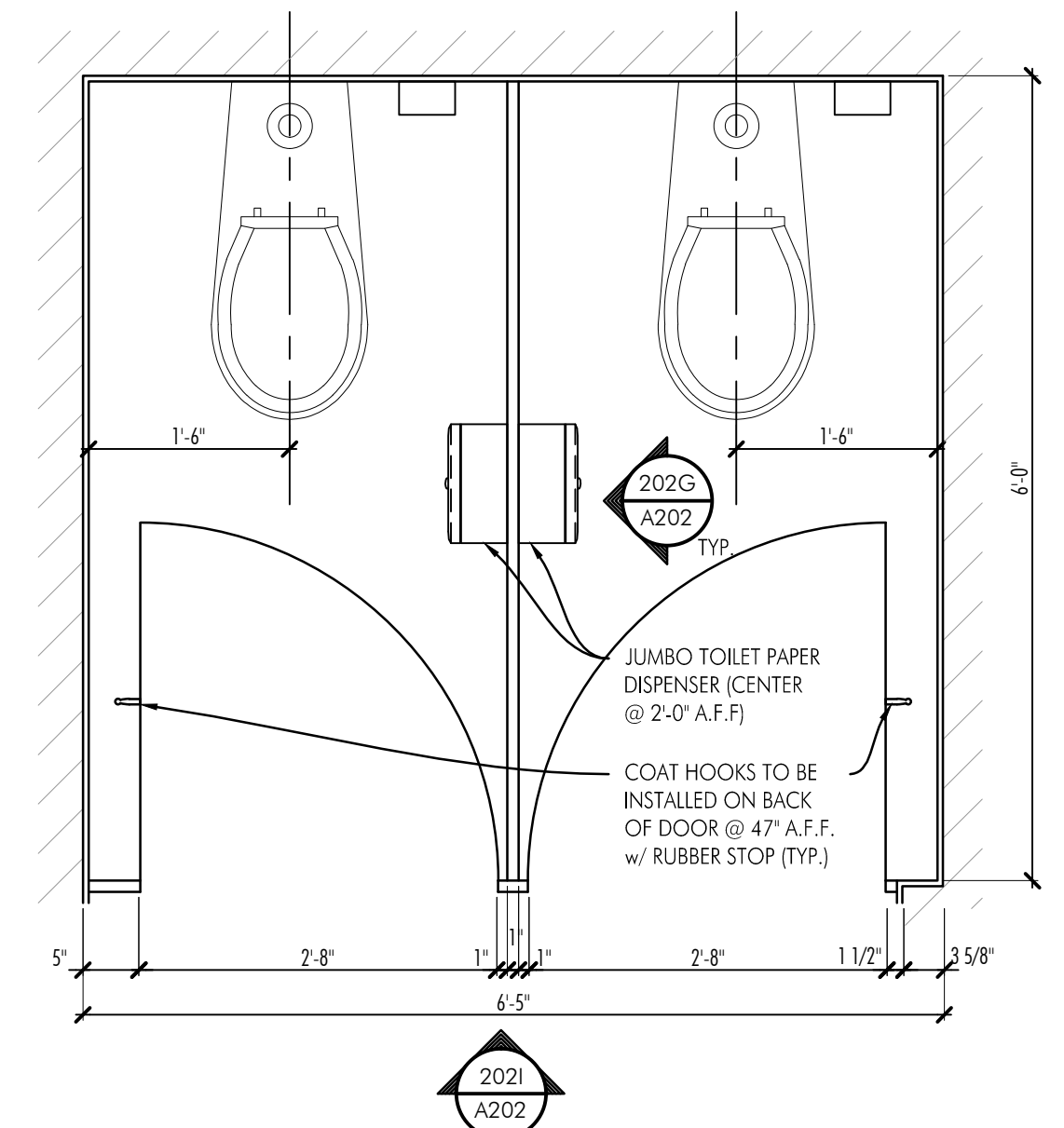
2028
A201 **BARRIER FREE WATER CLOSET**
SCALE: 3/4"=1'-0"



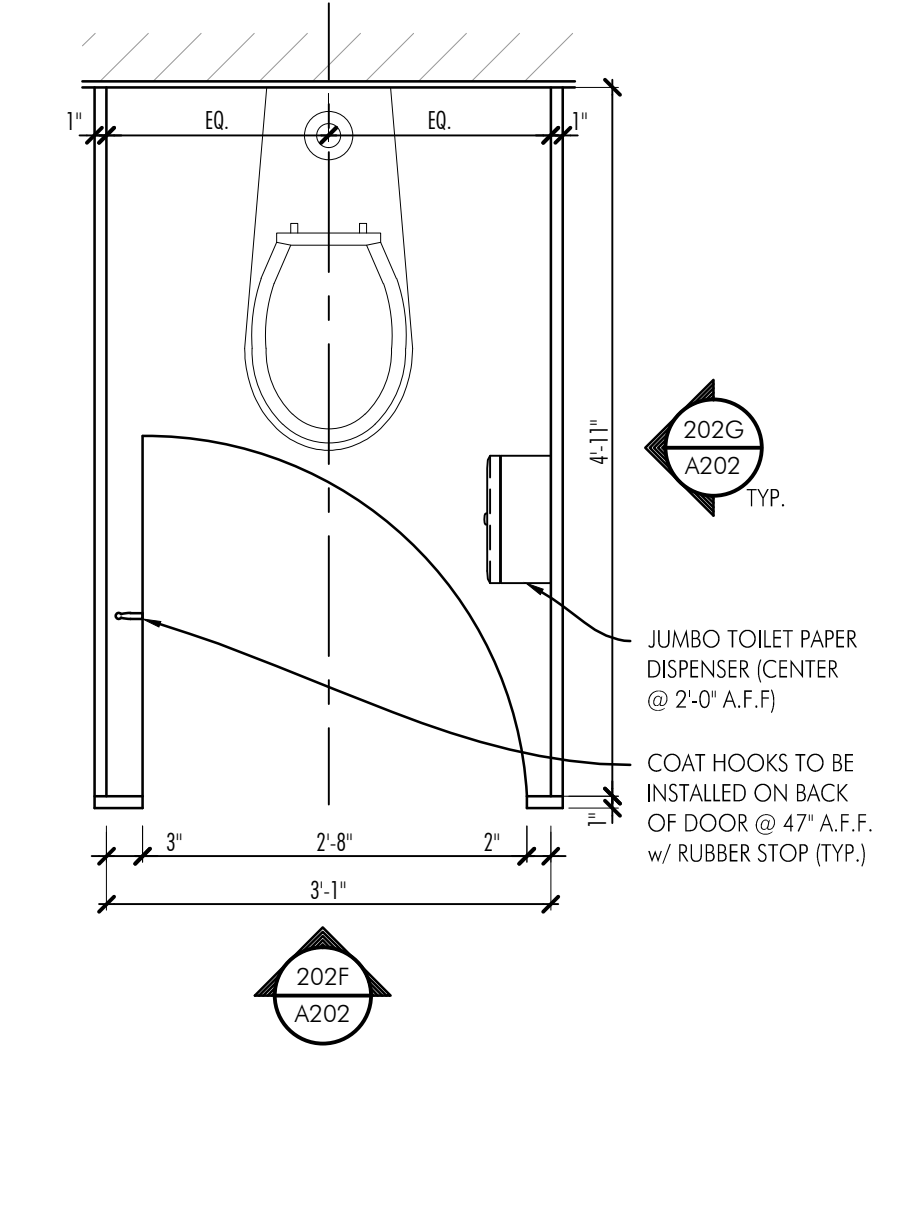
2026
A201 **BARRIER FREE LAVATORY**
SCALE: 3/4"=1'-0"



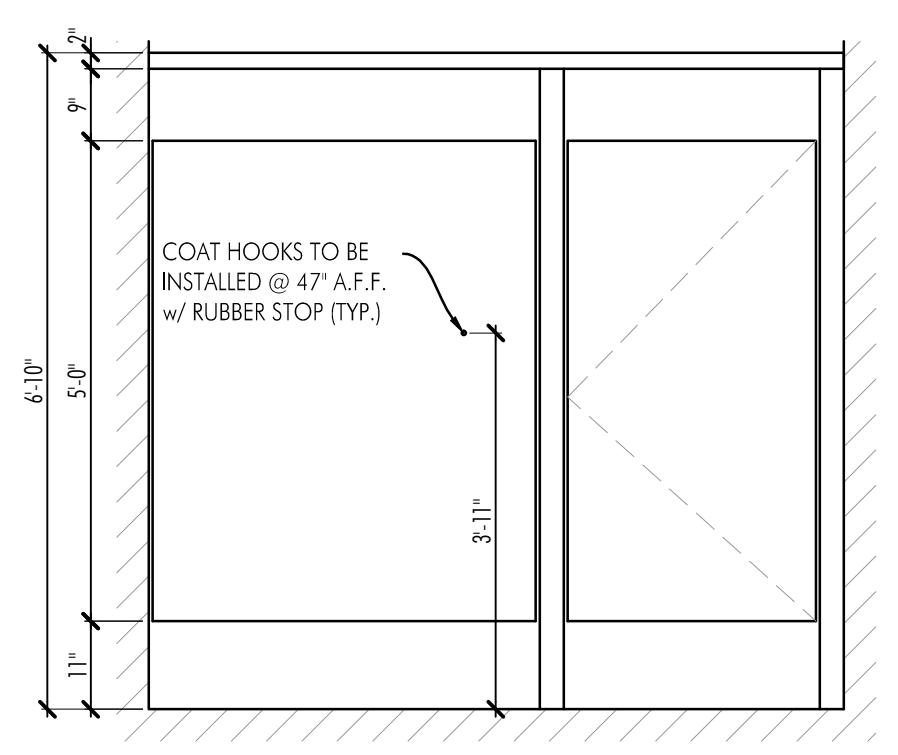
2020
A201 **TYP. URINAL ELEVATION**
SCALE: 3/4"=1'-0"



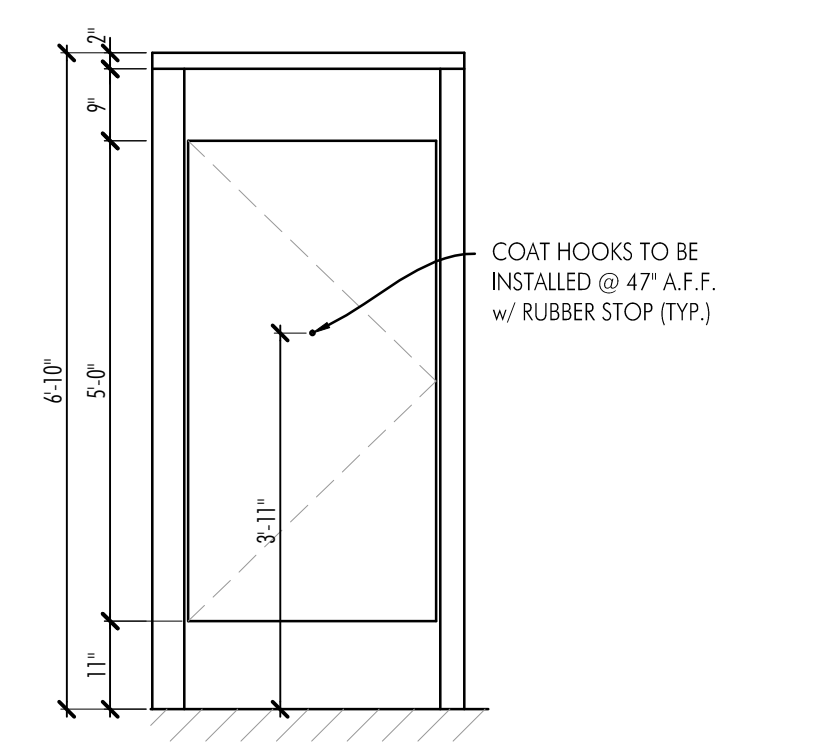
WATER CLOSET STALLS (WASHROOM 'D')
SCALE: 3/4"=1'-0"



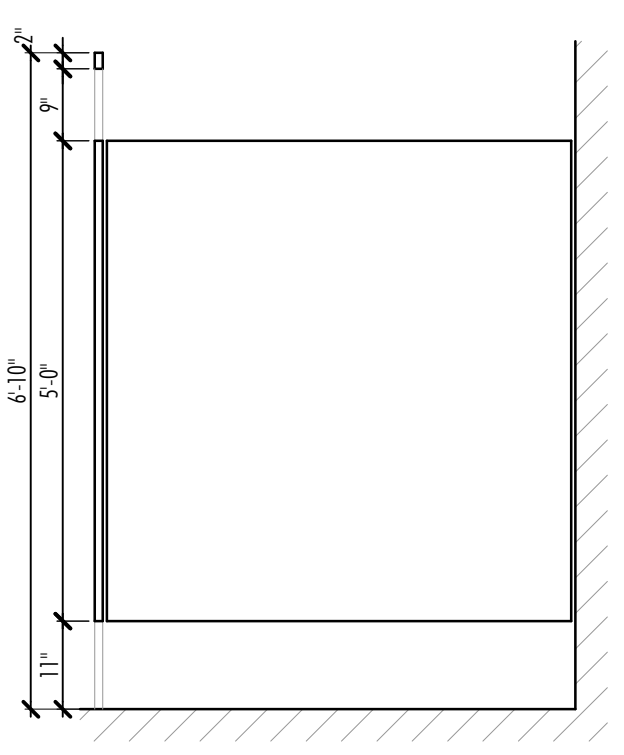
TYPICAL WATER CLOSET STALL
SCALE: 3/4"=1'-0"



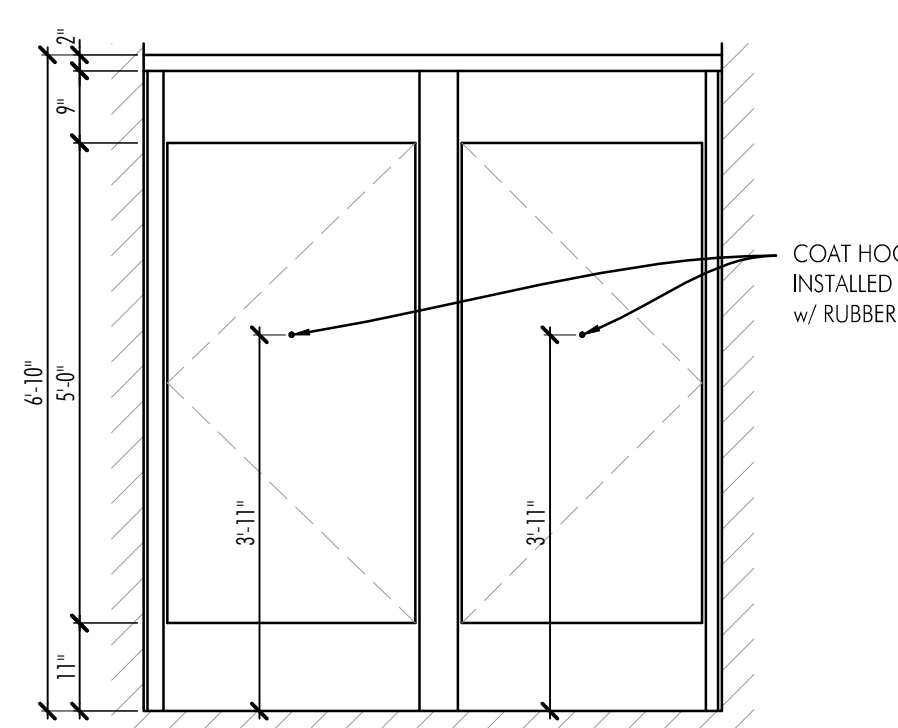
2028
A202 **PARTITION ELEVATION**
SCALE: 1/2"=1'-0"



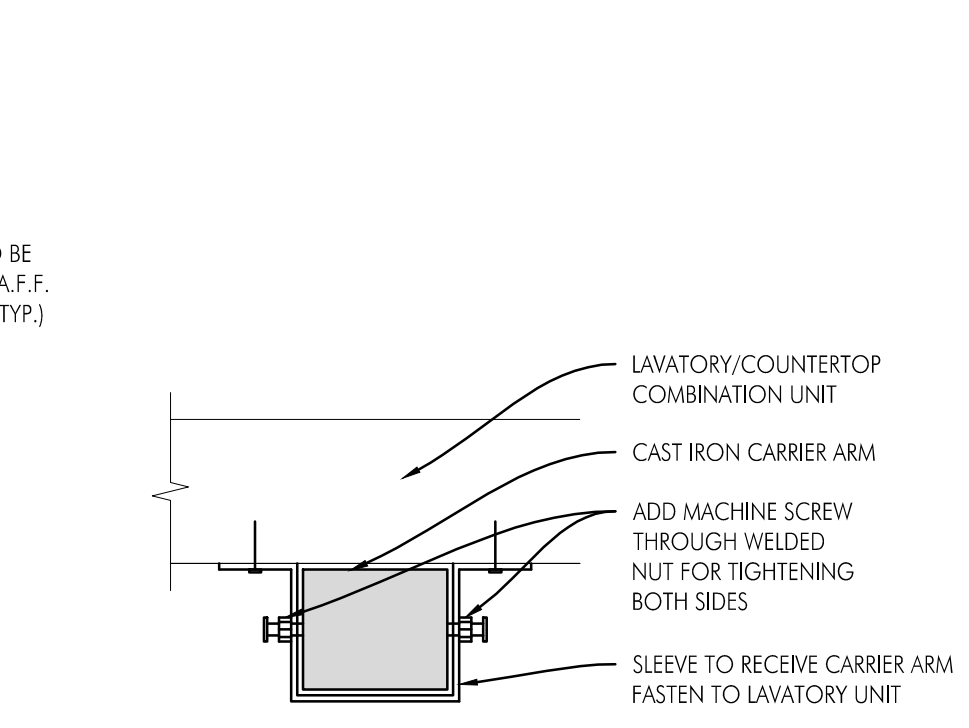
2028
A202 **PARTITION ELEVATION**
SCALE: 1/2"=1'-0"



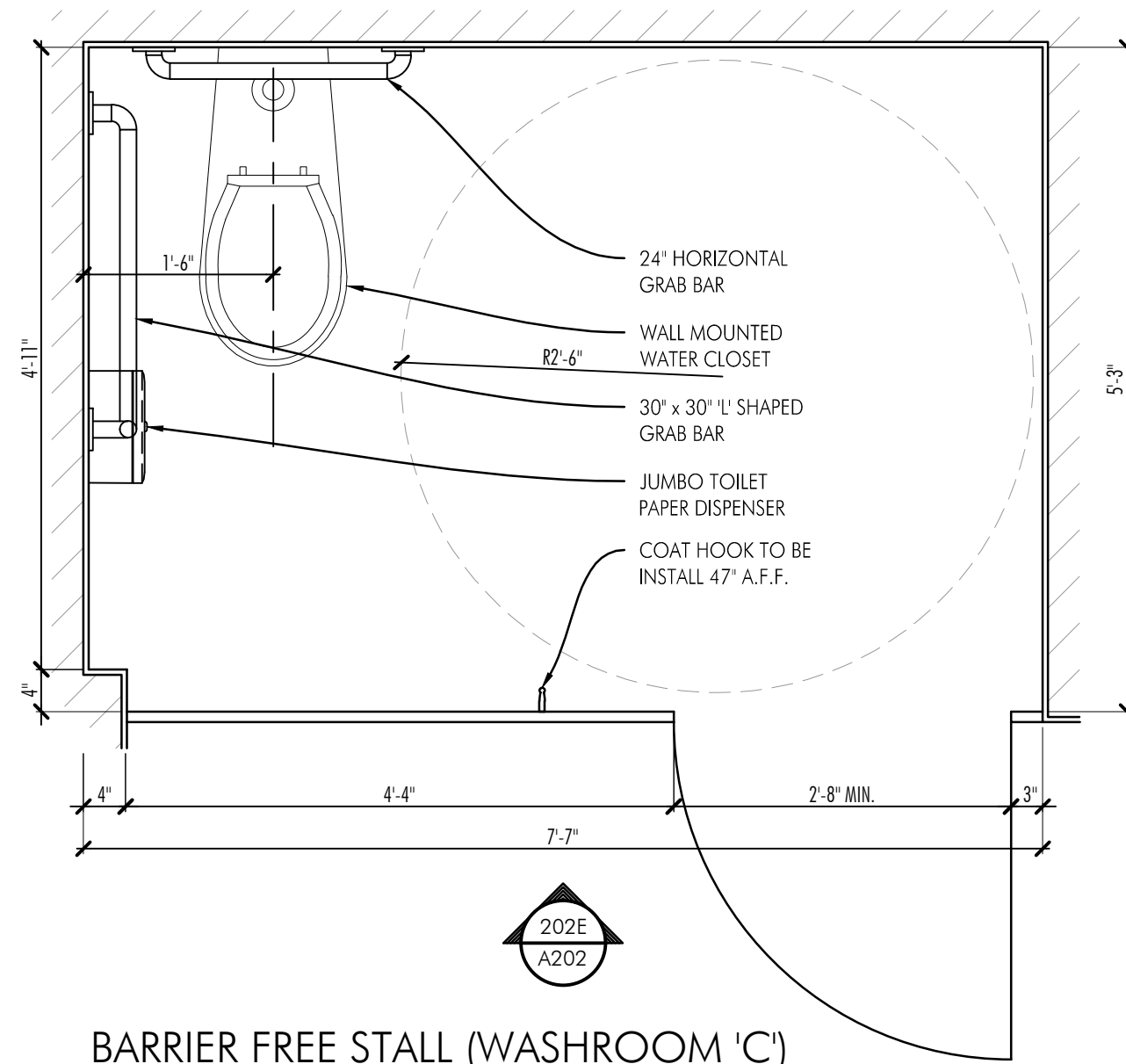
2026
A202 **PARTITION ELEVATION**
SCALE: 1/2"=1'-0"



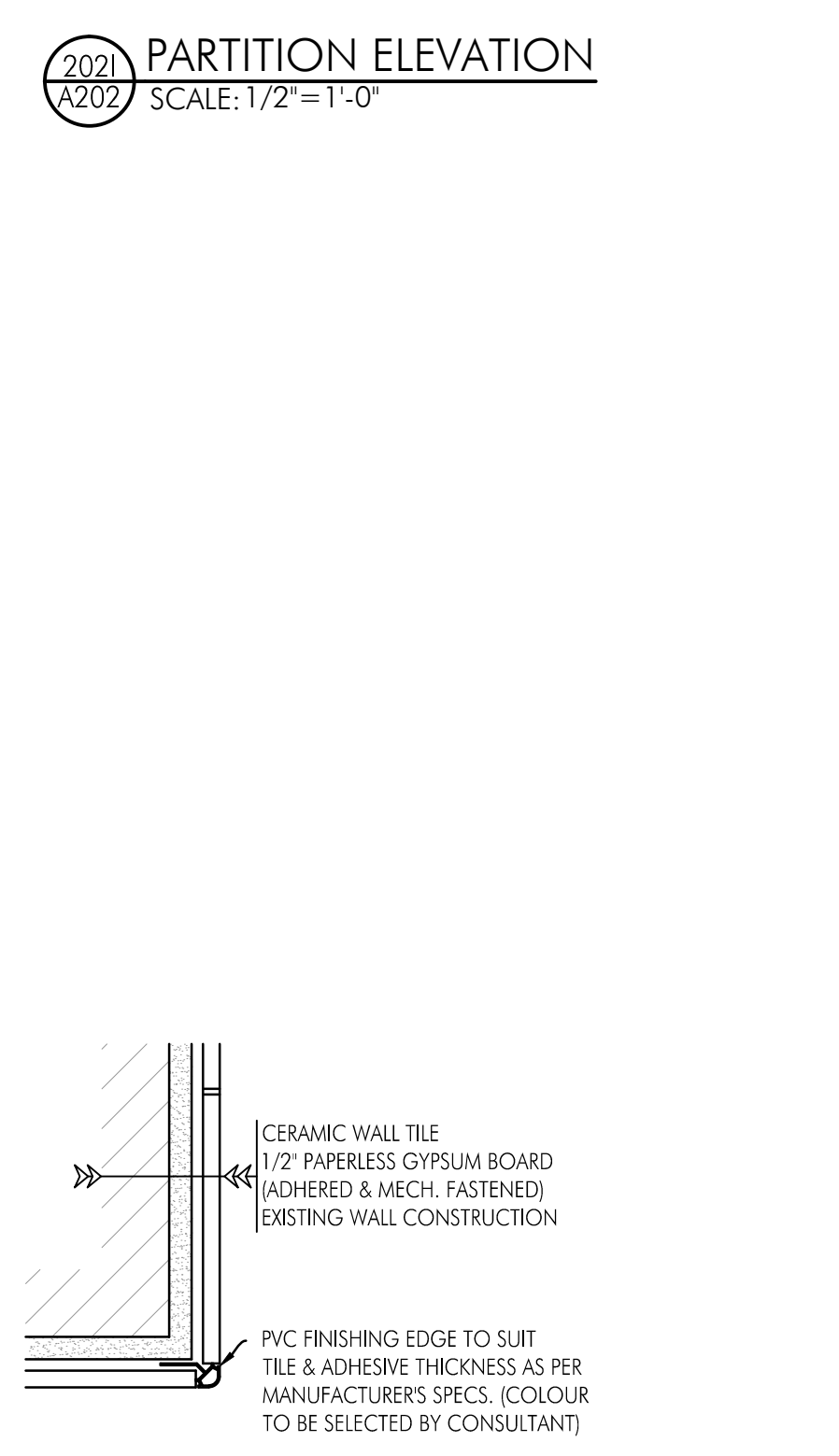
2021
A202 **PARTITION ELEVATION**
SCALE: 1/2"=1'-0"



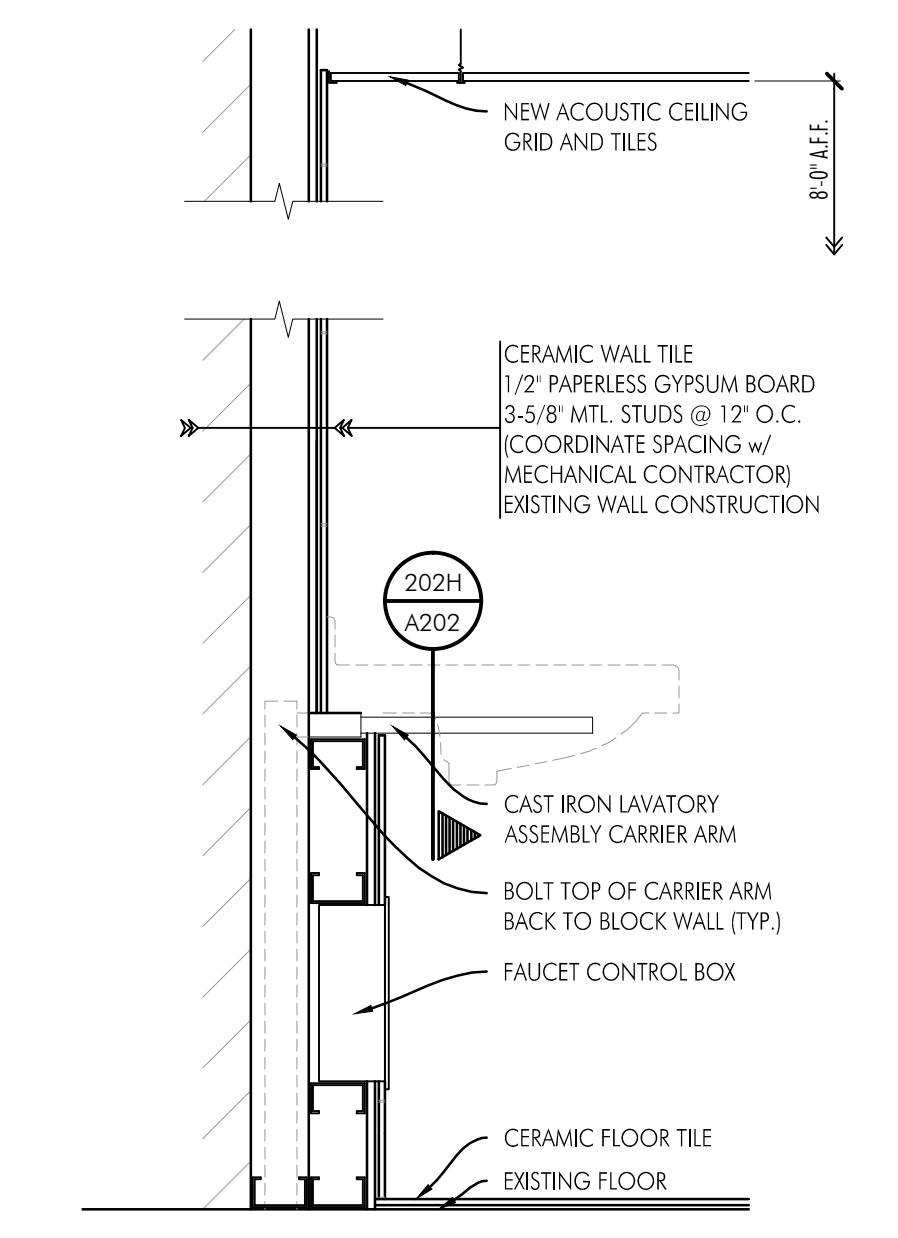
2021
A202 **CARRIER ARM CONNECTION DETAIL**
SCALE: 3"=1'-0"



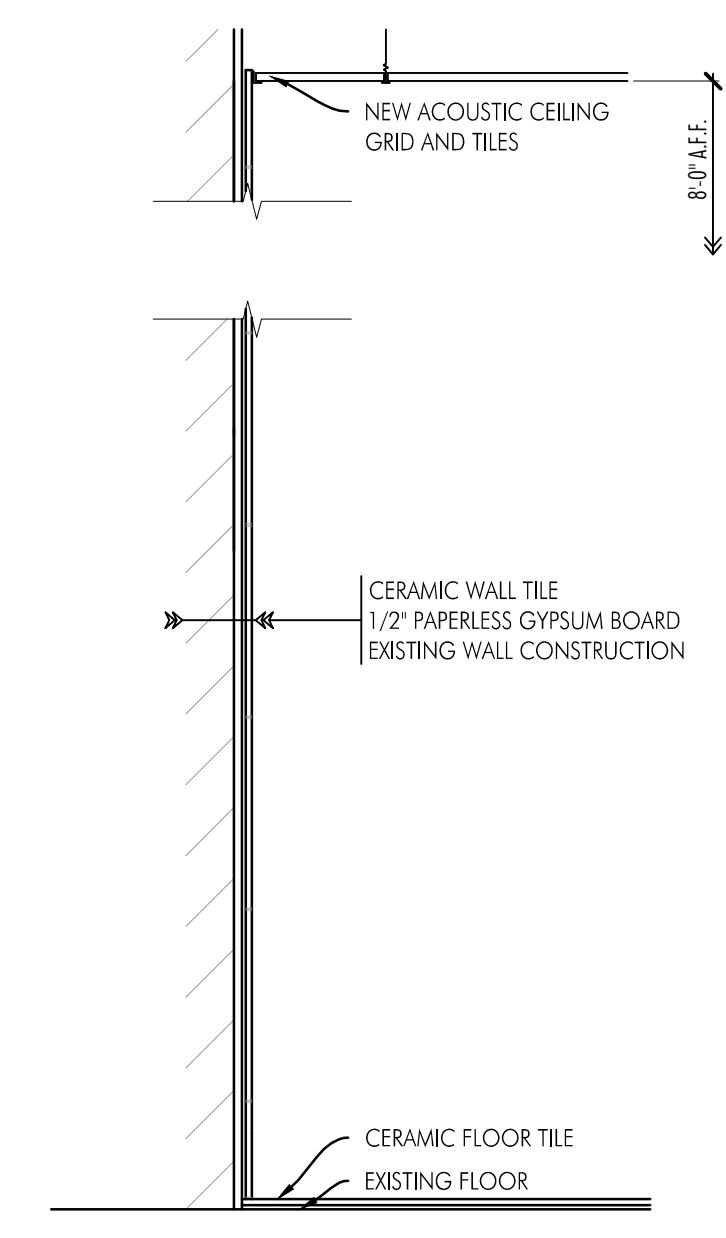
BARRIER FREE STALL (WASHROOM 'C')
SCALE: 3/4"=1'-0"



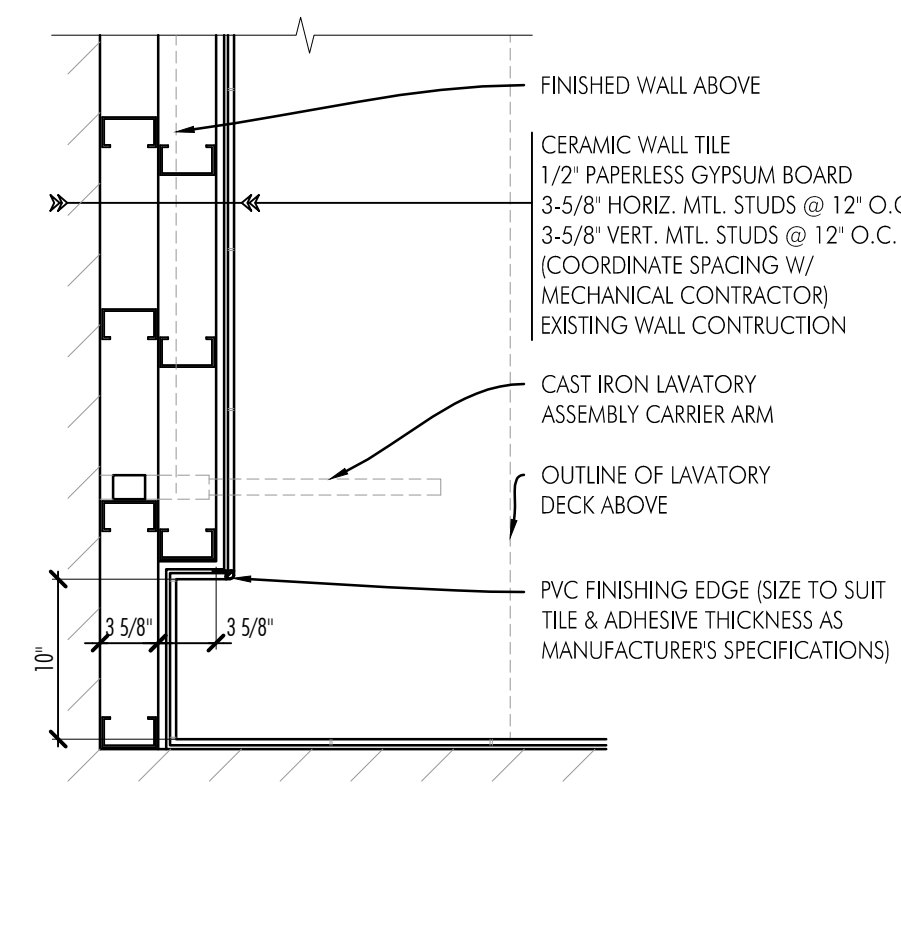
TYPICAL CORNER FINISH
SCALE: 3"=1'-0"



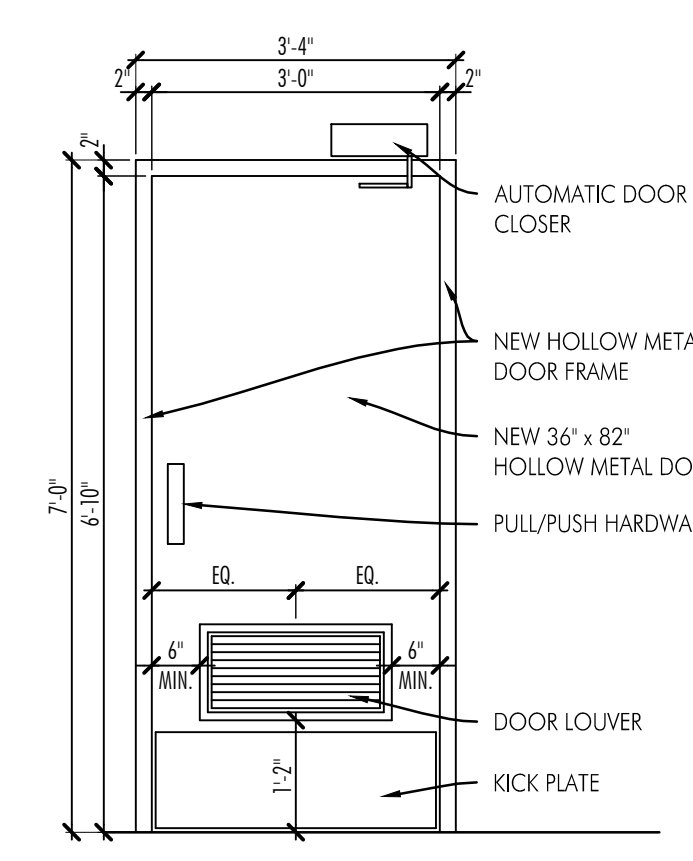
202K
A201 **TYP. CHASE NO. 1**
SCALE: 1/2"=1'-0"



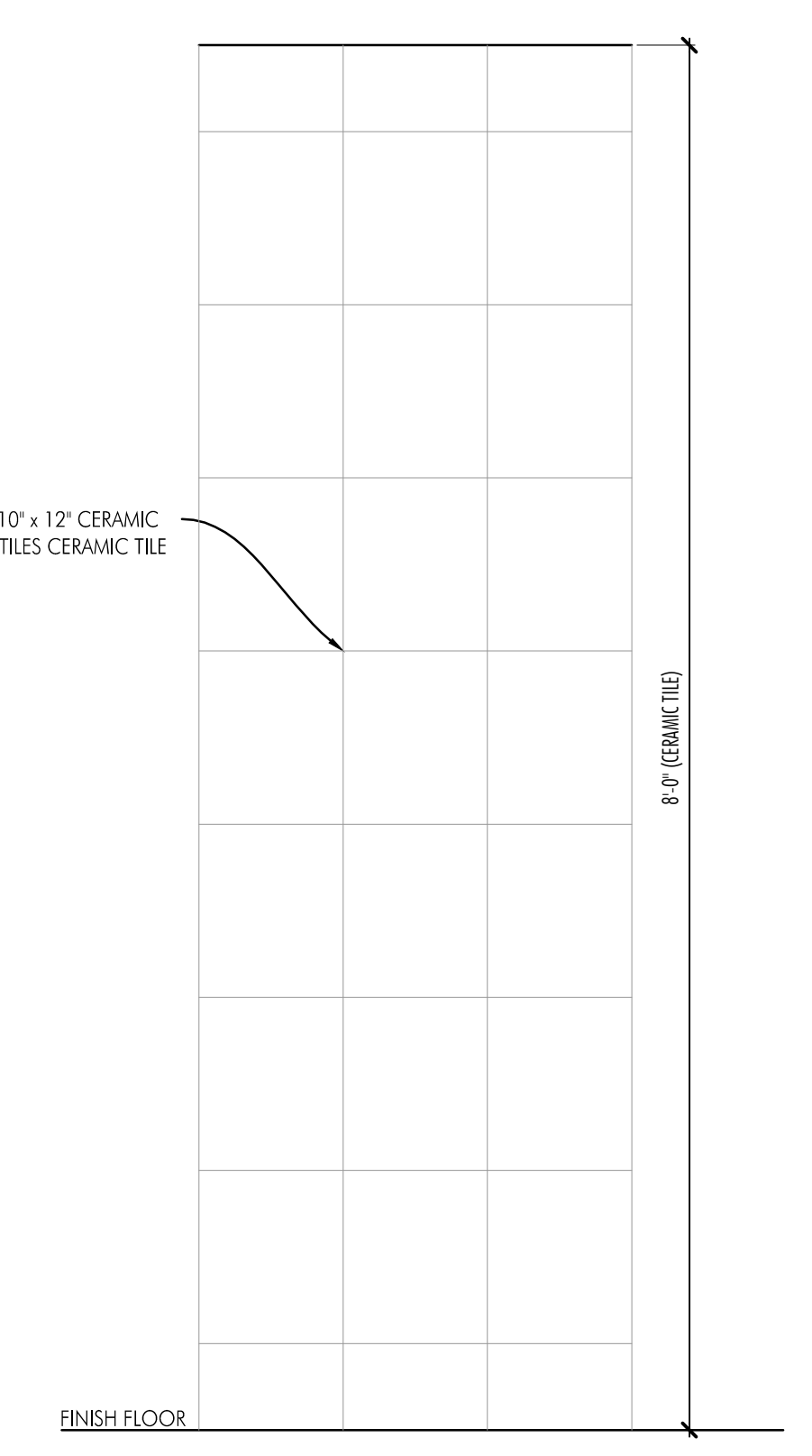
202M
A201 **TYP. FINISH TO EXISTING WALLS**
SCALE: 1/2"=1'-0"



202N
A101 **TYP. FINISH TO EXISTING WALLS**
SCALE: 1"=1'-0"



2020
A202 **TYP. DOOR ELEVATION**
SCALE: 1/2"=1'-0"



202P
A201 **TYP. TILE ELEVATION**
SCALE: 1"=1'-0"

1	TENDER	2015 10 21	MB
No.	Issued for:	Date:	By:

Glos Associates Inc.
ARCHITECTURAL - ENGINEERING CONSULTANTS
3535 North Service Road East
Windsor, Ontario N8W 5R7
Telephone: (519) 966-6750
Fax: (519) 966-6753
www.glosassociates.com

North:
Consultant:
Project Name:

G.P.C.R.F. WASHROOM UPGRADES
HARROW, ONTARIO
Client:
AGRICULTURE AND AGRI-FOOD CANADA
HARROW, ONTARIO

SECTION AND DETAILS
Design By: RG
Drawn By: AK/RZ
Checked By: RG
Project No.:
Sheet No.:

A614 A202

2015/10/16 8:42 AM



Annexe « F »

CONDITIONS D'ASSURANCE



CONDITIONS D'ASSURANCE

CA1 GÉNÉRALITÉS

- CA1.1 Indemnisation des accidentés du travail
- CA1.2 Indemnité
- CA1.3 Preuve d'assurance
- CA1.4 Assuré
- CA1.5 Paiement de franchise

CA2 ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

- CA2.1 Portée de l'assurance
- CA2.2 Période d'assurance

CA3 ASSURANCE AUTOMOBILE

- CA3.1 Portée de l'assurance

CA4 ASSURANCE DES RISQUES DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION ET ASSURANCE FLOTTANTE D'INSTALLATION

- CA4.1 Portée de l'assurance
- CA4.2 Montant d'assurance
- CA4.3 Période d'assurance
- CA4.4 Produit de l'assurance

CA1 GÉNÉRALITÉS

CA1.1 Indemnisation des accidentés du travail

- 1) L'entrepreneur accepte d'obtenir une indemnisation des accidentés du travail et d'y souscrire en conformité avec la prescription de la loi de la province ou du territoire où le travail a été accompli.

CA1.2 Indemnité

- 1) La garantie d'assurance requise par les dispositions des présentes conditions d'assurance ne doit d'aucune façon limiter la responsabilité de l'entrepreneur en vertu de la clause d'indemnité des conditions générales du contrat. L'entrepreneur est libre, à condition d'en assumer le coût, d'ajouter toute garantie complémentaire qu'il juge nécessaire pour remplir ses obligations conformément à la clause susmentionnée.

CA1.3 Preuve d'assurance

- 1) Avant le début des travaux, et dans un délai de trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une ATTESTATION D'ASSURANCE (formulaire AAFC/AAC5314) disponible sur demande.
- 2) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux exigences des garanties d'assurance décrites aux présentes.

CA1.4 Assuré

- 1) Le contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'assuré additionnel, Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre d'Agriculture et Agroalimentaire

CONDITIONS D'ASSURANCE (suite)

Canada, à l'égard de la responsabilité découlant des activités de l'entrepreneur ayant trait aux travaux.

CA1.5 Paiement de franchise

- 1) L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CA2 ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

CA2.1 Portée de l'assurance

- 1) La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par le formulaire BAC 2100 avec toutes ses modifications successives et doit avoir :
 - (a) un « Plafond par sinistre » d'au moins 1,000,000.00 \$;
 - (b) un « Plafond pour risque produits / après travaux » d'au moins 1,000,000.00 \$; et
 - (c) un « Plafond global général » d'au moins 2,000,000.00 \$ par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite.
- 2) Le contrat d'assurance doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujéti :
 - (a) Dynamitage.
 - (b) Battage de pieux et travaux de caisson.
 - (c) Reprise en sous-œuvre.
 - (d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, peu importe si ce support est naturel, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.
 - (e) Amiante.
 - (f) Police automobile des non-proprétaires.

CA2.2 Période d'assurance

- 1) À moins d'avis contraire par écrit du Canada ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes, le contrat d'assurance exigé dans les présentes doit prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du Certificat d'achèvement, mis à part le fait que la garantie pour les travaux complétés doit, quoi qu'il en soit, être maintenue pour un délai minimum de six (6) ans suivant la date du CERTIFICAT D'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX.

CA3 ASSURANCE AUTOMOBILE

CA3.1 Portée de l'assurance

- 1) L'entrepreneur doit avoir une assurance responsabilité civile automobile visant les véhicules immatriculés d'au moins 1 million de dollars par sinistre couvrant les lésions corporelles, le décès et les dommages matériels.

CONDITIONS D'ASSURANCE (suite)

CA4 ASSURANCE DES RISQUES DES ENTREPRENEURS DE CONSTRUCTION ET ASSURANCE FLOTTANTE D'INSTALLATION

CA4.1 Portée de l'assurance

- 1) La garantie d'assurance fournie par un contrat d'assurance des risques des entrepreneurs de construction ou un contrat d'assurance flottante d'installation ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par les formulaires BAC 4042 et BAC 4047, avec toutes leurs modifications apportées de temps à autre.
- 2) Le contrat d'assurance doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.
- 3) Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes ou dommages occasionnés par n'importe lequel des risques suivants :
 - (a) Amiante.
 - (b) Champignons et spores.
 - (c) Cyber.
 - (d) Terrorisme.

CA4.2 Montant d'assurance

- 1) Le montant de l'assurance doit égalier au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, le contrat d'assurance doit être modifié pour refléter la valeur révisée du contrat.

CA4.3 Période d'assurance

- 1) À moins d'avis contraire par écrit du Canada ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes, le contrat d'assurance exigé dans les présentes doit prendre effet avant le début des travaux et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du CERTIFICAT D'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX.

CA4.4 Produit de l'assurance

- 1) Le contrat d'assurance doit stipuler que le produit de l'assurance correspondant doit être payé à Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou selon les directives du Canada conformément à GC 9.3 Produit de l'assurance.
- 2) L'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement du produit de l'assurance.



Annexe « G »

DOCUMENTS CONTRACTUELS



GRANDS TRAVAUX - DOCUMENTS CONTRACTUELS

CS01 DOCUMENTS CONTRACTUELS

- 1) Les documents suivants constituent les documents contractuels :
 - (a) Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - (b) Formulaire de soumission et d'acceptation et les annexes s'y rattachant dûment remplis;
 - (c) Dessins et devis;
 - (d) Conditions générales d'AAC formulaire AAFC / AAC5321-F:
 - (i) CG1 Dispositions générales
 - (ii) CG2 Administration du contrat
 - (iii) CG3 Exécution et contrôle des travaux
 - (iv) CG4 Mesures de protection
 - (v) CG5 Modalités de paiement
 - (vi) CG6 Retards et modification des travaux
 - (vii) CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat
 - (viii) CG8 Règlement des différends
 - (ix) CG9 Sécurité des contrats
 - (x) CG10 Assurance
 - (e) Conditions supplémentaires, le cas échéant;
 - (f) Conditions d'assurance, formulaire AAFC / AAC5315-F;
 - (g) Toute modification ou toute révision de soumission recevable reçue avant l'heure et la date déterminées pour la clôture de l'appel d'offres;
 - (h) Toute modification intégrée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission;
 - (i) Toute modification apportée aux documents contractuels conformément aux Conditions générales.
- 2) La langue des documents contractuels sera celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

CS02 ACCEPTATION ET CONTRAT

- 1) Au moment de l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est conclu entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux cités à la section CS01 DOCUMENTS CONTRACTUELS.



Annexe « H »

CONTRAT



CONTRAT

BUREAU DES ACHATS

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Centre de service de l'est
Service de réception des offres
2001, rue University, bureau 671-TEN
Montréal, QC
H3A 3N2

Nous acceptons votre soumission de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, conformément aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, la construction énumérée ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Commentaires

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Sujet		
N ^o de l'invitation / contrat		Date
N ^o de référence du client		
N ^o de dossier		
Code(s) financier(s)		<input type="radio"/> TPS <input type="radio"/> TVH <input type="radio"/> TVQ
F.A.B. Destination		
Taxes applicables		Inclus
Destination		
Factures - Envoyer l'original et deux copies à :		
Adresser toutes questions à :		
N ^o de téléphone	Poste	N ^o de télécopieur
Coût total estimatif		Devise CAD
Pour le Ministre		
Signature		Date



FORMULAIRES

- Cautionnement de soumission
- Attestation d'assurance
- Cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux
- Cautionnement d'exécution
- Attestation T4-A



CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : _____

MONTANT : _____

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur

principal (ci-après le débiteur principal), et _____,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

_____ dollars (_____ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le _____ jour de _____, 20__.

ATTENDU QUE le débiteur principal a présenté une soumission écrite à la Couronne en date _____ jour de _____, 20__, pour _____

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU :

- (a) si le débiteur principal, dans l'éventualité où sa soumission est acceptée dans le délai prescrit par la Couronne ou, en l'absence d'un tel délai, dans les soixante (60) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres : signe, dans le délai prescrit par la Couronne ou, en l'absence d'un tel délai, dans les quatorze (14) jours suivant la présentation pour signature des formulaires requis, tous les documents contractuels qu'il peut être tenu de signer aux termes de la soumission acceptée; fournit un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux d'une valeur nominale respective de 50 % de la valeur du contrat, à la satisfaction de la Couronne, ou toute autre garantie acceptable par la Couronne; ou
- (b) si le débiteur principal verse à la Couronne la différence entre le montant de sa soumission et le montant du contrat conclu par la Couronne pour les travaux, les fournitures et les services visés par ladite soumission, dans le cas où la valeur de ce contrat est supérieure au montant de la soumission du débiteur principal;

dans le cas contraire, le présent cautionnement demeurera en vigueur.

POURVU TOUTEFOIS que la caution et le débiteur principal ne soient pas obligés envers la Couronne pour une somme supérieure au montant prévu dans le présent cautionnement.

POURVU ÉGALEMENT que la caution ne fasse l'objet d'aucune poursuite ou action en justice, à moins que cette poursuite ou cette action ne soit intentée et signifiée à son siège social au Canada dans les douze (12) mois suivant la date du présent cautionnement.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal

Témoin

Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.



ATTESTATION D'ASSURANCE

À être complétée par l'Assureur

MARCHÉ					
Description et endroit des travaux					N° de contrat
					N° de projet
ASSUREUR			COURTIER		
Nom de la compagnie			Nom de la compagnie		
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro	Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro
Rue			Rue		
Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route	Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route
Municipalité (ville, village, etc.)			Municipalité (ville, village, etc.)		
Province / État	Code postal / ZIP		Province / État	Code postal / ZIP	
ASSURÉ			ASSURÉ ADDITIONNEL		
Nom de l' entrepreneur			Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada.		
Pièce/bureau/appt.	Numéro civique	Suffixe de numéro			
Rue					
Type de rue	Direction de la rue	BP ou numéro de route			
Municipalité (ville, village, etc.)					
Province / État	Code postal / ZIP				
<p>L'assureur atteste que les polices d'assurance suivantes sont présentement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré, en fonction du marché conclu entre l'Assuré dénommé et Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada.</p>					
POLICE					
Genre	Numéro	Date d'effet	Date d'expiration	Limites de garantie (\$)	
Responsabilité civile des entreprises					
Assurance des chantiers « Tous risques »					
Risques d'installation « Tous risques »					
Autre (énumérer)					
<p>Chacune des présentes polices renferment les garanties et dispositions spécifiées aux Conditions d'assurances, et chaque police a été amendée pour couvrir Sa Majesté en tant qu'assuré additionnel. L'assureur convient de donner un préavis de trente (30) jours à Sa Majesté et à l'assuré désigné en cas de changement visant la garantie d'assurance ou les conditions ou de l'annulation de n'importe quelle police ou garantie.</p>					
Nom du cadre ou de la personne autorisée		Numéro de téléphone		Ext.	
Signature		Date			



CAUTIONNEMENT POUR LE PAIEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DES MATÉRIAUX

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : _____

MONTANT : _____

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur principal (ci-après le débiteur principal), et _____,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

_____ dollars (_____ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le _____ jour de _____, 20__.

ATTENDU QUE le débiteur principal a conclu un contrat écrite à la Couronne en date du _____ jour de _____, 20__, pour _____

(le contrat), lequel est incorporé aux présentes par renvoi pour en faire partie intégrante.

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU si tous les paiements exigibles sont versés sans retard à tous les réclamants qui ont fourni de la main-d'oeuvre des services ou des matériaux dans le cadre du contrat, y compris dans le cadre de toute modification contractuelle subséquente et de toute prolongation dûment autorisées, la caution renonçant par les présentes à son droit d'être avisée concernant ces modifications et prolongations; au cas contraire, le cautionnement demeurera valide et en vigueur, sous réserve des conditions suivantes :

1. Dans le cadre du présent cautionnement, le réclamant (demandeur) désigne toute personne ayant conclu un contrat directement avec le débiteur principal ou l'un quelconque de ses sous-traitants pour de la main-d'oeuvre des matériaux ou les deux, utilisés ou raisonnablement requis dans l'exécution du contrat; sont compris dans la main-d'oeuvre et les matériaux : l'eau, le gaz, l'énergie, l'éclairage, le chauffage, le mazout, l'essence naturelle, les services de téléphone et la location d'équipements (à l'exclusion de la location d'équipements dont le loyer doit être inclus dans le prix d'achat du contrat) directement liés au contrat.
2. Le présent cautionnement ne s'applique pas aux demandes de paiement portant sur de la main-d'oeuvre des services ou des matériaux fournis dans le cadre du contrat lorsque ces demandes représentent une dépense d'immobilisation ou des frais généraux ou d'administration encourus par le débiteur principal dans l'exécution du contrat.
3. Le débiteur et la caution conviennent par les présentes, conjointement et solidairement avec la Couronne, que si un réclamant n'est pas payé en vertu de son contrat avec le débiteur ou avec un quelconque sous-traitant du débiteur dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'achèvement des services ou de la livraison des matériaux, la Couronne pourra tenter une action en justice en vertu du présent cautionnement et poursuivre cette action jusqu'à jugement final et exécution pour toute somme qui peut être due. Le droit de la Couronne d'intenter une telle action est cédé au réclamant conformément à la Partie VIII de la
4. Aux fins du présent cautionnement, la responsabilité du débiteur et de la caution face à un réclamant qui n'a pas conclu de contrat avec le débiteur se limite au montant que le débiteur aurait eu à payer au réclamant si les dispositions législatives provinciales ou territoriales applicables en matière de liens et de privilèges s'étaient appliquées aux travaux. Un réclamant n'est pas tenu de respecter les dispositions de ces lois qui établissent les procédures à respecter relativement aux avis, aux enregistrements ou autres qu'il aurait autrement été tenu de respecter pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens ou de privilèges dont il aurait pu se prévaloir. Le réclamant doit avoir droit d'acheminer sa réclamation et d'obtenir recouvrement en vertu des présentes, sous réserve des conditions et des exigences de notification prévues au cautionnement.
5. Toute modification importante du contrat conclu entre le débiteur et la Couronne ne peut en aucune manière porter préjudice aux droits et intérêts d'un réclamant qui n'a pas contribué ou provoqué cette modification.

6. Aucun réclamant ne peut intenter une action en justice en vertu des présentes :

- (a) à moins d'avoir donné un avis écrit, dans le délai imparti aux présentes, au débiteur principal et à la caution désignée aux présentes, indiquant aussi précisément que possible le montant réclamé. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé à toute place d'affaires du débiteur et de la caution ou signifié conformément aux règles de signification des procédures judiciaires en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux faisant l'objet du contrat sont situés. L'avis doit être donné :
 - (i) pour toute réclamation portant sur la retenue ou une partie de la retenue que le débiteur principal ou l'un quelconque de ses sous-traitants est tenu de prélever en vertu du contrat entre le réclamant et le débiteur principal ou, le cas échéant, du contrat entre le réclamant et le sous-traitant du débiteur principal, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la date d'exigibilité du dernier paiement dû au réclamant en vertu du contrat;
 - (ii) pour toute réclamation portant sur des sommes autres que la retenue mentionnée à l'alinéa qui précède, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant le dernier jour où les services, les travaux, la main-d'œuvre ou les matériaux visés par la réclamation ont été fournis en vertu du contrat entre le réclamant et le débiteur principal ou son sous-traitant;
- (b) après l'expiration d'un délai d'une (1) année suivant la date à laquelle le débiteur principal a cessé les travaux en vertu du contrat, y compris les travaux exécutés en vertu d'une garantie accessoire au contrat;
- (c) ailleurs que devant un tribunal compétent dans la province ou le district du Canada où sont situés les travaux ou une partie des travaux visés par le contrat; les parties au cautionnement conviennent par les présentes de se soumettre à la compétence de ce tribunal.

7. Doit être déduit du montant du présent cautionnement tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes.

8. La caution ne peut réclamer aucune somme en vertu du contrat et le montant et l'étendue de sa responsabilité en vertu du présent cautionnement demeurent inchangés. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la caution est tenue de payer toutes les réclamations valables soumises par un réclamant en vertu du présent cautionnement avant qu'une somme quelconque relative au contrat et retenue par la Couronne ne puisse être versée à la caution.

9. La responsabilité de la caution ne peut excéder le montant du présent cautionnement.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal

Témoin

Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.



CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

NUMÉRO DU CAUTIONNEMENT : _____

MONTANT : _____

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur

principal (ci-après le débiteur principal), et _____,

à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, le créancier, (ci-après appelée la Couronne), au paiement de la somme de

_____ dollars (_____ \$), en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le _____ jour de _____, 20__.

ATTENDU QUE le débiteur principal a conclu un contrat avec la Couronne en date du _____ jour de _____, 20__,

pour _____

(le contrat), lequel est incorporé aux présentes par renvoi pour en faire partie intégrante.

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU si le débiteur principal s'acquitte, de manière satisfaisante et de bonne foi, de toutes les obligations qui lui incombent en vertu du contrat; dans le cas contraire, le présent cautionnement demeurera en vigueur et aura plein effet, sous réserve des conditions suivantes :

1. Dans le cas où le débiteur principal omet d'exécuter l'une quelconque de ses obligations et que la Couronne déclare qu'il est en situation de défaut :
 - (a) si le mandat des travaux n'est pas retiré au débiteur principal, la caution doit remédier au défaut du débiteur principal;
 - (b) si le mandat des travaux est retiré au débiteur principal, sur instruction de la Couronne à cette fin, la caution doit achever les travaux conformément aux modalités du contrat, pourvu que, si un contrat est conclu à cette fin :
 - (i) ce contrat soit conclu entre la caution et l'entrepreneur chargé d'achever les travaux; et
 - (ii) le choix de cet entrepreneur soit approuvé par la Couronne;
 - (c) si le mandat des travaux est retiré au débiteur principal et si la Couronne, après en avoir donné un avis raisonnable à la caution, n'enjoint pas à la caution d'achever les travaux, cette dernière doit assumer les coûts d'achèvement des travaux qui excèdent le montant dont dispose la Couronne en vertu du contrat;
 - (d) la caution doit assumer la responsabilité et payer tous les dépassements de coûts liés à l'achèvement des travaux;
 - (e) la caution n'a pas droit aux sommes gagnées par le débiteur principal en vertu du contrat jusqu'à la date du défaut, ni aux retenues prélevées et détenues par la Couronne sur ces sommes; la responsabilité de la caution en vertu du présent cautionnement demeure pleinement en vigueur à condition toutefois, sans limiter la généralité de ce qui précède, qu'à l'achèvement des travaux, à la satisfaction de la Couronne, toute somme gagnée par le débiteur principal dans le cadre du contrat et toute retenue prélevée et détenue par la Couronne sur ces sommes soit versée à la caution.
2. La responsabilité de la caution ne peut excéder le montant du présent cautionnement.
3. Aucune action en justice ou demande ne peut être intentée par la Couronne contre la caution en vertu des présentes après l'expiration d'un délai de deux (2) ans suivant la date d'exigibilité du dernier paiement en vertu du contrat.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

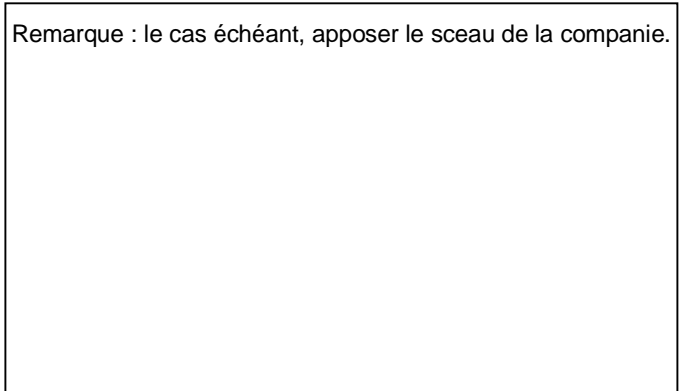
SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal

Témoin

Caution

Remarque : le cas échéant, apposer le sceau de la compagnie.





ATTESTATION T4-A

L'entrepreneur doit remplir et soumettre la présente attestation T4-A dans les quatorze (14) jours civils de l'avis d'attribution du marché et dans les quatorze (14) jours civils suivant tout changement à l'information déjà fournie en vertu du marché. Le défaut de fournir cette information ou de fournir l'information correcte constituera une violation fondamentale du marché.

1. **L'entrepreneur doit inscrire un [x] dans l'une des cases ci-dessous, vis-à-vis de la description qui correspond le mieux à son statut.**

- [] Une entreprise incorporée en vertu des lois fédérales ou provinciales;
- [] Une entreprise non incorporée, soit une entreprise individuelle ou un partenariat; ou
- [] Un particulier.

Nota.- L'information fournie à la section 2 doit concorder avec celle fournie à la section 1.

Nom de l'entreprise incorporée ou non incorporée ou du particulier :

Nom de la rue ou n° de case postale : _____

Ville ou village : _____

Province : _____

Code postal : _____

2. **L'entrepreneur doit remplir la section qui correspond à sa situation (2(a) ou 2(b) ou 2(c)).**

- (a) S'il est incorporé :
- Numéro d'entreprise (NE) : _____ , ou
- Numéro de TPS/TVH : _____ , ou
- Numéro T2 (impôt des sociétés - NT2) : _____ , selon le cas

- (b) S'il n'est pas incorporé :
- Numéro d'assurance sociale (NAS) : _____ , ou
- Numéro d'entreprise (NE) : _____ , ou
- Numéro de TPS/TVH : _____ , selon le cas

Nota.- Le nom de l'entreprise non incorporée doit être le même que le nom associé au numéro d'entreprise de Revenu Canada ou au numéro de TPS.

- (c) Si l'entrepreneur est un particulier :
- Numéro d'assurance sociale (NAS) : _____ , ou
- Numéro d'entreprise (NE) : _____ , ou
- Numéro de TPS/TVH : _____ , selon le cas

Nota.- Le nom du particulier doit être le même que le nom associé au numéro d'assurance sociale.

3. **JE/NOUS CERTIFIE/CERTIFIONS PAR LES PRÉSENTES avoir examiné l'information fournie ci-dessus, y compris le nom légal, l'adresse et l'identificateur à propos de Revenu Canada (NAS, NE, no de TPS/TVH, NT2), et que cette information est correcte et complète, et indique pleinement mon/notre identité.**

Signataire ou entrepreneur

Titre du signataire

Date